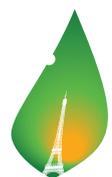




© Julius Mweny / ONU-Habitat

CATALOGUE DES SERVICES 2022



PARIS2015
UN CLIMATE CHANGE CONFERENCE
COP21-CMP11



HS/050/22F

Catalogue des services d'ONU-Habitat 2022

Copyright © Programme des Nations Unies pour les établissements humains

(ONU-Habitat) 2022 Tous droits réservés

Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) P.O. Box 30030 00100 Nairobi

GPO KENYA

www.unhabitat.org

Avertissement : Les désignations employées et la présentation du matériel dans ce rapport n'impliquent pas l'expression d'une quelconque opinion de la part du Secrétariat des Nations Unies concernant la délimitation de ses frontières ou limites, ou concernant son système économique ou son degré de développement. Les opinions exprimées dans cette publication ne reflètent pas nécessairement celles du Programme des Nations Unies pour les établissements humains ou de son Conseil d'administration.

Photo de couverture : Changement climatique à Mathare (fresque), lauréat du prix DigitalArt4Climate

Crédits photos : Gerry Wonderkid, Mathare One Stop, Nairobi, Kenya

UN-HABITAT is not responsible for the content or accuracy of this French version. In the event of any inconsistency between the English and the French version, the original English version shall be the binding and authentic version.

Contenu

Section 01

| | |
|---|----------|
| Introduction | 2 |
| Le contexte de ce catalogue | 2 |
| Comment utiliser ce catalogue | 5 |
| A qui s'adresse ce catalogue ? Comment le catalogue est-il organisé ? | 5 |
| Quels services utiliser et comment les combiner : balises pour chaque offre | 6 |
| Quelles sont les nouveautés de l'édition 2022 ? | 7 |
| Faire face aux enjeux d'aujourd'hui | 8 |

Section 02

| | |
|--|-----------|
| Notre soutien aux gouvernements nationaux, aux autorités locales et aux parties prenantes | 9 |
| A. Données urbaines, profilage et suivi | 9 |
| 1. Méthodes innovantes de profilage et dénombrement des quartiers informels à l'échelle municipale | 9 |
| 2. Profils de migration urbaine | 12 |
| 3. Profils de résilience des villes | 14 |
| 4. Soutien pour un alignement local sur les ODD en produisant des profils ODD uniques | 16 |
| 5. Profilage urbain et spatial pour un aménagement stratégique et durable | 18 |
| 6. Évaluation des vulnérabilités, des situations socio-économiques et des équipements pour des villes inclusives | 23 |
| 7. Plateforme de suivi des réponses et de la réactivité au COVID-19 | 28 |
| B. Processus participatifs | 30 |
| 1. Block by Block : cocréation d'espaces publics sûrs, inclusifs et accessibles | 30 |
| 2. CityRAP : Plan d'action pour la résilience des villes | 33 |
| 3. Planification urbaine intégrée en contexte de crise prolongée | 36 |
| 4. Systèmes participatifs de contrôle de transparence pour les politiques urbaines | 40 |
| 5. Créer des centres communautaires urbains pour les jeunes | 43 |
| 6. HerCity toolbox | 45 |

| | |
|---|------------|
| C. Politique, législation et gouvernance | 48 |
| 1. Renforcer les droits au logement, à la terre et à la propriété en contexte de paix | 48 |
| 2. Cadres juridiques pour la planification de villes durables | 51 |
| 3. Politiques urbaines nationales et infranationales | 5(|
| 4. Leaving no place behind : Renforcer les liens entre zones urbaines et rurales | 5, |
| 5. Politique, droit et gouvernance pour les villes intelligentes sur le plan climatique | +% |
| 6. Droit urbain pour l'amélioration et la prévention des quartiers informels | 62 |
| 7. MetroHUB : Soutenir le développement durable des métropoles et des régions | 6) |
| D. Planification et conception | 6, |
| &#Guider les transformations urbaines en intégrant les objectifs mondiaux aux plans de développement° urbains locaux | 6, |
| ' #Studios de planification rapide | , % |
| (#Évaluation de plans urbains à l'échelle municipale | 7' |
|) #Promouvoir un espace public sûr, inclusif et accessible | 7) |
| * #Planifier des villes et des territoires en bonne santé | 7- |
| + #Our City Plans: outils de conception et mise en oeuvre d' aménagement territoriaux destinés aux° acteurs locaux | -% |
| , #Cadre de développement spatial | 8(|
| E. Terrains, logements et abris | 85 |
| 1. Stratégies nationales en matière de logement | 85 |
| 2. Prévention des expulsions forcées et évaluations de l'impact des expulsions | 88 |
| 3. Système d'information foncière à faible coût | 90 |
| 4. Solutions durables pour populations déplacées et communautés vulnérables urbaines | 93 |
| 5. Stratégies d'amélioration et de prévention des bidonvilles pour la réduction de la pauvreté et des inégalités | 95 |
| F. Services et infrastructures de base | 97 |
| 1. Gestion durable des déchets et valorisation des déchets en tant que ressource | 97 |
| 2. Planification de l'eau, de l'assainissement, et investissements dans les infrastructures nécessaires | 99 |
| 3. Amélioration de la durabilité et l'efficacité des services d'approvisionnement en eau grâce aux partenariats entre opérateurs | 101 |
| 4. Planification de la mobilité urbaine durable | 104 |
| 5. Création de bâtiments économes en énergie et en ressource | 107 |
| G. Économie et financements | 110 |
| 1. Amélioration des techniques d'accès à des revenus locaux autonomes grâce à une méthode d'analyse rapide | 110 |
| 2. Revenus fonciers au service d'une bonne gouvernance et d'un développement inclusif | 113 |
| 3. Modalités de financement innovantes et partenariats public-privé-personnel (PPPP) pour l'amélioration des quartiers informels | 115 |

| | |
|---|------------|
| H. Changement climatique et villes | 118 |
| Intégration de l'IMVI dans les plans nationaux d'adaptation (PNA), Contributions déterminées au niveau national (CDN), et politiques climatiques nationales | 118 |
| Soutien aux stratégies de développement urbain à faibles taux d'émission | 121 |
| (Principes directeurs pour la planification de l'action climatique des villes | 124 |
|) Planification et changement climatique : Une approche stratégique et fondée sur les valeurs locales dédiée aux urbanistes | 127 |
| * Vulnérabilités et risques liés au changement climatique : évaluations participatives, planification des actions et mise en œuvre locale | 130 |
| 6. Leadership local pour l'action contre le changement climatique | 132 |
| I. Renforcement des capacités | 134 |
| 1. Transfert durable de compétences et de connaissances aux gouvernements et aux acteurs urbains | 134 |
| 2. Renforcement des capacités des gouvernements grâce à l'établissement de centres de formation régionaux d'excellence | 137 |
| 3. L'Académie des villes et du changement climatique (en ligne) | 139 |
| 4. Plateforme d'apprentissage en ligne et kit de renforcement des capacités pour l'amélioration participative des bidonvilles | 141 |
| 5. L'Académie de la mobilité urbaine durable (AoSUM) | 143 |
| J. Suivi et compte-rendus pour la localisation des ODD | 146 |
| 1. Examens locaux volontaires | 146 |
| 2. Cadre mondial de suivi des indicateurs urbains | 150 |
| 3. Base de données des indicateurs urbains mondiaux | 153 |
| 4. Observatoires urbains | 155 |
| 5. Soutien direct au suivi des indicateurs des ODD | 157 |
| K. Innovation | 160 |
| 1. Création de défis pour soutenir les collectivités locales dans la recherche et mise en place de solutions innovantes | 160 |
| 2. Accélérateur d'innovation technologique des Nations Unies pour les villes (UNITAC) | 163 |

Section 03

| | |
|---|------------|
| Nos programmes phares | 165 |
| Programme phare 1 : Quartiers et communautés inclusifs et dynamiques | 166 |
| Programme phare 2 : Villes intelligentes centrées sur les personnes | 169 |
| Programme phare 3 : RISE-UP : Des établissements résilients pour les populations urbaines pauvres | 172 |
| Programme phare 4 : Renforcer l'impact positif des migrations urbaines | 175 |
| Programme phare 5 : SDG Cities | 178 |





Section 01

Introduction

Le Programme des Nations Unies pour les établissements humains (ONU-Habitat) est l'agence des Nations Unies chargée de soutenir l'urbanisation durable dans le monde entier. Etablie à Nairobi, l'organisation mène actuellement des projets et des activités dans toutes les grandes régions du monde. Cette édition 2022 du Catalogue des services présente l'éventail actuel des moyens par lesquels ONU-Habitat peut aider les gouvernements nationaux et locaux, les partenaires et les parties prenantes à relever leurs défis en matière de développement et à faire progresser le développement urbain durable et inclusif en utilisant ses services, son expertise et ses outils.

Le contexte de ce Catalogue

Les services proposés dans ce Catalogue 2022 représentent des voies établies vers une urbanisation durable, envisagée comme une force transformatrice pour réduire la pauvreté, l'exclusion sociale, les inégalités spatiales, les vulnérabilités environnementales et les crises multidimensionnelles. Chaque service a été conçu pour relever des défis urbains spécifiques, en accord avec les principes de développement établis par les Objectifs de développement durable, le Nouvel Agenda Urbain et le Plan stratégique d'ONU-Habitat pour 2020-2023. **Le plan stratégique 2020-2023** transforme la vision d'ONU-Habitat d'une "meilleure qualité de vie pour tous dans un monde en voie d'urbanisation" en un plan axé sur les résultats. Ce plan constitue l'engagement et la contribution propres d'ONU-Habitat à la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain et des Objectifs de Développement Durable. Il résume la vision et les engagements d'ONU-Habitat en quatre "domaines de changement" : réduction des inégalités spatiales et de la pauvreté dans les communautés à travers le continuum urbain-rural ; amélioration de la prospérité partagée des villes et des régions ; renforcement de l'action climatique et amélioration de l'environnement urbain ; et prévention et réponse efficaces aux crises urbaines.¹

ONU-Habitat a identifié trois résultats clés nécessaires à la réalisation de chacun de ces quatre résultats stratégiques. Le Catalogue fournit des exemples de la manière dont l'expertise et l'expérience d'ONU-Habitat, ainsi que sa capacité à rassembler, peuvent être utilisées de manière intégrée pour obtenir des résultats clés et des impacts majeurs. Des défis spécifiques peuvent être relevés d'une manière qui maximise l'impact sur différents résultats (par exemple, faciliter une croissance urbaine plus compacte contribue à réduire les émissions de gaz à effet de serre, à améliorer la qualité de l'air et à protéger les actifs écologiques). Le plan stratégique 2020-2023 d'ONU-Habitat (ci-dessous) est à la base de ce catalogue car il définit la manière dont ONU-Habitat peut contribuer à la réalisation de ses objectifs.



Le Nouvel Agenda Urbain (NUA)

Alors que les ODD se concentrent sur ce que le monde doit réaliser, le Nouvel Agenda Urbain se concentre sur la manière d'y parvenir et offre un moyen d'amplifier l'impact et d'accélérer la réalisation des ODD.² Le Nouvel Agenda Urbain est également essentiel à la réalisation des objectifs et des cibles des autres agendas, qui ont tous d'importantes dimensions urbaines et territoriales. Il offre des clés de compréhension pour renforcer la cohérence et la coordination afin d'améliorer l'action de l'ensemble du gouvernement et de la société, en travaillant collectivement sur les quatre moteurs fondamentaux du changement, à savoir : (a) l'élaboration et la mise en œuvre de politiques urbaines à l'échelle appropriée ; (b) le renforcement de la gouvernance urbaine ; (c) la redynamisation de la planification et de la conception urbaines et territoriales intégrées et à long terme ; et (d) le soutien de cadres et d'instruments de financement efficaces, innovants et durables.

1 https://unhabitat.org/sites/default/files/documents/2019-09/strategic_plan_2020-2023.pdf

2 <https://habitat3.org/wp-content/uploads/NUA-English.pdf>

Comment s'informer et se former sur le Nouvel Agenda Urbain ?

En 2020, ONU-Habitat a lancé la Plateforme de l'Agenda urbain. Celle-ci est conçue pour être le portail mondial de connaissances permettant de rassembler des informations, des formations et des données actualisées afin de soutenir la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain par les États membres et les parties prenantes, et de rendre compte de leurs progrès. Elle contient des outils de renforcement des capacités, notamment la boîte à outils *New Urban Agenda Illustrated* (composée d'un manuel et d'un cours en ligne gratuit et autodidacte) disponible dans toutes les langues officielles des Nations Unies, et elle saisit les mises à jour quantitatives et qualitatives sur les progrès des gouvernements nationaux, locaux et régionaux, des agences des Nations Unies, du secteur privé et de toutes les autres parties prenantes clés.

Les objectifs de développement durable (ODD)

Les ODD constituent un ensemble intégré d'objectifs et de cibles. La réalisation des cibles de l'ODD 11 ("Rendre les villes et les établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables") - pour que les villes soient bien conçues - entraîne également la réalisation des cibles des autres objectifs (voir figure II). Il existe également plusieurs cibles "critiques pour les villes" dans le cadre d'autres objectifs, qui sont essentielles à la réalisation d'une urbanisation transformatrice (voir figure I). Il est de plus en plus évident que pour atteindre ces objectifs, il faut les localiser et collaborer avec les acteurs locaux, y compris les gouvernements. C'est dans les villes que la localisation des objectifs peut être la plus efficace.



Figure I Objectifs et cibles de développement durable critiques pour les villes



Figure II Liens entre l'Objectif de développement durable 11 et les autres objectifs

Comment utiliser ce Catalogue

À qui s'adresse ce Catalogue ?

Ce Catalogue est destiné aux responsables nationaux, tels que les hauts fonctionnaires des ministères de tutelle, aux responsables municipaux, tels que les maires et les chefs des services techniques concernés, et aux partenaires financiers, tels que les responsables et les chargés de programme des donateurs multilatéraux et bilatéraux (y compris les fonds verticaux et les agences de développement bilatérales). Il sera également utile aux coordinateurs résidents des Nations Unies dans les pays où l'urbanisation durable est considérée comme une question de développement importante et identifiée comme un domaine d'intérêt dans le Bilan Commun des Pays et le Cadre de Coopération des Nations Unies pour le Développement Durable. Ce Catalogue peut également être utilisé par d'autres parties prenantes et partenaires pour identifier les domaines de soutien et de collaboration avec ONU-Habitat.



© ONU-Habitat

Comment le Catalogue est-il organisé ?

Ce Catalogue est organisé en trois sections :

Section I : Introduction. Elle donne un aperçu de ce qui est proposé et de la manière dont ces services peuvent contribuer à la réalisation des ODD et d'autres engagements mondiaux, par exemple, travailler sur le changement climatique, les réfugiés et les migrations.

Section II : Notre soutien aux gouvernements nationaux, aux gouvernements locaux et aux parties prenantes comprend l'aperçu le plus actuel des services et des offres d'ONU-Habitat qui ont fait leurs preuves, y compris deux nouvelles sous-sections consacrées au suivi et comptes-rendus pour la localisation des ODD, et à l'innovation. ONU-Habitat reçoit régulièrement des demandes d'assistance pour relever des défis spécifiques auxquels sont confrontés les villes, les régions et les pays. Cette section est donc divisée en sous-sections qui permettent aux lecteurs de localiser rapidement les services qui seraient les plus pertinents par rapport à leur propre contexte. Les sous-sections sont regroupées selon les thèmes suivants.

- A Données urbaines, profilage et suivi
- B Processus participatifs
- C Politique, législation et gouvernance
- D Planification et conception
- E Terre, logement et abri
- F Services et infrastructures de base
- G Économie et financements
- H Villes et changement climatique
- I Renforcement des capacités
- J Suivi et rapports pour la localisation des ODD
- K Innovation

Section III : Nos programmes phares fournit des mises à jour sur les programmes phares mondiaux d'ONU-Habitat lancés en 2020, qui utilisent et s'appuient sur l'expérience et les outils mis en évidence dans la section II tout en rassemblant un écosystème mondial de partenaires et d'organisations des Nations Unies pour un impact accru. Cette section actualisée est divisée en cinq sous-sections afin d'élaborer les éléments spécifiques de chaque programme phare, avec leurs derniers développements. Ces sous-sections sont les suivantes :



Programme phare I :

Quartiers et communautés inclusifs et dynamiques



Programme phare II :

Villes intelligentes centrées sur les personnes



Programme phare III :

RISE-UP : Habitations résilientes pour les pauvres en milieu urbain



Programme phare IV :

Villes inclusives : Renforcer l'impact positif de la migration urbaine



Programme phare V :

SDG Cities



Domaines de changement et domaines de résultats (Plan stratégique d'ONU-Habitat) :

ONU-Habitat offre une expertise et des services pour "faire progresser l'urbanisation durable en tant que moteur de développement et de paix, afin d'améliorer les conditions de vie de tous". Une bonne combinaison de services permettra de fournir des services qui correspondront aux "domaines de résultats" visés tout en restant pertinents dans les contextes spécifiques de leur mise en oeuvre.

En outre, des balises supplémentaires sont utilisées pour mettre en évidence les indicateurs suivants :



Haute pertinence COVID-19 : Bien que tous les services du Catalogue soutiendront une reprise durable et inclusive post-pandémie, les services les plus pertinents pour favoriser une réponse et reprise optimales au COVID-19 à court et moyen terme, sont soulignés grâce à cet indicateur de pertinence "élevée".



Développement des compétences :

Chaque service comportant une aide au développement des compétences sera indiqué par cette balise. Les lecteurs trouveront ce type de services dans l'ensemble du Catalogue, associés à divers défis, ainsi que des services spécifiquement dédiés au développement des compétences dans la section II-I. "Développement des compétences".

Quels services utiliser et comment les combiner : balises pour chaque offre

Afin d'accompagner nos clients dans leur recherche des voies à suivre pour atteindre les ODD, les entrées de ce Catalogue ont été adaptées pour refléter une approche plus intégrée, en combinant différents services pour un impact maximal sur les ODD et les résultats souhaités.

Chaque entrée de ce Catalogue est classée à l'aide des balises suivantes :



Les objectifs de développement durable :

Pour chaque service, un ensemble d'indicateurs ODD mettent en évidence les liens existants entre le service lui-même et les différentes priorités globales visées au travers des ODD.

Ces services peuvent être fournis de manière personnalisée en tenant compte des besoins divers des pays et des villes du monde entier. ONU-Habitat peut mobiliser son expertise mondiale et régionale pour une assistance directe ou la mettre en oeuvre conjointement avec un large réseau de partenaires mondiaux et locaux. ONU-Habitat développe également ses partenariats stratégiques avec d'autres agences des Nations Unies pour renforcer l'approche "One UN". Enfin, conformément à sa stratégie de développement des capacités, ONU-Habitat se concentre de plus en plus sur le transfert de connaissances en offrant ses services en ligne, combinant l'apprentissage en ligne avec des services d'assistance directe.

Les balises SDG présentées dans l'édition 2022 du présent Catalogue de Services peuvent différer de celles de l'édition 2020, en raison d'un processus complet de révision et de mise à jour de l'édition 2020.



Quelles sont les nouveautés de l'édition 2022 ?

Le Catalogue des services 2022 comprend 17 nouveaux services, deux nouvelles sous-sections et 16 services révisés, afin d'inclure des services nouvellement développés et revus. L'objectif de cette deuxième édition du Catalogue des Services est de fournir à ses lecteurs des solutions complètes et adaptées aux défis actuels des zones urbaines du monde entier et du continuum urbain-rural. Les villes étant confrontées à de crises multiples de la plus haute importance (climat, santé, inégalités, conflits, guerres, catastrophes naturelles), l'une des priorités d'ONU-Habitat est de faciliter la transmission de connaissances pour des solutions actuelles et reconnues. Tout en tenant compte de la nécessité de s'adapter à chaque contexte, les services proposés dans ce Catalogue visent à contribuer à une résilience accrue et à une reprise accélérée tout en assurant un avenir urbain durable grâce à une mise en œuvre efficace du Nouvel Agenda Urbain (NUA) et de l'Agenda 2030 pour le développement durable.

- La section J nouvellement créée ("Suivi et comptes-rendus pour la localisation des ODD") propose des services destinés à soutenir les gouvernements de tous niveaux dans la création et mise en œuvre des outils et bases de données nécessaires pour concrétiser la mise en œuvre des ODD et des NUA sur leurs propres territoires.

- Les services présentés dans la nouvelle section K ("Innovation") visent à trouver des solutions de rapprochement et collaboration entre les gouvernements locaux et le secteur privé, en redéfinissant l'engagement entre innovateurs privés et groupes vulnérables afin de résoudre les défis urbains et développer des solutions numériques inclusives et éthiques.

- L'encadré de la section I, "Comment accéder aux informations et aux formations sur le Nouvel Agenda Urbain", oriente les utilisateurs vers des outils et des formations spécifiquement développés en 2020 et 2021 pour la mise en œuvre du NUA, disponibles sur la plateforme de l'Agenda Urbain.

- D'autres nouveaux services incluent des solutions pour le suivi de COVID-19 (service A.7), le profilage des groupes vulnérables (A.6), la planification et les processus participatifs basés sur le genre (B.6), la gestion complexe des zones métropolitaines (C.7), le développement des compétences pour la mobilité urbaine (I.5) et la planification personnalisable pour les gouvernements locaux afin de mettre en œuvre le NUA et les ODD (D.6).

Faire face aux enjeux d'aujourd'hui

Au cours des deux années séparant la première et la deuxième édition du Catalogue des services, plusieurs événements nous ont conduits au plus près d'un point de non-retour : la pandémie de COVID-19, d'une urgence sanitaire à une crise socio-économique d'une ampleur sans précédent ; le déclenchement de la guerre en Ukraine ; et les crises climatique et écologique grandissantes. L'interconnexion des catastrophes "naturelles", des conflits, des inégalités et des crises sanitaires avec des inégalités sous-jacentes et permanentes a mis en lumière l'urgence d'un changement de paradigme. L'urbanisation durable et la construction de villes et d'établissements humains plus intégrés, résilients et inclusifs doivent être au cœur de ce changement. Si les réponses à ces crises se présentent comme autant d'occasions de corriger les erreurs du passé et de réfléchir à de nouvelles solutions, nos agendas mondiaux doivent servir de boussole commune. La localisation de l'Agenda 2030 et des Objectifs de Développement Durable; ainsi que l'accélération de la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain sont essentiels à cet exercice.

Vers la fin de l'année 2021, le Secrétaire général des Nations Unies a publié un rapport intitulé *Our Common Agenda* (Notre Programme Commun), qui constitue "un programme d'action visant à accélérer la mise en œuvre des accords existants, y compris l'accord sur les Objectifs de développement durable"³. L'un des éléments mis en avant dans ce rapport est l'importance d'un nouveau contrat social entre les gouvernements et

leurs populations, et notamment par rapport au logement. En outre, le rapport appelle à un système multilatéral plus fort, davantage structuré en réseau et plus inclusif, ancré au sein des Nations Unies, comprenant également une proposition de création d'un groupe de consultation pour les gouvernements locaux et régionaux.

L'appel à l'action du Secrétaire général est en parfait accord avec les priorités énoncées par la Directrice exécutive d'ONU-Habitat : action climatique, logement adéquat et localisation des ODD⁴.

Le Catalogue de services 2022 synthétise l'ensemble des services disponibles. Le soutien d'ONU-Habitat permet aux gouvernements nationaux, régionaux et locaux, aux acteurs de la société civile et du secteur privé, aux communautés de base et aux professionnels, aux chercheurs et aux universitaires, aux donateurs et aux institutions de financement de répondre aux défis multidimensionnels auxquels nous sommes confrontés et d'avancer ensemble vers un avenir meilleur pour tous dans un monde qui s'urbanise.

N'hésitez pas à contacter ONU-Habitat pour obtenir plus d'informations sur l'un de ces services et pour discuter de la manière dont ONU-Habitat peut adapter une solution à vos défis, besoins, délais et objectifs spécifiques. La quasi totalité des services et du soutien présentés peuvent être offerts à distance en utilisant une variété d'outils et de méthodes en ligne.

Contactez-nous à l'adresse suivante :
UNHabitat-GSD@un.org.

³ <https://www.un.org/en/content/common-agenda-report/>

⁴ https://unhabitat.org/sites/default/files/2022/05/priorities_2022-2023_adequate_housing_cities_and_climate_change_and_localising_sdgs_04142022.pdf



Section
02

Notre soutien aux gouvernements nationaux, aux autorités locales et aux parties prenantes

A. Données urbaines, profilage et suivi

A.1. Méthodes innovantes de profilage et dénombrement de quartiers informels à l'échelle municipale

1.1 1.2 2.3 3.3 4.1 4.2

11.1

Résumé : Une approche innovante de collecte de données à l'échelle des villes pour recueillir des données à l'échelle communautaire, et des informations détaillées par ménage, concernant le régime foncier, le logement, les services de base et les données socio-économiques.

Cette approche utilise un ensemble d'outils qui sont inclusifs, abordables et participatifs, et qui produisent des informations factuelles solides pour guider la mise en œuvre de programmes de développement durable ainsi

que des plans et politiques publiques en faveur des populations les plus pauvres. Grâce à ces informations (qui peuvent facilement être mises à jour), les villes sont en mesure de planifier de manière appropriée des améliorations stratégiques pour leur quartiers informels; concernant le régime foncier, le logement, les plans urbanistiques, les espaces ouverts, l'approvisionnement en services publics et en infrastructures.

Défis relevés : En moyenne, 1,5 million de personnes deviennent citadines chaque semaine. D'ici 2050, la population urbaine représentera plus des deux tiers de la population mondiale, 90 % de cette augmentation ayant lieu en Afrique et en Asie. L'essentiel de la croissance informelle a eu lieu dans les pays en développement, où les bidonvilles représentent plus de 30 % de la population urbaine. Le manque de données urbaines accessibles, correctement gérées et utilisées efficacement entrave les efforts visant à remédier à cette situation. Dans le contexte de la COVID-19, des outils de profilage innovants et systématiques sont essentiels afin de pouvoir cartographier les vulnérabilités, l'accès aux services de base et les programmes de transfert d'argent ciblés (par exemple), autant de garanties que personne ne soit laissé pour compte.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : L'élaboration et la hiérarchisation de politiques, plans et programmes judicieux et opportuns nécessitent l'emploi de données complètes, fiables et actualisées en temps réel. L'approche intégrée d'ONU-Habitat, fondée sur son expérience en matière de méthode de dénombrement et de profilage participatifs et adaptées aux contextes des populations les plus pauvres, permet aux gouvernements non seulement de construire une plateforme et des relations de confiance avec les communautés des quartiers informels; mais aussi

d'identifier les besoins et priorités à intégrer à des projets de développement futurs; tels que l'amélioration du régime foncier, du logement et des établissements, et une meilleure planification urbaine et allocation des ressources. Les organismes donateurs peuvent utiliser ces données pour mieux comprendre où et quels sont les problèmes dans les quartiers informels, et quelles interventions sont à cibler pour leur financement. Au niveau national, cette approche renforce la capacité des partenaires (gouvernements nationaux et organisations de la société civile) à promouvoir et à mettre en œuvre des politiques, des outils et des approches appropriés en matière de planification foncière, de logement et d'habitat, qui soient adaptés aux besoins des plus pauvres, respectueux de l'égalité des sexes, efficaces et durables. Au niveau local, cette approche a renforcé les relations entre les communautés urbaines pauvres et les autorités gouvernementales locales.

Applications précédentes : Les communautés ayant bénéficié de ce soutien ont fait l'expérience d'une amélioration de la sécurité foncière, d'un meilleur accès aux services et infrastructures de base et ont reçu des projets de développement plus nombreux et de meilleure qualité, y compris de la part du secteur privé. Voir ci-dessous des exemples spécifiques :

| Région | Pays | Localisation | Contexte |
|-----------------|----------|--|--|
| Afrique | Kenya | Nairobi, Mombasa | Renforcer la capacité des acteurs clés du changement à mettre en œuvre et à étendre les interventions foncières favorables aux populations pauvres afin d'assurer leur sécurité foncière en milieu urbain et d'améliorer leur accès aux services et infrastructures de base. |
| | Ouganda | Mbale, Masaka, Entebbe, Tororo, Arua, Kampala, Kabale, Mbarara, Fort Portal, Hoima, Gulu, Lira, Soroti, Moroto, Jinja. | Répondre aux besoins d'information foncière des femmes et des hommes vivant dans des quartiers d'habitat précaire afin d'améliorer la sécurité foncière, la planification urbaine inclusive et l'accès aux services et infrastructures de base. |
| | Namibie | Gobabis | Soutenir le gouvernement dans ses efforts pour assurer la sécurité foncière de ses résidents, en particulier les pauvres, les femmes et les personnes vulnérables, en testant et en mettant en œuvre la loi sur la flexibilité des régimes fonciers. |
| | Zambie | Lusaka | Soutenir le conseil municipal de Lusaka dans l'amélioration de la sécurité foncière des communautés de la colonie de Kanyama par la délivrance de permis d'occupation valable pour une durée de 30 ans. |
| Amérique Latine | Colombie | Soacha | Améliorer la sécurité foncière pour les populations déplacées dans la colonie de "Ciudadela Sucre" par le biais d'un projet inclusif de modernisation du quartier. |

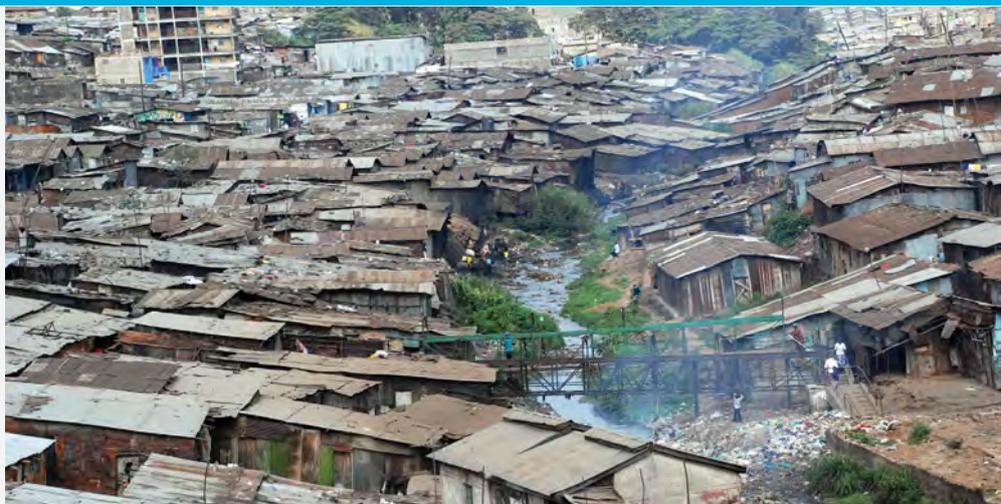
| | | | |
|----------------|-------------|---|--|
| Asie Pacifique | Philippines | Muntinlupa, Valenzuela, Davao | Consolider les données à l'échelle des ménages par le biais d'activités de dénombrement et de cartographie afin d'améliorer la planification des barangay, la sécurité foncière et les initiatives de développement communautaire (par exemple, les infrastructures de base, l'épargne, etc.) |
| | Népal | Municipalité de Ratnanagar Colonies cibles dans le district de Dolakha | Cartographie à l'échelle de la municipalité et recensement des ménages des quartiers informels pour une planification inclusive, l'identification des priorités de développement et l'amélioration des prestations de services. Profilage de l'habitat et dénombrement des ménages dans un contexte post-séisme permettant d'identifier l'étendue des impacts du séisme, d'améliorer la sécurité foncière des ménages pauvres et de planifier l'habitat de manière participative. |

Durée du soutien : La durée du soutien proposé est généralement de quatre à six mois, en fonction de la taille de la ville.

Kenya, consultations à Mtwapa
© PSUP ONU-Habitat Kenya



Bidonville de Mathare, Nairobi, Kenya
© ONU-Habitat



POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Programme participatif d'amélioration des bidonvilles](#)

A.2. Profils de migration urbaine



Résumé : **Evaluation complète de l'état de la gouvernance migratoire au niveau urbain.** Les profils de migration urbaine constituent une base de données solide sur la migration dans les villes en fournissant une vue d'ensemble sur 1) la situation migratoire et les développements actuels en matière de gouvernance, tant au niveau national que local ; 2) une cartographie de toutes les parties prenantes concernées ; 3) une cartographie du respect des droits de l'homme des immigrants et de leur accès aux services, en particulier le droit au logement ; et 4) des priorités adaptées au contexte afin d'être traitées par les autorités locales et avec le soutien des parties prenantes locales.

Défis abordés : L'exclusion sociale et spatiale et les difficultés d'accès aux services de base représentent des défis importants pour les migrants, nuisent à la jouissance de leurs droits et opportunités, compromettant la cohésion sociale et créant des communautés exclusives et divisées. Les profils de migration urbaine mettent particulièrement l'accent sur l'importance de faciliter l'accès à un logement adéquat en tant que vecteur d'inclusion socio-économique et la nécessité de prévenir les problèmes fonciers pouvant entraîner des déplacements. Les migrants en situation de vulnérabilité ont tendance à éprouver plus de difficultés à accéder à un logement que les populations nées dans le pays. Ils se retrouvent souvent dans des conditions de surpeuplement, et sont plus vulnérables aux expulsions forcées et au sans-abrisme.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : Ces profils visent à développer les connaissances sur les dimensions locales de la migration dans les villes, y compris les défis d'accès à différents services.

Ils sont également utilisés pour établir des actions prioritaires dans les villes concernées, et renforcer les processus décisionnels fondés sur des données, et fournir une base de dialogue constructif entre différents acteurs de la ville. ONU-Habitat, en tant qu'agence mandatée par l'Assemblée générale des Nations Unies pour guider la concrétisation de l'urbanisation durable et du logement adéquat pour tous, contribue à ces objectifs en apportant une contribution substantielle sur des questions thématiques, comme la représentation des groupes vulnérables, la planification urbaine et le droit à un logement adéquat.

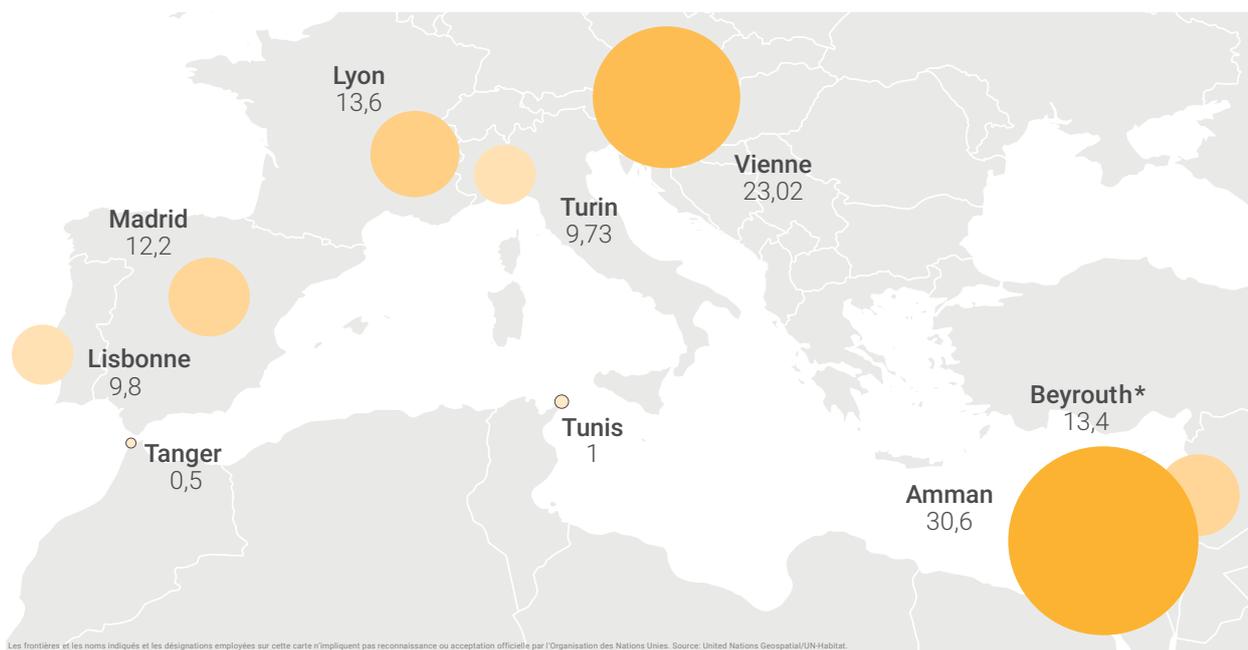
Durée du soutien : Selon le contexte, neuf mois sont généralement nécessaires pour établir les profils de migration urbaine, et six mois supplémentaires pour l'élaboration des priorités et des plans d'action.

Applications précédentes : Les profils de migration urbaine ont été testés avec succès au sein de neuf villes dans le cadre de la première phase du projet "Migration de ville à ville en Méditerranée" (MC2CM) : Amman, Beyrouth, Lisbonne, Lyon, Madrid, Tanger, Tunis, Turin et Vienne. La méthodologie est désormais généralisée et s'étend à d'autres interventions d'ONU-Habitat dans le domaine des migrations, comme par exemple au projet multi-agences "Favoriser les communautés locales de solidarité pour les migrants et les réfugiés au Venezuela." En 2019-2020, ONU-Habitat a élaboré des profils pour les villes de Rabat et Casablanca (Maroc), et de Sfax et Sousse (Tunisie). Le processus a été initié pour les villes de Dortmund (Allemagne), Grenoble (France), Irbid (Jordanie), Naples (Italie), Oujda (Maroc), Ramallah (Palestine) et Séville (Espagne).

Profil de migration urbaine/Processus des documents prioritaires



Pourcentage de la population migrante dans les neuf villes pilotes



TEMOIGNAGE

"[Les profils de migration urbaine] nous ont donné [à la municipalité de Sousse] la capacité et les outils pour créer une carte des parties prenantes, ainsi que pour les données qui ont été essentielles dans notre réponse [dans le cadre de la crise COVID-19] aux besoins des migrants les plus vulnérables."

Mme Imen Ouardani,
Adjointe au maire de Sousse, Tunisie

POUR PLUS D'INFORMATIONS

- [Site web du projet MC2CM](#)
- [Synthèse des profils de migration urbaine de la phase 1](#)

A.3. Profil de résilience des villes



Résumé : Une approche qui permet aux villes d'établir leur profil de résilience et de développer par la suite des stratégies de résilience. Grâce à l'outil de profilage de la résilience des villes (*City Resilience Profiling Tool*, CRPT), ONU-Habitat aide les gouvernements locaux à mener les changements nécessaires pour relever les défis de la résilience dans leurs villes; par le biais d'une collecte de données large et intersectorielle, d'un diagnostic et d'une évaluation de la résilience, de l'engagement des parties prenantes et de la planification des actions, ainsi que de la préparation des investissements. Le soutien est flexible et s'adapte aux divers défis auxquels toutes les villes peuvent être confrontées. Les principaux résultats du processus sont les recommandations ou les actions en faveur de la résilience.

Défis abordés : La résilience de toute ville est confrontée à de vastes défis qui peuvent être exacerbés par des données et des diagnostics inadéquats, ainsi que par des insuffisances en termes de participation inclusive, de planification urbaine et d'investissements inclusifs.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : Ce service prend en compte les aspects sociaux et environnementaux de l'habitat, intégrés dans des systèmes urbains. Le diagnostic et les actions recommandées s'appuient sur les Principes Directeurs pour la Planification de l'Action Climatique en ville (pour plus d'informations, veuillez consulter le service H.3). Dans l'analyse des plans, programmes et initiatives en cours, ONU-Habitat fait également le point sur les Contributions Déterminées au niveau National (CDN) dans le cadre de l'Accord de Paris, afin de s'assurer que les actions de résilience qui découlent de ce service y sont correctement alignées. Cela favorise une meilleure compréhension des risques par les parties prenantes locales, y compris ceux liés au changement climatique, et soutient la mise en œuvre de plans visant à accroître la résilience au climat et aux catastrophes. La consultation des gouvernements nationaux garantit également l'alignement sur les objectifs et les cibles choisis au niveau national.

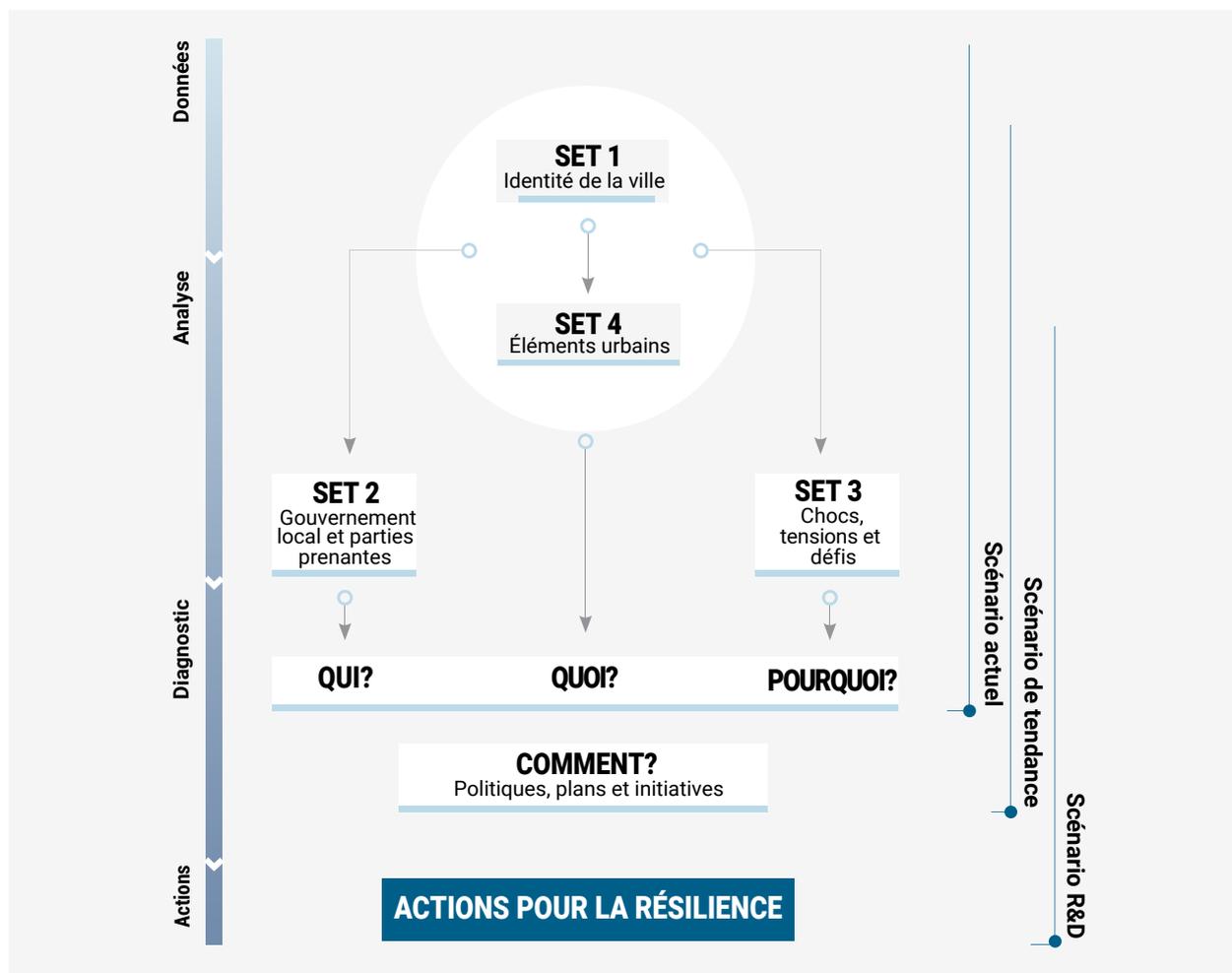
L'implication des membres de la société civile permet de s'assurer que les groupes marginalisés ont voix au chapitre dans l'analyse, le diagnostic et la cartographie des actions de renforcement de la résilience. La collecte de données est ventilée, dans la mesure du possible, par

sexe et par diversité, et l'approche inclut une stratégie de genre ; stratégie en matière de droits de l'homme ; stratégie en matière d'enfants, de jeunes et de personnes âgées ; et stratégie en matière de handicap. Ce soutien est suffisamment souple pour s'adapter aux divers défis auxquels toutes les villes peuvent être confrontées. La recherche initiale et la collecte de données conditionnent les étapes ultérieures de la mise en œuvre du projet, notamment la cartographie des risques, les résultats tangibles du projet, les recommandations ou les actions en faveur de la résilience. L'avantage de cette approche est qu'elle est adaptée à chaque ville et qu'elle tient compte du caractère unique de chaque ville, évitant la mise en place de solutions qui seraient inadaptées.

Durée du soutien : La durée estimée par ville est comprise entre 9 et 12 mois, et comprend les étapes suivantes : initiation (un à deux mois) ; établissement du profil des risques (deux mois) ; compréhension des systèmes urbains (deux à cinq mois) ; modélisation (deux mois) et mise en œuvre des actions de résilience (deux mois).

Applications précédentes : Ce projet a été mis en place sur cinq continents : Amérique latine (Asuncion, Paraguay ; Teresina, Brésil ; San José, Costa Rica) ; Europe (Barcelone, Espagne) ; Afrique (Dakar, Sénégal ; Maputo, Mozambique) ; Océanie (Port Vila, Vanuatu) ; et Asie (Yakutsk, Fédération de Russie) et est applicable à l'échelle mondiale. Les résultats de ce service peuvent être définies à trois niveaux: (i) le niveau local (engagements accrus des acteurs locaux pour renforcer la résilience des villes, capacité accrue de renforcement de la résilience et vision partagée de la résilience parmi les principales parties prenantes au niveau local) ; (ii) le niveau régional/national (les villes partenaires informent leurs stratégies et pratiques nationales ou régionales en matière de résilience urbaine ; les compétences accrues peuvent être mobilisées à l'échelle du pays ; les villes sont mieux placées pour faciliter l'établissement de rapports sur les progrès nationaux vers les objectifs mondiaux de développement) ; et (iii) le niveau mondial (toutes les recommandations d'actions pour la résilience sont alignées sur les ODD et leurs cibles, ce qui permet aux villes partenaires de suivre et de rendre compte de leurs progrès en utilisant la base de référence de la résilience).

Diagramme du processus de mise en œuvre du CRPT. Source : CRGP (2018).



TEMOIGNAGE

"Nous rattachons le terme de résilience à l'idée d'une réponse à ce qui ne peut être reporté. Le Programme mondial pour la résilience des villes d'ONU-Habitat a joué un rôle clé dans l'identification des actions en faveur de la résilience parmi nos priorités de mise en œuvre".

M. Mario Ferreiro,
Ancien maire d'Asunción, Paraguay

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Site web d'ONU-Habitat](#)
[Hub de la résilience urbaine](#)
[Bibliothèque de la résilience urbaine](#)

A.4. Soutien pour un alignement local sur les ODD grâce à des profils ODD uniques



Résumé : Aider les villes à aligner leurs priorités, investissements et impacts sur les ODD. Ce service favorise la cohérence des politiques publiques et aide les pays à atteindre leurs objectifs en matière d'ODD par le biais de développement de projets. Il utilise l'Outil d'évaluation des projets de développement durable (SDG Project Assessment Tool ou "outil ODD") pour soutenir le développement de projets urbains inclusifs, durables et efficaces et alignés avec les ODD et le Nouvel Agenda Urbain. Il vise à la fois à améliorer la qualité technique des projets et à promouvoir un environnement favorable à leur mise en œuvre à long terme. Il est conçu pour être adapté aux projets individuels, répondant aux priorités des différentes villes, et permet d'évaluer la façon dont un projet spécifique répond aux ODD en créant un profil ODD unique.

Défis abordés : Les villes sont confrontées à un ensemble diversifié de défis dans les domaines de la planification urbaine, des transports, de la résilience et de la collection et gestion des données, ce qui a un impact sur la réalisation des ODD. Pourtant, très souvent, la relation entre les interventions urbaines et la progression des ODD n'est pas clairement comprise.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat agit en tant que facilitateur neutre, guidant les projets urbains, afin de maximiser leur impact en localisant les ODD, en appliquant les normes de développement urbain et en veillant à ce que différents intérêts soient satisfaits et

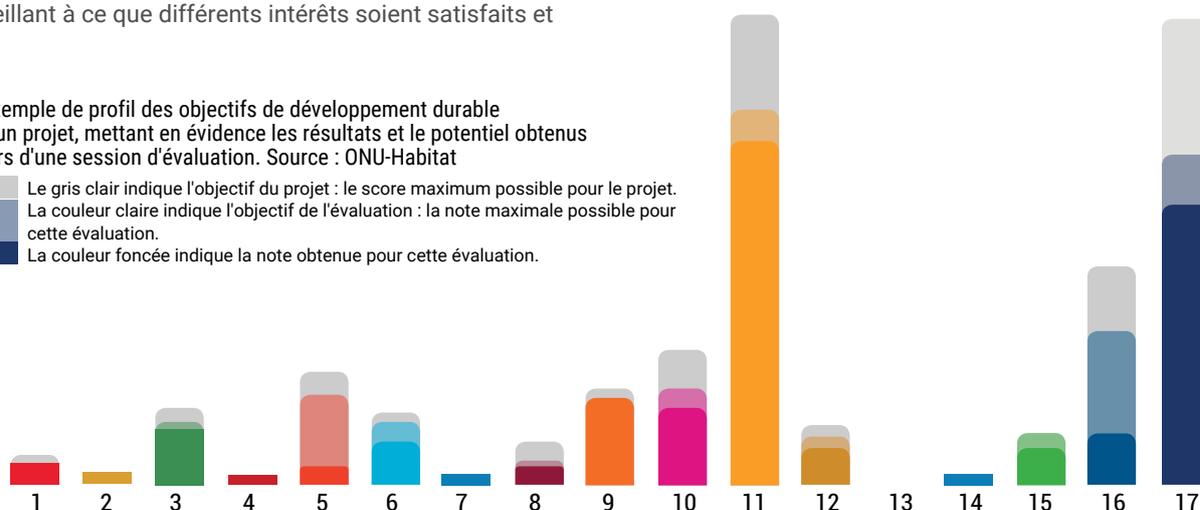
pris en compte au cours du processus. Le projet sera évalué grâce à l'outil ODD et les résultats des évaluations pourront être discutés et comparés entre la ville et les partenaires clés. Une plateforme de gestion des connaissances en ligne (hébergée par la Plateforme de l'Agenda Urbain) sera utilisée pour diffuser les résultats et faciliter l'échange de connaissances. Le module en ligne permet la mise en œuvre partielle de l'outil d'évaluation à distance, ce qui réduit la nécessité de voyager et les coûts. (Voir également le programme phare 5 sur les villes ODD).

Durée du soutien : Le programme dure environ deux ans, divisés en quatre étapes importante, au cours desquelles l'outil ODD sera mis en application.

Applications précédentes : L'outil ODD est actuellement utilisé dans 19 villes à travers 10 pays dans le monde : Asie du Sud-Est (Philippines, Indonésie, Malaisie, Thaïlande, Vietnam, Myanmar) ; Afrique (Nigeria, Afrique du Sud) ; Europe (Turquie) et Amérique du Sud (Brésil). Il a été développé sur la base d'un processus participatif dans lequel les principaux partenaires se sont mis d'accord sur une série de principes de durabilité qui répondent aux besoins des 19 villes ainsi qu'aux objectifs et à la portée des 30 projets connexes.

Exemple de profil des objectifs de développement durable d'un projet, mettant en évidence les résultats et le potentiel obtenus lors d'une session d'évaluation. Source : ONU-Habitat

Le gris clair indique l'objectif du projet : le score maximum possible pour le projet.
La couleur claire indique l'objectif de l'évaluation : la note maximale possible pour cette évaluation.
La couleur foncée indique la note obtenue pour cette évaluation.



Objectifs de développement durable (ODD) pour le projet "Améliorer la qualité et l'accessibilité des rues".

Hiérarchisation des principes de durabilité à partir de l'outil d'évaluation des projets relatifs aux ODD.

©ONU-Habitat



TEMOIGNAGE

"La session de mise en application de l'outil ODD a sensiblement amélioré le développement du projet. La session a rassemblé différents partenaires du programme et a ainsi créé une compréhension commune des attentes pour le projet. Le fait de partager ouvertement des points de vue différents nous a aidés à résoudre les problèmes avant qu'ils ne surviennent. L'outil ODD a également amélioré la capacité de la municipalité à encadrer les projets urbains de manière plus complète et intégrée."

Mme Duygu Ece Kızılarlan,

Direction des travaux publics, municipalité de Cankaya, Ankara, Turquie

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Principaux documents de l'outil d'évaluation des projets relatifs aux ODD :

[Plateforme de gestion des connaissances : Page de l'outil SDG](#)

[Outil SDG Cadre général](#)

[Guide de l'utilisateur de l'outil SDG](#)

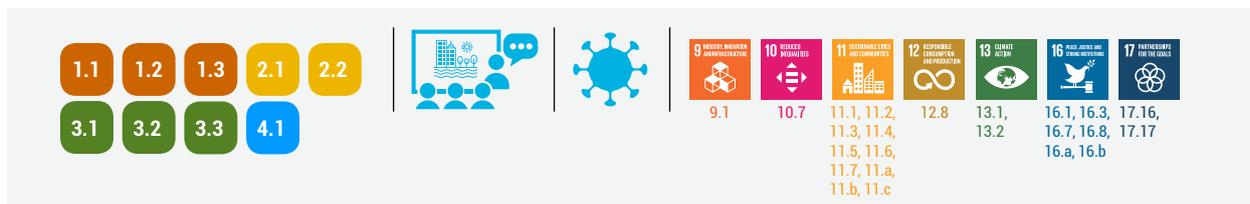
Autres ressources :

[Vidéo de l'outil SDG](#)

[Article : Le nouvel outil d'évaluation des projets relatifs aux ODD vise à améliorer les projets urbains](#)

[Le site web du programme mondial des villes du futur](#)

A.5. Profilage urbain et spatial pour un aménagement stratégique et durable



Résumé : Analyser et produire des évaluations détaillées de régions, de villes ou de quartiers offre une compréhension plus approfondie de l'environnement naturel et bâti et de dynamiques existantes, permettant ainsi de guider les actions et les priorités futures sur la base de données existantes. Le profilage génère et présente des données multisectorielles, multicohortes et spatialisées qui sont analysées dans un cadre géographique choisi, dans le but de construire des bases de données nationales comparables; de guider les acteurs de l'humanitaire, du développement et des gouvernements locaux, à orienter leurs actions stratégiques; et renseigner la coordination et la programmation de leurs projets, entre autres résultats. Ce service s'appuie sur des données disponibles à distance, des informations provenant des parties prenantes et la collecte directe de données, et utilise des approches participatives. Il intègre également un outil de développement des compétences pour les parties prenantes locales afin de faciliter des prises de décisions qui encouragent un sentiment d'appartenance et d'adhésion au sein de la communauté, améliorant ainsi la cohésion sociale.

Défis relevés : Ce service répond au problème du manque de données et aux difficultés liées à leur gestion, à plusieurs échelles. Très souvent, les informations socio-économiques/démographiques ne sont pas directement

incorporées aux évaluations spatiales, ce qui rend difficile l'identification des zones où les privations sont multiples. Le manque de données empêche de cibler efficacement les réponses humanitaires et l'aide au développement urbain nécessaires pour combler les écarts entre l'humanitaire et le développement. Les difficultés rencontrées par les gouvernements locaux dans la gestion systématique des données et la gestion des connaissances entravent également les processus d'aménagement du territoire.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : Le profilage urbain et spatial est un moyen rapide de mettre en œuvre des principes de planification à diverses échelles. ONU-Habitat rassemble des compétences techniques de planification, d'analyse de données, d'économie urbaine, de finance et de gouvernance pour élaborer des profils intégrés de villes, quartiers et habitations, y compris accueillant des personnes déplacées, afin de guider des actions de planification urbaine conformes aux ODD et au Nouvel Agenda Urbain. Le processus d'élaboration de ces profils est centré sur la participation et l'engagement communautaire. Les analyses et recommandations bénéficient de divers outils et approches d'ONU-Habitat pour alimenter la résilience et la stabilité sociale tout en planifiant l'accueil de populations croissantes de manière durable. La création de profils peut également

Collecte de données lors du profilage de Karm El-Zeytoun, un quartier défavorisé du gouvernorat de Beyrouth, Liban.

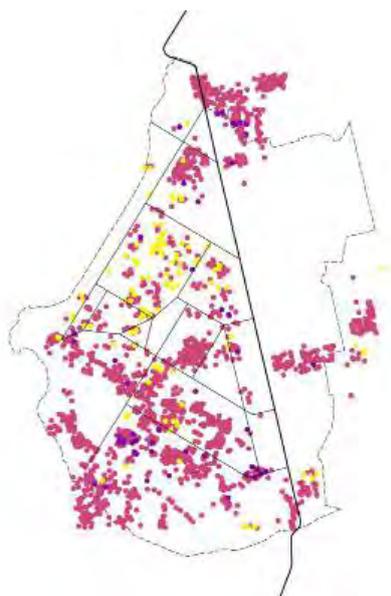
©ONU-Habitat



permettre d'évaluer les quartiers défavorisés dans un cadre régional, afin de contribuer à la création d'une base nationale de données comparables et de faciliter la coordination de projets futurs. Les profils de quartier peuvent être partagés via un géoportail interactif présentant les données cartographiées de tous les quartiers ainsi qu'une base de données d'indicateurs comparables. Dans les contextes de déplacement et d'après-crise, en tant que pont entre agences humanitaires traditionnelles et agences de développement, ONU-Habitat peut soutenir le développement d'une vision stratégique et l'élaboration de scénarios afin d'engager et d'orienter les autorités nationales; locales et les acteurs/donateurs vers une réponse urbaine collective intégrant des approches plus locales. Grâce à son outil de profilage spatial des espaces accueillant des populations déplacées, ONU-

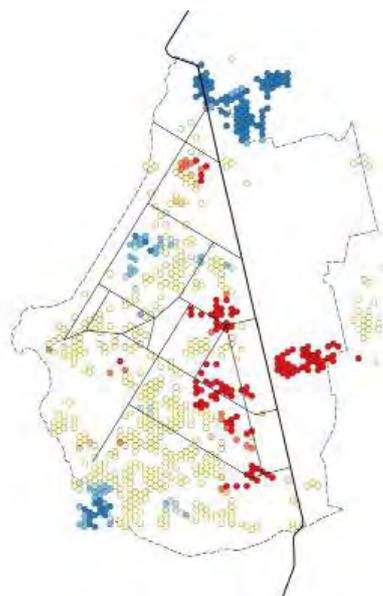
Habitat fournit aux acteurs humanitaires des recommandations sur des possibilités d'investissements prioritaires efficaces à court, moyen, et long terme, et sur la coordination des stratégies urbaines, en initiant le développement de projets à toutes échelles. Dans de tels contextes; plus elle a de potentiel pour développer des nouvelles compétences au sein des gouvernements locaux et nationaux pour une meilleure gestion des réponses d'urgence, l'adoption de propositions de redressement, et des changements plus rapides vers les priorités de développement et la réalisation des ODD. (Voir B.3. et C.1. pour en savoir plus sur les contributions d'ONU-Habitat dans les contextes humanitaires et de crise prolongée). Selon les besoins, ONU-Habitat produit des profils, des diagnostics détaillés, des recommandations stratégiques et des plans d'action pour guider le développement durable.

BIENS EN LOCATION

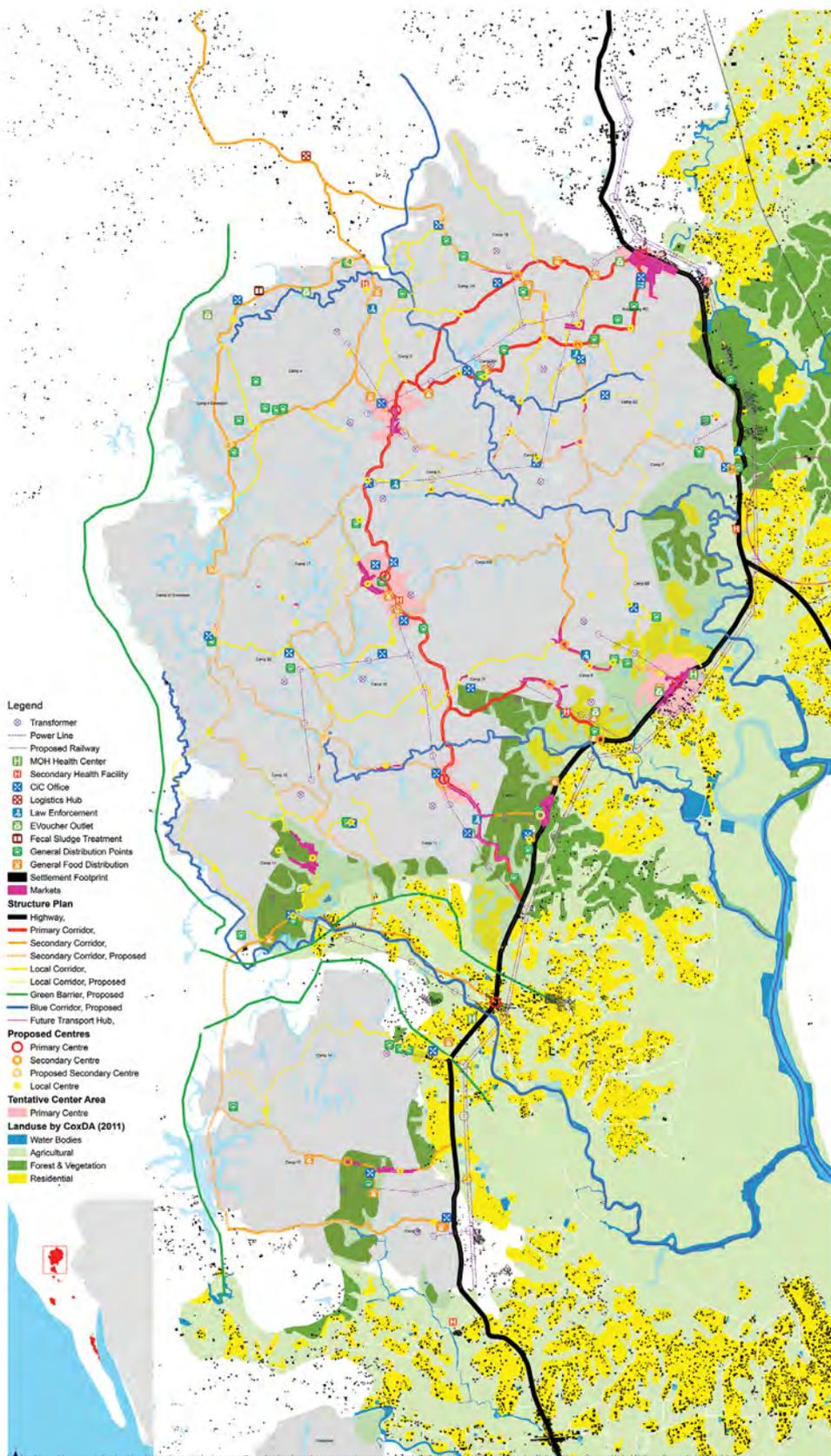


Prestataires de services de location (ménages enquêtés géo-spatialisés).

PRIX DU LOYER ANALYSE DES POINTS CHAUDS



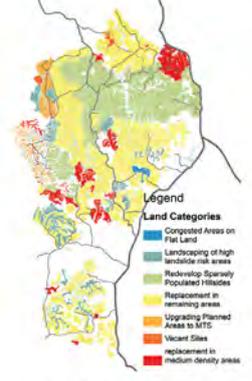
Analyse des points chauds des loyers mensuels (ménages enquêtés géo-spatialisés).



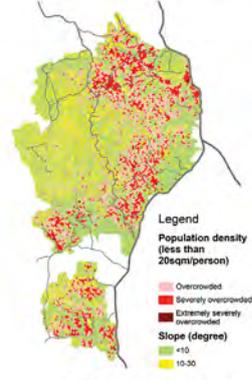
ADB INFRASTRUCTURE



WB INFRASTRUCTURE



FUTURE REPLANNING AREA



POPULATION DENSITY & BUILDABLE LAND

Exemple du soutien d'ONU-Habitat pour la coordination des interventions en matière d'infrastructures dans les camps de Rohingya de Cox's Bazar, au Bangladesh. Dans le contexte de Cox's Bazar, ONU-Habitat a utilisé des processus de profilage spatial pour orienter les recommandations d'interventions et de projets d'infrastructure dans les camps de réfugiés afin de promouvoir une meilleure accessibilité pour les habitants. Ceci a également été fait pour s'aligner sur les considérations de développement urbain et la priorisation des projets vitaux de réponse humanitaire.

Le profilage a été réalisé en consultation avec diverses parties prenantes (refugiés de zones de peuplement en Ouganda et en Éthiopie)

©ONU-Habitat



Durée du soutien : En fonction de la demande et du contexte (disponibilité des informations, collaboration avec le gouvernement local), les préparatifs et le processus de profilage prendront entre deux et douze mois, avec des périodes supplémentaires nécessaires pour soutenir les processus d'élaboration de visions stratégiques et la priorisation des projets. Le profilage peut inclure un soutien personnalisé et intégré pour relever des défis complexes tels que la résilience environnementale et socio-économique dans le contexte du changement climatique et des flux migratoires.

Applications précédentes : Le profilage urbain et spatial a été appliqué à travers le monde dans des zones géographiques variées. Par exemple, au Liban, en Éthiopie, en Somalie, en Ouganda, en Guinée-Bissau, en Haïti, au Mexique, en Indonésie et au Myanmar. Des profils de villes ont été élaborés pour 17 villes d'Arabie saoudite dans le cadre du programme Future Saudi Cities, ainsi que dans des contextes humanitaires tels que Cox's Bazaar, au Bangladesh, les colonies de réfugiés de Kakuma/Kalobeyei au Kenya ainsi qu'en Irak, en Syrie, au Yémen et en Libye.

Ces profils fournissent une base factuelle pour guider les décisions de planification urbaine. Par exemple, en Arabie Saoudite, un diagnostic des problèmes et défis urbains a conduit à des recommandations stratégiques et à des plans d'action, y compris des plans de déviation des lignes de métro pour améliorer l'accès et

l'inclusion sociale dans la ville de Médine. Au Liban, ONU-Habitat s'associe à UNICEF et au Centre RELIEF pour établir des profils de quartiers défavorisés pouvant ensuite être partagés et comparés avec des indicateurs similaires sur un géoportail en ligne. (Voir les [résultats détaillés dans "Couverture du projet" sur le portail des profils de quartiers d'ONU-Habitat et de l'UNICEF](#)). À Cox's Bazaar, la mise en place d'un profilage de l'habitat et d'une planification spatiale à plus grande échelle, reliant les principes d'investissement, a démontré à la Banque mondiale, à la Banque asiatique de développement, au HCR, à l'OIM et à d'autres agences des Nations Unies la nécessité d'une coordination spatiale et d'une expertise en planification urbaine dans des contextes d'urgence. En Éthiopie, les profils de villes ont été utilisés pour comprendre spatialement les dynamiques de développement thématiques clés de la ville afin de proposer des stratégies et des projets qui répondent aux besoins pointés par les données quantitatives et qualitatives.

La ville de Khorog, au Tadjikistan, est un exemple d'application d'une approche intégrée, étant très vulnérable aux risques extrêmes exacerbés par les impacts du changement climatique en raison de sa géographie et de ses caractéristiques physiques. ONU-Habitat s'est associée à d'autres organisations et aux gouvernements régionaux et locaux pour construire une ville résiliente sur le plan socio-économique et environnemental dans les zones montagneuses d'Asie centrale.

TEMOIGNAGE

"Merci, ONU-Habitat, pour le travail réfléchi que vous avez effectué pour Kebribeyah et la réponse rapide, que nous n'avons jamais connue de la part d'autres organisations."

M. Hussen Muhumed,
Maire de la ville de Kebribeyah, Éthiopie

"C'est précisément le genre de travail qui devrait être effectué pour toutes les zones d'accueil de réfugiés en Ouganda afin de montrer les voies potentielles à suivre."

M. Vincent Byendaimira,
Directeur, ministère des Terres, du Logement et du Développement urbain, Ouganda

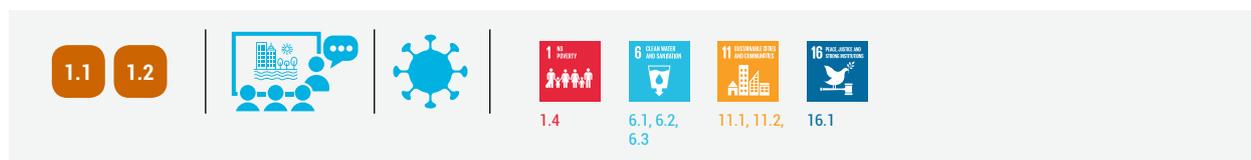
"L'analyse urbaine, les conclusions et les recommandations présentées ici sont incroyablement importantes et doivent être priorisées pour atteindre l'objectif que nous nous efforçons d'atteindre. [...] Et mon espoir à cet égard est qu'ensemble avec ONU-Habitat, les agences partenaires, comme le SECO et l'AKDN, et avec le soutien du gouvernement, nous réussirons à transformer Khorog en une ville résiliente pour les générations futures."

Yodgor Fayzov,
Gouverneur du GBAO (gouvernement régional), Tadjikistan

POUR PLUS D'INFORMATIONS

- [Portail des profils de quartier ONU-Habitat-UNICEF](#) qui comprend une base de données d'indicateurs et un géoportail, ainsi que des profils individuels
- [Vidéo](#) du profil du quartier ONU-HabitatUNICEF
- Certains des profils de quartier publiés (Tabbaneh, El-Qobbeh et Jabal Mohsen) et le profil de la ville de Tyr se trouvent sur [cette page](#); et le profil de la ville de Tripoli est disponible sur [cette page](#)
- [Article](#) sur l'utilisation de l'outil pour la réponse COVID-19 dans les camps de réfugiés de Kakuma/Kalobeyi
- En savoir plus sur le [plan spatial intégré](#) et l'[approche Urban Lab](#) dans la ville de Khorog, au Tadjikistan

A.6. Évaluation des vulnérabilités, des situations socio-économiques et des équipements pour des villes inclusives



Résumé : Pour que les villes puissent relever les défis de l'inégalité et de la précarité, elles doivent comprendre où ces défis sont plus aigus et pourquoi. ONU-Habitat et ses partenaires fournissent cette analyse contextuelle détaillée en cartographiant les vulnérabilités des villes, en particulier dans les zones où vivent les populations urbaines pauvres. Cette méthode inclut l'identification de bâtiments clés, l'évaluation de l'accès aux équipements partagés sur la base d'une collecte de données sur la vulnérabilité, leur analyse et la mise en place d'une stratégie de prise de décision informée avec les autorités urbaines locales.

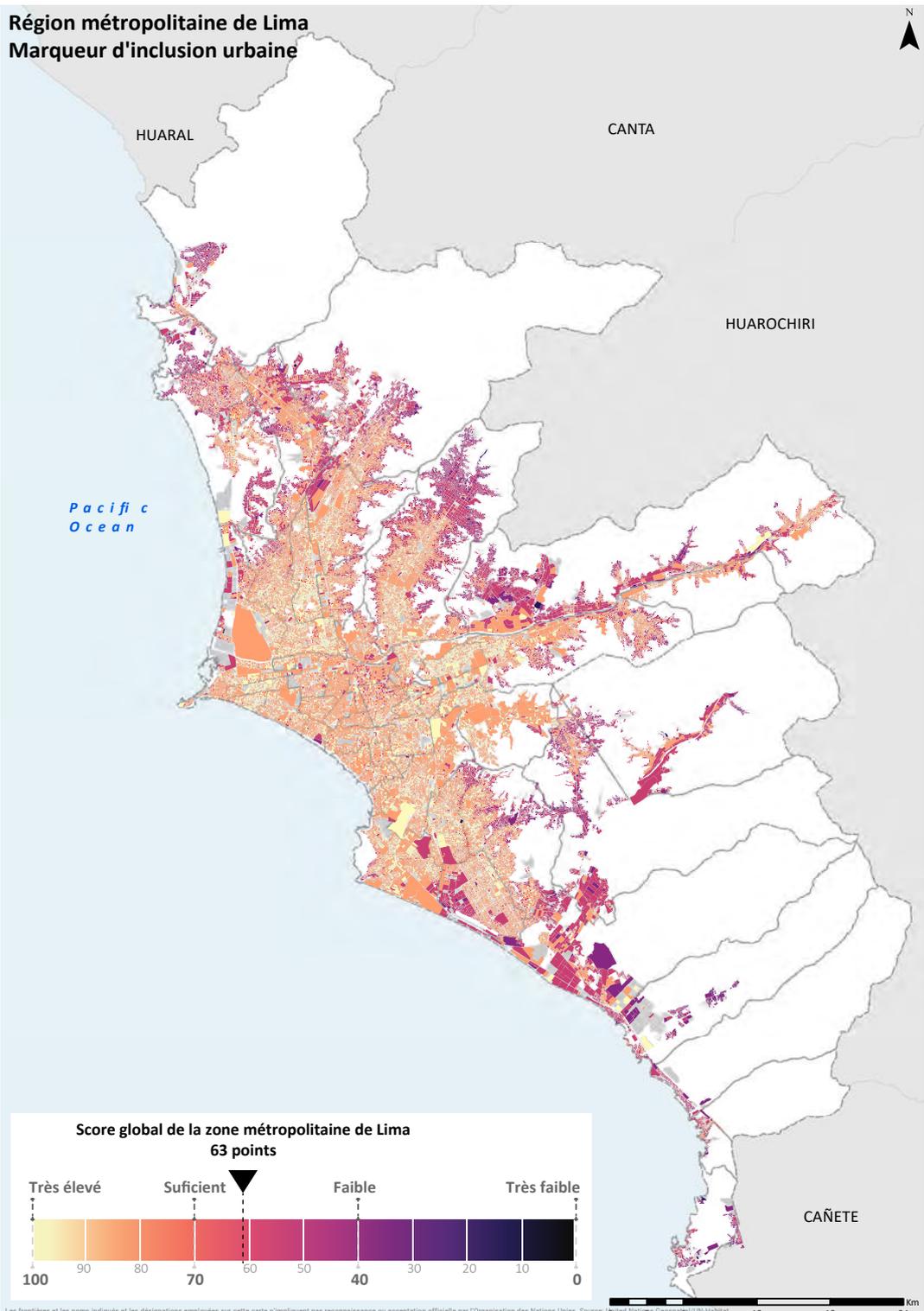
Défis relevés : De vastes inégalités spatiales au sein du bâti urbain exacerbent la ségrégation et la stratification sociale. En parallèle, les autorités urbaines et les parties prenantes sont confrontées à un problème de manque de données et de connaissances fiables sur les obstacles à l'inclusion spatiale et socio-économique. Une meilleure compréhension de ces questions est nécessaire pour informer les politiques et les actions visant à une plus grande inclusion des groupes marginalisés et à une meilleure cohésion sociale. La collecte de données qualitatives sur des questions telles que les aspirations des résidents marginalisés, la perception de leur propre quartier et l'accès aux services publics et aux infrastructures fait souvent défaut. En outre, la production coûteuse de données spatialisées a conduit à des ensembles de données obsolètes dans de nombreuses villes, posant un problème pour les établissements précaires, car des données incomplètes ou inexactes ont tendance à masquer les schémas de ségrégation intra-municipaux. En outre, le manque d'informations spatialisées multisectorielles empêche les gouvernements de proposer des stratégies holistiques qui s'attaqueraient aux manques fondamentaux auxquels sont confrontés les communautés les plus vulnérables.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat a développé un ensemble diversifié d'outils et d'approches qui fournit aux villes les informations nécessaires pour garantir des politiques et des investissements inclusifs et adaptés. À l'aide de ses outils et approches fondés sur une méthode de cartographie de la vulnérabilité, ONU-Habitat aide les autorités urbaines à mettre en place des interventions spatialement ciblées; guidées par des données.

ONU-Habitat génère des informations adaptées et spatialement désagrégées qui permettent aux villes d'identifier les modèles et la gravité des privations à travers la grille ou le paysage urbain afin de cartographier les installations, les vulnérabilités et les tendances de manière spatialisée. ONU-Habitat guide les villes et les autorités urbaines dans l'identification des zones d'enquête, la préparation des outils d'enquête (y compris la configuration d'applications de collecte de données sur le terrain), la formation des équipes de collecte de données, l'analyse des données, l'identification des facteurs de vulnérabilité, la création et le traitement des couches de données à l'aide d'outils de géo-information et des résultats des données dans la prise de décision.

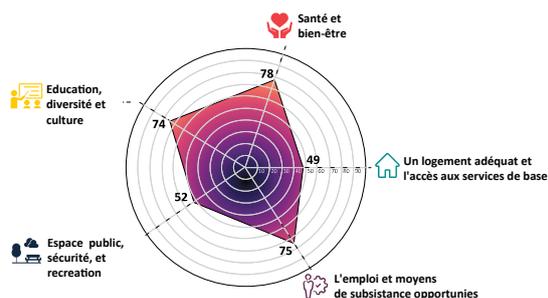
ONU-Habitat met également à disposition des autorités locales le Marqueur d'Inclusion Urbaine, un indice géoréférencé qui permet aux villes de mesurer localement les facteurs relatifs à l'inclusion spatiale, sociale, économique et culturelle des habitants. Les résultats clarifient le potentiel d'inclusion du territoire mesuré, rendant plus visibles les communautés et territoires confrontés à des défis d'inclusion.

Le Marqueur d'Inclusion Urbaine peut être appliqué au niveau de la ville, ainsi qu'au niveau du quartier, et peut concerner les établissements informels et formels, selon la disponibilité des données. Il est universellement applicable et fournit des informations pour la prise de décision aux gouvernements locaux et nationaux afin de promouvoir des villes inclusives, y compris celles qui connaissent une croissance et une migration, où l'accès aux services et aux opportunités de droits est actuellement limité par des différentiels socio-économiques et spatiaux/territoriaux. Pour ce faire, il mesure des indicateurs multisectoriels liés à cinq dimensions clés : (i) l'accès à un logement adéquat et aux services de base ; (ii) l'accès à l'espace public, à la sécurité et aux loisirs ; (iii) l'accès à l'éducation, à la culture et à la diversité ; (iv) l'accès à la santé et au bien-être ; et (v) l'accès à l'emploi et aux opportunités économiques. Enfin, le Marqueur d'Inclusion Urbaine prend également en compte la gouvernance inclusive dans les efforts visant à promouvoir des environnements urbains plus inclusifs.



Principaux findings du marqueur d'inclusion urbaine

- Logement adéquat et qualité du déficit des logements et de l'accès aux services de base, notamment dans les territoires et quartiers périphériques d'El Callao, Lima Nord, East Lima, et South Lima.
- Périphéries sans accessibilité aux agglomérations économiques et aux sources d'emploi. Le chômage est concentré dans les districts d'El Callao et de Lima Norte. Faible accès aux facilités de santé dans les périphéries de Lima Nord, Est, Sud et Callao.
- Exposition négative à des facteurs environnementaux à El Callao et Lima Centro. Faible couverture des facilités culturelles dans le Lima métropolitain et des facilités éducatives à El Callao et dans les périphéries de Lima Nord, Est et Sud.
- Faible diversité socio-économique sur le territoire.
- Faible couverture d'espaces publics de qualité et de zones vertes par habitant. L'insécurité est concentrée dans les districts d'El Callao et de Cercado Lima.



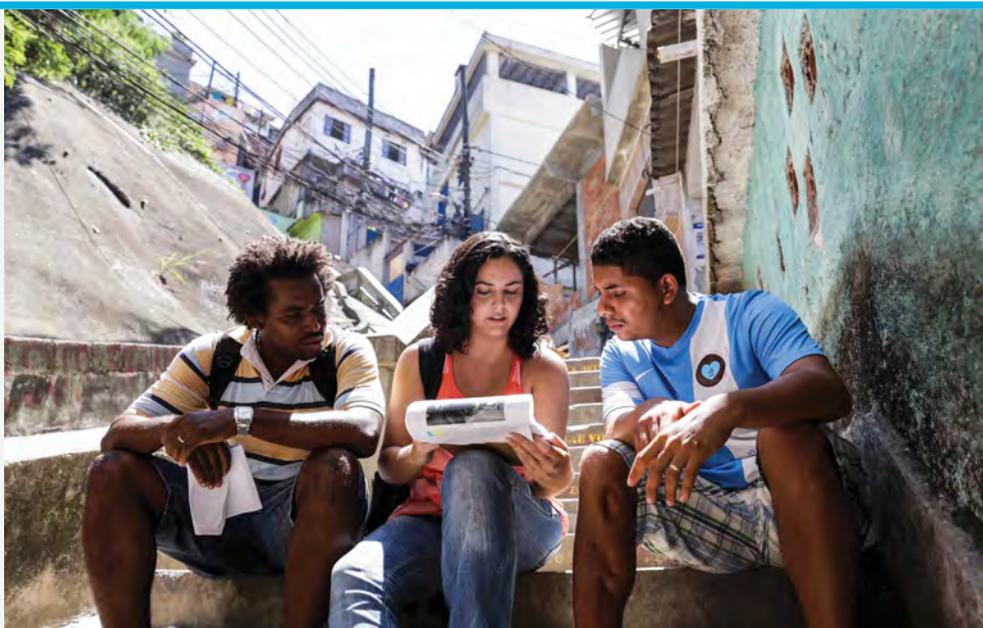
ONU-Habitat élabore également des "profils socio-économiques" à partir d'enquêtes à l'échelle des ménages qui recueillent les indicateurs traditionnels sur le quartier ciblé tout en saisissant la perception qu'ont les habitants de leur quartier. Cela permet aux villes d'évaluer la situation sociodémographique et économique des ménages, la mobilité résidentielle, l'accès aux équipements et aux services communautaires, ainsi que la perception par la population de leur qualité de vie et de leur communauté. Cet outil peut être mis en œuvre dans les quartiers d'habitat formels et informels, avec une personnalisation en fonction du lieu et des besoins du gouvernement partenaire. Une collaboration efficace entre les gouvernements locaux et nationaux et les parties prenantes territoriales est encouragée tout au long du projet afin de collecter toutes les données nécessaires et de mettre en œuvre des politiques qui conduisent à des environnements urbains plus inclusifs. En fonction des besoins des gouvernements, le soutien d'ONU-Habitat peut également être adapté à la conception d'approches systématiques pour cartographier les populations vulnérables par le biais d'une approche de recensement et d'enquête, par : (a) l'identification des zones de vulnérabilité ; (b) des actions pour accélérer l'inclusion dans les services pertinents ; et (c) le suivi via des plateformes de géoprotection partagées avec les municipalités pour un suivi efficace. Ces approches peuvent être complétées par la méthodologie de Cartographie Participative Rapide d'ONU-Habitat pour collecter des données de première main visant à évaluer et à contrôler la couverture et la qualité des infrastructures et services urbains (par exemple, la régularisation urbaine et de la construction, les

infrastructures pour la mobilité, les normes de logement, l'approvisionnement en eau, le système d'égouts, les eaux de pluie, le système de drainage, les services postaux, l'accessibilité, l'éclairage public et l'électricité) au sein des espaces urbains, en reconnaissant qu'ils ne sont pas des espaces homogènes (voir également A.1 pour les approches à l'établissement du profil et au dénombrement des bidonvilles en particulier). Cette méthodologie examine les disparités internes à micro-échelle en matière d'infrastructures en utilisant la "micro-zone" (définie comme un espace territorial continu présentant un degré relativement élevé d'homogénéité interne et une forte hétérogénéité par rapport aux autres zones environnantes) comme unité d'analyse. La cartographie est réalisée de manière rapide, car elle s'appuie sur l'implication d'informateurs clés ayant une connaissance poussée des territoires et faisant partie des réseaux locaux déjà constitués.

ONU-Habitat développe ensuite des stratégies ciblées pour aider les gouvernements à améliorer les conditions de vie des habitants et à promouvoir l'inclusion sociale et la durabilité environnementale pour de nombreux groupes marginalisés (en termes de revenus, de race, de sexe, de handicap, entre autres). Dans le contexte du COVID-19 et d'autres problèmes de santé publique, les données produites par ces méthodes peuvent être utilisées pour évaluer la vulnérabilité liée à la propagation du COVID-19 dans les espaces urbains (en collectant des informations telles que la fréquence et la qualité de l'approvisionnement en eau, le surpeuplement, l'âge des habitants et les conditions de santé les plus courantes) et ainsi donner la priorité aux espaces les plus vulnérables à la propagation.

"Cartographie participative rapide" à Rio de Janeiro, Brésil.

©ONU-Habitat/
Raphael Lima



Durée du soutien : L'approche exacte déployée et la durée du soutien peuvent varier et dépendent du contexte spécifique (par exemple la taille de la ville), des besoins, de la disponibilité de données géoréférencées actualisées, des ressources et du niveau de détail souhaité pour le produit final. La cartographie des données au niveau d'un quartier peut prendre deux semaines, tandis que la cartographie des données à l'échelle d'une ville varie d'un à six mois. Le temps nécessaire à la production d'un "profil socio-économique" dépend de la taille et du nombre de lieux étudiés, du nombre d'entretiens réalisés, de la disponibilité de données géoréférencées, du nombre d'agents de terrain et du degré de sensibilisation de la population locale à la participation. Un délai typique est de six mois. La construction d'un Marqueur d'Inclusion Urbaine sur mesure peut prendre trois mois dans les villes disposant de données actualisées et de quatre à six mois dans les villes manquant de données. Pour l'utilisation du marqueur par le personnel local (gouvernements locaux/nationaux et acteurs territoriaux), une semaine de formation est nécessaire pour inclure le transfert de méthodologie et le partage des connaissances requis pour analyser les résultats du marqueur. La méthodologie de Cartographie Participative Rapide prend entre deux et six mois pour les préparatifs et le processus de profilage, en fonction du territoire évalué. En outre, le Marqueur d'Inclusion Urbaine utilise un logiciel à source ouverte pour garantir la mise en œuvre du marqueur à moyen et long terme par les gouvernements.



Applications précédentes : Depuis des décennies, ONU-Habitat collecte des données et aide les villes à améliorer les droits, la qualité de vie et l'intégration des communautés vulnérables dans les espaces et établissements urbains. Cette expérience se retrouve dans d'autres services et outils présentés dans le catalogue. Le Marqueur d'Inclusion Urbaine, les profils socio-économiques et la méthodologie de Cartographie Participative Rapide ont été déployés pour soutenir des zones urbaines en Amérique latine et peuvent être appliqués et adaptés à tout contexte. La Cartographie Participative Rapide, par exemple, a été appliquée pour améliorer la prestation de services publics et l'intégration socio-économique des favelas avec les unités de police de pacification à Rio de Janeiro, en partenariat avec l'Institut municipal de planification urbaine Pereira Passos de la mairie de Rio de Janeiro, ce qui a bénéficié directement à environ 711 000 habitants dans 208 établissements.

Rien qu'en 2020 et 2021, ONU-Habitat a mis en œuvre des exercices de collecte de données pour la cartographie des

Agent de terrain effectuant la collecte de données pour les "profils socio-économiques" à Maceió, Brésil © ONU-Habitat

vulnérabilités et infrastructures de 14 bidonvilles et quartiers informels situés au Kenya, en Ouganda et au Soudan du Sud. Ces enquêtes ont permis d'identifier les principales vulnérabilités des communautés urbaines pauvres ainsi que les manquements des interventions n'étant pas fondées sur des données et des plans de durabilité clairs. Au Kenya, une enquête a été menée dans cinq bidonvilles à Nairobi et dans toutes les zones informelles de Kisumu, Nakuru et Kilifi. Au Soudan du Sud, l'enquête a couvert l'ensemble de la municipalité de Juba, qui comprend de nombreuses zones d'habitat informel. Les résultats de ces enquêtes ont été utilisés pour orienter les réponses politiques et les interventions locales liées à la COVID-19 et ont ainsi amélioré l'efficacité de la prestation de services. Par exemple, en identifiant les communautés/espaces disposant de peu d'installations sanitaires, les gouvernements ont pu orienter les partenaires vers la mise en place de ces installations dans les quartiers où elles étaient le plus nécessaires.

Réponse locale
COVID-19 à
Complexo da
Maré, Rio de
Janeiro, Brésil.

© ONU-Habitat



TEMOIGNAGE

"Ce partenariat avec ONU-Habitat et l'Institut Pereira Passos permettra d'élargir, de renforcer et de sécuriser notre base de données, en lui permettant de dépeindre plus fidèlement la réalité des personnes qui vivent dans les *grotas*. En outre, cet accord permettra d'intégrer différentes perspectives et expériences, ce qui a déjà contribué à notre prise de décision et à la promotion de politiques publiques plus affirmées pour les habitants d'Alagoas."

Fabrcio Marques

Secrétaire à la planification et à la gestion du gouvernement de l'Etat d'Alagoas, discutant de l'utilisation des profils socio-économiques.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Villes inclusives, communautés de solidarité](#)
[Cartographie participative rapide : Rio de Janeiro](#)

A.7. Plateforme de suivi des réponses et de la réactivité au COVID-19



Résumé : Lorsque les villes peuvent identifier les lieux où la COVID-19 est le plus répandue, elles peuvent s'attaquer aux causes profondes de la propagation afin d'améliorer les plans et les politiques et d'accroître la résilience. La plateforme de suivi des réponses et de la réactivité des villes à l'égard du COVID-19 utilise des mesures mondiales pour fournir des informations essentielles et souvent non disponibles provenant de villes du monde entier. Le *tracker* fournit des informations essentielles à la protection des populations et à l'élaboration de stratégies de résilience et de relance post-pandémiques mondiales. La plateforme de suivi des réponses et de la réactivité des villes face au COVID-19 est un mécanisme de notation unique qui intègre une série de points de données pour fournir un "score de préparation COVID-19" et un "score de réactivité COVID-19" sur une échelle de 0 à 100.

Défis relevés : De manière générale, les villes du monde entier réagissent plutôt rapidement aux crises humanitaires urbaines sans précédent comme la COVID-19 et ses impacts, et la manière dont elles réagissent est essentielle pour protéger leur population, stopper les pandémies ainsi que pour se préparer à une reprise. L'un des défis les plus importants soulevés par de nombreux acteurs municipaux reste le manque de données au niveau local pour les guider dans leurs réponses au COVID-19. Il est essentiel que les dirigeants soient en mesure d'identifier où leurs ressources peuvent être les plus bénéfiques et où les besoins sont les plus urgents. Par conséquent, ce *tracker* est l'un des outils d'ONU-Habitat qui soutient et informe les processus de prise de décision au niveau local.

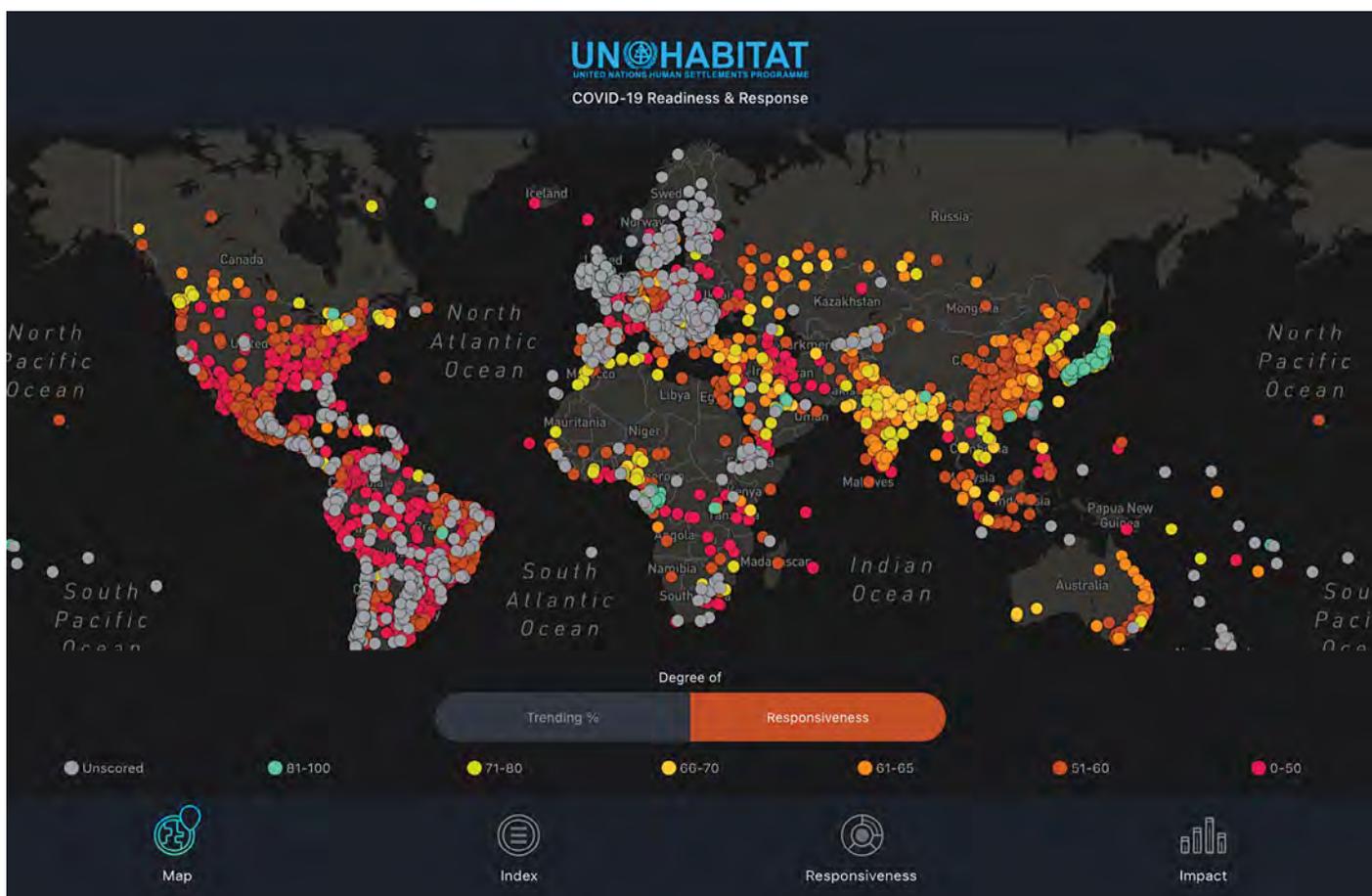
Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat répond à un volume croissant de demandes émanant des gouvernements nationaux et locaux pour les aider à se préparer, à prévenir, à répondre et à se remettre de la pandémie de COVID-19 en utilisant une approche fondée sur des données. S'appuyant sur plus de 40 ans d'expérience urbaine, ONU-Habitat est dévoué à soutenir les villes dans leurs réponses locales aux crises.

En collaboration avec ses partenaires, ONU-Habitat a utilisé son expertise pour concevoir un mécanisme de notation unique destiné à informer les actions et les politiques locales, par le biais d'un portail de données spécialisé dans [le suivi des tendances Covid-19](#) dans les villes. Il a été développé en 2020 en collaboration avec l'équipe de CitiIQ¹. Le score de préparation est basé sur cinq indicateurs fondamentaux : capacité en matière de santé publique, liens forts de solidarité au sein de la communauté, capacité économique, infrastructures, bonne gouvernance et transparence. Quant au score de réactivité, il est basé sur la réponse à la propagation, la réponse de la chaîne d'approvisionnement. Les données d'entrée sont normalisées afin de permettre la comparaison entre 2 600 villes ainsi que l'attribution de scores quotidiens pour les performances de toutes ces villes, et des moyennes mobiles bihebdomadaires pour suivre les vagues de COVID-19 et leurs impacts, y compris un suivi de la couverture vaccinale. La plateforme de suivi des réponses et de la réactivité au COVID-19 est gratuite et accessible au public, et ONU-Habitat offre un engagement ouvert et continu ainsi que des conseils aux villes et aux autres parties prenantes urbaines sur l'interprétation des données, leur implication et leur pertinence pour leurs plans de réponse.

Durée du soutien : La plateforme est accessible à tout moment et est continuellement mise à jour pour inclure l'évolution des dynamiques et les villes supplémentaires dont les données ont été consultées.

Application précédente : Cette plateforme visuelle en ligne fournit des scores pour plus de 2 600 villes, couvrant les capitales d'État/provinciales de plusieurs pays, tels que les États-Unis, le Brésil, l'Inde et la Chine. De nombreuses villes utilisent la plateforme pour guider leurs décisions et politiques. Au fur et à mesure que de nouvelles données sont disponibles, de nouvelles villes peuvent être ajoutées à la plateforme.

¹ <https://www.citiq.com/>



Plateforme de suivi de l'état de préparation et de la réactivité de COVID-19 d'ONU-Habitat. ©ONU-Habitat

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Plateforme de suivi de la préparation et de la réactivité de l'ONU-Habitat COVID-19](#)

[Une plateforme innovante de suivi de l'ONU-Habitat COVID-19 propulsée par CitiIQ \(communiqué de presse\)](#)

B. Processus participatifs

B.1. *Block by Block* : cocréation d'espaces publics sûrs, inclusifs et accessibles



Résumé : Une approche innovante qui se fonde sur des rencontres communautaires, présentations, visites de sites et, de manière importante, sur l'utilisation du jeu vidéo Minecraft comme outil participatif de visualisation et de conception d'espaces publics. Minecraft est décrit comme un "Lego numérique" où les participants peuvent être créatifs et construire des structures dans un monde tridimensionnel. Ce service s'appuie sur le *Placemaking*, qui est une approche collaborative pour la planification, la conception et la gestion des espaces publics, le développement des compétences locales et du leadership pour habiliter locales et du leadership pour habiliter les communautés locales à bâtir leurs environnements urbains.

Défis relevés : Un accès restreint et inégal aux espaces publics peut avoir des effets négatifs disproportionnés sur les populations urbaines les plus pauvres et les communautés marginalisées, entraînant un manque de biodiversité, plus de dégradation urbaine, de pollution atmosphérique et d'effet d'îlot de chaleur.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat a été le pionnier de la méthodologie *Block by Block* en 2012 et supervise la mise en œuvre des projets financés. Jusqu'à présent, l'agence a soutenu la mise en œuvre de plus de 100 espaces publics en utilisant Minecraft comme outil principal. Outre la mise en place des ateliers, ONU-Habitat apporte une expertise technique; faisant participer divers de ses experts au sein du Programme mondial d'espace public et s'assure que la conception de l'espace public est inclusive et répond aux besoins de la communauté. ONU-Habitat dispose également de capacités uniques de mobilisation et de médiation, ce qui en fait le partenaire idéal pour réunir divers groupes d'intérêt au sein d'un forum neutre afin de soutenir un objectif commun. ONU-Habitat utilise deux approches de participation des communautés : *Block by Block* (qui utilise Minecraft comme outil participatif pour co-créer un espace public) et le *Placemaking* (une approche de planification



© Blockbyblock.org

participative). Ces deux méthodologies sont souvent utilisées ensemble pour définir et concrétiser la vision créée par une communauté sur son espace public. La principale composante de *Block by Block* est le jeu vidéo Minecraft, utilisé comme un outil de participation. *Block by Block* met l'accent sur la mobilisation communautaire et donne une voix aux plus vulnérables pour exprimer leurs besoins en leur donnant la possibilité de créer des espaces physiques et de les présenter aux acteurs décisionnels. La méthodologie a également été testée à l'aide de la technologie de réalité mixte, qui permet de vivre des expériences visuelles où environnements physiques et objets numériques coexistent et interagissent de manière réaliste. Le *Placemaking* utilise un large éventail de méthodes, notamment les SIG participatifs, les récits numériques, la cartographie mentale, la cartographie comportementale, les charrettes d'idées et la photographie créative, afin d'élargir le spectre de la participation et d'inclure plus spécifiquement les personnes habituellement exclues des processus de planification et de conception. Le *Placemaking* utilise également des approches créatives et innovantes et une multiplicité de médias qui garantissent l'inclusion de tous.

Durée du soutien : Les projets financés par *Block by Block* durent souvent un an, depuis les premiers contacts avec les parties prenantes jusqu'aux ateliers Minecraft, à la conception urbaine et la mise en œuvre finale. L'atelier *Block by Block* lui-même prend jusqu'à deux mois : trois semaines pour la fabrication de la maquette, trois jours pour l'atelier lui-même, et une semaine pour la diffusion et la maquette finale Minecraft. L'utilisation de la méthode *Placemaking* dépend de la nature du projet. Il peut être réalisé en trois semaines, mais peut aussi prendre jusqu'à trois mois.

Applications précédentes : Minecraft a été appliqué à l'échelle mondiale dans 37 pays et 75 villes d'Amérique latine, d'Afrique, des États arabes, d'Asie et d'Europe. ONU-Habitat a animé 91 ateliers *Block by Block* auxquels ont participé plus de 20 000 membres de la communauté (40 % de femmes et de filles). Les gens se réunissent par le biais du jeu pour développer une vision commune pour

leurs espaces publics. Une attention particulière est accordée aux personnes les plus vulnérables et à celles qui n'ont généralement pas voix au chapitre dans les processus de planification, comme les enfants, les jeunes et les personnes ayant des besoins spécifiques. L'âge des participants peut varier de 5 à plus de 65 ans. ONU-Habitat a réalisé 105 espaces publics à l'aide de cette méthodologie, ayant un impact sur 1 726 000 personnes dans le monde entier, et ayant formé 900 personnes à l'utilisation de cette méthodologie. En contexte de COVID-19, les personnes peuvent travailler à la co-création d'espaces publics à distance par le biais de visuels, de manipulations et de simulations informatiques.

Plus de 30 000 personnes ont participé à des activités de création d'espaces publics à Nairobi et, compte tenu du succès rencontré (notamment le soutien des commerçants et du grand public), la ville multiplie les interventions dans l'espace public.

© ONU-Habitat



Atelier Minecraft à Fatima Al Zahra, Amman, Jordanie, 2020. ©ONU-Habitat

TEMOIGNAGE

"La perception selon laquelle les espaces publics sont des lieux sans emploi est désormais en train de s'estomper. Des jeunes de tous horizons viennent interagir dans les espaces publics, ce qui a réellement contribué à améliorer la perception de la sécurité urbaine et à réduire le niveau de criminalité chez les jeunes, notamment les adolescents."

M. Humphrey Otieno,
l'initiative *Safer Nairobi*, le comté de la ville de Nairobi



Co-implantation d'espaces publics avec les résidents du marché Tan Mai à Hanoi, Vietnam, 2022. @HealthBridge © ONU-Habitat
Des filles jouent dans le nouvel espace public du marché Tan Mai à Hanoi, Vietnam, 2022. @HealthBridge © ONU-Habitat

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Pour en savoir plus sur l'impact de la méthodologie Block by Block et sur notre travail, consultez le [site](#) officiel de Block by Block
Exemple d'un [kit d'outils de création de lieu développé pour la Palestine](#)

B.2. CityRAP : Plan d'action pour la résilience des villes



Résumé : Un processus de planification participative pour renforcer la résilience urbaine dans les villes de taille petite à intermédiaire, ou dans les quartiers des grandes villes. L'outil facilite la mise en place d'un large dialogue entre parties prenantes et une évaluation technique rapide pour identifier les vulnérabilités et les risques potentiels qu'encontre la ville concernée. Le résultat final est la délivrance d'un cadre d'action pour la résilience de la ville (CAR), qui identifie les actions prioritaires pour renforcer progressivement la résilience de la ville.

Défis abordés : Les catastrophes et les dangers, dont l'ampleur et la fréquence augmentent en raison de l'urgence climatique, menacent l'économie, la sécurité, les moyens de subsistance, la santé et même la vie des résidents urbains du monde entier, en particulier les communautés les plus pauvres et les marginalisées villes. Ces risques et dangers menacent de réduire à néant les progrès accomplis par les pays et les villes dans la réalisation des ODD.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : CityRAP a été conçu par ONU-Habitat et le Disaster Risk Management, Sustainability and Urban Resilience Centre (DiMSUR) de manière à ce que les gouvernements locaux puissent l'adapter et le

mettre en oeuvre avec un minimum d'intervention d'experts techniques extérieurs, en utilisant des méthodes concrètes afin d'optimiser les connaissances locales. La méthodologie CityRAP est fondée sur l'optimisation des compétences locales existantes et la promotion d'un développement endogène dynamique pour rendre le processus aussi durable que possible. Outre le gouvernement local, d'autres acteurs urbains sont impliqués, tels que les universités, les gouvernements nationaux, les ONG, les organisations communautaires, le secteur privé et d'autres, créant ainsi des synergies et une collaboration mutuelle. CityRAP adopte une approche ascendante où la participation civique au processus décisionnel est essentielle. Les résidents accèdent à des positions de prise de décisions par le biais de consultations communautaires, d'exercices de cartographie participative, de discussions de groupe et d'ateliers, en veillant à ce que tous les groupes, en particulier les plus vulnérables, soient présents et activement impliqués. CityRAP vise à permettre aux gouvernements locaux de planifier et d'entreprendre des actions pratiques pour renforcer la résilience de leurs villes contre les risques naturels et autres, en mettant l'accent sur les mesures d'adaptation au changement climatique.

Phases du CityRAP



Durée du soutien : Le processus *CityRAP* dure 3 à 4 mois et se déroule en quatre phases ; il est généralement mis en œuvre par une équipe d'acteurs municipaux avec le soutien de formateurs d'ONU-Habitat (qui se rendent périodiquement sur site). Le programme *CityRAP* peut également être dispensé sous la forme d'une formation de cinq jours en face à face. Le processus régulier de mise en œuvre et la formation des formateurs sont tous deux adaptés pour être dispensés à distance afin d'assurer la continuité tout en préservant la sécurité des participants dans le contexte de la pandémie actuelle de COVID-19.

Previous applications: Ce service a été appliqué dans les villes suivantes : Ouagadougou (Burkina Faso) ; Espargos, Praia, Santa Catarina (Cap-Vert) ; Arada et Lideta, sous-villes d'Addis Abeba, Adama, Dire Dawa (Ethiopie) ; Bafata, Bolama (Guinée-Bissau) ; Bubaque, Cacine, Mansoa, São Domingos ; Antala, Morondava (Madagascar) ; Lilongwe, Zomba (Malawi) ; Angoche, Chiure, Chokwe, Cuamba, Dondo, Metangula, Mocuba, Montepuez, Vilankulo (Mozambique) ; Agua Grande, Neves (São Tomé et Príncipe) ; George, Port Alfred, Potchef-stroom (Afrique du Sud) ; Fomboni, Fomboni, Moroni (Union des Comores), Matsamudu ; Chipata, Lusaka (Zambie) ; Chipinge, Gwanda, Mutare (Zimbabwe). En janvier 2021, une version "légère" de *CityRAP* a été mise en œuvre pour la première fois en dehors de l'Afrique à Amman (Jordanie), en utilisant un système de modalité

hybride "virtuelle et en personne". En 2022, *CityRAP* sera également mis en œuvre dans sept villes du Sahel : Bargny (Sénégal), Kaédi (Mauritanie), Kongoussi (Burkina Faso), Labondo (Nigeria), Mao (Tchad), Niore (Mali), Tillabéri (Niger). Ce soutien a permis d'obtenir les résultats suivants :

- **Déclenchement de l'auto-mobilisation des communautés :** Ouverture de routes, amélioration du drainage dans les quartiers informels, réinstallation volontaire de personnes à Chokwe, au Mozambique ; construction d'un système de drainage à Lilongwe, au Malawi.
- **Encourager les autorités locales à mobiliser des fonds :** À Morondava, Madagascar, le conseil municipal a mobilisé 1,5 million d'euros pour mettre en œuvre des activités d'atténuation de l'érosion côtière classées par ordre de priorité par l'outil *CityRAP*.
- **Influence sur les politiques nationales :** au Malawi, *CityRAP* a été intégré dans les lignes directrices nationales pour les plans de GRC urbains ; au Mozambique, des éléments de l'outil ont été inclus dans les lignes directrices ministérielles pour l'élaboration de plans urbains afin de renforcer sa dimension de résilience.
- **Faciliter la mobilisation de fonds externes :** ONU-Habitat a mobilisé 14 millions d'USD du Fonds d'adaptation pour un projet visant à mettre en œuvre les résultats du processus *CityRAP* dans quatre villes d'Afrique du Sud-Est.

Cartographie participative au niveau du quartier pendant la deuxième phase de *CityRAP* à Cabo Delgado, Mozambique, 2017



TEMOIGNAGE

"Après le *CityRAP*, nous avons commencé à réorganiser les quartiers, à réorganiser le bâti urbain, à ouvrir de nouvelles routes, à identifier et à ouvrir de nouveaux canaux de drainage des eaux de pluie afin d'atténuer les inondations. Nous avons également amélioré l'assainissement avec la gestion des déchets solides."

Mme Evangelina Dundanani Maninguane Pfono,
Chef du conseil municipal de Chokwe, Mozambique

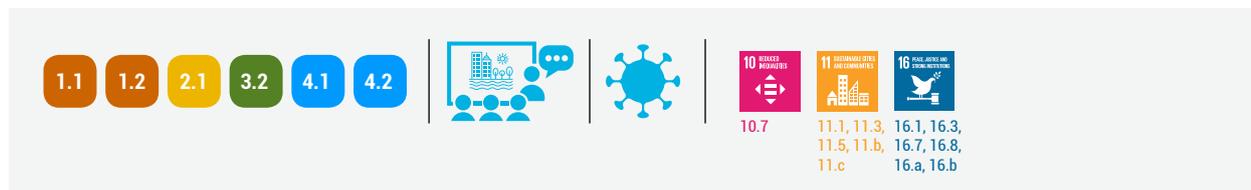
POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Outil CityRAP](#)

[web DiMSUR](#)

[Livret d'outils CityRAP 2022](#)

B.3. Planification urbaine intégrée en contextes de crise prolongée



Résumé : Conseils techniques en vue de l'amélioration des conditions de vie, de la gestion d'habitats existants et de la création de cadres de coopération pour la mise en œuvre de stratégies durables en contexte de crise urbaine. En soutenant la création de liens entre travail normatif et travail opérationnel et en promouvant des solutions durables de développement spatial et d'investissement, ONU-Habitat vise à combler les écarts entre acteurs de l'humanitaire et du développement, et à soutenir la gouvernance locale et le développement institutionnel.

Défis abordés : L'absence de perspective à long terme, caractéristique des réponses humanitaires traditionnelles, et le manque de priorité accordée au développement durable entraînent non seulement des inégalités et tensions entre les communautés d'accueil et de réfugiés, mais aussi une croissance urbaine désorganisée, des moyens de subsistance économiques faibles, l'exclusion du secteur privé, et ultimement des sociétés fragiles et divisées. Ces défis se cumulent et menacent la réalisation des Objectifs de Développement Durable. La réponse à la COVID-19 dans les contextes de crise nécessite une coordination renforcée et une nouvelle prise en compte des contraintes et dynamiques spatiales.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : Ce service peut être adapté pour répondre aux défis spécifiques auxquels sont confrontés un gouvernement ou une communauté nationale, régionale ou locale. ONU-Habitat dispose d'une longue expérience et d'un vaste portefeuille en matière d'appui à la coordination et de conseils pour des solutions à long terme dans le cadre d'installations humanitaires, de planification et de développement dans différentes situations de crise. L'agence a beaucoup travaillé en collaboration avec d'autres agences des Nations Unies et agences internationales dans le cadre du lien entre l'humanitaire, le développement et la consolidation de la paix, notamment avec des partenaires clés tels que le HCR, l'OIM, l'UNESCO et des partenaires non traditionnels (par exemple, des investisseurs du secteur privé). L'expertise d'ONU-Habitat en matière de planification participative dans des contextes humanitaires et non humanitaires, permet d'aborder tout contexte sous un angle spatial; et ainsi soutenir le développement d'une vision stratégique plus large (à court, moyen et long terme) et de scénarios de mobilisation des autorités nationales et locales dans une réponse collective qui peut permettre la coordination de stratégies urbaines à différentes échelles.

Programme d'habitats pilotes de Kalobeyei en collaboration avec Shigeru Ban Architects

©ONU-Habitat / Julius Mwelu





Ce service permet aussi aux projets d'être soumis à des processus de suivis ultérieurs; car il intègre les indicateurs d'inclusion sociale recommandés. En outre; en utilisant différents outils et nouvelles technologies, il favorise l'instauration d'un climat de cohésion sociale et d'appropriation de l'espace à grande échelle. Cela peut conduire à la co-création de projets d'infrastructures durables (par exemple, un centre communautaire, un espace public) avec des partenaires, en utilisant les technologies Minecraft de Block by Block pour la création de places de jeu (voir B.1.), ainsi que des innovations en matière de moyens de subsistance durables et de production de ressources (en s'associant avec World Agroforestry -ICRAF). ONU-Habitat fait également appel à des partenaires pour diffuser les enseignements tirés de ces projets sur des plateformes de connaissances mondiales telles que le Réseau des Nations Unies sur les migrations, le Forum mondial sur les réfugiés, le Groupe de haut niveau sur le déplacement interne, l'Alliance mondiale pour les crises urbaines, le Forum urbain mondial et d'autres encore.

En contexte de COVID-19 dans des zones d'interventions humanitaires, l'emploi d'outils et de compétences appropriés en planification urbaine peuvent permettre

une assistance optimale, une meilleure coordination d'actions menées par différents acteurs, ainsi que d'assurer des investissements avantageux à long terme par rapport à leur localisation et leur cible. La COVID-19 étant considérée comme une urgence qui dure, une planification urbaine appropriée peut contribuer à réduire son impact et à accroître la résilience des communautés.

Durée du soutien : La durée et le calendrier précis de la mise en application du service dépendent des demandes des gouvernements nationaux et locaux, des partenaires et des donateurs. La durée des projets peut aller de six mois à plusieurs années, en prenant en compte la nature imprévisible des situations de crise.

Applications précédentes : Ce service a été appliqué dans le monde entier, comme par exemple dans les endroits suivants : Kakuma et Kalobeyi Settlement, comté de Turkana, Kenya ; Dadaab Cluster, comté de Garissa, Kenya ; camps de réfugiés à Cox's Bazar, Bangladesh ; Nakivale Settlement et West Nile Region en Ouganda ; et Kebribeyah Settlement, région Somali, Ethiopie. A titre d'illustration de l'impact de la mise en application de ce service, le programme de développement socio-économique intégré de Kalobeyi, Catalogue des services d'ONU-Habitat 2022 | 37

Kalobeyei, que soutient ONU-Habitat, a permis la mise en place d'un comité consultatif de développement pour la construction d'habitations destinées à accueillir 60 000 réfugiés ; la réalisation du profil spatial du camp de Kakuma (impactant 158 050 réfugiés) ; un soutien continu aux directives d'aménagement du territoire (incluant 71 fonctionnaires et 113 membres de la communauté (2019-2022) et qui auront un impact direct sur plus de 90 000 personnes) ; des processus de planification et de conception participatifs pour les projets d'investissement (ayant un impact direct sur 1 972 personnes (2018-2022), 429 (2019-2022)); des projets de création de compétences et d'emplois (impact direct sur 2 708 personnes, dont 1 408 femmes (2018-2022)) ; et des ateliers de développement des compétences au niveau institutionnel et local (impact sur 90 agents et 200 leaders communautaires (2018-2022)). ONU-Habitat a également développé des indicateurs spécifiques pour mesurer l'insertion des communautés et

et la cohésion sociale. In Irak, une équipe multidisciplinaire d'ONU-Habitat et de l'UNESCO a élaboré un cadre initial de planification urbaine pour la reconstruction de Mossoul afin de soutenir les efforts du gouvernement local de Mossoul dans la reconstruction et le redressement de la ville. Ce projet est une initiative d'ONU-Habitat et de l'UNESCO soutenue par le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général des Nations Unies/Coordinateur résident/Coordinateur humanitaire. Le cadre de planification vise à définir les priorités en matière de reconstruction et à fournir une approche globale de la reconstruction et de la planification pour l'agglomération de Mossoul, avec une attention particulière portée à la vieille ville. Il vise à fournir des actions concrètes pour la régénération de l'ensemble de la métropole de Mossoul, en s'appuyant sur des recherches documentaires, des travaux de terrain et des données. En outre, le document fournit des recommandations pour la mise en œuvre des actions suggérées.

Reconstruction en Irak
© ONU-Habitat



TEMOIGNAGE

"Je salue le processus de planification et je voudrais souligner la nécessité pour les partenaires d'intensifier leurs efforts pour relever les défis du développement. La planification spatiale est un outil important qui a été adopté par le gouvernement du comté pour guider les investissements dans la région, nous devrions accueillir tout partenariat qui renforcerait les capacités du comté en termes de planification spatiale."

M. Josephat K. Nanok
Gouverneur du comté de Turkana

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Soutien à la nouvelle colonie de Kalobeyi au Kenya](#)

[COVID-19 dans des contextes vulnérables : Profilage spatial pour des réponses adaptatives à Kakuma-Kalobeyi](#)

[ONU-Habitat lance des mesures sur la réponse à la COVID-19 dans deux camps de réfugiés au Kenya](#)

[Page web d'ONU-Habitat : Planification des pratiques humanitaires et de développement : Connecting Normative to Operations](#)

[Célébrations de la Journée mondiale des réfugiés - planification d'établissements durables et inclusifs pour tous](#)

[ONU-Habitat prévoit un établissement durable pour les hôtes et les réfugiés à Kakuma-Kalobeyi](#)

[ONU-Habitat organise un débat sur la connectivité économique, l'urbanisation, les réfugiés et la migration](#)

[Le Japon fait don de 15 millions de dollars pour soutenir les réfugiés et la communauté d'accueil dans le comté de Turkana au Kenya](#)

[Une caméra mesurant la température corporelle a été installée dans un centre communautaire pour l'intégration des réfugiés et hôtes](#)

[ONU-Habitat et le comté de Turkana organisent un atelier pour examiner l'avenir de Kakuma et Kalobeyi au Kenya](#)

[ONU-Habitat réalise des enquêtes socio-économiques dans le Turkana occidental au Kenya](#)

[Soutenir la planification de l'intégration des communautés de réfugiés et d'accueil - Bulletin d'information compilé 2016 - Jan 2021](#)

[Réponses en matière d'urbanisme dans les contextes de post-crise](#)



ONU-Habitat organise un atelier de planification participative de l'espace public avec des populations locales et des réfugiés ©ONU-Habitat/Bernard Heng

B.4. Systèmes participatifs de contrôle de transparence pour les politiques urbaines



Résumé : Des outils technologiques innovants pour soutenir un dialogue permanent entre citoyens et acteurs décisionnels sur les politiques urbaines, élargissant les possibilités pour les citoyens de participer aux décisions et de contrôler de la transparence des actions publiques.

Ces outils sont développés en partenariat avec différents acteurs de la ville. Un processus d'évaluation des besoins en matière de développement des compétences permet également une approche plus participative de la mise en application des politiques urbaines.

Défis relevés : Le manque de données publiquement accessibles, de transparence, et de responsabilités caractéristiques des systèmes existants entrave la participation et capacité de contrôle des citoyens.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : Ce service renforce les partenariats entre les autorités locales, le monde universitaire, les ONG, le secteur privé et la société civile afin de travailler ensemble à l'amélioration des politiques publiques urbaines et l'augmentation des niveaux de transparence et de responsabilité. Le service comprend des ateliers de formation et des consultations citoyennes avec la participation de start-ups spécialisées dans les outils numériques pour les gouvernements locaux. ONU-Habitat utilise une méthode développée par l'agence de Consultation sur les Villes et Communautés Durables (Sustainable Cities and Communities Consultation - SCCC) ainsi que des modèles et outils d'évaluation des

des besoins en formation des villes et des autorités locales, et des conseils pour le développement des examens locaux volontaires (VLR).

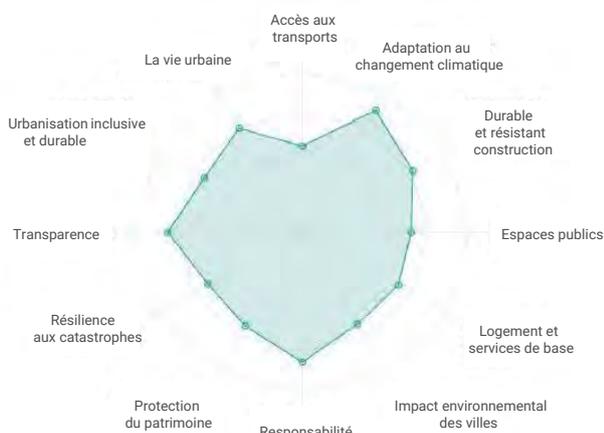
Durée du soutien : Le SCCC est mis en œuvre pendant quatre mois et les résultats sont présentés 2 à 3 mois après la clôture de la consultation. La durée des ateliers de formation varie mais il est recommandé de les organiser sur une période de 2 à 4 jours. Une durée minimale de deux ans est recommandée pour assurer la continuité et les résultats du projet.

Applications précédentes : Ce service a été déployé dans six villes et la consultation dans plus de 830 villes en Bolivie, au Brésil et au Pérou. La méthodologie du service et la consultation en ligne peuvent être reproduites dans n'importe quelle ville et/ou région. En conséquence de la mise en application du service, quatre rapports de situation sur les progrès de l'ODD 11 ont été produits et plus de 1 200 autorités locales ont été formées, ainsi que des membres de la société civile et universitaires. Ce service peut aussi être utilisé de manière continue. Par exemple, au Brésil, où l'initiative a été approuvée par la Fédération nationale des municipalités, la consultation sera mise en œuvre chaque année jusqu'en 2030 afin de comparer l'évolution de la perception des citoyens concernant l'ODD 11. Ce service a également été présenté à deux reprises au sein du Réseau d'innovation des Nations Unies et figure dans la base de données des meilleures pratiques du Département des affaires économiques et sociales des Nations Unies (UNDESA) vis-à-vis des progrès relatifs à l'ODD 11.

Résultats de la consultation Villes et communautés durables 2018-2019, Brésil.



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies. Source: United Nations Geospatial/UN-Habitat.

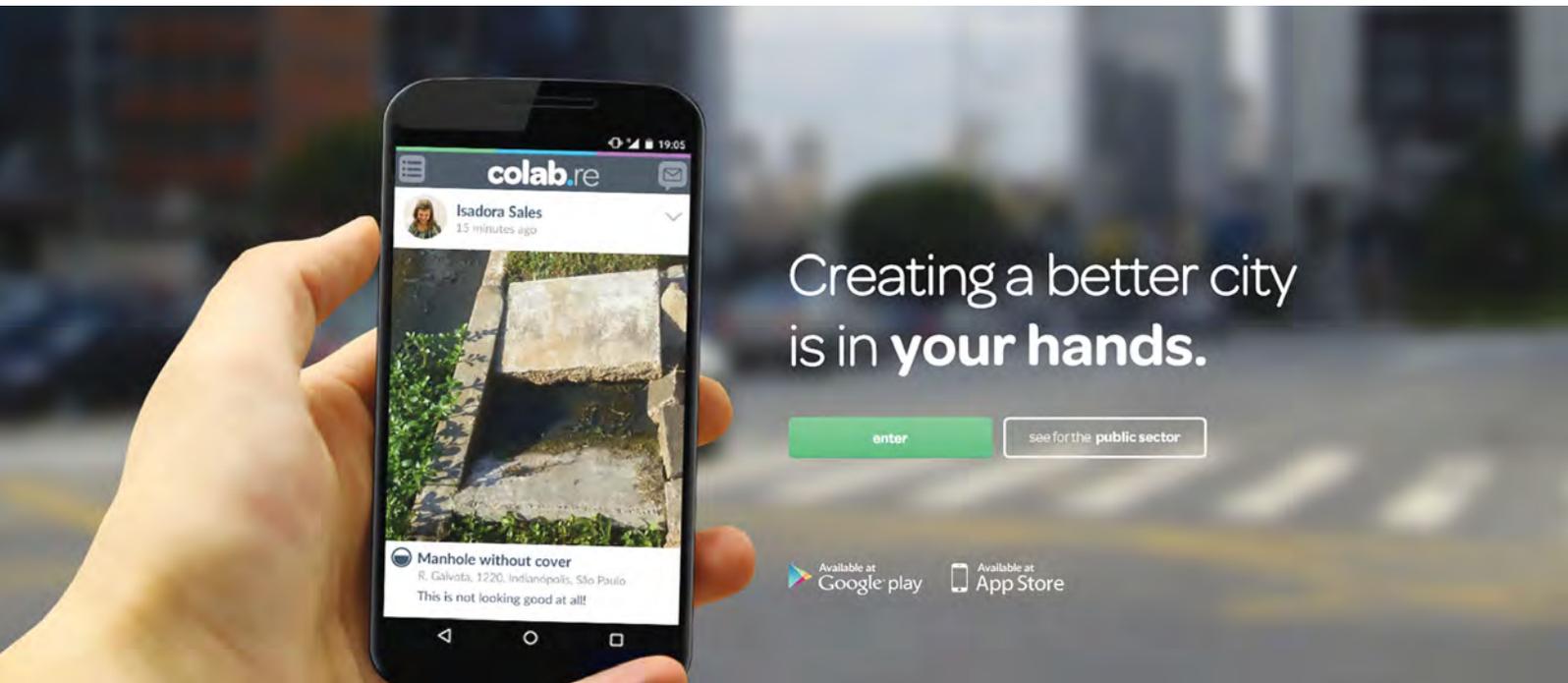


TEMOIGNAGE

"La participation des citoyens et la transparence sont les meilleurs outils pour améliorer la gestion publique. La technologie garantit que le dialogue avec la population se déroule rapidement, efficacement et permet de mesurer les résultats de cette conversation, ce qui facilite l'évaluation des gestionnaires publics."

M. Gustavo Maia,
PDG et cofondateur de Colab, partenaire d'ONU-Habitat

ONU-Habitat et Colab ont créé une application permettant aux citoyens de donner leur avis sur les villes. © ONU-Habitat



Creating a better city
is in **your hands.**

[enter](#) [see for the public sector](#)

Available at  Google play  Available at App Store

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Base de données UNDESA pour les bonnes pratiques dans la mise en œuvre des SDG. Le SCCC est inclus dans cette base de données en tant que bonne pratique pour l'ODD 11

Informations et matériel provenant des différents ateliers organisés en Amérique latine :

Formation de formateurs à Trujillo en collaboration avec

L'Académie de la CEPALC sur la responsabilisation urbaine

Accountability Labs (Chimbote, Pérou ; Trujillo, Pérou ; La Paz, Bolivie ; Tarija, Bolivie)

Accountability and public responsibility Labs à Rio de Janeiro

Semaine de l'ODS à Niteroi

Communiqué de presse relatif au SCCC et aux événements où les résultats et la méthodologie de cette initiative ont été présentés :

L'APP mobile d'ONU-Habitat présentée à l'événement SMART City au Brésil

ONU-Habitat, Colab et OS City lancent une nouvelle consultation citoyenne grâce à un outil innovant au Brésil, au Pérou et en Bolivie

ONU-Habitat organise un événement parallèle à Barcelone sur les outils innovants de consultation citoyenne en Amérique latine

ONU-Habitat et Colab lancent une application mobile pour une consultation publique ouverte sur les conditions de vie dans les villes brésiliennes

La technologie comble le fossé entre les résidents et les autorités locales en Amérique latine

Vidéos promotionnelles des présentations liées au projet et au SCCC :

Outils innovants pour améliorer le suivi de la performance de l'ODD11 dans les villes

Que s'est-il passé lors de la journée des gouvernements locaux et des villes à la COP25 ?

Rapport sur les résultats de la première étape de la mise en œuvre du SCCC au Brésil

B.5. Créer des centres communautaires urbains pour les jeunes



Résumé : La mise à disposition d'espaces urbains sûrs et riches en opportunités économiques est essentielle au développement des jeunes et de leurs communautés. Le programme *One Stop* aborde l'accès des jeunes aux espaces urbains par le biais d'un processus participatif qui engage les jeunes dans la conception et la mise en œuvre de "*One Stop*", des centres communautaires urbains spécifiquement conçus pour les jeunes. Ce service aide les gouvernements locaux et nationaux à créer de nouveaux *One Stops*, et accrédite les centres actuels en tant que *One Stops* par le biais du programme d'accréditation d'ONU-Habitat.

Défis abordés : Aujourd'hui, on compte 1,2 milliard de jeunes âgés de 15 à 24 ans, dont la plupart vivent dans des régions en développement. Le manque d'emplois et autres opportunités menacent leurs perspectives d'avenir et leur bien-être au sein des villes. La participation active des jeunes dans les efforts de développement durable est essentielle pour parvenir à des sociétés durables, inclusives et stables d'ici 2030. La pandémie du COVID-19 et ses effets sur l'emploi et l'éducation ont particulièrement menacé les perspectives d'avenir de ces jeunes et leur engagement pour une société durable.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : Les centres communautaires urbains - *One Stops* - fournissent aux jeunes des compétences ciblées pour leur permettre d'accéder à des emplois décent grâce à la formation qu'ils auront reçue et à l'accès aux nouvelles technologies qui leur auront été garanti. ONU-Habitat fournit un soutien technique aux gouvernements locaux pour établir et gérer les *One Stops* ; l'agence mène des études de marché locales pour s'assurer que les programmes de formation professionnelle sont ciblés et efficaces ; elle aide également les gouvernements à s'assurer que les centres sont inclusifs et répondent aux besoins des communautés. Le fonctionnement de ces centres est guidé par une série de principes sur le développement de la jeunesse créés par ONU-Habitat et ses partenaires en 2007, [les principes de Kampala pour le développement mené par la jeunesse](#), qui soulignent l'importance de la prise en charge par les jeunes de leur propre développement et de celui de leurs communautés.

ONU-Habitat utilise sa capacité unique de mobilisation pour s'assurer que tous les acteurs urbains pertinents sont effectivement engagés dans la conception et la mise en œuvre des *One Stops*.

Ce service permet également de réaffecter et de régénérer des structures urbaines sous-utilisées afin de mettre en place rapidement et efficacement de nouveaux *One Stops*. De nombreux *One Stops* ont été reconvertis pour fournir des services de santé essentiels pendant la pandémie du COVID-19, permettant l'accès à des stations de lavage des mains, et à des services de prévention et d'information en santé publique, la distribution de masques aux communautés ; ainsi que la possibilité pour les gouvernements de fournir une aide d'urgence aux communautés. (Voir aussi B.1. et D.4. pour en savoir plus sur le travail d'ONU-Habitat en faveur des espaces publics inclusifs).

Durée de l'aide : ONU-Habitat soutient le développement des centres *One Stop*, l'objectif étant que chacun d'entre eux soit géré de manière durable et indépendante. Le processus de création des établissements se fait en trois étapes : L'étape 1 est un processus d'engagement des parties prenantes, l'étape 2 est l'établissement d'une structure de gouvernance pour le *One Stop* et la planification des programmes à mettre en œuvre, et l'étape 3 est l'opérationnalisation des programmes. Ces trois étapes prennent généralement un an et peuvent être appliquées de manière itérative et continue.

Applications précédentes : ONU-Habitat a soutenu la création de *One Stops* dans dix villes d'Afrique subsaharienne, fournissant des services de santé, de formation et de loisirs à plus de 350 000 jeunes hommes et femmes. Le premier *One Stop* a été lancé à Nairobi, au Kenya, dans le cadre d'un partenariat entre la ville de Nairobi, la société civile et le gouvernement local et national. L'objectif du centre était d'être un lieu qui "donne à la jeune génération les moyens de s'approprier le processus de développement de la transformation de la ville en étant des acteurs de changement". Le succès des *One Stops* en a fait un modèle pour la mise à disposition de ressources, pour les jeunes, dans les espaces publics urbains.



Le Secrétaire général des Nations Unies sur le terrain de football du bidonville de Mathare One Stop Youth Centre © ONU-Habitat



Des jeunes femmes jouent au football au centre One Stop de Mogadisco. © ONU-Habitat

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Veillez consulter le site www.unhabitatyouth.org pour plus d'informations sur les centres One Stop et le travail d'ONU-Habitat avec les jeunes

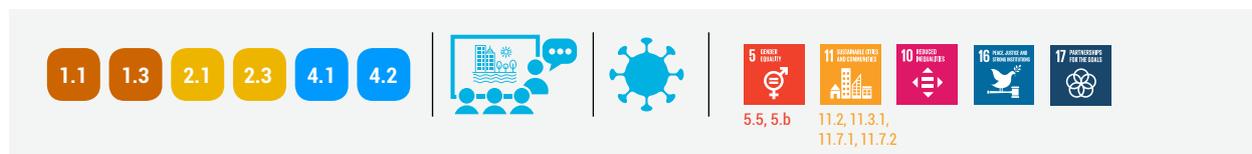
Manuels de formation à guichet unique

1. [Guide d'installation des centres urbains de jeunesse, volume 1](#)
2. [Le travail d'information et la jeunesse - guide de démarrage, volume 2](#)
3. [Guide de cartographie communautaire - une boîte à outils de cartographie communautaire pour les jeunes en Afrique de l'Est, Volume 3](#)
4. [Programmation de l'esprit d'entreprise pour les centres urbains de jeunesse, Volume 4](#)
5. [Planification et évaluation des programmes dans les centres de jeunesse urbains, Volume 5](#)

Guide unique d'accréditation

[Modèle de centre de jeunesse à guichet unique de l'ONU-Habitat](#)

B.6. HerCity toolbox



Résumé : *Her City Toolbox* est une méthodologie en ligne, qui guide les autorités locales et les acteurs urbains étape par étape dans l'adoption d'une approche de planification urbaine plus durable et plus inclusive. Cette méthodologie a été développée pour, par et avec des femmes et des filles en adoptant une approche participative de co-conception.

Défis relevés : Les femmes et les filles sont souvent sous-représentées dans les processus décisionnels, expliquant que de nombreux projets urbains ne répondent pas à leurs besoins. Les processus participatifs inclusifs sont essentiels à l'adoption d'une urbanisation durable, mais dans de nombreuses régions du monde, un manque de compétences et d'expérience dans la conduite de processus participatifs persiste, en particulier lorsqu'il s'agit de groupes vulnérables. De plus, en raison de la COVID-19, les restrictions en matière de rassemblements ont davantage limité les possibilités d'impliquer les populations les plus vulnérables dans des ateliers et activités réalisés en personne.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : En collaboration avec des partenaires, des experts et autres parties prenantes, ONU-Habitat a créé une boîte à outils numérique (*toolbox*) pour permettre la mise en place de processus participatifs efficaces et inclusifs qui renseignent et améliorent les processus de planification au sein des villes. La boîte à outils *Her City* constitue un guide numérique en neuf blocs sur la manière d'évaluer, de planifier et de mettre en œuvre conjointement des espaces publics et des villes plus adaptées aux besoins exprimés par les femmes. Chaque bloc contient une série d'activités et d'étapes claires incluant des indicatifs relatifs au niveau de participation des filles et des femmes de tous âges, garantissant leur engagement tout au long du processus.

Différents outils numériques développés par ONU-Habitat en collaboration avec des partenaires externes sont inclus dans chacun des blocs. La plateforme est accessible publiquement, conviviale et encourage des dialogues actifs entre professionnels et jeunes citoyens.



Exemple de représentation possible d'une ville HerCity © Lovisa Burfitt



HerCity fait participer les jeunes femmes et les filles aux processus de planification et de conception urbaines afin de construire des villes pour tous. © Shutterstock.

L'outil *HerCity* accorde une importance toute particulière à l'emploi de processus participatifs qui prennent en compte les questions de genre et incluent les jeunes et les personnes vivant dans des zones vulnérables, notamment dans des quartiers d'habitats informels. Ce service est destiné aux gestionnaires de projets et autres acteurs urbains qui souhaitent garantir une participation inclusive dans leurs villes respectives. En tant que processus, l'approche *HerCity* encourage également l'utilisation d'outils et de technologies numériques, augmentant ainsi les compétences numériques des femmes et des filles. Le principal indicateur de réussite de ce programme est le nombre d'initiatives *HerCity* qui ont été finalisées dans leur totalité ou en partie.

Un autre indicateur important est le nombre d'utilisateurs enregistrés sur la plateforme numérique, qu'il s'agisse de "facilitateurs" (gestionnaires de projets) ou de "participants" (filles, femmes, autres parties prenantes). Des indicateurs tels que le nombre de villes et de pays montrent la couverture géographique de l'outil. Enfin, le type d'acteurs enregistrés (gouvernements locaux, secteur privé, société civile, universités) indique la valeur de l'outil en termes d'utilisations potentielles pour différents secteurs.

Applications précédentes : *HerCity* est une initiative mondiale et la boîte à outils peut être appliquée à des contextes urbains de tous pays. Les utilisateurs ont la liberté de mettre en place leur propre projet de manière indépendante, directement sur la plateforme sans avoir besoin de soutien supplémentaire, le processus étant auto-explicatif. Pour accompagner les utilisateurs de la boîte à outils, ONU-Habitat et ses partenaires ont formé plus de 500 personnes. La formation et le tutoriel en ligne sont disponibles sur Youtube. Dix projets sont actuellement soutenus par ONU-Habitat à Johannesburg (Afrique du Sud), Nairobi (Kenya), Beyrouth (Liban), Flemingsberg (Suède), Koge (Danemark), Lima (Pérou), Gaza et Cisjordanie (État de Palestine), Chennai et Delhi (Inde), financés par les secteurs public et privé. On compte plus de 700 utilisateurs de l'outil numérique dans le cadre de 400 initiatives dans 280 villes de 90 pays différents.

Durée du soutien : L'outil *HerCity* est divisé en neuf blocs uniques. En fonction des priorités de l'équipe de projet, des capacités et des ressources en place, le processus peut être adapté et façonné en conséquence. L'ensemble du processus dure environ six mois, sans compter la phase de construction.

TEMOIGNAGE

"Inclure l'expérience quotidienne des femmes dans l'espace urbain est important pour assurer un développement urbain durable. *HerCity* s'appuie sur la participation active des filles et des femmes dans le processus de planification et de conception des villes..."

Yasmeen Dinath,
Urbaniste à l'Agence de développement de Johannesburg

La plateforme
numérique *HerCity*
Toolbox

© hercity.unhabitat.
org/Shutterstock



Register

Login

Let her
guide you

We enable sustainable
and inclusive cities
together with girls.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Plate-forme en ligne : [Her City Toolbox](#)

Publication : [Her City Guide](#)

Formation en ligne : [Her City YouTube Training](#)

Tutoriel en ligne : [Let Her Guide You Tutorial](#)

Rapport : [Cities for Girls, Cities for All](#)

Brochure : [Let Her Guide You](#)

Film : [Her City Toolbox – From Botkyrka to
Johannesburg](#)

Réseaux sociaux

Facebook: [@HerCity](#)

Instagram: [@HerCityToolbox](#)

Twitter: [@HerCityToolbox](#)

YouTube: [@HerCity](#)

TikTok: [@HerCity](#)

C. Politique, législation et gouvernance

C.1. Renforcer les droits au logement, à la terre et à la propriété en contexte de paix



Résumé : Ce service offre un soutien aux institutions d'accès au logement, à la terre et à la propriété (HLP) déjà opérationnelles et aux cadres juridiques solidement établis qui assurent des formes de sécurité foncière. Puisque les conflits prolongés ou intermittents ont tendance à fracturer et à handicaper, voire à détruire, les cadres institutionnels et législatifs nationaux liés au logement, et à l'accès à la terre et à la propriété, les gouvernements ainsi que les acteurs de l'humanitaire et du développement ont fréquemment besoin d'aide pour reconstruire et renforcer leurs institutions et cadres juridiques en période post-conflit. Ce service, qui soutient gouvernements et acteurs internationaux, fournit une assistance classée en trois catégories: (1) accroître la connaissance des questions clés en matière de protection des droits de l'homme et du cadre institutionnel et juridiques thématiques, de rapports et de notes d'orientation ; (2) soutenir un processus de réforme juridique de la protection des droits de l'homme ou l'élaboration d'une législation par le biais d'une consultation juridique et d'une révision de la législation ; (3) renforcer les capacités des institutions administratives de la protection des droits de l'homme et soutenir les acteurs humanitaires et du développement par le biais de partage des connaissances, de notes d'information, de consultation juridique et de conseils.

Défis abordés : Dans des contextes post-conflits, de déplacement, et de retour des personnes déplacées, les défis complexes affectant les droits au logement, à l'accès à la terre et à la propriété ne sont pas rares. Les problèmes spécifiques liés aux droits à la sécurité foncière comprennent : la confiscation de biens, les ventes ou transferts de biens non autorisés, l'occupation secondaire, les litiges liés aux droits à la propriété foncière, la perte de droits à la propriété foncière et de documents civils, les dommages causés aux registres de propriété et aux systèmes d'information foncière, la fragmentation de l'administration foncière, les changements démographiques, les dommages causés au

parc immobilier et l'insuffisance des informations sur ce dernier. La faiblesse des cadres juridiques ainsi que le manque de capacités des institutions de protection des droits de l'homme aggravent ces problèmes et entravent les processus de reconstruction tels que la restitution des biens, empêchant ainsi l'établissement de communautés résilientes et cohésives.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : La reconstruction de l'habitat et des institutions sociétales étant une préoccupation première en contexte post-conflit, ONU-Habitat est un acteur clé à mobiliser dans les efforts de reconstruction post-conflit. L'agence est devenue chef de file dans le traitement des questions relatives à la propriété foncière en périodes post-conflit, reconnaissant le rôle clé de l'accès à la terre dans le déclenchement et la résolution des conflits et des injustices. Les groupes marginalisés tels que les femmes, les enfants, les personnes âgées, les minorités ethniques et religieuses, les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays et les réfugiés, ont tendance à être les plus exposés aux violations des droits de l'homme et aux abus en matière de droits de logement et à la propriété pendant et après les conflits. ONU-Habitat vise à s'assurer que les populations vulnérables soient incluses dans tous les processus de sécurisation foncière post-conflit, comme la restitution des biens, tout en cherchant spécifiquement à accroître cette sécurité foncière pour les groupes marginalisés. Notre soutien en matière de collecte de connaissances, de développement des compétences et d'aide aux réformes juridiques s'attache à inclure les groupes marginalisés afin de prévenir les expulsions et les déplacements forcés, d'augmenter la sécurité foncière, de permettre le retour des personnes déplacées et d'améliorer l'accès et/ou la disponibilité de logements abordables pour tous. Outre les réformes institutionnelles et juridiques à long terme, nous utilisons des outils d'administration foncière "adaptés" (à chaque contexte), tels que les permis d'occupation temporaire, et le modèle de régime foncier social (STDM) qui facilite l'octroi et le

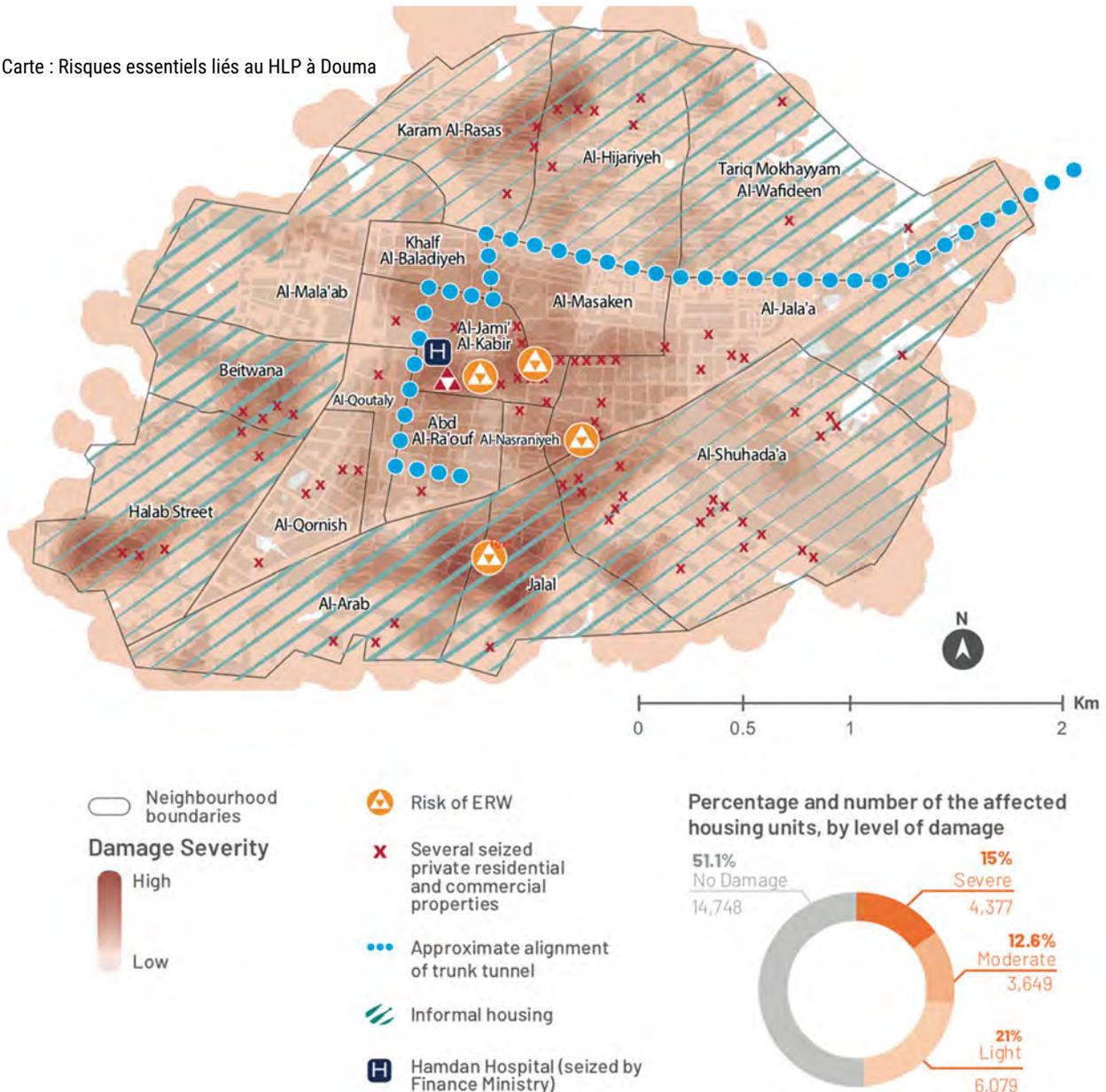
renforcement des droits de propriété foncière dans une variété de contextes, allant du conflit au post-conflit. Ce service s'appuie sur des partenariats et des collaborations en cours avec le HCR, le Conseil norvégien pour les réfugiés et d'autres parties prenantes travaillant sur les droits à la sécurité foncière dans les pays en conflit et en situation post-conflit. (Voir également la section E pour d'autres services d'ONU-Habitat liés à la terre, au logement et aux abris).

Durée du soutien : Le calendrier des activités de ce projet peut être divisé en plusieurs phases : le renforcement des

connaissances et des capacités, l'identification des domaines de changement juridique peuvent prendre entre 1 et 2 ans ; le processus de mise en œuvre de la réforme juridique et institutionnelle, quant à lui, prend généralement entre 1 et 5 ans selon le contexte.

Applications précédentes : Ce service a été mis en application avec succès en Syrie et en Irak et est très pertinent dans tous contextes de conflit et post-conflit. En Irak, en juillet 2019, ONU-Habitat a aidé les gouvernements à délivrer plus de 2 811 certificats d'occupation à des ménages yazidis qui n'avaient pas pu accéder à la reconnaissance officielle de la propriété de leurs terres et de leurs maisons en raison de politiques discriminatoires menées depuis des décennies.

Carte : Risques essentiels liés au HLP à Douma



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies. Source: United Nations Geospatial/UN-Habitat.

Ces certificats ont créé les conditions du retour et de la participation au développement local de cette communauté, en réparant les injustices historiques et les persécutions récentes. En Syrie, des années de conflit prolongé ont anéanti les capacités d'administration foncière des institutions, affaibli la sécurité foncière, réduit l'accès au logement adéquat et rendu les groupes marginalisés (tels que les femmes et les personnes déplacées) plus vulnérables à la privation de leurs droits de

de propriété. Dans le cadre du programme conjoint pour la Syrie financé par l'UE, ONU-Habitat soutient la production, sur la base de données factuelles, de notes d'orientation et de documents juridiques thématiques afin d'améliorer les questions opérationnelles liées au droit à la propriété et, *in fine*, de faciliter le processus de consolidation de la paix en conseillant les acteurs du gouvernement et du développement et en renforçant leur compétences.

Famille yazidi en Irak dont la maison a été réhabilitée. Ils ont reçu un certificat d'occupation pour augmenter leur sécurité après la réhabilitation



POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Page web de la législation d'ONU-Habitat](#)

C.2. Cadres juridiques pour la planification de villes durables



Résumé : Soutien aux gouvernements nationaux et locaux dans l'analyse et la réforme de leurs cadres législatifs et cadres de gouvernance en matière de planification urbaine, afin de leur assurer un socle solide pour la mise en place d'une planification urbaine participative et d'un développement urbain fondé sur le respect des droits fondamentaux. Le développement urbain peut entraîner une augmentation des inégalités, une baisse de la productivité économique et une vulnérabilité au changement climatique s'il n'est pas étayé par des cadres politiques, juridiques et de gouvernance, cohérents. Ce service utilise des méthodologies et des outils tels que le "Planning Law Assessment Framework", un outil de diagnostic permettant d'évaluer la qualité législative et d'identifier les forces et les faiblesses des cadres réglementaires en matière de planification, ainsi que des modules de formation sur la rédaction juridique, la politique, la législation et le droit de la planification

Défis relevés : La mise en œuvre inefficace des lois et des plans d'urbanisme entraîne des pratiques d'urbanisme non durables (étalement urbain, espaces publics et verts inadaptés, manque de connectivité et de marchabilité) ; insécurité foncière ; offre insuffisante de terrains viabilisés pour les citoyens pauvres ; recettes fiscales municipales insuffisantes ; et vulnérabilité aux événements climatiques.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat est

nationaux et locaux à relever ces défis grâce à sa connaissance des systèmes juridiques urbains de plus de 70 pays, dans toutes les grandes régions du monde, mais aussi grâce à l'utilisation de méthodologies d'évaluation et de réformes solides et vérifiées, et à l'accès à un vaste réseau d'universités, de centres de recherche et d'experts juridiques.

Durée du soutien : L'analyse du cadre législatif urbanistique et des cadres de gouvernance, associée à l'élaboration de recommandations pour une réforme juridique est normalement réalisée en un an. La mise en application des paramètres de réforme, basés sur les besoins du gouvernement national ou local, peut être faite en un an. Les formations peuvent être réalisées dans le cadre d'une session d'une heure, lorsqu'il s'agit d'introduire un sujet, mais peuvent aussi s'étaler sur plusieurs mois ou années lorsqu'un engagement plus long est nécessaire.

Applications précédentes : Ce service a permis le développement de lois et de politiques de planification dans 20 pays, par exemple : (a) une nouvelle loi sur la planification en Égypte et au Kosovo ; (b) la fourniture de données et recommandations pour les politiques urbaines nationales en Bolivie et en Guinée Conakry ; et (c) le soutien à la révision du cadre de planification urbaine en Arabie saoudite par l'examen de 500 pièces de législation urbaine .

Atelier sur le logement à but non lucratif à Riyadh, en Arabie saoudite



TEMOIGNAGE

"Cette formation devrait être une obligation pour tous les praticiens urbains, avant de se lancer dans de nouveaux projets."

"Cette formation a permis d'acquérir des connaissances dans tous les domaines du droit et a aidé à identifier les raisons pour lesquelles le système fonctionne mal dans mon pays. Elle a fait de moi un meilleur conseiller juridique."

"Sans une législation appropriée, la mise en œuvre du programme du Nouvel Agenda Urbain est impossible."

**Évaluations anonymes des participants à la rédaction juridique
Cours (2017 - 2019)**

Atelier consultatif sur
le droit de
l'urbanisme, Egypte



POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Plate-forme sur la politique urbaine](#)

[Le cadre d'évaluation du droit de l'urbanisme, développé par ONU-Habitat, est un outil d'auto-évaluation rapide qui vise à identifier les forces et les faiblesses d'un système juridique d'urbanisme. Egalement disponible en espagnol](#)

[UrbanLex est une base de données mondiale gratuite qui vise à améliorer l'accès à la législation qui régit l'environnement urbain](#)

C.3. Politiques urbaines nationales et infranationales



Résumé : Ce service propose un suivi d'experts et la délivrance d'outils de développement des compétences pour les gouvernements nationaux et subnationaux afin de concevoir, mettre en œuvre, suivre et évaluer les politiques urbaines nationales (NUP) et subnationales (SUP). Ces politiques peuvent servir d'instruments fondamentaux pour optimiser les aspects positifs de l'urbanisation et favoriser le développement durable et l'amélioration du niveau de vie des habitants des villes. Le suivi proposé par ONU-Habitat inclut des composantes thématiques axées sur l'intégration des systèmes alimentaires, la lutte contre le changement climatique et l'intégration de la migration dans les NUP.

Défis abordés : Dans la plupart des pays en développement, l'urbanisation entraîne d'énormes changements dans la répartition spatiale des personnes et des ressources, ainsi que dans l'utilisation et la consommation des terres. Bien qu'un tel processus soit fortement lié au développement social et économique, de nombreux pays ne disposent pas des politiques et de cadres de gouvernance adaptés qui permettraient de tirer parti de ce processus pour accroître les gains de développement et s'orienter vers des modèles durables. Alors que l'urbanisation crée d'énormes richesses et opportunités, permet une meilleure utilisation des actifs et en crée de nouveaux, dans de nombreux pays, notamment dans le monde en développement, ces aspects ne sont pas mis au service du développement. En effet, dans les régions dites en développement, les défis de l'urbanisation semblent souvent dépasser les gains potentiels de développement.

Pour maîtriser l'urbanisation, atténuer ses externalités négatives et promouvoir un "changement de paradigme urbain", une véritable approche coordonnée et des orientations politiques claires sont nécessaires pour transformer l'intention politique en action politique, par le biais de projets de transformation urbaine et de projets d'acupuncture urbaine. Cela fait défaut dans de nombreux pays, où plusieurs départements gouvernementaux supervisent différents aspects du défi de l'urbanisation. En outre, l'urbanisation n'est pas considérée comme une opportunité de développement national ou infranational.

De manière générale, le rôle des villes dans le développement national est sous-estimé, tout comme l'appréciation des transformations structurelles que représente la dynamique de croissance des espaces urbains.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : Pour relever ces défis, ONU-Habitat a créé des NUP et des SUP conçus pour guider et tirer profit du potentiel de l'urbanisation pour stimuler le développement durable et améliorer la qualité de vie de tous. Les pays dotés de NUP répondant aux défis actuels de l'urbanisation ont plus de chances de parvenir à un développement urbain durable qui assure des liens économiques, sociaux et environnementaux entre les zones urbaines, périurbaines et rurales. Ces politiques ou plans urbains doivent au moins garantir qu'ils abordent les questions cruciales de la dynamique démographique, du développement territorial équilibré et de la manière d'accroître l'espace fiscal local. Les NUP et les SUP peuvent corriger les inégalités sociales et la discrimination, tant au sein des zones urbaines qu'entre elles, et établir des liens synergiques entre la dynamique de l'urbanisation et le processus global de développement national au travers d'un prisme spatial. Ils intègrent la participation des citoyens au processus de conception, de développement et de mise en œuvre des politiques visées afin de réduire les inégalités et la ségrégation urbaine. Sur la base de sa vaste expérience et des connaissances accumulées à chaque phase de création et de mise en œuvre des NUP et SUP, ONU-Habitat a également généré une série d'outils normatifs pour accompagner les processus de NUP et SUP afin de garantir une réponse aux besoins de chaque pays et gouvernement infranational. Ces guides et outils conseillent sur la meilleure façon d'aborder les domaines clés de ces politiques, par exemple : Le guide des stratégies spatiales nationales (en cours d'élaboration), [l'intégration des liens entre zones urbaines et rurales dans les politiques urbaines nationales](#) (voir également la section C.5. pour en savoir plus sur le soutien d'ONU-Habitat aux liens entre zones urbaines et rurales et aux systèmes alimentaires), la [promotion d'un développement urbain axé sur l'espace public, le soutien à l'amélioration et à la prévention des bidonvilles à l'échelle nationale et urbaine](#) et la [prise en compte du changement climatique dans les politiques urbaines nationales](#).² (Voir également section H pour en savoir plus sur les offres

Raisons pour lesquelles NUP est important



d'ONU-Habitat concernant le changement climatique et les villes). Les autres guides destinés à soutenir les processus de politique urbaine sont : le [guide SUP](#), le [guide de faisabilité NUP](#), le [guide de diagnostic NUP](#), le [guide de formulation NUP](#) et le [guide de suivi et d'évaluation](#). Pour partager les meilleures pratiques, ONU-Habitat et ses partenaires ont compilé le [Rapport mondial sur l'état des politiques urbaines nationales 2021 et sa base de données](#).

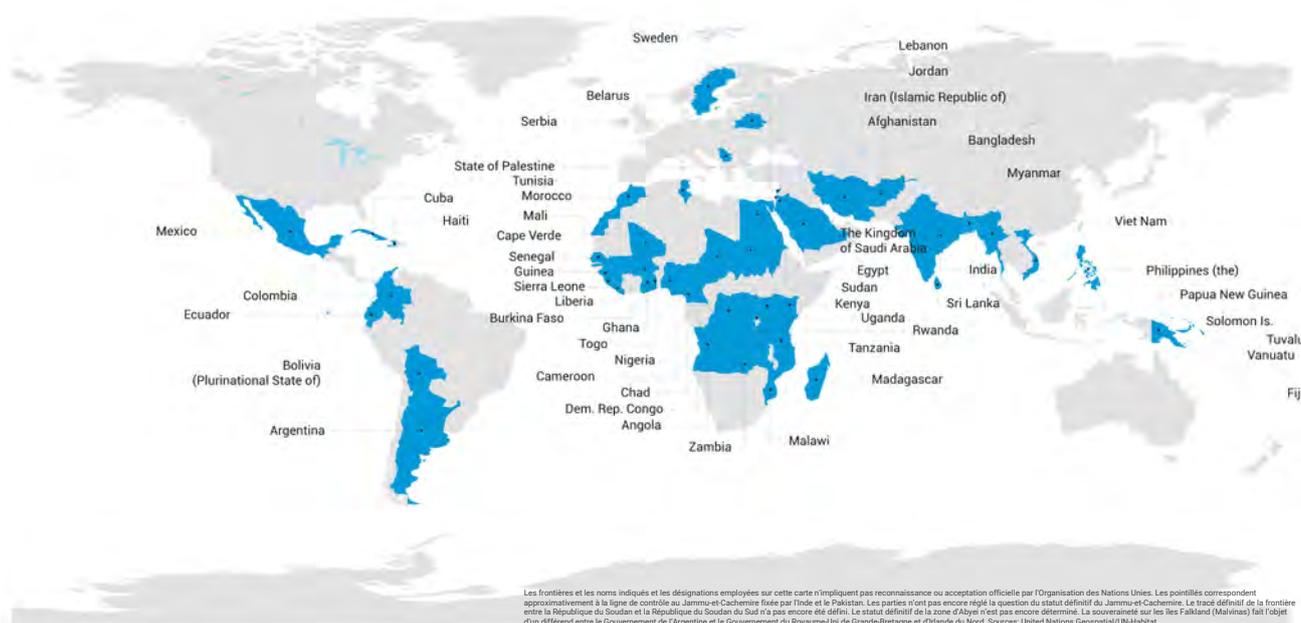
Durée du soutien : En fonction de la demande des clients, le soutien d'ONU-Habitat à la création et application des NUP et SUP peut prendre trois à cinq ans. Une formation générale sur le [guide d'apprentissage NUP](#) est proposée pour aider les pays à accroître leurs connaissances sur la conception et la mise en œuvre de politiques urbaines nationales et infranationales afin de traiter les domaines prioritaires de leur programme de développement urbain. Cette formation sur les [politiques urbaines nationales](#) peut durer une journée, mais plusieurs mois peuvent être nécessaires pour localiser et contextualiser cette approche. Le soutien à l'utilisation du guide sur la [prise en compte du changement climatique et d'autres guides thématiques sur la politique urbaine](#)

nationale peut aller d'une journée (pour présenter la meilleure façon d'utiliser le guide) à un soutien dédié à la formulation des politiques de plusieurs mois.

Applications précédentes : ONU-Habitat a mis en place un programme mondial et trois programmes régionaux sur les NUP et soutenu plus de 55 pays dans leurs processus de formulation de politique urbaine. Dix gouvernements subnationaux ont été soutenus dans la conception et la mise en œuvre de politiques urbaines nationales. Le programme [Addressing Climate Change in National Urban Policy](#) a été mis en application en Tanzanie (Zanzibar) et en Jordanie pour intégrer l'action climatique dans les politiques urbaines nationales, et il est utilisé comme référence pour développer des orientations politiques plus spécifiques à chaque région. [L'intégration des liens entre zones urbaines et rurales dans les politiques urbaines nationales](#) a été appliquée dans cinq pays, renforçant ainsi les capacités d'intégration de l'alimentation, entre autres aspects des liens entre zones urbaines et rurales, dans les politiques urbaines nationales.

2 Ce guide recommande comment intégrer les défis du changement climatique dans les villes et les établissements humains dans les NUP, contribuant ainsi à donner aux gouvernements nationaux, aux gouvernements locaux et aux autres parties prenantes les moyens de faire face efficacement au changement climatique. Voir également la section H et le programme phare 3 pour en savoir plus sur les services d'ONU-Habitat en faveur des villes et du changement climatique.

56 États membres des Nations Unies soutenus par ONU-Habitat dans leur processus de NUP



TEMOIGNAGE

"Les politiques urbaines nationales peuvent aider à tirer profit des avantages de l'urbanisation tout en répondant à ses défis grâce au développement d'une vision beaucoup plus large et transversale des paysages urbains. Les politiques urbaines nationales peuvent aider à aligner les politiques sectorielles ayant des effets sur les zones urbaines et à développer un environnement institutionnel favorable."

Mme Njambi Kinyungu,

Représentant permanent de la République du Kenya auprès d'ONU-Habitat

"La politique urbaine de l'État du Niger est un document stratégique qui fournit à tous les Nigériens un ensemble de principes et de normes nécessaires à la réalisation d'un développement urbain et territorial durable. En lien avec le Nouvel Agenda Urbain, la politique urbaine de l'Etat cherche à identifier les priorités de développement urbain vers un développement urbain et territorial socialement et économiquement équitable et respectueux de l'environnement."

Prof. Mustapha Zubairu,

Coordinateur - Programme de soutien urbain de l'État du Niger

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[En savoir plus sur les NUP et les SUP](#)

[Un guide détaillé et une boîte à outils sur l'intégration du changement climatique dans les politiques urbaines nationales, ainsi que des études de cas sur son application dans six pays](#)

[La prise en compte du changement climatique dans la politique urbaine nationale : Un guide politique pour un développement urbain à faible émission de carbone et résilient au changement climatique](#)



© ONU-Habitat/Kristen Milhahn

C.4. Leaving no one and no place behind: Renforcer les liens entre espaces urbains et ruraux



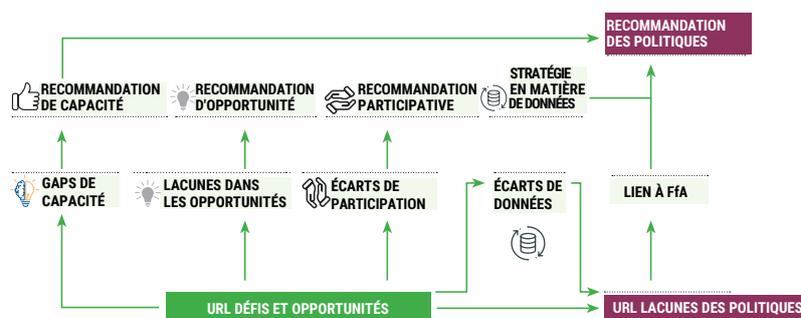
Résumé : Renforcer les liens entre territoires urbains et ruraux, en augmentant la capacité des décideurs politiques et agents de changement de toutes échelles à collecter et utiliser des données afin de nourrir des stratégies et plans d'action intersectoriels et multi-niveaux pour un développement territorial intégré et inclusif. ONU-Habitat s'appuie sur ces publications suivantes, *Urban-Rural Linkages: Guiding Principles (URL-GP) and Framework for Action to Advance Integrated Territorial Development* pour contribuer l'élaboration de stratégies, de politiques et de plans pour un développement urbain et territorial intégré durable. En complément, le *Framework for Action* vise également à créer un environnement propice à l'établissement de liens urbains-ruraux plus inclusifs et plus fonctionnels et offre des suggestions pratiques pouvant être adaptées divers contextes.

Défis relevés : Les effets du clivage urbain-rural se traduisent souvent par l'exode rural, la pauvreté et les inégalités et ont souvent un impact sur la sécurité alimentaire des habitants des villes et des campagnes. Les interactions entre les zones urbaines et rurales sont caractérisées par des flux matériels ou immatériels, sociaux, économiques et d'information. Au cours de la pandémie de COVID-19, les flux de personnes, de biens (nourriture et produits de santé), de services, de ressources et de capitaux ont été affectés négativement dans certains contextes, soulignant la nécessité de prendre en compte les liens entre villes et campagnes dans les politiques, les plans et les stratégies.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat est la principale agence de l'ONU travaillant dans le

domaine de l'habitat, et plus particulièrement dans le développement et l'application du programme universel **Urban Rural Linkages : Principes directeurs (URL-GP)³** et le **Framework for Action**. Il s'agit de cadres essentiels pour la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain et la réalisation des ODD. ONU-Habitat a développé des outils et des méthodologies pour les gouvernements nationaux et régionaux afin de localiser l'URL-GP, et a réuni une large communauté de partenaires et de praticiens travaillant sur les différentes dimensions des liens urbains-ruraux, des villages SMART, des marchés et des villes intermédiaires. L'URL-GP est également lié à d'autres travaux d'ONU-Habitat sur les politiques urbaines nationales, la législation, la gouvernance, les Directives internationales sur la planification urbaine et territoriale et le *Global Land Tool Network*, entre autres. Dirigé par ONU-Habitat, en partenariat avec CGLU, OCDE, Cities Alliance, WUWM, UNCCD, UNFCCC, La CDB et la FAO, le monde universitaire et la société civile, ONU-Habitat est également activement engagé dans la création de synergies et de dialogues mondiaux autour des URLs dans différents contextes thématiques et géographiques. Le premier Forum international sur les liens urbains/ruraux a eu lieu dans le comté de Songyang, en Chine, en novembre 2019.

Durée du soutien : Les projets de soutien dans ce domaine durent au moins deux ans. La première année est consacrée à l'évaluation des défis de l'URL, des opportunités, des lacunes en matière de capacités, de participation, de politique et de données. La deuxième année est consacrée à la hiérarchisation des questions à traiter, à la collecte de données et à la formulation de recommandations



3 Plus de 130 parties prenantes et plus de 40 institutions ont participé à l'élaboration de l'URL-GP. L'URL-GP est disponible en anglais, espagnol, français, russe, portugais, chinois et arabe.

politiques, y compris l'intégration des stratégies, des politiques et des plans, entre autres.

Applications précédentes : ONU-Habitat a mené des projets visant à renforcer l'URL dans neuf pays africains et a aidé la Bolivie à élaborer des recommandations politiques. Dans le cadre de ces projets, l'agence a déployé les outils et les méthodes URL-GP au Cameroun, en Guinée Conakry, au Nigeria (État du Niger), en Tanzanie (Zanzibar), au Mozambique, au Burkina Faso, au Sénégal, au Mali, et en République démocratique du Congo.

ONU-Habitat a également organisé des ateliers régionaux pour développer les compétences de plus de 80 responsables gouvernementaux sur l'intégration de l'URL dans les politiques urbaines nationales. À titre d'exemple, le Cameroun et la Guinée Conakry ont mis en place des équipes/comités nationaux URL issus de différents ministères/secteurs et niveaux de gouvernement pour faire avancer le travail ; et l'État du Niger développe des stratégies pour le réaménagement de l'habitat informel dans l'une des villes et élabore des plans et conceptions de marchés post-collecte et l'analyse de données (deux procédés externes au projet), en mettant en application les compétences acquises.



TEMOIGNAGE

"L'atelier de développement des compétences et le projet dans son ensemble nous ont permis d'apprendre à utiliser les outils de liaison entre les zones urbaines et rurales qui nous aideront à planifier nos zones urbaines et les zones périurbaines et rurales respectives. Il s'agit notamment d'améliorer la connectivité et la répartition équitable des services afin de minimiser la mobilité vers les villes depuis les zones rurales, que ce soit pour l'emploi ou pour de meilleurs biens et services."

M. Mohammed Habib,

Directeur du département de la planification urbaine et rurale Commission des terres, Tanzanie



© ONU-Habitat

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Site web du projet Urban-Rural Linkages d'ONU-Habitat](#)

C.5. Politique, droit et gouvernance pour les villes intelligentes sur le plan climatique



Résumé : Renforcer les politiques, la législation et la gouvernance urbaines pour la résilience et l'adaptation des villes au changement climatique et la réduction de leurs émissions de gaz à effet de serre.

Ces politiques, lois et cadres de gouvernance définissent les espaces dans lesquels les terrains, les infrastructures et les services de base peuvent être construits ; établissent les règles de planification et de prise de décision ; et définissent le contexte dans lequel les autorités urbaines, les gouvernements locaux et les communautés sont censés remplir leur mandat et répondre aux nouveaux défis. Ce service utilise la boîte à outils "Droit et changement climatique" pour aider les pays et les collectivités locales à analyser et à réformer leurs cadres politiques, juridiques et de gouvernance afin de mettre en œuvre leurs Contributions Déterminées au niveau national (CDN) selon les termes de l'Accord de Paris.

Défis relevés : Le changement climatique a été décrit comme le "problème majeur de notre époque". Le secteur de l'habitat émet une part importante des gaz à effet de serre dans le monde et abritent la majeure partie de la population et des infrastructures qui sont très vulnérables aux effets du changement climatique. Une réponse déterminée au changement climatique exige une action délibérée et soutenue de la part des acteurs étatiques et non étatiques, ancrée dans des cadres réglementaires et institutionnels et une évaluation régulière de leur adéquation et de leur efficacité.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : À l'avant-garde des efforts visant à promouvoir une urbanisation intelligente sur le plan climatique, ONU-Habitat offre ce service à l'échelle mondiale et à tous les signataires de l'Accord de Paris. Une étude entreprise par ONU-Habitat en 2017 a montré que la majorité des contributions déterminées au niveau national (CDN) - 113 sur 164 - présentent un contenu urbain fort ou modéré, la partie principale étant axée sur les questions urbaines dans le contexte de l'adaptation.

En évaluant leur législation et en évaluant si elle permet d'atteindre leurs objectifs de réduction et d'adaptation, ONU-Habitat aide les pays à améliorer leurs cadres politiques, juridiques et de gouvernance pour faciliter la mise en œuvre de leurs CDN. Grâce à ce soutien, ONU-Habitat renforce les capacités des gouvernements nationaux et locaux à mieux comprendre les cadres juridiques et institutionnels nécessaires à une planification, une gestion et une gouvernance efficaces face au changement climatique. Les évaluations se concentrent sur des mesures en faveur des populations les plus pauvres et plus vulnérables; qui améliorent également leur sécurité foncière et leurs possibilités d'accès à un logement adéquat.

Ce service utilise le **Law and Climate Change Toolkit**, résultant d'un partenariat entre plusieurs institutions internationales dont le Secrétariat du Commonwealth, le PNUE, la CCNUCC et d'autres entités des Nations Unies. ONU-Habitat est l'un des partenaires contribuant au Toolkit et a dirigé le développement du module sur le droit urbain. Le projet se fonde sur la valeur fondamentale d'ONU-Habitat, à savoir une urbanisation socialement inclusive. (Voir également la section II - H pour en savoir plus sur le soutien d'ONU-Habitat en matière de climat et de villes).

Durée du soutien : Ce soutien peut être efficacement mis en œuvre en deux ans. La première année est consacrée à l'évaluation de la politique, de la législation et des cadres de gouvernance relatifs à la planification urbaine et au changement climatique et à la production de recommandations pour un changement juridique. La deuxième année est consacrée à la discussion des résultats et des recommandations, à l'identification des priorités du gouvernement et des options possibles pour une réforme juridique.



TEMOIGNAGE

"Les cadres juridiques urbains jouent un rôle important dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique."

"La boîte à outils est un instrument novateur et très utile pour aider les pays à revoir leur législation nationale."

Mme Sharon Gil, Unité des villes, PNUE

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Site web de la boîte à outils sur le droit et le changement climatique](#)
[Forum urbain mondial 10 à Abu Dhabi](#)

C.6. Droit urbain pour l'amélioration et la prévention des quartiers informels



Résumé : Soutien à l'identification des contraintes juridiques pour la prévention et l'amélioration des quartiers d'habitat informel, afin de garantir le droit à la sécurité foncière, à un niveau de vie adéquat, et le droit à l'eau et à l'assainissement pour les populations urbaines défavorisées. Les établissements informels échappent aux réglementations sur l'utilisation des sols, aux permis de construire et aux donations en infrastructures et en services. Ils sont souvent situés sur des terrains occupés illégalement, sans infrastructures ni services essentiels. De nombreuses personnes vivent dans des établissements informels en raison du coût élevé d'un logement "formel", y compris le coût de l'obtention d'un titre foncier légal, de l'obtention des autorisations de construire des bâtiments et du respect des règles et réglementations relatives à l'utilisation du sol, aux bâtiments, aux infrastructures et à la fourniture de services. Ce service aide à comprendre la compatibilité et pertinence des politiques et cadres juridiques en place, pour permettre la construction de logements abordables et l'amélioration des quartiers d'habitat informels.

Défis relevés : Un milliard de citoyens vivent dans des quartiers informels, où ils ne peuvent accéder aux logements et aux services de base, ne peuvent bénéficier d'une sécurité foncière et où ils vivent sous la menace d'expulsions forcées. Souvent, les cadres politiques et juridiques existants ne répondent pas aux besoins des communautés locales les plus vulnérables et ne facilitent pas l'exercice de leur droit à la sécurité foncière et à un niveau de vie adéquat. (Voir également le Programme phare 3, page 170, pour en savoir plus sur la manière dont ONU-Habitat aborde cette question, et voir A.1, E.2, E.7 et G.3 pour en savoir plus sur le soutien d'ONU-Habitat aux établissements informels).

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat s'appuie sur sa longue expérience et son expertise dans ces domaines entrecroisés pour améliorer la réactivité de l'environnement politique et juridique aux besoins des communautés locales les plus vulnérables et faciliter la

réalisation de leur droit à la sécurité foncière et à un niveau de vie adéquat. Ce soutien est innovant au regard de la portée des sujets couverts et de sa méthodologie. Il s'agit du premier service d'évaluation juridique qui examine l'ensemble des obstacles aux conditions de vie de base dans les quartiers d'habitat informels. En outre, les projets évaluent l'efficacité juridique du cadre légal en place en prenant en compte la cohérence des politiques, la transparence des processus, la clarté des responsabilités institutionnelles et la capacité institutionnelle de mise en œuvre des projets. L'un des produits finaux offerts par ce service, est la création de cadres politiques, juridiques et de gouvernance permettant d'accroître la résilience des communautés informelles face aux événements climatiques.

Durée de l'aide : Le calendrier des activités de ces projets peut être divisé en plusieurs phases : une première phase d'aide au développement des connaissances et des compétences accompagné d'un examen juridique dans le but d'identifier les domaines juridiques à changer (généralement 1 à 2 ans) ; et une deuxième phase de réforme juridique et institutionnelle (généralement entre 1 et 5 ans,) en fonction du contexte.

Applications précédentes : Le projet a jusqu'à présent soutenu des réformes politiques, juridiques et de gouvernance dans les pays suivants : Kenya, Bolivie, Iran et Guinée Conakry.

- Au **Kenya**, le projet a soutenu la rédaction du projet de loi sur l'amélioration des bidonvilles.
- En **Bolivie**, le projet a soutenu la rédaction de la nouvelle politique urbaine nationale.
- En **Iran**, le projet a été piloté dans trois villes et les résultats seront discutés avec le ministère des routes et du développement urbain.
- En **Guinée-Conakry**, le projet soutient le développement de la nouvelle politique urbaine nationale et certains projets d'amélioration des bidonvilles à Conakry.

L'outil d'évaluation juridique de l'amélioration des établissements informels a reçu le deuxième prix pour l'idée la plus prometteuse et la plus innovante de Leave No One lors du 1er Sommet mondial sur le thème "Ne laisser personne de côté", qui s'est tenu à Genève du 1er au 3 décembre 2009. 7-8 février 2019.

Des ateliers pour discuter des défis des établissements informels en Iran

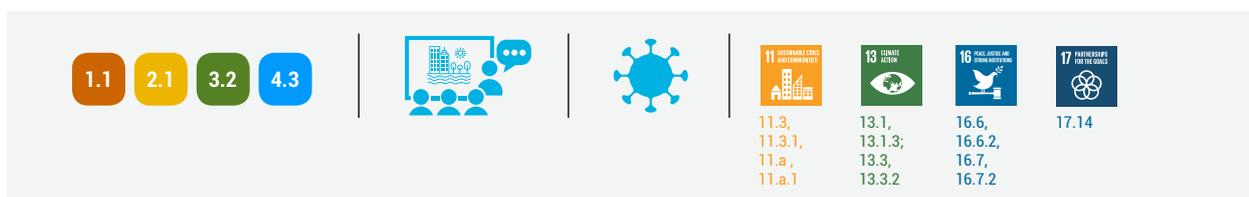


POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Plateforme sur la politique urbaine](#)

[UrbanLex](#) est une base de données mondiale gratuite qui vise à améliorer l'accès à la législation qui régit l'environnement urbain.

C.7. MetroHUB : Soutenir le développement durable des métropoles et des régions



Résumé : MetroHUB soutient le développement d'une approche intégrée de la gestion métropolitaine, englobant les politiques métropolitaines, la gouvernance, les cadres juridiques, la planification et les mécanismes de financement, au sein des métropoles et les régions du monde entier. MetroHUB encourage une collaboration inclusive entre les différents secteurs et niveaux de gouvernement et rassemble les parties prenantes locales pertinentes de la société civile, du secteur public et du monde universitaire.

Défis abordés : Alors que l'urbanisation continue de s'intensifier dans le monde, les métropoles deviennent des territoires de plus en plus complexes à gérer. L'absence d'une approche de gestion intégrée peut menacer la cohésion territoriale et le développement durable. Le soutien de MetroHUB à la gestion métropolitaine et régionale s'attaque spécifiquement : (i) aux inégalités urbaines et régionales par le biais de systèmes de gestion coopératifs et intégrés ; (ii) les disparités entre zones urbaines et rurales en mettant en œuvre des approches de développement territorial ; et (iii) la prestation de services dans les grandes villes, les mégapoles et les régions métropolitaines en élaborant

des politiques multisectorielles.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : MetroHUB est structuré comme une plateforme, une initiative conjointe et un réseau d'experts internationaux qui, en partageant leur expertise et expérience, facilitent l'adaptation de solutions métropolitaines innovantes aux contextes locaux, éclairent les processus décisionnels des métropoles sur la base de données factuelles et renforcent les capacités des acteurs locaux et métropolitains. L'assistance technique fournie par ce service vise à accroître les capacités des acteurs métropolitains et régionaux, à élaborer des politiques métropolitaines et des cadres juridiques, à renforcer les mécanismes de gouvernance, à soutenir la planification métropolitaine et régionale et à innover de nouveaux mécanismes de financement. MetroHUB travaille également avec des partenaires pour soutenir la campagne de la Journée mondiale des métropoles (JMT) chaque année, afin de créer l'occasion pour les gouvernements locaux, régionaux et métropolitains de s'engager dans une action collective pour construire des métropoles plus équitables, résilientes et prospères, et d'organiser des événements locaux conjointement avec ONU-Habitat.

Échange de connaissances avec les maires métropolitains de la région métropolitaine de San Salvador, El Salvador. Office de planification de la zone métropolitaine de San Salvador (OPAMSS)

© ONU-Habitat



Réunions du groupe d'experts mondiaux sur les métropoles à Medellin, Colombie ; Abu Dhabi, EAU ; et Barcelone, Espagne. Aire métropolitaine de Valle de Aburra (AMVA) Aire métropolitaine de Barcelone (AMR) et ONU-Habitat



Applications précédentes : MetroHUB a mené à bien des formations, des visites de terrain, une assistance technique, un soutien normatif, un échange de connaissances et des activités de sensibilisation dans de nombreux contextes urbains différents à travers le monde, notamment en Argentine, en Bolivie, au Cameroun, en Colombie, au Salvador, en Indonésie, en Italie, au Mali, au Mexique, au Paraguay, en Espagne et en Ouganda.

L'initiative MetroHUB soutient notamment des programmes de renforcement des capacités, qui ont été mis en œuvre en Argentine, en Colombie, au Salvador, en Italie et au Paraguay, en partenariat avec des universités locales. Ils sont personnalisés en fonction des besoins, de la durée et des bénéficiaires locaux, et couvrent des sujets tels que la politique, la gouvernance, la législation, la planification, les mécanismes de financement et ainsi que l'avancée de la concrétisation des ODD à l'échelle métropolitaine et régionale. Plus de 300 personnes ont été

formées grâce à ces programmes et MetroHUB a été reconnu pour son aide aux acteurs métropolitains.

Après le succès de sa collaboration avec MetroHUB, l'Association colombienne des aires métropolitaines (ASOAREAS) a rendu hommage à MetroHUB en 2020 pour quatre années de soutien sur des sujets tels que le développement des capacités, la planification et la législation métropolitaine, le plaidoyer et l'échange de bonnes pratiques.

Durée du soutien : La durée et la portée des projets mis en place par MetroHUB dépendent des besoins et des attentes des partenaires. Par exemple, certains programmes de développement des capacités ont été mis en œuvre sous forme d'une formation d'une durée d'un an, d'un processus de certification de trois mois, de formations spécifiques d'une semaine ou d'université d'été d'une semaine.

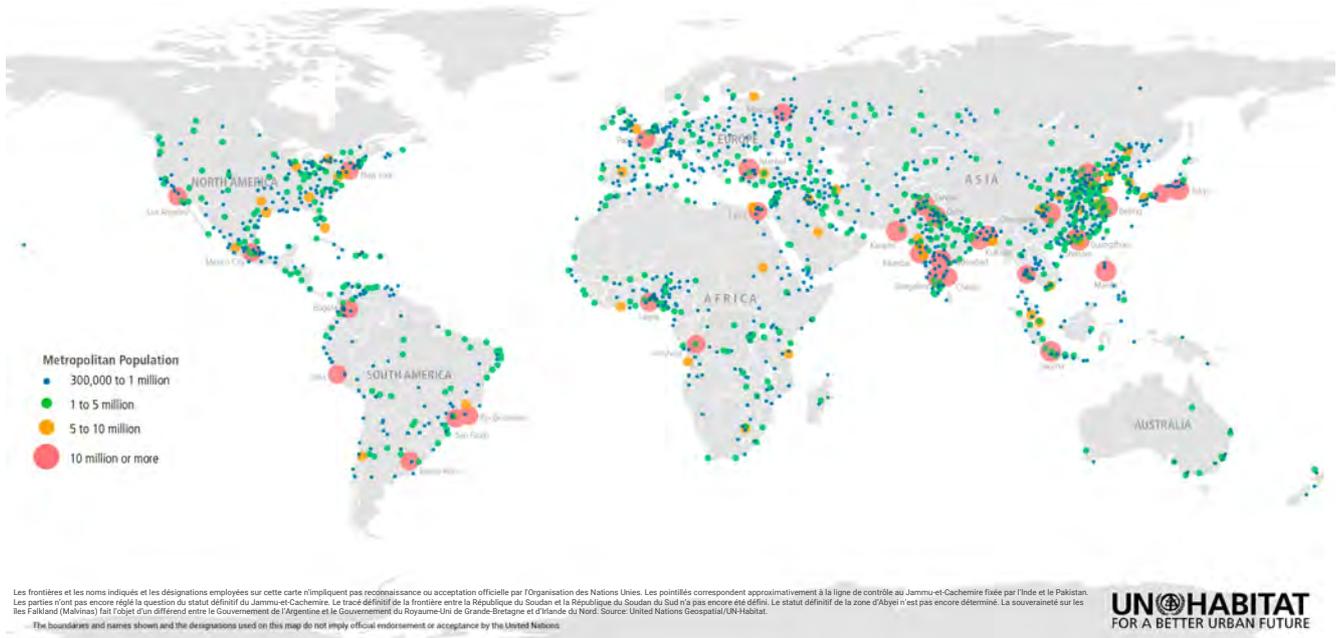
"La collaboration avec ONU-Habitat est cruciale pour l'accomplissement de la mission de Metropolis".

Octavi de la Varga,
Secrétaire général de Metropolis

"Nous reconnaissons le rôle d'ONU-Habitat et demandons son soutien technique lorsque cela est nécessaire pour renforcer la gestion métropolitaine et progresser dans le développement durable de nos métropoles."

Les régions métropolitaines de Montréal, Barcelone, Guadalajara, Ensenada, San Salvador, Quito, Kanata, Santa Cruz de la Sierra, Grand Bamako, Le Caire, Centro Occidente, Valledupar et Valle de Aburrá ; et les spécialistes de l'Académie

Le monde urbain devient métropolitain : des métropoles de plus de 300 000 habitants en 2020. © ONU-Habitat, 2020



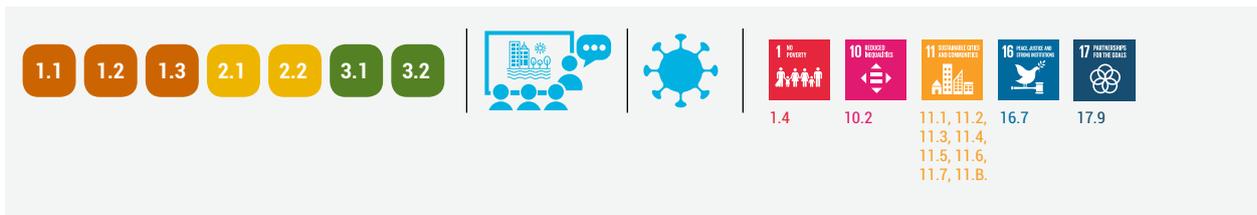
MetroHUB

POUR PLUS D'INFORMATIONS

- [Site web MetroHUB](#)
- [Plate-forme sur la politique urbaine](#)
- [Journée mondiale des métropoles](#)
- [La Déclaration de Montréal sur les régions métropolitaines](#)

D. Planification et conception

D.1. Guider les transformations urbaines en intégrant les objectifs mondiaux aux plans de développement urbains locaux



Résumé : Soutien et expertise pour développer des plans statutaires de développement urbain qui guident la transformation urbaine, reflètent les principes du Nouvel Agenda Urbain et favorisent la réalisation des ODD. Les plans, qui guident le développement spatial des villes et de l'habitat, fournissent des scénarios en fonction de la croissance prévue et identifient des projets futurs pour répondre aux besoins des résidents et couvrir différents secteurs comme le logement, les transports, les services de base et les équipements sociaux. La mise en œuvre de ces plans nécessite des mécanismes juridiques et financiers qui permettent de traduire ces plans en actions concrètes, de générer des revenus pour les municipalités et de clarifier les mécanismes de financement des espaces et infrastructures publics.

Défis relevés : Un rythme de développement urbain rapide, en particulier dans les villes, peut générer des modèles de croissance non durables et une utilisation inefficace des sols, en renforçant notamment l'étalement urbain, le logement informel, la congestion, un approvisionnement limité en services de base, en installations et infrastructures sociales et récréatives, ainsi que la multiplication de structures d'habitat dangereuses.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : La planification urbaine est une façon d'aborder et d'adresser ces défis. Elle permet d'établir des règles pour l'aménagement du territoire, d'accroître les infrastructures en place, et de mobiliser le soutien politique nécessaire au financement d'infrastructures essentielles, tout en créant un accès équitable aux services et aux opportunités. ONU-Habitat, par le biais de son LAB urbain, rassemble des compétences techniques en matière de planification,

d'analyse de données, d'économie urbaine, de finance et de gouvernance. L'agence est en mesure de soutenir les départements de planification des villes, des métropoles et des comtés afin de développer des plans urbains conformes aux ODD et au Nouvel Agenda Urbain. L'approche intégrée proposée par ce service se concentre sur les éléments clés qui permettent d'optimiser les opportunités offertes par les espaces urbains, et ce pour le plus grand nombre, telles que la priorité donnée à l'espace public dans un cadre de densité urbaine, l'utilisation mixte des sols et la mixité sociale, l'équité et le respect de l'environnement, l'accès à la propriété et la sécurité foncière et l'intégration des espaces et systèmes formels et informels.

Dans des contextes où les systèmes de planification ne sont pas bien développés et où les capacités locales peuvent être limitées, ONU-Habitat joue un rôle unique et efficace pour garantir la mise en place de systèmes de développement urbain durables. Le soutien d'ONU-Habitat intègre des solutions adaptées au climat ainsi que des stratégies axées sur les droits de l'homme, l'inclusion sociale, la participation et l'égalité des sexes, telles que la représentation dans le processus et les étapes d'approbation et d'adoption de décisions. Le processus de planification de ce service est en soi un outil de renforcement des capacités et l'engagement avec les acteurs locaux est orienté vers le développement des capacités des autorités locales pour mettre en œuvre des projets futurs. En fonction du contexte et des besoins évalués, des sessions spécifiques de renforcement des capacités sont organisées pour les différentes parties prenantes, notamment le personnel technique, les décideurs politiques et membres des communautés locales.

Durée de l'aide : Le délai d'élaboration des plans d'urbanisme peut varier et dépend du contexte spécifique du projet, de la disponibilité des données et du degré de détail attendu dans le produit final. La période d'élaboration d'un plan statutaire peut varier entre 10 et 24 mois. D'autres types de plans peuvent nécessiter moins de temps, bien que le processus de consultation puisse être assez intensif. Un soutien dans certaines phases de ces processus par le biais d'un accompagnement et d'apports spécifiques peut également être envisagé par le biais d'un engagement à des moments critiques, en soutien aux départements de planification locaux.

Applications précédentes : Ce service est particulièrement pertinent pour les contextes en développement où les capacités de planification locale sont faibles et les taux d'urbanisation sont élevés, suggérant un fort besoin en planification spatiale intégrée. Nous avons travaillé avec plus de 50 villes au cours des dernières années, comme par exemple en Haïti (Canaan, Les Cayes, Jérémie, Beaumont, Dame Marie), en Ethiopie (Hawassa, Bahir Dar) et dans des municipalités au Kenya comme Moyale et Kalobeyi.

D'autres types de plans ont été développés pour Kisumu, Kenya (*Concept Plan for the Lakefront Area*) et Moroni, Comores.

Le plan de structure de Canaan a été élaboré dans le cadre de l'initiative de développement urbain financée par USAID pour soutenir le CIAT (Comité interministériel d'aménagement du territoire) et la CGLBP (Unité de construction, de logement et de bâtiments publics), ainsi que trois municipalités de la région métropolitaine de Port-au-Prince dans l'élaboration d'un plan de développement urbain intégré pour la reconstruction post-tremblement de terre de 2010. Le plan a mis sur table une vision commune pour le développement de Canaan qui intégrerait le travail et les initiatives de différents acteurs gouvernementaux et non-gouvernementaux. Il était basé sur un processus de planification participative étendu au niveau de la ville et du quartier, développé en collaboration avec le gouvernement haïtien ainsi que la Croix-Rouge haïtienne et américaine. Le plan a été utilisé pour prioriser des investissements dans la zone en question et les aligner sur les besoins des résidents locaux.

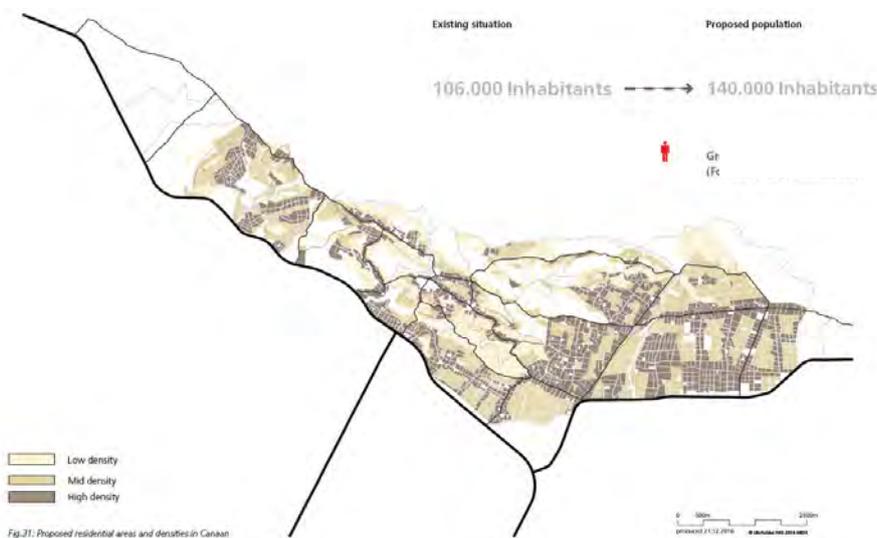


Fig.31: Proposed residential areas and densities in Canaan

Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies. Source: United Nations Geospatial/UN-Habitat.

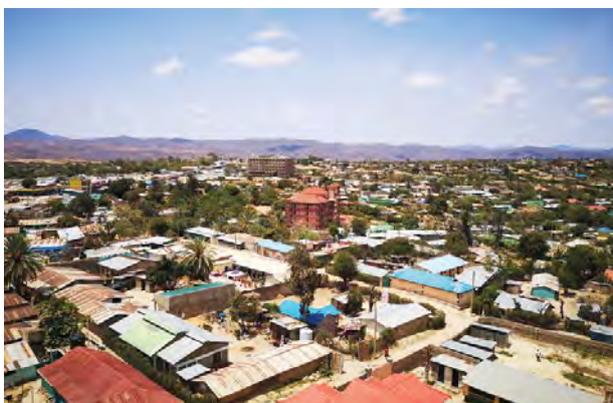
Plan de structure urbaine pour la zone de Canaan, Port-au-Prince, Haïti

TEMOIGNAGE

"La participation de la communauté a été l'un des atouts les plus forts du plan. Le plan s'est concentré sur les interventions prioritaires nécessaires, du point de vue de la communauté, pour moderniser la structure urbaine informelle de Canaan et améliorer la vie de ses habitants."

Ms. Rose-May Guignard

Senior Urban Planner, Inter-ministerial
Committee for Territorial Planning (CIAT), Haiti



Moyale, situé dans le comté de Marsabit au Kenya, est une ville transfrontalière avec l'Éthiopie qui ne dispose d'aucune forme de plan d'aménagement et qui connaît une croissance rapide. Le plan stratégique intégré de développement urbain vise à évaluer les conditions existantes, à identifier les problèmes et les lacunes afin de répondre aux besoins des résidents de la ville; et proposer des projets dans différents secteurs pour assurer une croissance intégrée et durable. Le plan est une condition essentielle pour qu'un projet soit considéré par une municipalité et puisse accéder aux fonds de développement du gouvernement national et du gouvernement du comté.

Infrastructure, réseau de rues et boulevard construits sur la base des investissements prioritaires du plan, Haïti.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

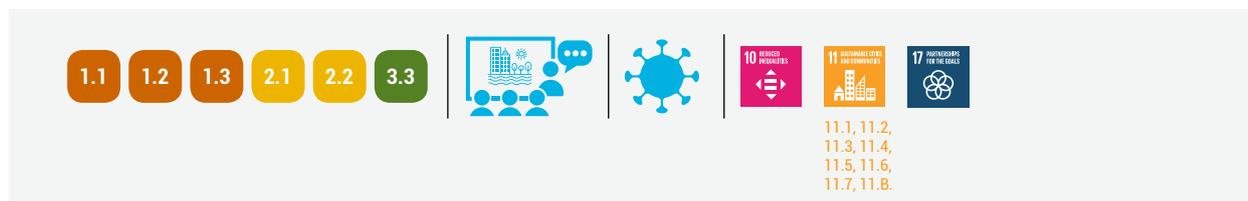
[Plan de structure urbaine de Canaan, Haïti](#)

[Plan de développement intégré de Kalobeyei](#)

[LAB urbain d'ONU-Habitat](#)

[Urbanisme pour les dirigeants municipaux : Un guide pour tirer parti de la planification pour le développement urbain](#)

D.2. Studios de planification rapide



Résumé : Ateliers de planification accélérés qui intègrent trois piliers fondamentaux du développement durable - législation urbaine, finances et économies urbaines, et planification et conception urbaines. Grâce au soutien fourni par les experts d'ONU-Habitat, les *Rapid Planning Studios* (RPS) reproduisent l'ensemble du processus de planification habituel dans un format compressé de trois jours: Ces RPS visent à combler les besoins existants en formation dans le domaine de l'urbanisme en équipant les participants avec une méthodologie de planification simple et une feuille de route pratique pour fournir des terrains viabilisés et faire face à une croissance urbaine rapide.

Défis relevés : Les villes et les municipalités des pays qui connaissent une urbanisation rapide ont rarement la capacité de planifier à l'avance ou de planifier à grande échelle la croissance de la population, ce qui entraîne une pénurie de terrains viabilisés disponibles. Les ateliers RPS, basés sur un processus de planification participative, mobilisent les connaissances, le talent et l'enthousiasme de toutes les parties concernées pour identifier un processus réalisable vers un développement urbain durable, représentatif des besoins et des aspirations de la communauté.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : Dans le cadre de ce service innovant, un processus qui prend généralement de 6 à 18 mois est condensé à moins de 12 semaines tout en conservant toute son utilité, et la pleine utilisation de procédés participatifs. Le RPS est une plateforme au potentiel unique pour partager l'approche et les principes d'ONU-Habitat auprès de techniciens municipaux et permettre ainsi des formations en accéléré. Il engage les villes dans la promotion et la mise en œuvre de projets de régénération urbaine et d'extension, et établit un engagement à long terme avec les gouvernements et municipalités partenaires grâce à une assistance technique soutenue. Les ateliers RPS intègrent la participation publique et l'inclusion sociale comme éléments clés de la planification durable et pour s'assurer que les besoins et les aspirations de la communauté soient reflétés dans les plans et les politiques mises en place. Les ateliers ciblent en particulier les cadres supérieurs et les techniciens

municipaux des services de planification, de budgétisation et d'économie, ainsi que des services juridiques et réglementaires, travaux publics et départements connexes. La participation de représentants de gouvernements nationaux et d'experts universitaires locaux et/ou internationaux est également vue comme une valeur ajoutée. Privilégiées au sein des ateliers, les approches d'apprentissage entre pairs permettent aux urbanistes et aux décideurs urbains de se réunir pour réfléchir et partager leurs expériences en tant que praticiens. Également mis en avant par les ateliers RPS, l'apprentissage par la pratique permet de relever les défis de la planification urbaine de manière directe, transposable et fonctionnelle. À l'issue de la formation, les participants disposent des connaissances et des outils nécessaires pour mettre en œuvre l'ensemble du processus de planification. Le RPS est décrit dans une méthodologie détaillée et testée qui inclut la participation de différents experts thématiques en planification urbaine, en économie et finances, et en législation urbaine pour mener et intégrer conjointement les projets du RPS.

Durée du soutien : Le RPS est un atelier de trois jours qui reproduit un processus de planification complet de 6 à 18 mois. La préparation du matériel pour l'atelier et la finalisation du rapport peut prendre entre 4 et 12 semaines. Il s'agira d'évaluer les conditions existantes, de développer des scénarios potentiels et de concevoir des présentations, des affiches et des brochures qui seront diffusées lors des ateliers, ainsi que de préparer le rapport post-atelier.

Applications précédentes : La méthodologie RPS a été développée et testée par ONU-Habitat sur une période de quatre ans au sein des programmes Achieving Sustainable Urban Development (ASUD) et Kenya Municipal Programme (KMP). Elle a été appliquée au Kenya, aux Philippines, au Mozambique, au Nigeria, en Malaisie et en Éthiopie, et dans 17 villes d'Arabie Saoudite (dans le cadre du programme Future Saudi Cities). Future Saudi Cities a également fourni une plateforme de participation des femmes au sein de discussions techniques et en tant que panélistes, dans certains cas pour la première fois depuis plusieurs années.



POUR PLUS D'INFORMATIONS

Note conceptuelle sur la planification rapide

Rapid Planning Studio au Kenya Publications :

- Volume 1
- Volume 2



Publication du Kenya RPS
Volume 1 à Volume 4

D.3. Évaluation du plan à l'échelle de la ville



Résumé : Soutien à l'analyse du Plan de ville pour en évaluer les forces et les faiblesses. Des plans incomplets ou obsolètes, sans vision claire, sans objectifs et sans projets prioritaires, peuvent entraîner une croissance non planifiée et non durable des villes, exacerbant les inégalités spatiales, l'étalement urbain, les établissements informels et la dégradation de l'environnement. Le déploiement de l'outil d'évaluation permettra de mesurer les forces et les faiblesses des plans urbains existants pour atteindre les objectifs des ODD, conformément aux principes du Nouvel Agenda Urbain.

Défis relevés : Des plans incomplets ou obsolètes, sans vision claire, sans objectifs et sans projets prioritaires, peuvent conduire à une croissance non planifiée et non durable des villes, exacerbant les inégalités spatiales, l'étalement urbain, les établissements informels et la dégradation de l'environnement.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat a développé l'outil "City-Scale Plan Assessment" pour évaluer les points forts et les lacunes à combler dans les plans de ville existants, afin d'atteindre les cibles et objectifs des ODD et du Nouvel Agenda Urbain, et dans l'alignement des Directives internationales sur la planification urbaine et territoriale. L'outil soutient l'auto-évaluation des plans par les gouvernements municipaux, renforçant ainsi les compétences des acteurs locaux et faisant progresser les objectifs des ODD au niveau local. L'outil est conçu pour être accessible et pour aider les administrations municipales, les ministères, les consultants et les professionnels de la planification à évaluer les plans directeurs actuels, existants ou en cours de développement des villes et des municipalités, en particulier dans les pays en développement. L'outil a le potentiel de devenir une interface numérique qui peut automatiser les résultats et montrer des graphiques comparatifs dans le temps ou entre différentes régions. Sa valeur unique réside dans sa simplicité et sa facilité d'utilisation, tout en étant accessible pour un public diversifié. L'outil est conçu pour intégrer des éléments de participation publique et d'inclusion sociale, abordés dans le plan en tant que critères de notation, afin de garantir la prise en compte des besoins et aspirations de la

communauté et s'assurer que les objectifs du plan visent à réduire les inégalités et à renforcer l'inclusion de tous dans la structure spatiale de la ville. Les questions de sensibilité du plan au genre et à l'âge sont également évaluées en tenant compte des dimensions spécifiques du développement urbain liées au genre et à l'âge, et pour identifier les domaines d'amélioration possibles. Le rapport d'évaluation constitue une excellente contribution aux discussions locales sur le rôle et l'impact des plans urbains et permet de créer les bases d'une amélioration des processus de planification et d'une clarification des objectifs de planification. (Voir également les principes directeurs d'ONU-Habitat sur la planification de l'action climatique en ville dans la section H.3).

Durée de l'assistance : La formation à l'utilisation de l'outil peut se dérouler sur une session de deux heures; le rapport et l'outil étant clairs, succincts et simples d'utilisation. L'évaluation proprement dite peut être réalisée en quelques heures, à condition que l'évaluateur soit très expérimenté et connaisse bien le plan évalué. En cas de pluralité d'évaluateurs, le processus peut s'étaler sur quelques semaines afin de calculer la moyenne des notes et d'obtenir une évaluation impartiale.

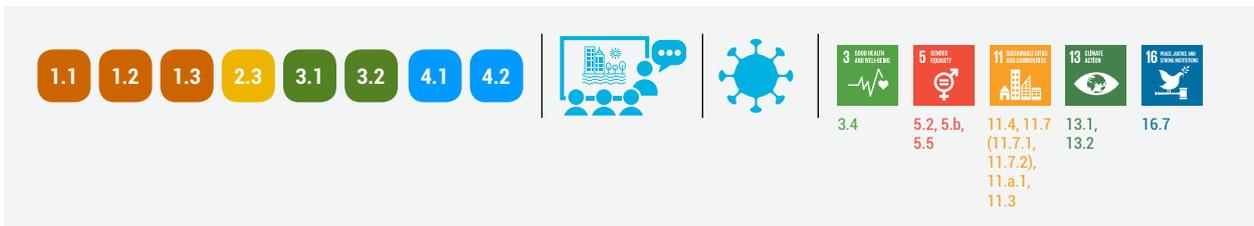
Applications précédentes : L'outil d'évaluation des plans à l'échelle de la ville convient aux villes de petite et moyenne taille des pays en développement du monde entier qui en sont aux premiers stades d'un processus de planification localisé. L'outil s'applique aux plans de ville et a été utilisé à Kigali, au Rwanda, à Buraydah et Damman, en Arabie Saoudite, et dans plusieurs municipalités de Chine. Il est actuellement utilisé à Mwanza, en Tanzanie, dont le plan avait une bonne couverture géographique et était fondé sur des données, mais manquait d'actions concrètes pour guider la mise en œuvre des projets identifiés. Les visions ambitieuses proposées par le plan ne correspondaient pas aux chiffres économiques nécessaires pour garantir le retour sur investissement des projets identifiés et classés comme prioritaires. Le gouvernement de la ville a été conseillé par ONU-Habitat dans sa révision des projets proposés. Après avoir réalisé une évaluation de faisabilité, les projets révisés étaient en phase avec le plan tout en étant économiquement viables.



POUR PLUS D'INFORMATIONS

[UN-Habitat Urban LAB](#)

D.4. Promouvoir un espace public sûr, inclusif et accessible

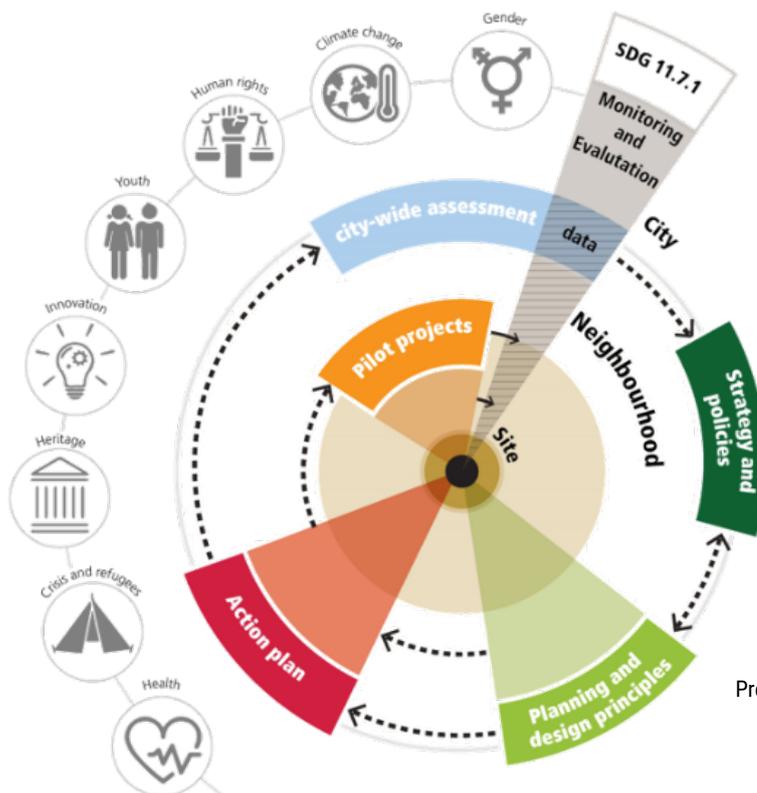


Résumé : Soutient les villes, les gouvernements locaux et les parties prenantes dans la création et la promotion de rues et d'espaces publics socialement inclusifs, intégrés, connectés, durables et sûrs, en particulier pour les plus vulnérables. Ce service fournit des conseils politiques, des formations, et un système d'échange des connaissances pour le développement, la régénération et l'amélioration d'espaces publics inclusifs et sûrs. Ce procédé est enrichi par le partage de pratiques optimales et politiques recommandées par notre réseau mondial d'organisations partenaires. Ce service cartographie les espaces publics et travaille avec les villes pour développer des stratégies municipales de développement des espaces publics et soutient le suivi de l'indicateur 11.7 des ODD.

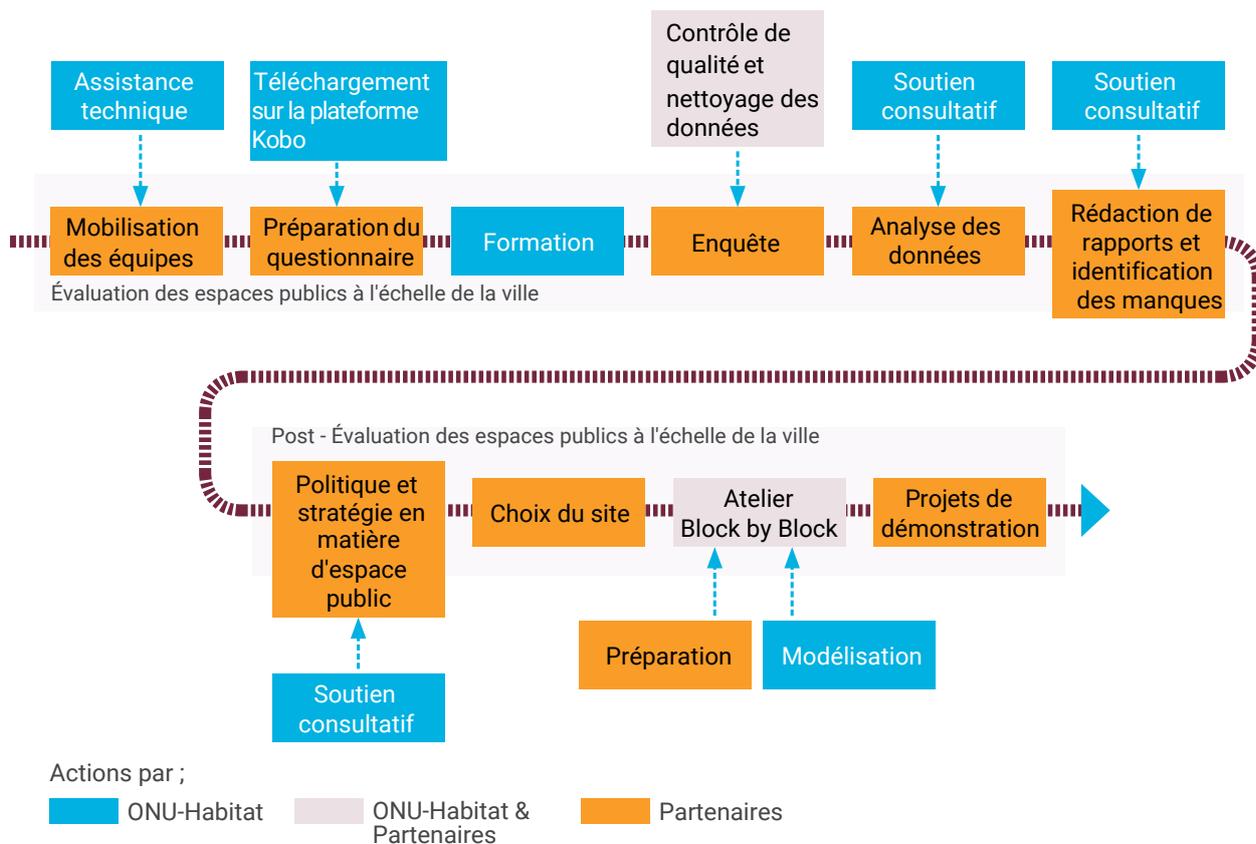
Défis relevés : Les espaces publics sont de moins en moins nombreux et inégaux dans leurs prestations, en raison d'un développement urbain non planifié, de réseaux de rues inadéquats, de la surpopulation, de l'empiètement, du manque d'entretien et de la privatisation.

Ces différents facteurs réduisent l'accessibilité des espaces publics à de larges pans de la société. Les problèmes liés à l'inadéquation des espaces publics aggravent les inégalités spatiales et nuisent aux communautés urbaines pauvres et vulnérables. Les villes peinent à identifier des approches pertinentes et locales pour mettre en œuvre des interventions d'amélioration et d'entretien de l'espace public à différentes échelles. La crise du COVID-19 a également mis en évidence tout le potentiel des espaces publics en termes de soutien d'urgence aux populations les plus vulnérables (lieux où peuvent se déployer des mesures d'urgence, services de première nécessité, et espaces de loisirs).

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat fournit des conseils et un soutien technique aux villes et aux gouvernements locaux du monde entier sur toutes les dimensions de la valorisation de l'espace public, de l'évaluation à sa création et à sa gestion.



Processus et outils de l'espace public



La boîte à outils comprend :

L'évaluation de l'espace public municipal (boîte à outils KOBO) prend en compte les différentes dimensions de l'espace public, telles que la distribution, l'utilisation, les utilisateurs, la couverture végétale, le confort, l'accessibilité, les équipements physiques et la sécurité, et permet d'identifier les zones prioritaires, le manque d'investissement et les espaces publics à améliorer. Il s'agit d'un questionnaire numérique sur téléphone mobile adapté au contexte local et relié à une plateforme en ligne. ONU-Habitat a utilisé cet outil pour soutenir : le développement d'une politique nationale de l'espace public (Palestine et Éthiopie) ; le développement territorial multi-scalaire (région du Nil occidental, Ouganda) ; la protection et la conservation du patrimoine (Wuchang, Chine) ; la protection et l'écologisation des villes pour le climat (district de Jiangnan, Chine et municipalité de Kaboul, Afghanistan) ; la création de nouveaux espaces publics (Chine, Éthiopie et Kenya) ; et les interventions politiques stratégiques (EAU). (Veuillez consulter [notre site web](#) pour plus de détails sur ces interventions).

1. *City-Wide Public Space Strategies : a Guidebook for City Leaders* offre trois guides en un : un guide basé sur le processus avec 12 étapes pour développer une stratégie ; un guide orienté sur les résultats avec 13 ingrédients essentiels pour construire une stratégie ; et un guide avec six normes importantes que chaque stratégie devrait adopter. Ce guide est complété par *City-Wide Public Space Strategies : a Compendium of Inspiring Practices*, et ensemble, ils fournissent aux dirigeants des villes, aux urbanistes et aux concepteurs, les connaissances et les outils nécessaires pour les aider à développer et à mettre en œuvre des stratégies d'espace public à l'échelle de la ville.
2. *Outil d'évaluation spécifique au site* : fournit des lignes directrices pour obtenir des espaces publics de qualité à l'échelle d'un quartier ([télécharger ici](#)).
3. Méthodologie "Block by Block" : la méthodologie "Block by Block" avec des réunions communautaires, présentations et réunions de travail. Elle inclut aussi l'utilisation du jeu vidéo Minecraft, utilisé outil pour aider

aider les communautés à visualiser la planification et la conception de leur environnement. Minecraft est décrit comme un "Lego numérique" où les participants peuvent être créatifs et construire des structures dans un monde tridimensionnel : (www.blockbyblock.org).

4. Le suivi de la mise en œuvre de l'indicateur d'espace public de l'Agenda 2030 sur la part des zones bâties à usage public est essentiel pour concrétiser le Nouvel Agenda Urbain et assurer le suivi de l'ODD 11.7.1.

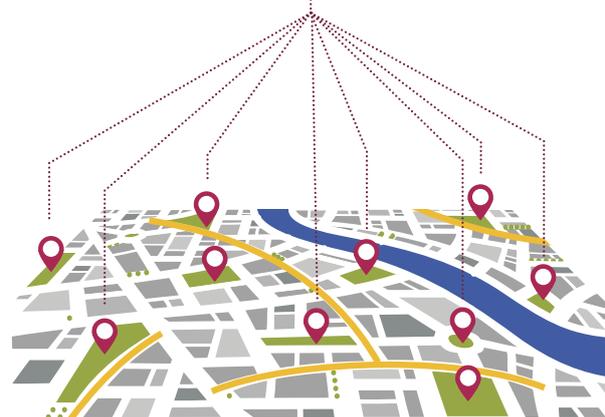
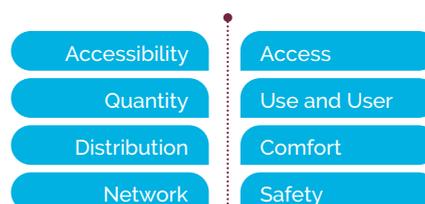
Durée de l'aide : Ce processus d'évaluation de l'espace public à l'échelle municipale dure généralement cinq mois. Les évaluations spécifiquement liées à un site en particulier peuvent prendre 1 à 3 mois. Les processus participatifs impliquant les communautés prennent entre un jour et trois semaines. L'élaboration d'une stratégie et/ou d'un plan d'action pour l'espace public à l'échelle municipale nécessite généralement 18 mois.

Applications précédentes : De 2016 à 2019, ONU-Habitat a soutenu la cocréation et la reconstruction de plus de 104 espaces publics dans 75 villes de 35 pays, offrant à environ 1,82 million de personnes l'accès à des espaces publics plus sûrs, et plus inclusifs. Ces espaces sont davantage adaptés aux femmes et permettent aux personnes âgées d'en profiter, aux enfants et aux jeunes de jouer et de socialiser, et aux communautés pauvres de s'enrichir grâce à la modernisation des marchés municipaux et à l'aménagement d'espaces pour la vente ambulante. Des enquêtes sur les espaces publics ont été menées dans 29 villes, impliquant 1 800 jeunes dans la collecte de données.

Boîte à outils KOBO : évaluation des espaces publics à l'échelle municipale.



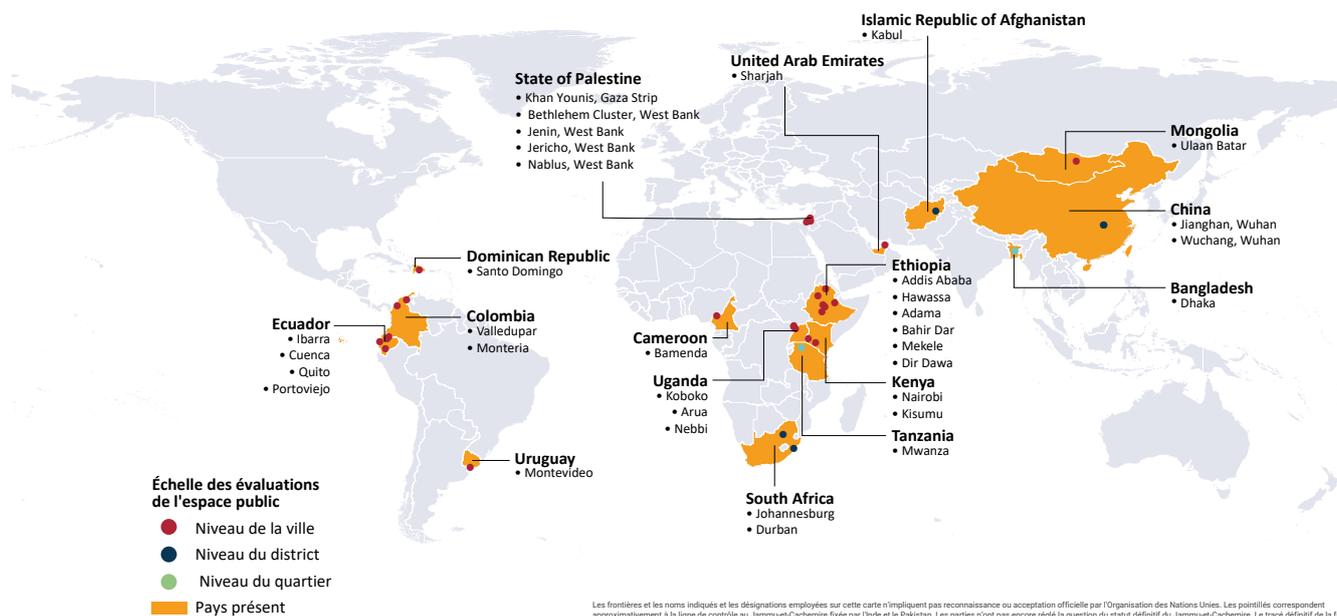
KoBoToolbox



Atelier Minecraft, Palestine



Inventaire et évaluation des espaces publics à l'échelle de la ville



TÉMOIGNAGE

"Il s'agit de l'engagement public le plus efficace que nous ayons eu pour le développement de projets urbains".

M. Amal Abdulla Alkhamis,
Ville de Sharjah pour les services humanitaires

"Ces espaces publics peuvent créer une paix durable. Ils se sont réunis et ont utilisé Minecraft pour le concevoir. Ils l'ont fait !"

Mme Almaz Mekonnen,
Ministre d'État, ministère de la paix, Éthiopie

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Rapport annuel 2019 du Programme mondial d'espace public](#)

[Programme mondial d'espace public](#)

[Site web Bloc par Bloc](#)

[Guide étape par étape pour la réalisation d'un inventaire et d'une évaluation des espaces publics à l'échelle de la ville](#)

[Stratégies d'aménagement des espaces publics à l'échelle de la ville : un guide pour les responsables municipaux](#)

[Stratégies d'espace public à l'échelle de la ville : un recueil de pratiques inspirantes](#)

D.5. Planifier des villes et des territoires en bonne santé



Résumé : Soutien aux dirigeants urbains, aux décideurs, aux professionnels de la santé et de la planification pour mettre en place des projets urbanistiques intégrés plaçant la santé et le bien-être éco-social au centre des stratégies de développement. L'objectif de ce service est de soutenir les autorités locales et des parties prenantes dans le déploiement de principes de planification centrée sur les besoins des communautés locales en termes de santé. Ces approches de planification se concentrent sur les environnements urbains en tant que catalyseurs pour permettre des modes de vie plus sains pour les résidents, réduire les inégalités tout en promouvant la santé environnementale.

Défis à relever : Les villes sont des lieux où les maladies peuvent se propager rapidement, et où le taux de mortalité lié aux maladies non transmissibles est élevé, et où les inégalités en matière de santé et de risques pour la santé (par exemple, la pollution atmosphérique, les mauvais services d'assainissement, le manque d'eau potable, l'absence d'espaces publics adéquats ou de transports sûrs, etc) sont très fortes.

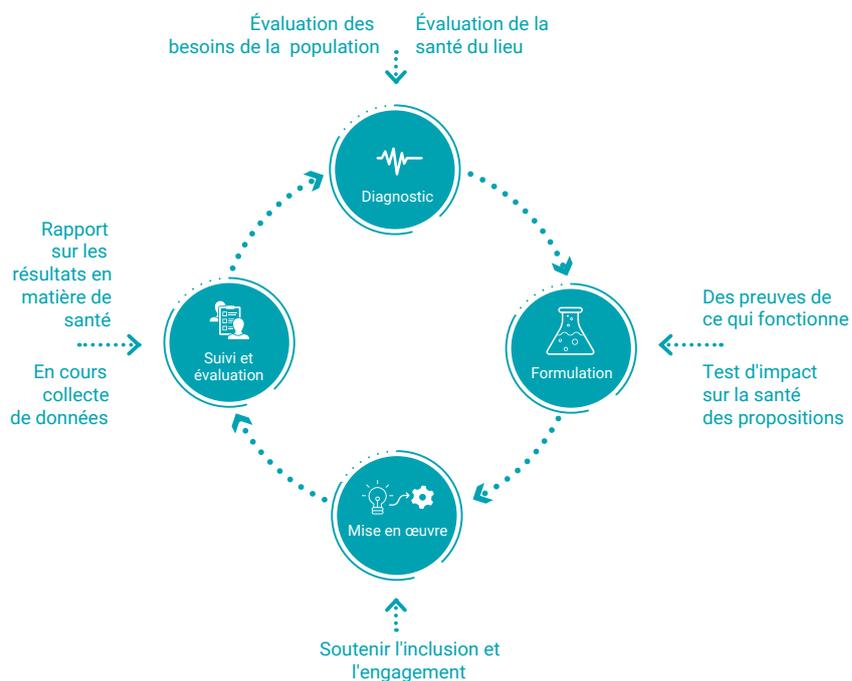
Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat consolide l'expertise technique des parties prenantes au projet en matière de planification, d'aménagement urbain, d'économie urbaine, de finance et de gouvernance. L'agence réunit les acteurs de la santé urbaine, établit un dialogue, et élabore des objectifs clairs en matière de santé urbaine pour l'aménagement urbain. Elle définit ensuite des projets urbains afin de traduire les recommandations du secteur de la santé et les principes d'aménagement urbain en cadres de planification réalisables et en interventions d'aménagement conformes aux ODD et au Nouvel Agenda Urbain. Ce service s'applique particulièrement aux pays dont les plans d'aménagement municipaux et régionaux, stratégies et cadres spatiaux (voir D.3. et D.4.), et politiques urbaines (voir C.3.) sont en cours d'élaboration; ainsi qu'aux pays qui évaluent leurs systèmes de planification en vue d'une révision de leurs plans d'aménagements, notamment en contexte de redressement post-COVID-19 (voir D.4.). Des activités de formation peuvent être intégrées au service de conseils ou fournies en tant que service autonome. Un outil d'auto-évaluation est disponible pour informer le projet, et permettre d'isoler et de traiter certains sujets en

particulier (pollution de l'air et espaces verts ouverts, par exemple). Pour plus de détails, voir le guide de référence : **Intégrer la santé dans la planification urbaine et territoriale.**

Durée du soutien : Le délai d'élaboration d'un cadre et d'une stratégie complète pour la mise en place de projets urbains intégrant des objectifs de santé publique dépend du contexte spécifique dans lequel le cadre sera développé, de l'échelle du projet et du degré de détail attendu dans le produit final. La période d'élaboration d'un cadre de planification et d'une proposition de conception urbaine varie de 6 à 24 mois. Les formations et les activités de développement des compétences peuvent être dispensées en deux à quatre jours.

Applications précédentes : La mise en pratique des outils et méthodologies développés par ONU-Habitat est pertinente à toutes les échelles de la planification urbaine, allant de l'échelle du quartier (par exemple, les espaces publics) aux échelles régionales et mondiales (pour l'organisation de sessions de formations pour les acteurs de la santé urbaine et de la planification). Les approches et outils développés pour intégrer des objectifs de santé publique dans les stratégies de développement urbain ont été utilisés pour aider les villes, les zones métropolitaines, les pays et les régions à cartographier la santé urbaine, les politiques, les processus décisionnels et le système de planification. L'un des éléments cartographiés est la qualité de l'air, en lien avec les émissions polluantes, leurs sources, et leurs effets sur la santé. Ces outils et méthodologies ont été utilisés de différentes manières et à différentes échelles. Un projet pilote avec des partenaires clés a été mené à Accra et Katmandou. Un atelier sur les approches intersectorielles a été organisé à Douala, au Cameroun, et s'est conclu par des actions clés et une amélioration des capacités de travail entre les deux secteurs. Un programme de formation sur l'intégration de la santé dans la planification urbaine et territoriale en Afrique a été organisé au Cap. L'atelier a permis à tous les participants de considérer la santé urbaine comme point d'entrée de la planification urbaine, de la relier aux ODD.

Initiative pour la santé urbaine - Qualité de l'air



TEMOIGNAGE

"L'atelier m'a ouvert les yeux sur les avantages de la coopération."

Mme Noxolo Kabane,
Gouvernement provincial du Cap-Occidental

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Le Recueil de pratiques inspirantes : édition santé compile 20 cas en matière de planification urbaine et territoriale qui influencent positivement la santé et le bien-être des humains par le biais de différentes approches urbaines

Présentation PowerPoint donnant un aperçu de l'initiative de santé urbaine de la Coalition pour le climat et l'air pur à Accra, au Ghana, et à Katmandou, au Népal

Résultats de la réunion du groupe d'experts sur la santé urbaine

Vidéo et rapport de l'atelier sur l'approche intersectorielle pour la région Afrique

D.6. Our City Plans: outils de conception et mise en oeuvre d'aménagements territoriaux destinés aux acteurs locaux



Résumé : Une méthodologie étape par étape pour évaluer, concevoir, opérationnaliser et mettre en œuvre des processus de planification urbaine, dans le but de soutenir les gouvernements locaux dans leur mise en pratique des principes du Nouvel Agenda Urbain et des ODD. Ce service est basé sur des méthodes vérifiées qui ont fait leurs preuves pour renforcer les capacités locales et le sentiment d'appropriation des projets par les communautés impactées. Il comprend des activités et des outils participatifs divers et adaptables, et est utilisé à différentes étapes du processus de planification, permettant aux utilisateurs de personnaliser leur propre parcours de planification urbaine en fonction de leur contexte et de leurs ressources. Grâce à cette méthodologie, les différents acteurs urbains auront une meilleure compréhension des processus de planification urbaine et pourront contribuer plus efficacement à la vision, aux politiques, aux stratégies, aux plans et aux projets de leur ville.

Défis relevés : Des cadres et instruments de planification complexes, associés à de potentielles fragilités en matière de compétences techniques, peuvent entraver la préparation et la mise en œuvre des plans stratégiques, des plans d'action et des projets. C'est pourquoi ONU-Habitat a mis au point un processus de planification incrémentielle qui aide progressivement les acteurs urbains à élaborer des instruments efficaces; en fonction de leurs cadres juridiques, de leurs ressources financières et de leurs capacités de planification.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : L'outil *Our City Plans* présente quatre phases principales; reflète d'un processus de planification urbaine : Évaluation ; Planification ; Opérationnalisation ; et Mise en œuvre. Chacune de ces phases est détaillée dans le graphique ci-dessous.

Les différents acteurs urbains peuvent s'adapter et suivre un parcours sur mesure pour parvenir à un développement urbain durable et à des communautés inclusives. Cette méthodologie est détaillée dans une publication qui comprend une série d'outils innovants, développés et testés par ONU-Habitat, dans de multiples projets, établissant le cadre permettant aux gouvernements locaux de renforcer leurs relations avec de multiples parties prenantes (par exemple, les entités nationales, les investisseurs, les donateurs, la société civile, les universités, les communautés, etc.). Cette méthodologie a vocation à devenir un outil numérique interactif qui sera continuellement mis à jour et servira de plateforme d'échange de connaissances. Les utilisateurs pourront partager et accéder aux expériences, outils, ressources, manuels, études de cas et meilleures pratiques locales.

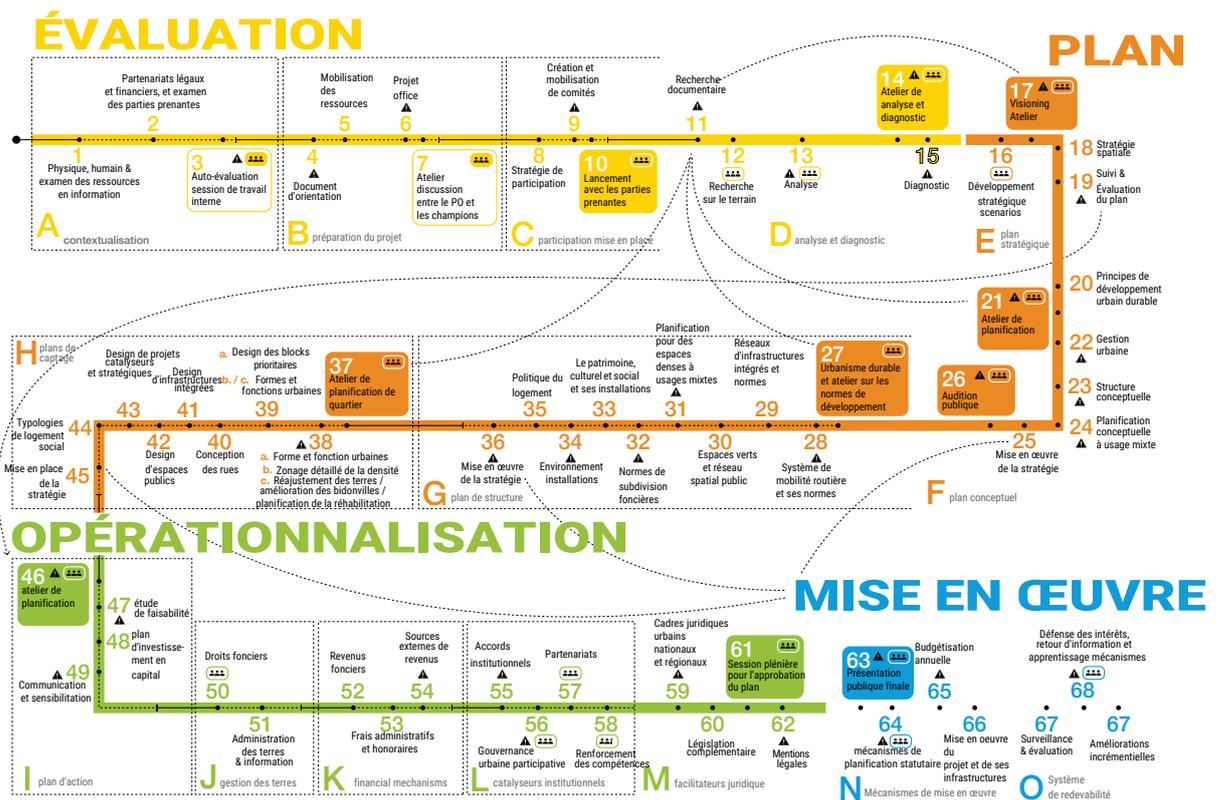
La méthodologie modèle une planification urbaine inclusive durable et résiliente, qui est alignée sur les agendas mondiaux et qui se concentre sur ses effets sociaux et environnementaux, prenant en compte l'inclusion sociale, les droits fondamentaux, le changement climatique et la sécurité. Elle joue également un rôle de médiateur et d'intermédiaire entre les gouvernements locaux aux capacités limitées et les investisseurs, afin qu'aucun lieu ne soit laissé pour compte.

Certains modules de cet outil proposent des actions adaptées au contexte de réponse et de rétablissement liés à COVID-19, tels que des outils disponibles en ligne pour organiser des processus participatifs, des mesures de sauvegarde environnementale et sociale, des principes de planification urbaine intégrant la santé publique, et des stratégies de développement économique local.

Durée du soutien : La nature incrémentielle de la méthode permet d'intégrer progressivement les différents éléments constitutifs du processus de planification, à mesure que le gouvernement se dote des capacités requises pour les étapes de planification suivantes. Si une approche rapide peut être choisie pour développer un projet dans un délai de six à dix-huit mois, l'objectif de la méthodologie est d'établir un engagement pluriannuel à long terme avec les gouvernements pour soutenir progressivement l'amélioration et le perfectionnement des différents aspects du processus de planification.

Applications précédentes : *Our City Plans* peut être appliqué à l'échelle mondiale et cible les villes petites et intermédiaires des pays en développement. Toutefois, le cadre du processus incrémentiel est flexible et peut être adapté aux petites villes des contextes émergents et développés, ainsi qu'aux grandes zones urbaines. Le contenu de cet outil est basé sur les expériences d'ONU-Habitat dans plusieurs contextes, comme Haïti, la Guinée Bissau, Sao Tomé-et-Principe, l'Afrique du Sud, l'Angola, l'Éthiopie, le Mozambique et d'autres. Actuellement, la méthodologie guide une variété de projets au Mexique, à Cuba, au Brésil et en Guinée-Conakry, et contribue à l'élaboration de nouvelles propositions de projets.

Feuille de route du processus de la méthodologie de l'urbanisme incrémental participatif



"Notre outil *Our City Plans* a aidé la municipalité de Bissau à réunir les principales parties prenantes pour forger une vision commune et partagée du développement durable de la ville - Bissau 2030, qui guidera son développement vers un avenir plus inclusif, durable et résilient."

M. Vladimir Vieira Fernandes,

Directeur général de l'aménagement du territoire, ministère des infrastructures, de l'habitat et de l'urbanisme, gouvernement de Guinée-Bissau.

"*Our City Plans* est un guide crucial pour les gouvernements locaux des villes petites et intermédiaires afin de comprendre les exigences des processus de planification et de faciliter une nouvelle génération de plans urbains axés sur la mise en œuvre et l'action."

M. Fernando Marangoni,

Secrétaire d'État au logement, gouvernement de l'État de São Paulo, Brésil



Figure 2 : Cartographie participative à Bolama, Guinée Bissau - mai 2021. © ONU-Habitat



Atelier participatif à Belo Horizonte, Brésil. © ONU-Habitat

D.7. Cadre de Développement Spatial



Résumé : Appui technique pour l'ancrage des politiques urbaines nationales ou de politiques ou stratégies nationales de développement dans le territoire et pour la formulation de plans d'action. Le cadre de développement spatial (CDS) est une méthode de planification territoriale participative visant à aider les gouvernements nationaux, régionaux et locaux à prendre des décisions stratégiques géographiquement pertinentes afin de mettre en oeuvre leurs politiques urbaines et plans. ONU-Habitat déploie cet outil pour soutenir l'identification d'un système de villes sur un territoire donné, sur la base d'une analyse socio-économique et spatiale, et pour hiérarchiser les investissements sur le territoire afin de catalyser efficacement le processus d'urbanisation en cours.

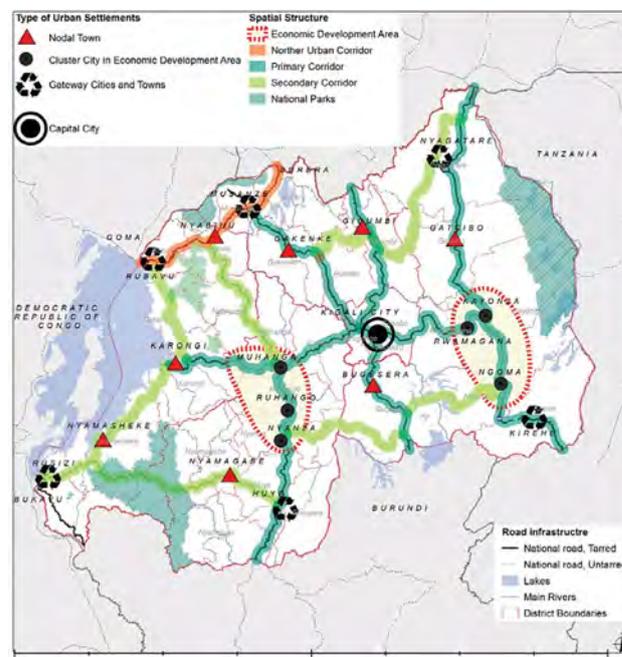
Défis relevés : L'étalement urbain, l'accroissement des établissements informels et le déséquilibre des inégalités territoriales sont autant d'éléments qui se voient aggravés par un manque de cohérence entre la budgétisation nationale et l'aménagement du territoire.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat est particulièrement bien placé pour recommander des investissements prioritaires fondés sur des données probantes; et ainsi redistribuer les fonctions urbaines au sein des villes pour rééquilibrer les inégalités territoriales et éviter la croissance rapide des bidonvilles. ONU-Habitat assure la coordination et facilite le dialogue sur les investissements spatiaux entre les différents niveaux de gouvernement, engage les donateurs potentiels et implique le monde universitaire. Le CDF crée également des liens entre un diagnostic basé sur des données, des orientations politiques et des investissements territoriaux générateurs de processus d'urbanisation. ONU-Habitat développe également un guide de stratégie spatiale nationale pour aider les pays à établir des liens entre différentes stratégies spatiales afin d'identifier les espaces où les projets d'acupuncture urbaine et les initiatives politiques auraient le plus d'impact pour atteindre les objectifs des politiques urbaines nationales et sous-nationales.

Durée du soutien : La phase A (phase de lancement et de préparation) dure généralement 1 à 3 mois ; la phase B (phase d'analyse) dure généralement 3 à 4 mois ; la phase C (phase de planification) dure généralement 3 à 4 mois.

Applications précédentes : Le CDS est particulièrement pertinent pour les pays en développement et a jusqu'à présent été appliqué au Soudan, au Rwanda, à Nampula au Mozambique, au Myanmar, au Laos, au Cap Vert et en Guinée-Bissau. Le Soudan utilise le CDF préparé par ONU-Habitat pour le Darfour afin d'attirer davantage d'investissements. Le Rwanda a sponsorisé le CDF à 100 % et vise à institutionnaliser sa méthode. Voir (lien/page web) pour d'autres exemples des succès remportés par ces pays dans l'utilisation du CDF.

Cadre de développement spatial du Rwanda



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies. Source: United Nations Geospatial/UN-Habitat.



Spatial distribution of the functional categories of sectors

The capital city of Bissau shows the highest level of physical and socioeconomic development categorised as the only Central Sector (CS) of the country. Higher levels of development are observed mainly along the national road towards the northern regions of Bimbo, Cacheu and Oio where the majority of sectors are categorised as Intermediate Sectors (IS1,2), while in the Bolama-Bijagos archipelago and eastern and southern regions of Bafata, Quinara, Tombali and Gabu the majority of sectors are categorised as Local Sectors (LS).



Territorial and socio-economic linkages

The cartographic representation of the thirteen levels of hierarchy based on isopleths, allows visualizing the degree of "territorial influence" (or not) of each sector over neighboring sectors, through the configuration of "clusters of sectors" with similar level of development, or in isolation by providing important functions to least developed neighboring sectors.



*Polygons in the map represent schematic territorial flows, and should not be considered as physical boundaries
 Data Sources: Instituto Nacional de Estatística (INE), Instituto Nacional de Estudos e Pesquisas (INEP), Direcção Geral de Estradas e Pontes, UN Habitat, QIWA-GIS
 Disclaimer: The designations employed and the presentation of material on this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of the Secretariat of the United Nations Concerning the legal status of any country, territory, city or area or of its authorities, or concerning the delimitation of its frontiers or boundaries.

Structure spatiale résultante de la Guinée-Bissau

TEMOIGNAGE

"C'est la première fois qu'un tel produit d'aménagement du territoire peut être réalisé dans cette région déchirée par la guerre."

M. Ali H. Al-Za'tari,
 Coordinateur résident des Nations Unies au Soudan lors de la présentation du CDF du Darfour

"J'aimerais que ce processus soit institutionnalisé afin qu'il devienne un outil permanent pour notre aménagement du territoire national."

Mme Patricie Uwase,
 Secrétaire permanent du ministère des infrastructures du Rwanda

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Stratégie d'aménagement du territoire régional du Darfour

Le cadre de développement spatial pour faciliter la gestion urbaine dans les pays dont les systèmes de planification sont faibles

E. Terrains, logements et abris

E.1. Stratégies nationales en matière de logement



Résumé : **Conseils techniques aux gouvernements nationaux et locaux, fondés sur l'analyse de systèmes municipaux et nationaux de prestation de services de logements et sur la préparation de profils du secteur du logement.** ONU-Habitat fournit également une assistance en matière de développement de stratégies nationales pour le logement et soutient la conception et la mise en œuvre des politiques de logement. Des analyses du secteur du logement, des réformes politiques et des réévaluations des politiques nationales du logement ont été menées avec succès dans 43 pays.

Défis abordés : Ce service aide les gouvernements nationaux et locaux à s'attaquer aux problèmes des logements inadéquats, des logements inabordables et aux défis qui y sont associés en matière de santé publique et d'exclusion sociale. La COVID-19 a mis en évidence le paradoxe du logement : alors que les personnes cherchant désespérément un logement se multiplient, des appartements et des maisons restent vides. Des décisions législatives et politiques sont nécessaires pour répondre à ces besoins immédiats tout en s'attaquant aux inégalités structurelles du système du logement, en mettant en place des solutions à long terme fondées sur les droits de l'homme et répondant à notre droit commun à un logement adéquat. Tout logement doit être abordable, accessible et adéquat.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat est l'agence des Nations Unies en charge des questions relatives au logement adéquat. Elle peut mobiliser avec succès divers partenaires qui contribuent à la réalisation du droit à un logement adéquat. ONU-Habitat fournit des services de conseils techniques aux gouvernements par le biais de l'analyse des systèmes de prestation de logements à l'échelle municipale et nationale (Profils du secteur du logement), de la conception et de la mise en œuvre de politiques de logement. Les profils du secteur du logement sont un outil de diagnostic qui fournit aux gouvernements et aux autres parties prenantes une analyse systématique des systèmes de prestation de

logements au niveau des villes et des pays, permettant de révéler les obstacles, déficits, et opportunités qui empêchent le marché du logement de fonctionner dans un lieu donné. Les profils du secteur du logement permettent d'identifier les contraintes les plus fortes aux opportunités de logement diversifiées et soutiennent la formulation de recommandations appropriées et de réponses politiques.

La réalisation de ces profils est une condition préalable à l'élaboration d'une politique du logement et à sa mise en œuvre. Ce service intègre également les principes et la technologie propres aux constructions écologiques et défend l'idée que pour être "adéquat", le logement doit convenir et être accessible à tous les groupes sociaux, culturels et économiques.

A court terme, ces interventions débouchent sur l'adoption d'une politique ou d'une stratégie de prestation de logements par la contrepartie gouvernementale. A long terme, le succès de ces interventions peut être mesuré par un pourcentage accru de la population ayant accès à un logement adéquat, ou par la réduction du coût moyen du logement en pourcentage du revenu moyen.

Durée de l'aide : Le profilage des logements peut généralement être réalisé en 3 à 6 mois ; le suivi des politiques de logement et leur mise en œuvre prend généralement 6 à 12 mois supplémentaires, et un temps additionnel est nécessaire pour des consultations adéquates.

Applications précédentes : Des analyses réussies du secteur du logement, des réformes politiques et des réévaluations des politiques nationales du logement ont été menées jusqu'à présent dans plus de 50 pays. Depuis 2010, ONU-Habitat a réalisé des profils de logement dans des pays d'Amérique latine, d'Afrique et d'Asie (par exemple au Lesotho, au Salvador, au Ghana, au Népal, au Liberia, en Afghanistan, au Myanmar, au Guyana, en Irak et en Égypte, au Bahreïn et au Cap-Vert).

Une assistance technique pour le développement de stratégies nationales de prestation de logement est actuellement menée en Angola et en Bulgarie, et une assistance technique a été entamée au Kosovo et en Arabie Saoudite en 2020. Parmi les exemples récents d'engagement des équipes d'ONU-Habitat, une assistance fournie au ministère du Développement Urbain et du Logement en l'Afghanistan pour l'élaboration d'une politique nationale du logement a été finalisée en 2018. Elle vise à garantir que tous les Afghans aient accès à un logement adéquat, sûr et abordable, en tant que voie d'accès à un avenir urbain durable et résilient. Toujours en 2018, ONU-Habitat a travaillé en collaboration avec le ministère du logement de Bahreïn et le Programme des Nations Unies pour le développement, et a permis la formulation d'une politique nationale du logement de Bahreïn et soutenu le gouvernement dans la mise en œuvre de son programme national du logement actuel. La nouvelle politique comprend des recommandations concrètes pour augmenter la prestation de logements abordables par le secteur privé tout en renforçant la fonction de régulation du gouvernement. En Egypte, ONU-Habitat en coordination avec le ministère du Logement, des Services publics et des Communautés urbaines,

ainsi qu'avec diverses parties prenantes, a préparé la Stratégie égyptienne du logement, qui vise à créer un environnement propice à l'augmentation de l'offre de logements abordables. Cette stratégie est basée sur les Profils du logement en Égypte, réalisé en 2017 comprenant une analyse détaillée de divers programmes de logement, en particulier ceux qui ciblent les groupes à faible revenu. En Irak, ONU-Habitat a élaboré la "Stratégie de reconstruction et de développement du logement en Irak dans les zones libérées", approuvée par le Premier ministre en 2019, afin d'augmenter, d'entretenir et de gérer efficacement le parc immobilier du pays.

Au Ghana, depuis la publication du profil national du logement en 2011, le gouvernement a fait des progrès significatifs pour améliorer le fonctionnement de son secteur du logement, notamment en ce qui concerne la réforme de sa législation et de ses politiques. Les efforts déployés pour améliorer la production et l'offre de logements ont également un impact positif indéniable. Les données associées au projet montrent une diminution de 27 % du taux de logements urbains insalubres au cours des dernières années, passant de 52 % en 2000 à 38 % en 2014.

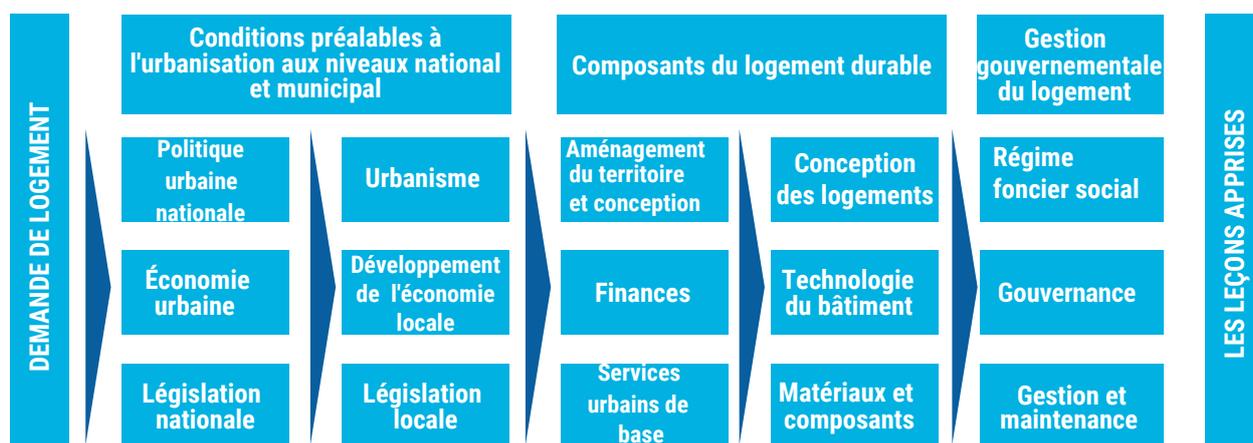
Feuille de route pour la réforme du secteur du logement, ONU-Habitat



TEMOIGNAGE

"Ayant constaté le succès du soutien apporté par ONU-Habitat à d'autres pays africains tels que le Malawi, le Ghana, la Zambie et le Liberia dans l'élaboration de profils de logement, nous les avons contactés pour élaborer le profil de logement du Lesotho. Nous avons également contacté le PNUD... et je suis ravi qu'aujourd'hui nous formions un groupe tripartite qui montre à quel point le logement est important pour nous tous. J'insiste auprès de tous les acteurs clés concernés pour qu'ils poursuivent leurs efforts concertés afin que la révision de la politique nationale du logement et l'élaboration d'une stratégie soient également couronnées de succès."

Dr. Pontso Matumelo Sekatle,
Ministre du gouvernement local et de la chefferie,
gouvernement du Lesotho



CADRE POUR L'AMÉLIORATION ET LA PRÉVENTION DE BIDONVILLES ET LOGEMENT



Série de profils de logement par pays, ONU-Habitat

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Stratégie mondiale du logement : rendre le logement abordable pour tous

E.2. Prévention des expulsions forcées et évaluations de l'impact des expulsions



Résumé : Activités de sensibilisation à l'élaboration de politiques et de lois exigeant des évaluations approfondies de l'impact social et économique des activités susceptibles d'entraîner une expulsion, et promotion de processus participatifs pour discuter des plans de réinstallation ainsi que des alternatives aux expulsions. Avec des partenaires tels que le HCDH, ONU-Habitat propose également des outils normatifs pour aider les autorités nationales et locales à envisager des alternatives à l'expulsion et à mener des évaluations solides de l'impact des expulsions. Il s'agit notamment du Handbook : Évaluer l'impact de l'expulsion (2014) ; Perdre son logement : Évaluer l'impact de l'expulsion (2011) ; et Alternative à l'expulsion forcée et à la démolition des bidonvilles (2016).

Défis relevés : Ce service soutient les gouvernements nationaux et locaux dans leur lutte contre le logement inadéquat et pour la protection sociale. Les expulsions et les relocalisations touchent principalement les populations les plus pauvres et les plus vulnérables vivant dans des quartiers défavorisés, et parfois dans des habitats informels. Ces expulsions et relocalisations constituent une violation du droit fondamental à un logement adéquat et à la protection contre les expulsions forcées, inscrit dans la Déclaration universelle des droits de l'homme et le Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels. Chaque année, deux millions de personnes sont expulsées de force et de nombreuses autres sont menacées d'expulsion. Cela entraîne plusieurs violations des droits, notamment le droit à un logement adéquat, à la nourriture, à la santé, à l'éducation, au travail, à la sécurité et à la liberté de mouvement. Dans le contexte de la pandémie de COVID-19, les menaces d'expulsions créent d'importants risques supplémentaires pour la santé et l'exposition au virus, non seulement pour les personnes expulsées mais aussi pour toutes les communautés locales.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat est la principale agence des Nations Unies travaillant sur les dimensions techniques, sociales et économiques du logement. Le principal objectif de ce service est de promouvoir la sécurité foncière, élément central dans la réalisation de villes et d'établissements humains inclusifs, sûrs et résilients. Au fil des ans, ONU-Habitat a établi des partenariats stratégiques avec les principaux acteurs et parties prenantes de l'application des droits de l'homme aux niveaux national et mondial sur les questions relatives au droit à un logement adéquat et à la prévention des expulsions forcées. ONU-Habitat développe actuellement un mécanisme complet de signalement des expulsions forcées afin d'assurer un flux normalisé d'informations sur les cas présumés d'expulsions illégales, de réinstallations et de déplacements. Cet outil s'appuie sur la méthodologie initialement développée par le Groupe consultatif sur les expulsions forcées (AGFE) et expérimentée au Brésil, en République dominicaine et au Ghana. À court terme, ce service d'ONU-Habitat contribue à une diminution de l'occurrence des expulsions forcées ; à long terme, il aide les gouvernements à renforcer leurs capacités à étudier des alternatives aux expulsions et à développer des politiques et des cadres réglementaires fondés sur les droits de l'homme pour la prévention des expulsions.

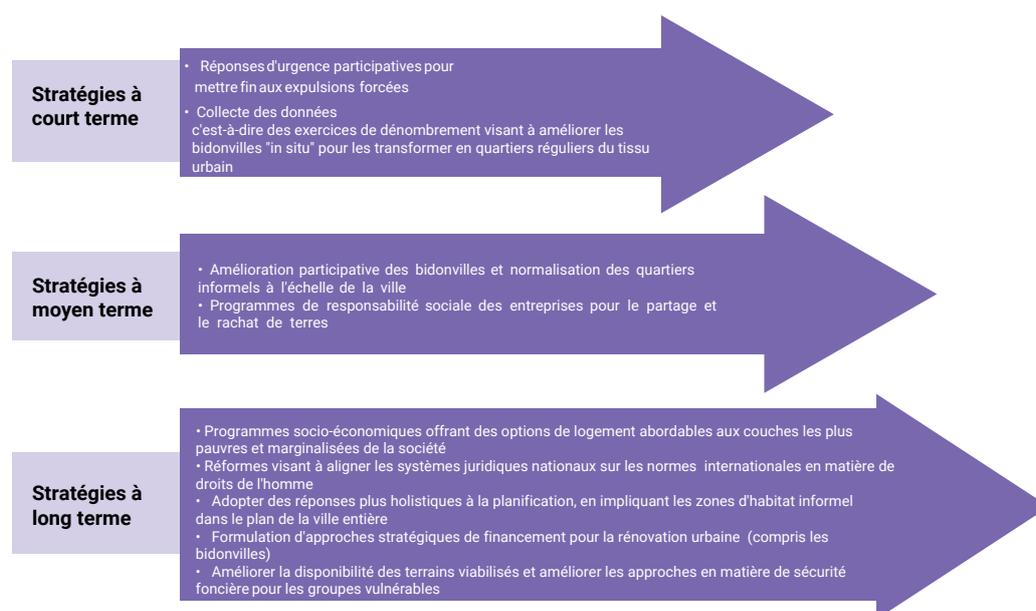
Durée du soutien : 1 à 12 mois, en fonction du cas spécifique, de la disponibilité des données et du besoin ou non de missions d'enquête préalables.

Applications précédentes : Le travail de sensibilisation et les produits normatifs d'ONU-Habitat ont permis aux Etats membres de trouver des alternatives aux expulsions forcées. ONU-Habitat a également dirigé la préparation de profils nationaux spécifiques sur "le logement et les droits de l'homme" qui ont permis d'accroître la base de connaissances et les capacités des autorités locales et nationales à respecter la protection du droit au logement adéquat, y compris dans le domaine de la sécurité foncière.

En outre, grâce à des projets soutenant la prestation de logements adéquats, ONU-Habitat a également contribué à réduire le risque d'expulsions. Par exemple, en Somalie, ONU-Habitat s'est associé au Comité norvégien pour les réfugiés et à l'administration régionale de Banaadir pour soutenir l'intégration durable et sûre des personnes déplacées à Mogadiscio et à Kismayo.

Avant cette intervention, tous les ménages bénéficiaires avaient été expulsés au moins une fois. En 2018, seuls 3 des 80 ménages ont été confrontés à une menace d'expulsion, et ces menaces ont été rapidement résolues par la médiation découlant de l'assistance technique d'ONU-Habitat et de ses partenaires.

Stratégies et interventions visant à prévenir les expulsions forcées et à en atténuer les risques



TEMOIGNAGE

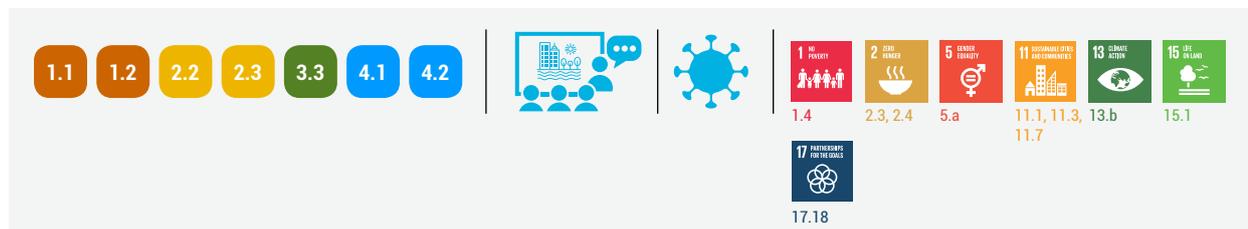
"'Losing Your Home' est un livre important et attendu depuis longtemps, que j'accueille chaleureusement et que je recommande au lectorat mondial auquel il s'adresse et qu'il mérite pleinement. Ce livre nous offre un regard neuf et convaincant sur l'une des crises mondiales et encore assez méconnues de notre époque : l'expulsion et le déplacement croissant d'un grand nombre de personnes - pas moins de dizaines de millions chaque année - qui sont déracinées de leurs maisons pour la plupart sans recevoir le soutien dont ils ont besoin pour reconstruire leur vie de la part de la société dans son ensemble. Chaque lecteur a tout à gagner à étudier ce livre.

M. Michael M. Cernea,
Brookings Institution NR Senior Fellow, et professeur de recherche en anthropologie et affaires internationales l'université George Washington

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Vidéo de sensibilisation sur ce que sont les expulsions forcées, leurs conséquences négatives et la manière dont elles peuvent être évitées.

E.3. Système d'information foncière à faible coût



Résumé : En s'appuyant sur le développement du modèle de régime foncier social (STDM), ONU-Habitat a développé un système d'information foncière basé sur des progiciels ouverts et gratuits et mis en œuvre par des approches participatives. ONU-Habitat fournit l'aide nécessaire à la mise en place de ces systèmes d'information en vue de : (a) la saisie, l'enregistrement et l'analyse numériques des droits fonciers, de l'utilisation des terres, de la valeur et de la taxe foncière, et des développements fonciers récents (b) les flux de travail numériques, le service à la clientèle et les processus institutionnels pour une prestation de services efficace ; et (c) la mise en place d'un système de gestion de la propriété foncière et inventaire numérique des biens, des logements, des bâtiments, des espaces ouverts, des terrains publics, etc. à des fins de planification et de gestion.

Défis relevés : Le développement urbain durable repose largement sur la disponibilité d'informations précises et fiables pour la planification, la prise de décision, la prestation de services et la gestion urbaine globale. Cependant, les solutions technologiques de pointe créent souvent de sérieuses contraintes de mise en œuvre. Des problèmes tels que ceux liés aux coûts de licence des logiciels propriétaires ont été signalés aux programmes d'administration foncière. En outre, malgré les développements et les progrès des géo-TIC, il existe encore d'importants déficits dans le développement d'outils qui modélisent les relations entre les personnes et les terres indépendamment du niveau de formalisation ou de légalité de ces relations. Une mauvaise gestion des terres et une sécurité limitée du régime foncier sont autant de moteurs de la densité de logements non durables et de l'offre inadéquate de logements abordables.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat, par l'intermédiaire de ses partenaires du Global Land Tool Network (GLTN), a développé (et améliore continuellement) un système d'information foncière à

faible coût basé sur l'outil *Social Tenure Domain Model* (STDM). STDM, qui est basé sur une norme mondiale, est un système flexible qui peut facilement être personnalisé et développé pour divers objectifs et contextes. Si son déploiement initial est orienté vers la reconnaissance des droits fonciers, ses applications peuvent facilement être étendues pour faciliter et accélérer la réalisation des objectifs suivants :

- Reconnaissance des droits fonciers et enregistrement des terres
- Génération de revenus locaux (comme l'imposition foncière et immobilière)
- Aménagement du territoire et planification de l'habitat
- Enregistrement, archivage, suivi et émission de documents
- Numérisation des flux de travail, des processus et de la prestation de services
- Inventaire numérique des biens urbains, maisons, bâtiments, espaces publics, services publics, centres de services, etc.

Le service offert est la personnalisation des outils pour répondre aux besoins d'information foncière du contexte d'application ; cela comprend le renforcement de la capacité des partenaires à utiliser l'outil et, dans une certaine mesure, une fois qu'il est établi, un soutien technique et l'élargissement de son application. ONU-Habitat est particulièrement bien placé pour aider (a) les autorités gouvernementales nationales (et les institutions d'administration des terres) à transformer leurs registres fonciers manuels et leurs processus opérationnels en systèmes numériques, transparents et efficaces, y compris les efforts visant à améliorer la sécurité foncière des communautés urbaines et rurales pauvres ; (b) les autorités gouvernementales locales à numériser leurs registres et documents fonciers, leurs processus opérationnels, leurs plans d'utilisation des terres et leur production de revenus ; et (c) les institutions universitaires et les organisations de la société civile qui ont besoin de systèmes d'information foncière à faible coût dans leurs projets et travaux de recherche.

Durée du soutien : Bien que la durée du soutien dépende de nombreux facteurs, voici une estimation du calendrier typique de chacune des étapes du processus : planification et consultations (deux mois) ; évaluation de la portée et des capacités (un mois) ; adaptation de l'outil (trois mois) ; cartographie et dénombrement (minimum trois mois) ; saisie, validation et analyse des données (minimum trois mois) ; et développement des capacités et renforcement des partenariats multipartites (variable). La durée totale moyenne est d'environ 12 mois.

Applications précédentes : Le développement de ces systèmes a été mis en œuvre dans les pays et contextes suivants : République démocratique du Congo (pour combler les déficits en matière d'enregistrements fonciers et moderniser les processus cadastraux) ; Namibie (pour soutenir le gouvernement national, en particulier pour mettre en œuvre la loi sur la flexibilité des régimes fonciers et améliorer les flux de travail et les services cadastraux) ; Kenya (pour soutenir le comté de Turkana dans la mise en place d'un système polyvalent de gestion de l'information foncière) ; Ouganda (pour renforcer la sécurité foncière des petits exploitants dans les zones de terres coutumières) ; Népal (pour utiliser des technologies à faible coût pour soutenir les processus d'enregistrement foncier urbains et ruraux) ; Irak (pour assurer la sécurité

foncière des rapatriés dans un contexte d'après-crise) ; et Soudan (pour identifier et cartographier les zones à allouer aux rapatriés dans 50 villages du Darfour). Les diverses applications du système d'information foncière à faible coût ont accéléré les interventions en matière de sécurité foncière, ont fourni des informations fondées sur des données pour faciliter les réformes foncières, y compris le développement et la mise en œuvre de la politique foncière, ont augmenté la transparence et la responsabilité, ont facilité l'efficacité de la prestation de services et ont renforcé la capacité des partenaires, y compris les autorités gouvernementales. Plus précisément, ces interventions ont eu pour résultat :

- La reconnaissance formelle des droits fonciers et la délivrance de certificats de propriété coutumière (CCO) et de titres fonciers (Ouganda, Namibie, Iraq).
- La prestation efficace de services de transactions liés à la terre (RDC, Népal, Kenya, Ouganda)
- Le renforcement des capacités des partenaires de mise en œuvre (RDC, Népal, Kenya, Ouganda, Iraq, Soudan)
- Une confiance accrue du public pour les autorités gouvernementales (Népal, Ouganda, Soudan)

Cartographie inclusive et participative des propriétés foncières à régime foncier social informel au Népal.

© ONU-Habitat/
Népal



TEMOIGNAGE

"Avant le projet de cartographie foncière, nous avons de très nombreux conflits fonciers, mais aujourd'hui, ils sont rares. Les gens sont désormais libres d'utiliser leurs terres à des fins économiques, par exemple pour faire pousser davantage de cultures, ce qui permettra de dégager un excédent de vente."

M. Julius Nyeko,

Agent principal de gestion des terres. District de Pader, Nord de l'Ouganda

"Les certificats de propriété coutumière ont confirmé les droits et la propriété et les populations concernées sont maintenant libres d'inviter des investisseurs sans craindre de perdre leurs terres. Il reste encore du travail à faire, car il est prévu de terminer la délivrance des certificats dans le reste du district de Pader avant de passer à d'autres districts. Les CCO qui sont délivrés au niveau local ont le même poids que les certificats de propriété. Les titres de propriété sont délivrés au bureau de zone du ministère à Gulu, de sorte que personne n'ait besoin de se déplacer jusqu'à Gulu."

Princesse Namuganza Persis,

Ministre d'Etat chargé des terres, Ouganda

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Site web du Global Land Tool Network](#)

[Certificats coutumiers de propriété foncière Réduire rapidement les conflits fonciers à Pader, Ouganda - Récit](#)

[Renforcer les droits fonciers des femmes à Pader, Ouganda - Vidéo](#)

[Modèle du régime foncier social \(STDM\)](#)

E.4. Solutions durables pour les populations déplacées et les communautés urbaines vulnérables



Résumé : Ce service répond à l'étalement urbain, au surpeuplement et à l'informalité causés par les afflux de populations (telles que les rapatriés et les personnes déplacées à l'intérieur de leur propre pays) autant d'éléments ayant un impact sur les membres des communautés d'accueil qui peuvent elles-mêmes être extrêmement vulnérables. Le service peut être adapté aux besoins des sites et des populations, et peut inclure une planification spatiale par zone, la promotion d'une vie décente par le biais de solutions d'hébergement mixtes, l'amélioration des solutions de logement durables par l'intégration des subventions locatives aux initiatives traditionnelles de subsistance et aux services de logement, de terre et de propriété (HLP, et l'amélioration des capacités techniques locales sur les solutions durables, entre autres. Ce soutien peut intégrer de nombreux autres services d'ONU-Habitat afin de relever les défis auxquels sont confrontés ces groupes vulnérables et de réduire les inégalités spatiales.

Défis relevés : L'étalement urbain, l'informalité et l'insuffisance des conditions de vie, notamment en matière de logement et de services, peuvent être dus à des afflux soudains ou prolongés de personnes (réfugiés, personnes déplacées, rapatriés, souvent causés par des conflits et des catastrophes naturelles comme les sécheresses et les inondations.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat aide les gouvernements locaux et les municipalités à relever ces défis. Fort de plusieurs dizaines d'années d'expérience en matière de planification urbaine dans des contextes surpeuplés et complexes à travers le monde, ONU-Habitat s'appuie sur ses expériences et ses réseaux avec les gouvernements locaux et d'autres organisations internationales pour fournir des solutions adaptées aux défis résultant spécifiquement des afflux de population. L'expertise d'ONU-Habitat en matière de services et de droits relatifs à la protection des droits de l'homme est particulièrement pertinente dans de tels cas. En plus de conseils techniques, ONU-Habitat produit une variété d'informations et de conseils basés sur des données spatiales, telles que des profils urbains, comme outil pour une prise de décision basée sur des données; des évaluations de sites surpeuplés et/ou informels, de

centres-villes, de facilités sociales ; des approches spécifiques de planification par zone (liées au plan directeur de la zone en question) afin d'identifier l'emplacement optimal des futures infrastructures dédiées aux populations déplacées ; et produit des plans d'action communautaires (PAC), soulignant les priorités définies par les communautés et leurs dirigeants.

Plus important encore, les interventions d'ONU-Habitat sont fondées sur les principes des droits fondamentaux humains et utilisent des processus innovants qui renforcent la cohésion sociale et favorisent l'appropriation des résultats des projets par les communautés. Un exercice de profilage urbain engage des parties prenantes sélectionnées parmi les communautés locales et les gouvernements, non seulement pour analyser les besoins et les insécurités des différents groupes de population, mais aussi pour définir des priorités et des visions spécifiques au contexte pour le développement de leurs établissements urbains. La planification communautaire inclusive s'attaque à l'exclusion sociale par l'inclusion de tous les groupes représentatifs (femmes, personnes déplacées, jeunes et groupes marginalisés), et jette les bases d'un redressement communautaire, axé sur les priorités de la communauté.

Durée du soutien : La durée de ces interventions dépend des besoins et des demandes du gouvernement ou de la communauté, mais elle peut aller de trois semaines pour l'établissement d'un profil à plusieurs années pour un soutien programmatique au redressement post-crise.

Applications précédentes : Ce service a été déployé par le biais de conseillers techniques experts en Haïti, en Iraq, en Afghanistan, en Syrie, au Mozambique et en Somalie. En Iraq, ONU-Habitat et ses homologues gouvernementaux ont élaboré conjointement une stratégie nationale pour des solutions durables pour les personnes déplacées et une feuille de route pour le recensement, la modernisation et la régularisation des quartiers d'habitat informels.

En parallèle, ONU-Habitat a lancé des projets pilotes de modernisation dans certains quartiers informels de Mossoul, Ramadi et Bassora, par le biais d'une approche de planification communautaire participative, afin d'offrir des interventions de développement spécifiques à chaque contexte et de contribuer au redressement socio-économique à long terme de ces zones. Sur une période de trois mois, le programme a fourni près de 1 000 jours de travail à des hommes et des jeunes sans emploi résidant dans les zones ciblées, leur offrant des moyens de subsistance sur une base rotative par le biais d'un travail rémunéré et d'un emploi à court terme avec des ONG et des entrepreneurs. Au total, quelque 6 000 personnes vulnérables résidant dans les quartiers informels de Mossoul, Ramadi et Bassora ont bénéficié d'un meilleur accès aux services de base et d'une plus grande sécurité d'occupation, conformément à la stratégie nationale pour les quartiers informels.

Dans le cas de la Somalie, ONU-Habitat a soutenu le développement de plans spatiaux liés au plan directeur de Kismayo, définissant des zones potentielles pour le développement futur d'infrastructures. Ce projet a également contribué à l'amélioration des solutions de logement urbain durable par le biais d'une allocation logement intégrée aux initiatives de moyens de subsistance traditionnels et aux services HLP. Le programme a amélioré les capacités techniques locales en matière de solutions durables, en soutenant la mise en place d'une unité de solutions durables (DSU) pour la région de Benadir (BRA), et une stratégie de solutions durables (2020-2024) a été développée pour fournir une approche coordonnée aux crises de déplacement. Les évaluations du programme en Somalie ont démontré que cette intervention pouvait avoir un impact positif sur les personnes déplacées et rapatriées en améliorant l'accès aux services de base dans les lieux de déplacement et dans les lieux de retour, et en favorisant l'accès à un niveau de vie adéquat sans discrimination.

TEMOIGNAGE

"Avant le projet, nous devions engager beaucoup de dépenses pour payer le loyer, ce qui a empêché nos enfants d'aller à l'école. De plus, nos moyens de subsistance se sont améliorés puisque le peu d'argent que nous obtenons grâce aux emplois occasionnels maintenant accessibles nous permet d'acheter de la nourriture pour nos familles."

Chef du camp de Kismayo

Installation d'un réseau de drainage et d'eau potable à Hay Tanak, à l'ouest de Mossoul, en Iraq



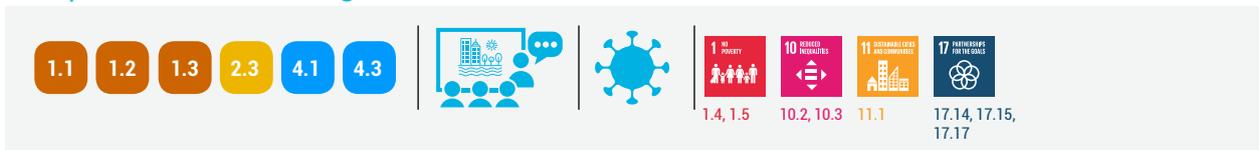
POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Profil urbain de Kismayo](#)

[Rapport annuel 2019 sur le programme de pays pour la Somalie](#)

[ONU Somalie : Vers un développement urbain durable en Somalie et des solutions durables pour les PDI à grande échelle](#)

E.5. Stratégies d'amélioration et de prévention des bidonvilles pour la réduction de la pauvreté et des inégalités



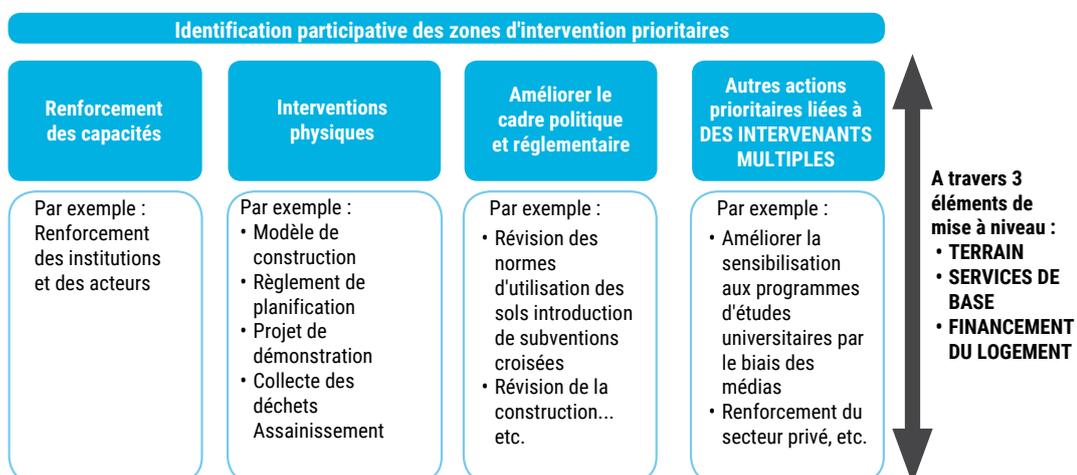
Résumé : Une stratégie de prévention et d'amélioration des bidonvilles au niveau national ou local qui vise à intégrer les bidonvilles et les établissements informels au tissu urbain de manière stratégique et progressive. Les stratégies d'amélioration et de prévention des bidonvilles à l'échelle de la ville (CWSUPS) visent à réaliser l'inclusion physique, sociale, juridique et économique de tous les bidonvilles dans la planification officielle et les systèmes urbains au niveau de la ville. Les priorités sont identifiées et conçues en fonction d'une vision et d'un objectif de transformation à long terme, avec des objectifs à la fois spatiaux, temporels et incluant une optique centrée sur les personnes. Ces priorités permettent une coordination, des partenariats et une programmation intégrée aux niveaux municipal et national. Elles conduisent à l'identification d'interventions physiques, de changements clés dans les cadres politiques et réglementaires, d'actions de développement des compétences et d'actions de sensibilisation visant la mise en place institutionnelle et l'engagement des parties prenantes.

Défis relevés : Il y a un milliard de personnes qui vivent dans des quartiers informels dans le monde et, en raison de l'urbanisation croissante et du manque de politiques et d'interventions à grande échelle, leur nombre devrait atteindre trois milliards d'ici 2050. Les bidonvilles ne sont souvent pas cartographiés et ne sont pas reconnus dans les plans urbains, et les ressources pour l'amélioration des bidonvilles sont rares et ne couvrent pas l'ampleur des besoins. En outre, les interventions d'assainissement des bidonvilles sont souvent des projets ponctuels qui

concentrent tous les investissements dans un seul quartier.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat a créé le CWSUPS pour fournir un cadre pour l'amélioration et la prévention des bidonvilles à l'échelle municipale ou nationale. Le CWSUPS intègre l'amélioration des bidonvilles et identifie les actions prioritaires pour mobiliser les ressources et répartir les responsabilités entre les parties prenantes. L'objectif du CWSUPS est de permettre une transition entre la mise en place de projets ponctuels et isolés et la concrétisation d'une approche intégrée de l'amélioration des bidonvilles à l'échelle municipale et de réaliser l'intégration physique, sociale, juridique et économique de tous les bidonvilles dans la planification officielle et les stratégies urbaines.

ONU-Habitat joue un rôle clé dans l'intégration des défis sectoriels au niveau des villes, en soutenant la coordination des parties prenantes à différents niveaux (y compris les communautés) et en établissant des approches participatives. L'adoption d'une approche participative dans le développement de ces stratégies ouvrira la voie à l'institutionnalisation de cette stratégie, en mobilisant l'allocation de ressources humaines et financières pour l'amélioration et la prévention des bidonvilles au niveau de la ville et du pays. ONU-Habitat a des décennies d'expérience dans l'amélioration des bidonvilles au sein du monde entier, y compris le Programme participatif d'amélioration des bidonvilles



des bidonvilles (région ACP 2008-2021), le *Slum Upgrading Facility* (SUF), *Cities without Slums* et bien d'autres. UN-Habitat fournit une assistance technique pour l'intégration d'approches participatives d'amélioration des bidonvilles dans les cadres politiques réglementaires. Durée du soutien : Le développement du CWSUPS est un processus participatif qui peut durer environ six mois. Ce délais comprend le développement de l'analyse de la situation des bidonvilles, le cadre politique et réglementaire, l'identification participative des actions prioritaires et la validation de la stratégie. Le CWSUPS est un cadre d'action et doit être régulièrement révisé et mis à jour pour guider un changement systématique et une transformation à grande échelle.

Applications précédentes : Grâce à l'élaboration de ces stratégies, plus de 100 projets pilotes stratégiques pour l'amélioration des bidonvilles ont été identifiés.

Cela a permis de mobiliser des ressources supplémentaires pour la mise en œuvre d'interventions d'amélioration des bidonvilles au niveau national, pour un montant estimé à 1 milliard USD. En outre, le CWSUPS a contribué à l'intégration des principes d'ONU-Habitat pour l'amélioration des bidonvilles, en guidant les priorités gouvernementales et l'allocation budgétaire et en offrant des formations pour les parties prenantes. Le CWSUPS a été mis en œuvre dans plusieurs pays et plus de 50 villes en Afrique (Cameroun, Ghana, Kenya, Sénégal, Malawi, RDC, Zambie, Mozambique, Niger, Burkina Faso, Burundi, Cap Vert, Côte d'Ivoire, Madagascar, Mali, Maurice, Namibie, Nigeria, R. Congo, Rwanda, Gambie et Ouganda) ; les Caraïbes (Antigua-et-Barbuda, Trinité-et-Tobago, Haïti et Jamaïque) et la région du Pacifique (Îles Salomon, Papouasie-Nouvelle-Guinée et Fidji).

Projet pilote identifié par la stratégie CWSUPS à Mtwapa, au Kenya



TEMOIGNAGE

"Le PSUP a influencé la politique de développement urbain au Kenya et a sensibilisé le public aux bidonvilles. Et il y a un véritable processus consultatif avec les communautés et une appropriation des projets par les communautés. Cette méthodologie permet de conditionner le programme, voire de le budgétiser comme un seul projet."

M. Isaac Mungaania,

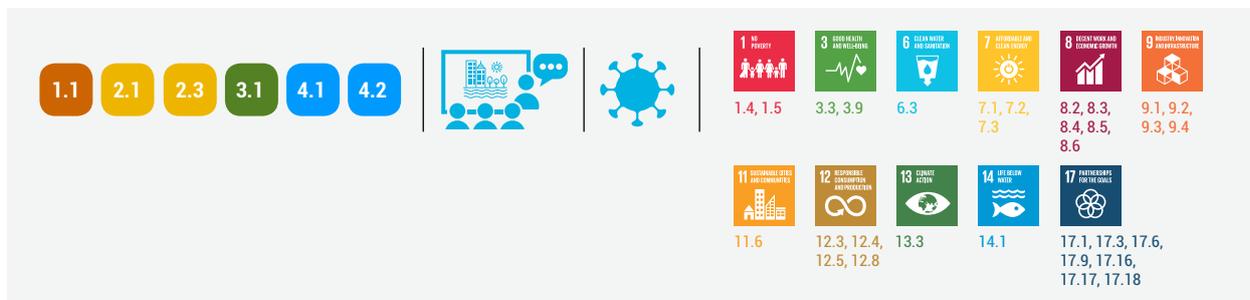
Coordinateur de l'équipe nationale du PSUP au Kenya, Département d'État du logement et du développement urbain, Ministère des transports, des infrastructures, du logement et du développement urbain, Kenya

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Histoires et rapports par pays](#)

F. Services et infrastructures de base

F.1. Gestion durable des déchets et valorisation des déchets en tant que ressource



Résumé : Conception et mise en œuvre de stratégies de gestion des déchets solides, y compris la récupération des ressources à partir de déchets municipaux et la production d'énergie à partir de déchets organiques.

Une attention particulière est portée à l'accessibilité des services de gestion des déchets solides municipaux (MSWM), en particulier pour les populations urbaines pauvres et autres groupes vulnérables. Ce service peut utiliser l'outil *Waste Wise Cities* d'ONU-Habitat, qui comprend sept étapes guidant les villes dans la collecte de données sur les déchets solides municipaux produits (*Municipal Solid Waste Management*), collectés et gérés dans des installations contrôlées, et dans la planification d'un système MSWM amélioré.

Défis relevés : Dans le monde, 2 milliards de personnes sont privés de services de collecte des déchets et 3 milliards n'ont pas accès à une élimination contrôlée des déchets. Les décharges à ciel ouvert reçoivent environ 40 % des déchets de la planète - contribuant à 5 % des émissions anthropiques de gaz à effet de serre - et seuls 19 % sont recyclés ou compostés, bien que les déchets organiques représentent au moins 50 % des MSW dans la plupart des régions. Chaque année, 8 millions de tonnes de plastique se retrouvent dans les océans et, d'ici 2050, la quantité de déchets plastiques dans les océans dépassera le nombre de poissons. Il est urgent d'agir pour améliorer la gestion des déchets solides dans les villes afin d'atténuer le changement climatique et de réduire la pollution plastique tout en créant des emplois et des moyens de subsistance pour l'économie circulaire urbaine.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat possède une

longue expérience des projets MSWM, faisant de l'agence un acteur clé pour aider les gouvernements locaux à faire progresser la gestion des déchets et la récupération des ressources. ONU-Habitat aide les gouvernements locaux à améliorer la gestion des déchets solides par : la collecte de données pour une prise de décision basée sur des données ; l'expansion des services de collecte des déchets avec les communautés locales ; la conception et la mise en œuvre de stratégies pour la récupération des ressources et des déchets solides; la récupération d'énergie ; la réhabilitation et la construction de décharges, y compris par la méthode de Fukuoka - une méthode de gestion des décharges sûre et peu coûteuse utilisant la ventilation naturelle pour accélérer la décomposition et la stabilisation des déchets ; les activités de sensibilisation ; et l'aide à la création de services de gestion des déchets entièrement fonctionnels et équipés. Ces services contribuent à atténuer le changement climatique et à promouvoir l'égalité d'accès aux services publics, ainsi qu'à intégrer les groupes vulnérables, tels que les travailleurs informels et les femmes. Le programme *Waste Wise Cities* (WWC) vise à améliorer la gestion des déchets et l'efficacité des ressources dans les villes du monde grâce à un réseau mondial qui inspire, catalyse, guide, surveille, permet et mobilise le soutien des gouvernements locaux. En soutien aux Objectifs de développement durable (ODD), WWC et ses affiliés partagent des connaissances et des bonnes pratiques, renforcent les capacités de collecte et de suivi des données sur les déchets, plaident et éduquent, et aident à la préparation de projets de gestion des déchets. La Plateforme africaine des villes propres (ACCP) est une plateforme de partage des connaissances et de promotion des ODD sur la gestion des déchets en Afrique,

dans le but de permettre aux pays africains de faire que leurs villes propres et saines. Les collectivités locales intéressées peuvent adhérer à la fois au WWC et à l'ACCP. En tant qu'agence responsable de l'indicateur 11.6.1 des ODD, ONU-Habitat soutient le développement de la méthode de suivi de cet indicateur, cohérente avec les autres systèmes mondiaux de statistiques sur les déchets, par le biais du Waste Wise Cities Tool (WaCT). Le WaCT permet aux villes d'établir une base de référence pour l'indicateur 11.6.1³ tout en surveillant les progrès réalisés par rapport aux objectifs fixés et en identifiant les domaines d'intervention clés pour améliorer la gestion des déchets solides. Les villes qui mettent en œuvre l'outil peuvent s'appuyer sur le réseau du WWC, y compris son groupe consultatif d'experts (avec des représentants de la Commission européenne). Le réseau d'ONU-Habitat est composé d'un groupe d'experts (composé de membres d'agences des Nations Unies, du monde universitaire, du secteur privé, de réseaux de villes et d'autres organisations intergouvernementales) et d'un réseau de partenaires établis, afin de soutenir son travail et de maximiser l'impact des activités. ONU-Habitat et les villes qui la soutiennent soutiennent également les villes qui changent pour améliorer leur gestion des déchets et nettoyer leurs villes dans le cadre du défi "Waste Wise Cities".

Durée de l'aide : La durée des services de gestion durable des déchets et de valorisation des déchets en tant que ressource peut varier, en fonction des besoins. Les interventions typiques durent entre un et

quatre ans. Le WaCT peut fournir une évaluation rapide, la collecte des données prenant environ six semaines.

Applications précédentes : Plus de 200 gouvernements locaux ont adhéré au WWC. L'ACCP compte 37 pays membres et 80 villes membres. Quelques exemples de progrès récents réalisés en matière de gestion durable des déchets solides : établissement de données pour la gestion des déchets solides dans une vingtaine de villes, dont Dar es Salaam (Tanzanie), Karachi (Pakistan), Lagos (Nigeria) et Mangaluru (Inde); et établissement du plan d'action pour la gestion durable des déchets 2020-2022, et ses possibilités de financement pour Nairobi, au Kenya, en améliorant l'accès aux WSWM pour environ 1,2 millions d'habitants; réhabilitation des décharges de Koshe et de Bahir Dar, en Ethiopie; construction d'une décharge nationale en utilisant la méthode de Fukuoka à Kiambu au Kenya, et à Bahir Dar; collecte des déchets et nettoyage des rues en Iraq; collecte et recyclage communautaires par des groupes de femmes dans le camp de réfugiés Syriens de Za'atari, en Jordanie; développement de stratégies durables pour une meilleure gestion des déchets dans la ville et les camps de réfugiés de Bethléem, en Palestine; développement de plans de gestion des déchets et soutien à leur mise en place (installations de compostage et de tri, sensibilisation, etc.) au Liban; préparation d'un plan de gestion des déchets à Kaboul, Afghanistan; développement d'un plan global de gestion intégrée des déchets solides pour des provinces du Sri Lanka; réhabilitation d'urgence et construction d'une nouvelle décharge utilisant la méthode Fukuoka à Yangon.

Analyse de la composition de déchets solides ménagers; à l'aide de la méthode d'évaluation WaCT. Nairobi, Kenya.

© UN-Habitat



³ "Proportion de déchets solides municipaux collectés et gérés dans des installations contrôlées par rapport au total des déchets solides municipaux produits par la ville"

"La gestion des déchets est l'un des problèmes les plus urgents à Nairobi, la capitale du Kenya. L'enquête d'ONU-Habitat avec l'outil Waste Wise Cities, soutenue par la Plateforme africaine des villes propres, a été bien accueillie compte tenu du fait que le gouvernement du comté de la ville de Nairobi s'était appuyé sur une étude réalisée avec l'Agence japonaise de coopération internationale en 2010."

Patricia Akinyi K'Omudho,

Responsable de l'information sur l'environnement, services métropolitains de Nairobi

"La gestion des déchets solides municipaux est l'un des plus grands défis pour Mombasa, d'autant plus qu'il s'agit d'un centre touristique majeur et du plus grand port d'Afrique de l'Est. Les déchets non collectés et mal gérés contribuent également à la pollution des déchets marins dans l'océan Indien. L'évaluation réalisée à l'aide de l'outil Waste Wise Cities d'ONU-Habitat, soutenu par la Plateforme africaine des villes propres et le PNUE, a été extrêmement utile pour le gouvernement du comté de Mombasa, qui a ainsi pu se faire une idée précise de la situation actuelle et identifier les principaux domaines d'intervention. L'application de l'outil fournit également les données scientifiques que nous utilisons pour élaborer des propositions de projets bancaables et pour mobiliser des fonds et des investissements du secteur privé."

Dr Godffery Nyongesa Nato,

Ministre de l'environnement, de la gestion des déchets et de l'énergie, comté de Mombasa

"L'évaluation approfondie des données réalisée par ONU-Habitat nous donnera une idée précise de la situation de la ville de Mangaluru en ce qui concerne la gestion des déchets solides à plusieurs niveaux, depuis le tri des déchets ménagers jusqu'à la mise en décharge. Les données générées après l'application du WaCT aideront la ville à préparer une feuille de route claire et précise de la gestion des déchets solides qui inclura l'utilisation des ressources, des parties prenantes et de la technologie. Des méthodes de tri aux intervalles de collecte des déchets triés, du transport des déchets impliquant des véhicules et de la main-d'œuvre aux techniques de traitement et à la création d'une économie circulaire, un plan détaillé peut être préparé pour aider Mangalore à résoudre le problème des déchets solides municipaux dans les années à venir."

Akshy Shridhar,

IAS, commissaire, Mangaluru City Corporation, Mangaluru, Inde

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Page web de Waste Wise Cities](#)

[Site web de la Plateforme africaine des villes propres](#)

[Bulletin d'information de Waste Wise Cities](#)

[#5 Données WaCT et guide pas à pas](#)

F.2. Planification de l'eau et de l'assainissement et investissements dans les infrastructures nécessaires



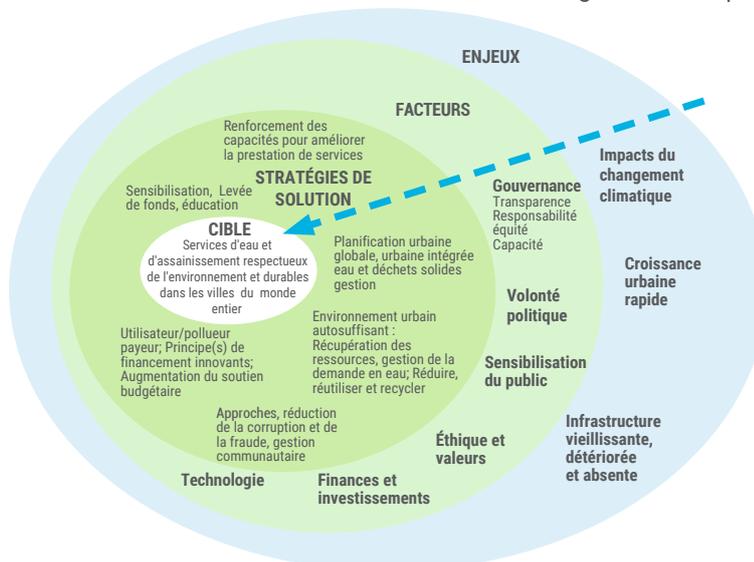
Résumé : Développement de programme d'investissement à moyen terme, rationnels, complets et finançables, pour soutenir les gouvernements locaux et fournisseurs de services à réaliser des investissements dans le secteur de l'eau et de l'assainissement. Cette approche soutient la mise en œuvre de stratégies de développement urbain et de plans de développement globaux existants. Les éléments clés du service comprennent des diagnostics, l'identification des opportunités d'investissement, l'assistance aux villes pour prioriser les investissements, la préparation d'études de préféabilité, le renforcement des capacités des gouvernements et des prestataires de services, et le soutien à la préparation et à la mise en œuvre des projets d'investissement.

Défis relevés : Aujourd'hui, une personne sur trois, soit 2,2 milliards de personnes dans le monde, n'a pas accès à l'eau potable. Plus de la moitié de la population mondiale, soit 4,2 milliards de personnes, ne dispose pas d'installations sanitaires sûres. De nombreuses autorités locales et autres prestataires de services qui se concentrent sur l'approvisionnement en eau ne disposent pas des outils, des cadres de gouvernance et des ressources nécessaires pour assumer de telles responsabilités. Des données plus fiables sont également nécessaires pour permettre la planification de services d'eau et d'assainissement.

La plupart des mesures liées au COVID-19 sont presque impossibles à mettre en œuvre dans les bidonvilles et les quartiers d'habitats informels où le manque d'eau et d'installations sanitaires rend extrêmement difficile de simples interventions de santé publique, comme le lavage régulier des mains. L'approvisionnement en eau et l'assainissement dans les bidonvilles et les quartiers informels sont donc essentiels pour contrôler la propagation des pandémies telles que la COVID-19.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat apporte son soutien aux gouvernements locaux et aux fournisseurs de services d'eau et d'assainissement pour relever ces défis en se concentrant sur la réforme des politiques et de la gouvernance, sur le développement institutionnel à long terme et sur le développement des compétences pour améliorer ces services de manière continue. Ce soutien est complété par des actions de sensibilisation et de diffusion des connaissances au niveau mondial afin de donner la priorité à l'eau et à l'assainissement par le biais de plateformes telles que UN-Water et l'Initiative mondiale pour les eaux usées. ONU-Habitat dispose d'une grande expérience et d'un grand répertoire de pratiques fructueuses venant de toutes les régions du monde qui peuvent être adaptées aux besoins des gouvernements locaux et des services publics. En accordant une priorité aux besoins des populations pauvres et au développement des compétences, les programmes d'ONU-Habitat garantissent que personne ne soit laissé

L'eau et l'urbanisation : Problèmes et solutions



pour compte et que la durabilité soit la clé de voute des infrastructures d'eau et d'assainissement. ONU-Habitat obtient également des résultats grâce à ses partenariats stratégiques, notamment avec les institutions financières et le secteur privé, afin d'accroître les investissements et de faire en sorte que les grands projets d'infrastructure soient davantage axés sur les besoins des populations pauvres. En fournissant une planification préalable à l'investissement et en renforçant les capacités des pays partenaires, ONU-Habitat veille à ce que ces projets bénéficient d'une évaluation et d'une préparation plus rapides, d'une plus grande attention portée aux populations pauvres, d'une meilleure appropriation par les villes qui en sont bénéficiaires et s'assure de la durabilité des investissements grâce à ses services de formation et de développement des compétences. L'évolution des conditions climatiques et la multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes à répercussions négatives sur le fonctionnement et les performances des infrastructures et des services urbains. Ce programme soutient donc une voie à faible émission de carbone pour améliorer les services urbains, en s'appuyant sur le projet

Urban Pathways. Les populations urbaines pauvres et les autres personnes marginalisées, notamment les femmes, les enfants et les jeunes, les personnes âgées, les personnes handicapées et les migrants, participent au processus de planification, à la mise en œuvre et au suivi des programmes par le biais de plateformes multipartites au niveau local.

Durée du soutien : Ce soutien en matière d'eau et d'assainissement dure généralement 1 à 2 ans en fonction du contexte local

Applications précédentes : Ce programme a soutenu plus de 100 villes dans 36 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine et des Caraïbes. Le programme soutient une combinaison de travail politique et normatif avec des initiatives pilotes et de démonstration sur le terrain par le biais de programmes régionaux "Eau pour les villes" en Asie, en Afrique et en Amérique latine.

Le nombre de personnes ayant accès à l'eau et aux services d'assainissement grâce aux interventions d'ONU-Habitat est de 1,5 million.

Kallyanpur, un bidonville de Dhaka, la capitale du Bangladesh ©UN Photo/Kibae Park



TEMOIGNAGE

"Aucun mot ne peut exprimer notre gratitude pour le soutien que nous avons reçu de la part de la division de l'eau et de l'assainissement de l'ONU-Habitat pour faire du développement des tarifs pour WASAC un succès."

Le PDG de la Water and Sanitation Corporation (WASAC), M. James Sano, en reconnaissance du soutien apporté au Rwanda pour l'adoption d'un nouveau tarif de l'eau conçu avec l'aide d'ONU-Habitat

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Page web de l'ONU-Habitat sur l'eau et l'assainissement](#)

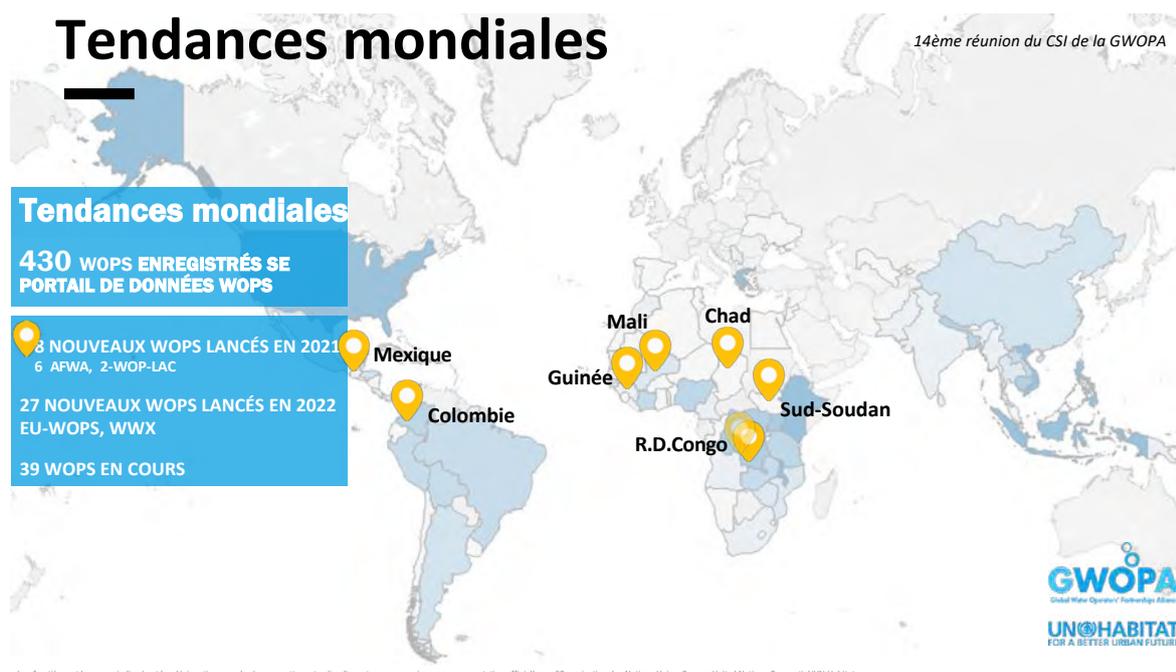
F.3. Amélioration de la durabilité et l'efficacité des services de prestation d'eau grâce aux partenariats entre opérateurs



Résumé : Soutenir les opérateurs du secteur de l'eau et de l'assainissement dans des quartiers de toutes tailles pour aider à fournir des services fondamentaux à la création de villes inclusives, sûres, résilientes, et durables. Ce service utilise les capacités de fédération du groupe Alliance mondiale des partenariats entre opérateurs de l'eau (ou Global Water Operators' Partnership Alliance, GWOPA), dirigé par ONU-Habitat, pour mobiliser les gouvernements (locaux et nationaux), les groupes de la société civile, les syndicats, les institutions financières et le secteur privé afin de promouvoir les partenariats entre opérateurs de l'eau (WOP). Les WOP renforcent la capacité des opérateurs du secteur de l'eau et de l'assainissement à assurer la disponibilité et la gestion durable de l'eau et de l'assainissement pour tous, en se concentrant sur l'accès inclusif aux services, la qualité de l'eau, l'efficacité de l'utilisation de l'eau, la gestion intégrée et la conservation de l'eau, le développement des capacités et l'engagement communautaire.

Défis relevés : Dans le monde, une personne sur trois n'a pas accès à l'eau potable et deux personnes sur cinq ne disposent pas d'une installation de base pour se laver les mains avec de l'eau et du savon. La qualité de l'eau diminue et la pénurie d'eau touche désormais 40 % de la population mondiale. Les services d'assainissement et le traitement des eaux usées sont généralement inadéquats ou inexistants, et de nombreux services publics dépendent de sources d'eau en diminution. En raison d'une gestion de l'eau urbaine dépassée et gaspilleuse, d'une mauvaise gouvernance, d'approches financières et opérationnelles faibles, de nombreux prestataires de services ne sont pas en mesure de relever ce large éventail de défis sociaux et environnementaux. La pandémie de COVID-19 a exacerbé ces défis et mis en évidence le besoin crucial d'accès à l'eau potable pour la consommation et le lavage des mains afin de soutenir des personnes et des économies en bonne santé.

Carte mondiale des WOPs



Les frontières et les noms indiqués et les désignations employées sur cette carte n'impliquent pas reconnaissance ou acceptation officielle par l'Organisation des Nations Unies. Source: United Nations Geospatial/UN-Habitat.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat soutient les opérateurs ou associations d'eau publics représentant différentes régions, les donateurs et les partenaires de développement, les organisations de la société civile, les syndicats et les opérateurs privés pour relever ces défis. Avec un financement estimé à 1,7 trillion de dollars US nécessaire pour atteindre uniquement les ODD 6.1 et 6.2 d'ici 2030, il est essentiel de renforcer la capacité institutionnelle à gérer efficacement ces investissements pour un bénéfice public durable. En 2006, le Secrétaire général des Nations Unies, Kofi Annan, a demandé à ONU-Habitat de diriger cette initiative mondiale, car la plupart des services de distribution d'eau dans les pays de l'Union européenne (UE) ne sont pas en mesure de répondre à ces besoins. Alors que le monde continue de s'urbaniser à un rythme rapide, c'est dans les villes que nombre de nos problèmes liés à l'eau sont les plus aigus. En s'appuyant sur son expertise et son expérience dans le domaine des services urbains, ONU-Habitat est bien placé pour mener les efforts de promotion des WOPs, avec un pouvoir de convocation d'événements majeurs et un rôle clé dans la mobilisation des principaux partenaires WASH.

Les WOPs contribuent à l'amélioration des capacités et des performances des fournisseurs de services d'eau et d'assainissement, et à la réalisation locale progressive des ODD au bénéfice de tous, en particulier des populations pauvres. Tous les WOPs suivis par GWOPA cherchent à collecter des données désagrégées, et toutes les ressources et formations fournies sont sensibles aux questions de genre, s'appuyant des mécanismes de suivi existants. L'engagement dans un WOP sous l'égide de GWOPA augmente significativement l'efficacité des partenariats, ONU-Habitat ayant développé plus de 60 outils (par exemple, le [Climate Change Toolkit for Coastal and Small Islands](#)) et le [Green Utility Toolkit](#) pour aborder la gestion circulaire, le climat et l'action environnementale par le biais de WOPs. En outre, les communautés de pratiques associées et facilitées par le groupe GWOPA

fournissent une expertise et des connaissances supplémentaires continues et actuelles.

Durée du soutien : Pour les services publics qui cherchent à s'engager dans des WOPs, il n'y a pas de calendrier fixe. Cependant, la période minimale encouragée par ONU-Habitat est d'un an, et plusieurs WOPs ont duré plus d'une décennie. Cette période comprend l'initiation, les premiers échanges entre pairs et la saisie des résultats.

Applications précédentes : GWOPA est une alliance mondiale comptant près de 500 membres, essentiellement des services publics de l'eau et leurs associations. Le réseau a mis en œuvre plus de 350 partenariats entre 2009 et 2019. Fin 2019, les partenariats d'opérateurs de l'eau entrepris dans le réseau GWOPA ont aidé plus de 270 services publics de l'eau à travers 94 pays à améliorer leurs capacités (changements organisationnels positifs) et leurs indicateurs de performance clés pour fournir de meilleurs services à environ 52 millions de personnes dans le monde. GWOPA fournit des conseils pour des partenariats réussis et a co-développé plus de 60 guides différents (études de cas, rapports, outils et formations) pour aider les opérateurs de l'eau à mieux apprendre les uns des autres.

Depuis 2010, la pratique du WOP a permis de financer à hauteur de plus de 330 millions USD des partenariats avec des opérateurs du secteur de l'eau et de l'assainissement afin de renforcer les capacités des services publics locaux d'eau et d'assainissement. Nombre d'entre eux ont permis d'améliorer les performances financières ou de faciliter l'accès aux financements d'investissement nécessaires, comme dans les études de cas WOP documentées à Fidji, au Belize et au Vietnam. Les gouvernements reconnaissent de plus en plus les WOPs, avec de nouveaux programmes et cadres de facilitation pour permettre à leurs compagnies d'eau de contribuer aux SDGs. Les partenariats entre compagnies d'eau se concentrent de plus en plus spécifiquement sur l'augmentation des services pour les pauvres (18% des WOPs enregistrés).

"Cela a été une expérience très révélatrice d'apprendre d'eux tous les jours. Nous appliquons ce que nous avons appris pour être meilleurs."

M. Hugo Rancharan

Assistant chef d'exploitation chez BWS (Histoire du WOP entre Belize Water Services (Belize) et Contra Costa Water District (USA)

"Apprendre différentes façons de faire la même chose. Des deux côtés de l'Atlantique, nous avons la même tâche : fournir de l'eau à nos communautés. C'est une relation à double sens dans laquelle les deux parties apprennent."

M. Ricardo Vasquez Castro,

Conseil municipal de Zaragoza, Histoire du WOP entre Aguas de Xelaju (Guatemala) et l'opérateur municipal de Zaragoza (Espagne)



Maire de la ville fédérale de Bonn, Mme Katja Dörner ; Mme. Maimunah Mohd Sharif, directrice exécutive, ONU-Habitat ; Directrice pour la santé mondiale, la résilience et l'égalité des chances du ministère fédéral de la coopération économique et du développement (BMZ), Dr. Tania Vorwerk ; l'ambassadeur Dr. Günter Sautter, directeur général pour l'ordre international, aux Nations Unies. Ministère fédéral des affaires étrangères ; et le coordinateur exécutif des Volontaires des Nations Unies, Toily Kurbanov ; avec des représentants d'organisations allemandes et des membres du comité directeur du GWOPA réunis lors de la réception à l'ancien hôtel de ville de Bonn à l'occasion du lancement officiel du bureau du GWOPA le 9 mai 2022.

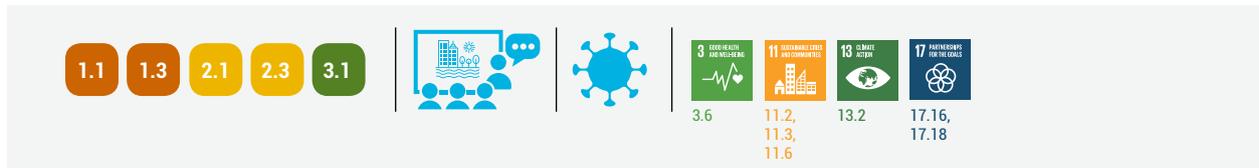
Vue aérienne de Bonn, Allemagne, Ville hôte du GWOPA Secrétariat et centre clé de la durabilité. © Shutterstock

© GWOPA / ONU-Habitat

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Alliance mondiale des partenariats entre opérateurs de l'eau](#)

F.4. Planification de la mobilité urbaine durable



Résumé : Service d'élaboration de plans de mobilité urbaine durable destinés à satisfaire les besoins de mobilité des personnes et des entreprises, dans les villes et leurs environs, pour une meilleure qualité de vie. Ces plans intègrent tous les modes de transport, et comprennent une vision à long terme et des stratégies de mise en œuvre claires. Ce service introduit de nouveaux concepts et de nouvelles méthodologies pour la collecte de données sur la marche et le cyclisme ; fournit des conseils sur les aspects institutionnels et politiques du transport non motorisé (NMT ; comprend une assistance technique pour la conception de rues adaptées aux piétons et aux cyclistes, comme la conception de voies piétonnes, de pistes cyclables et de carrefours ; ainsi que des conseils techniques sur la mobilité électrique, la circulation de bus rapides, les normes de conception des rues et l'amélioration des capacités des fonctionnaires.

Défis relevés : Les transports représentent près d'un quart des émissions totales de CO₂ liées à l'énergie (et cela augmente à un rythme plus rapide que tout autre secteur), contribuant au réchauffement de la planète ainsi qu'à la pollution atmosphérique (7 millions de décès par an), aux embouteillages (qui drainent les économies des pays et des villes), aux accidents de la route (1,3 million de décès par an). La croissance de ce secteur et l'augmentation constante de la demande de transport sont un phénomène mondial qui met en difficulté la plupart des villes des économies émergentes et en développement⁴. Bien qu'il ait été démontré que la marche et le vélo permettent de relever ces défis et d'améliorer la santé, le manque d'infrastructures et de sécurité découragent ces formes de transport. Les contributions déterminées au niveau national (CDN) de la plupart des pays dans le cadre de l'Accord de Paris comprennent des actions en faveur du transport durable, avec de fortes références aux transports publics. La pandémie de Covid-19 présente de nouvelles menaces : en raison du risque accru d'infections dans les transports publics, les populations et les décideurs politiques pourraient perdre confiance en les transports publics, renforçant ainsi une planification



Visite à vélo de Khayelitsha, un township partiellement informel du Cap ©ONU-Habitat, 2018

centrée sur la voiture. Cela ne ferait qu'exacerber l'urgence climatique et entraînerait une augmentation des inégalités et des désavantages pour les populations pauvres, pour qui le télétravail ou les déplacements en voiture ne sont pas envisageables.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : Ces défis exigent des processus et des politiques de planification durables et intégrés. L'augmentation de la mobilité et de la connectivité dans les villes apporte d'énormes avantages à la société et fournit les moyens essentiels par lesquels une ville peut fonctionner efficacement. ONU-Habitat aide les villes à créer des systèmes de transport durables. En développant des Plans de mobilité urbaine (SUMP), ONU-Habitat aide les villes à préparer les performances futures de leur système de mobilité, sur la base de la prévision de la demande, de la participation et de la coopération multisectorielle. ONU-Habitat a l'avantage de fédérer gouvernements nationaux et locaux, et opérateurs de transport, de la société civile et des institutions financières. Son expertise interdisciplinaire lui permet de fournir des capacités techniques en matière de planification de la mobilité urbaine durable, de conception des rues, de développement durable, de conception des rues, de développement axé sur le transport en commun, de planification et de gestion des systèmes de transport public et d'amélioration des normes de sécurité routière nationales et municipales.

⁴ En 2010, on comptait un milliard de véhicules à moteur dans le monde (hors deux-roues). D'ici 2035, le nombre de véhicules automobiles légers (voitures, véhicules utilitaires de sport, camionnettes et mini-fourgonnettes) devrait atteindre 1,6 milliard et, d'ici 2050, ce nombre dépassera 2,1 milliards. Certains pays, notamment en Asie et en Afrique, connaissent une augmentation considérable du nombre de deux-roues motorisés sur leurs routes.

La pandémie du COVID-19 a bouleversé le paradigme de la mobilité mondiale. Avec des transports publics gravement perturbés et un regain d'intérêt pour la marche et le vélo dans les villes, il y a maintenant à la fois un besoin urgent et une occasion unique d'accélérer la planification de la mobilité urbaine durable par la modernisation du secteur des bus et la stimulation de politiques et de pratiques des transports non motorisés. ONU-Habitat a aidé les villes à intensifier la mise en place d'infrastructures de transport non motorisé sûres, et à planifier et budgétiser la marche et le vélo - les modes de transport les plus sains pour tous. ONU-Habitat a développé des outils d'orientation et des ressources sur ces sujets, y compris le ["Guide rapide pour la modernisation du secteur des bus"](#), le kit d'outils ["Des rues pour la marche et le vélo - concevoir pour la sécurité, l'accessibilité et le confort dans les villes africaines"](#) et d'autres ressources dans le cadre du programme des Nations Unies ["Scaling Up Safe Street Designs in Ethiopia"](#) financé par l'initiative ["Road Safety"](#). ONU-Habitat soutient l'adoption d'une mobilité électrique innovante dans plus de 10 villes de différentes régions du monde en fournissant une assistance technique pour le développement de modèles commerciaux et de projets de démonstration.

ONU-Habitat soutient également l'**innovation** dans ce domaine en facilitant les startups dans la sphère de la mobilité et en utilisant des approches innovantes pour la collecte de données (par exemple, l'application Multimer pour mesurer le niveau de stress des cyclistes grâce aux ondes cérébrales), les analyses NMT, la planification et la gestion des transports. En outre, ONU-Habitat s'engage avec des ONG dans ce domaine, comme *Open Streets Cape Town*, pour organiser conjointement des événements régionaux de formations qui incluent l'utilisation de technologies de pointe.

ONU-Habitat est également l'organisme chargé du suivi de l'ODD 11.2 "Accès aux transports publics" et aide les gouvernements à améliorer, étendre et suivre les efforts en matière de mobilité urbaine durable. ONU-Habitat promeut la réalisation des ODD, des NUA et d'autres cadres mondiaux qui se renforcent mutuellement, qui sont intégrés et qui présentent un bon rapport coût-efficacité, par exemple par le biais de transports publics sensibles à la dimension de genre et inclusifs, comme dans le cadre du projet ["Gender-sensitive public transport in Cairo"](#) qui collecte des données sur les modèles de mobilité des femmes.

Durée de l'aide : L'assistance technique sur le NMT ou le développement du SUMP ou d'un manuel de conception des rues peut prendre un ou deux ans, les efforts de renforcement des capacités se déroulant sur plusieurs jours. Les programmes plus longs de conseil politique et d'assistance technique sur les transports publics peuvent s'étaler sur 3 à 5 ans.

Applications précédentes : ONU-Habitat a aidé des pays d'Afrique de l'Est (Kenya, Ouganda, Éthiopie, Mozambique), de la région MENA (Égypte), d'Asie (Indonésie, Inde, Vietnam) et d'Amérique latine et des Caraïbes (Colombie, Brésil) à promouvoir des transports publics durables et un meilleur aménagement des rues pour la marche et le vélo.

Plus précisément, avec l'appui du Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et en collaboration avec l'Institut des politiques de transport et de développement (ITDP) et la GIZ, ONU-Habitat a soutenu les gouvernements de l'Éthiopie, du Kenya et de l'Ouganda dans leurs efforts pour introduire des systèmes de transport rapide par bus à Addis-Abeba, Nairobi et Kampala. ONU-Habitat a soutenu la préparation de plans opérationnels et a donné des conseils sur la conception de l'infrastructure pour les busway intégrés avec des pistes cyclables et des sentiers pédestres améliorés et a formé un certain nombre de fonctionnaires municipaux et nationaux, notamment par le biais d'échanges entre villes. Dans le cadre d'une intervention similaire, ONU-Habitat travaille actuellement avec le gouvernement égyptien à l'introduction d'un système de transport rapide par bus au Caire. À travers toutes ces initiatives, ONU-Habitat s'est spécifiquement concentré sur les besoins de mobilité des femmes et d'autres groupes vulnérables.

ONU-Habitat a aidé plusieurs villes à mettre en place des infrastructures sûres pour la marche et le vélo. Par exemple, à Medellin, ONU-Habitat a soutenu la création d'une piste cyclable séparée, ce qui a permis d'augmenter l'utilisation du vélo de 270 %. D'autres exemples incluent la piétonnisation d'une rue du centre-ville de Nairobi (avenue Luthuli) et la stratégie nationale de transport non motorisé d'Addis-Abeba.

ONU-Habitat a également aidé la petite ville en pleine expansion de Ruiru, dans la zone métropolitaine de Nairobi, à élaborer un plan de mobilité urbaine durable, l'un des premiers efforts de ce type dans la région africaine.

TEMOIGNAGE

"Il ne fait aucun doute que le projet SUSTRAN a créé une quantité très importante d'activités et une dynamique visant à renforcer la confiance des donateurs internationaux et des institutions financières pour apporter un soutien financier à la construction de systèmes de transport urbains durables viables dans les trois villes. L'importance de l'assistance de SUSTRAN a été de renforcer la capacité institutionnelle pour le développement du transport urbain durable (TUD) dans ces villes et de s'assurer que les conceptions pilotes pour les systèmes BRT dans ces villes maximiseront la fréquentation et démontreront les avantages socio-économiques et environnementaux des systèmes TUD".

Une évaluation externe achevée en 2018 du projet "Transport durable des villes d'Afrique de l'Est (SUSTRAN) par le biais du PNUE.



L'une des premières femmes à rejoindre la brigade auparavant réservée aux hommes de l'EICC. chauffeurs de bus à Dar es Salaam, Tanzanie, 2019". © ONU-Habitat/Julius Mwelu



Passagers utilisant un tourniquet pour billets à Dar es Salaam, Tanzanie, 2019. © ONU-Habitat/Julius Mwelu

POUR PLUS D'INFORMATIONS

- [Page web de l'ONU-Habitat sur la mobilité](#)
- [Plan de service BRT de Nairobi](#)
- [GEF SUSTRAN Afrique de l'Est - aperçu](#)
- [Rues pour les piétons et les cyclistes - Conception pour la sécurité, l'accessibilité et le confort dans les villes africaines](#)
- [SCALING UP Safe Streets en Éthiopie](#)
- [Plan de mobilité urbaine durable Ruiru](#)
- [Planification et conception pour une mobilité urbaine durable - Rapport mondial sur les établissements humains 2013](#)
- [Guide rapide pour la modernisation du secteur des bus](#)
- [Mise à l'échelle de la conception de rues sûres en Éthiopie](#)

F.5. Création de bâtiments économes en énergie et en ressources



Résumé : Ce service propose une assistance technique et des méthodologies pour la création de bâtiments économes en énergie, y compris des conseils sur les changements institutionnels, les politiques et les normes à mettre en place pour construire des bâtiments verts et des logements abordables et faibles en émission de carbone. Il s'agit notamment de soutenir l'intégration de mesures visant une efficacité énergétique et financière au sein de normes de construction nationales ; de soutenir la conception et la construction de projets de démonstration pilotes pour les bâtiments à faible émission de carbone ; de fournir des conseils techniques sur les normes de conception ; de renforcer les capacités des fonctionnaires, des praticiens de la construction et de l'association nationale des architectes et des métreaux ; et de fournir des services de conseil sur la transition des gouvernements nationaux et locaux vers les énergies renouvelables.

Défis relevés : Le secteur du bâtiment représente 40 % de l'énergie utilisée dans le monde et est responsables de 30 % des émissions de gaz à effet de serre. 75 % des bâtiments qui existeront en Afrique d'ici 2050 seront construits au cours des 30 prochaines années, ce qui souligne le besoin crucial et urgent de concevoir dès maintenant des bâtiments écologiques et à faible émission de carbone. Plus de 30 % de l'énergie est gaspillée dans le secteur de la construction en raison d'une mauvaise conception qui ne tient pas compte du climat et de l'environnement local. Les bâtiments ont également une empreinte carbone importante en raison de l'utilisation de matériaux importés et à forte intensité carbonique comme l'acier et le ciment.

Ce qu' ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat possède une expérience et une expertise considérables en matière de conseils pour l'utilisation d'énergie à faible émission de carbone, de ressources efficaces, de mesures d'atténuation et d'adaptation au climat, ainsi que de conseils pour la planification de services et d'infrastructure à faible émission de carbone. Par le biais d'une assistance intégrée, ONU-Habitat soutient la



Assemblage de lampadaires, Kalobeyei © ONU-Habitat

construction de bâtiments à faible émission de carbone et à haut rendement énergétique qui tiennent des besoins des femmes et qui utilisent des matériaux de construction disponibles localement. L'agence soutient également l'innovation en facilitant le développement de la conception de bâtiments à faible émission de carbone et l'adoption de nouveaux matériaux de construction issus de produits recyclés. ONU-Habitat utilise également sa capacité de mobilisation des gouvernements nationaux et locaux, des compagnies d'électricité, de la société civile et des institutions financières pour fournir des solutions adaptées et intégrées soutenues par les dernières technologies. En outre, ONU-Habitat fournit des services de conseil pour l'élaboration de stratégies énergétiques municipales et d'un plan d'action pour l'accès à l'énergie durable et le climat. (Voir également l'offre E.4. sur le logement durable et abordable et H.2. sur le soutien aux stratégies de développement urbain à faibles émissions).

Durée du soutien : En fonction des besoins abordés, entre un et quatre ans.

Applications précédentes : Ce service peut être fourni à l'échelle mondiale. ONU-Habitat a fourni une assistance technique pour intégrer des codes de construction et des

réglementations en matière de logement économes en énergie et en ressources au Rwanda, en Ouganda, au Burundi, au Kenya, au Cameroun, au Nigeria et en Tanzanie, afin de promouvoir l'adoption de principes de construction à faible émission de carbone. ONU-Habitat a mis en œuvre un programme régional de six ans sur l'efficacité énergétique des bâtiments pour l'Afrique de l'Est. ONU-Habitat a développé et continue de mettre à jour des outils pour le renforcement des capacités et des directives pour des bâtiments économes en énergie et en ressources.

Les manuels sur la conception des bâtiments tropicaux élaborés par ONU-Habitat sont utilisés pour la formation des praticiens du bâtiment (architectes, urbanistes, géomètres, ingénieurs, etc.). Huit universités d'Afrique de l'Est utilisent ces documents dans leur programme d'études. ONU-Habitat a travaillé avec plusieurs municipalités en Afrique pour développer leur plan d'action pour l'accès à l'énergie durable et le climat (SEACAP) par le biais de la Convention mondiale des maires pour l'énergie et le climat.



Logement à faible émission de carbone, adéquat et abordable, construit pendant l'Assemblée générale d'ONU-Habitat et visité par plus de 1000 personnes. © ONU-Habitat / Kirsten Milhahn

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Page web de l'ONU-Habitat sur l'énergie](#)

[Site web du projet "Promouvoir l'efficacité énergétique dans les bâtiments en Afrique de l'Est"](#)

[Principes de conception de quartiers urbains efficaces en énergie et en ressources pour les pays tropicaux. Guide du praticien Build Green : Charte pour la construction, la conception de quartiers et la mobilité urbaine durables dans les pays tropicaux](#)

G. Économie et financements

G.1. Amélioration des techniques d'accès à des revenus locaux autonomes grâce à une méthode d'analyse rapide



Résumé : Ce service vise à aider les gouvernements locaux à optimiser leurs revenus autonomes (ou *Own Source Revenues, OSR*). A l'aide de l'outil *Rapid Own Source Revenue Analysis (ROSRA)*, ONU-Habitat quantifie les fuites de revenus et déconstruit les blocages pour identifier les causes profondes et les points d'entrée possibles pour une refonte du système de finances locales. En aidant les administrations locales à mieux comprendre et communiquer les faiblesses de leurs systèmes de revenus, ce service facilite les interventions stratégiques et efficaces et contribue à créer une dynamique de réforme fiscale au sein des gouvernements locaux.

Défis abordés : Ce service aide les gouvernements locaux à relever les défis liés aux finances municipales, à la collecte de revenus autonomes, à la transparence, à la responsabilité et la perception du gouvernement, et à la corruption.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : Ce service s'adresse à toutes les villes secondaires et aux gouvernements sous-nationaux et locaux des pays en développement. ONU-Habitat déploie l'outil ROSRA pour créer des systèmes de revenus autonomes plus équitables et transparents qui aide les citoyens à comprendre leurs obligations fiscales et à aligner leurs décisions économiques en conséquence. L'outil ROSRA prend appui sur les expériences réussies d'ONU-Habitat en matière d'optimisation des OSR en Afghanistan, à Hargeisa (Somalie), à Kiambu (Kenya) et dans le monde entier. La méthodologie ROSRA a été élaborée en extrayant les principaux enseignements des expériences d'ONU-Habitat et en les complétant par une analyse documentaire complète. En raison de sa fine compréhension des processus politiques impliqués dans la mise en œuvre d'une réforme des OSR, ONU-Habitat est parfaitement placé pour utiliser cet outil analytique avec précision et de manière rentable afin de fournir des conseils stratégiques aux gouvernements locaux. ONU-Habitat fournit une assistance continue tout au long de la mise en œuvre de ses recommandations : s'associer à

ONU-Habitat signifie s'associer à un allié de long terme pour transformer les systèmes locaux. Le succès de ce service peut être mesuré par l'OSR annuel par habitant ; l'OSR annuel/budget annuel de l'administration des recettes ou l'OSR annuel des cinq principales sources de recettes/le RSP annuel total ; et l'incidence fiscale par groupe de revenus (l'impôt foncier/l'OSR annuel ou les arriérés d'impôt foncier/le RSP annuel peuvent être utilisés comme indicateurs de substitution). L'outil ROSRA est disponible sur demande et accessible en ligne.

Durée du soutien : Une analyse complète du système d'OSR d'une collectivité locale prend 2 à 6 mois. Des formations visant à aider les collectivités locales à réaliser elles-mêmes des éléments de l'analyse peuvent être proposées dans un délai d'un mois.

Applications précédentes : Le développement initial de l'outil a été réalisé dans le comté de Kiambu, au Kenya, en 2018. Son application dans le comté de Kisumu, au Kenya, en 2019, a montré que le gouvernement du comté percevait environ 18 % de son potentiel de recettes au cours de l'exercice 2018/19. Les difficultés liées aux taxes foncières (appelées localement taux fonciers) ont entraîné la perte de près de 20 millions USD, soit deux fois le RSP annuel du comté.



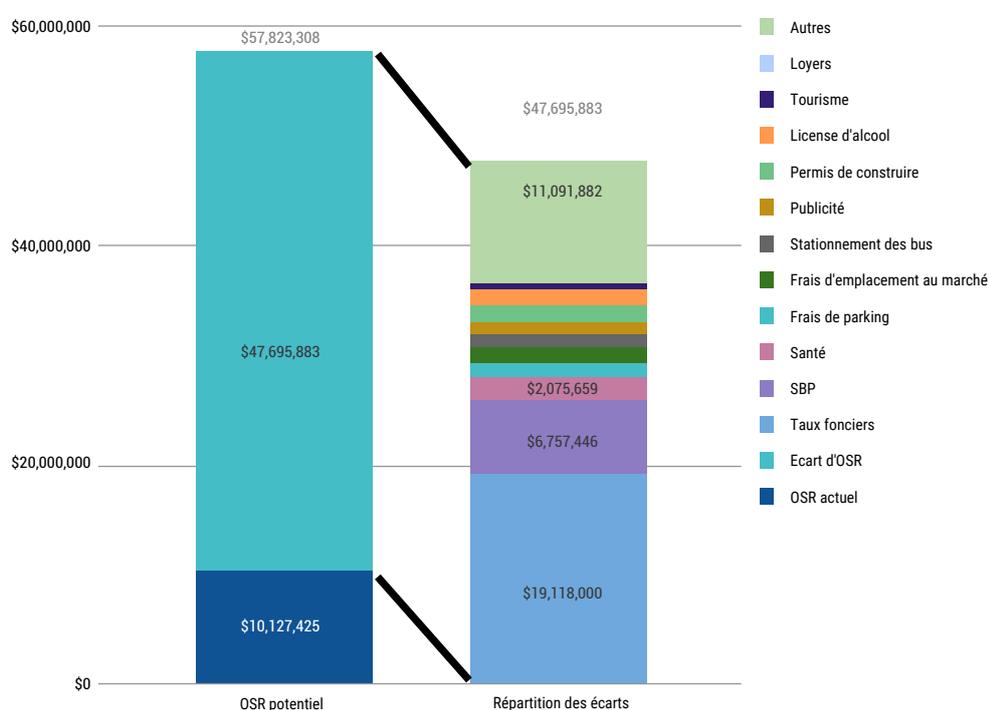
©ONU-Habitat/Kristen Milhahn

L'une des causes fondamentales de l'incapacité à tirer pleinement parti des recettes de l'impôt foncier était le non-respect des règles par les grands propriétaires fonciers, qui ont largement contribué à l'accumulation d'arriérés d'impôt foncier équivalant à 10 fois le montant total du RSP annuel perçu par le comté.

Un autre défi clé du gouvernement du comté était d'allouer les ressources et l'effort fiscal aux flux de revenus qui ont le plus de potentiel. Pour l'exercice 2018/19, l'administration des recettes a consacré près de 75 % de son budget à la collecte quotidienne

de sources de revenus "non structurées". (essentiellement frais de stationnement, frais de marché et frais de stationnement des bus) qui représentent moins de 10 % du potentiel global de revenus.

Les difficultés liées à la collecte des recettes des impôts fonciers et la priorité accordée aux flux de recettes non structurés (frais d'utilisation) par rapport à d'autres recettes plus progressives ont conduit à un système fiscal global inéquitable/régressif, dans lequel les groupes à faibles revenus paient en réalité plus d'impôts que les groupes à revenus élevés.



Potentiel de revenus autonomes et analyse des écarts par source de revenus, Comté de Kisumu, Kenya, 2019

Urban Economy and Finance Branch
Municipal Finance Unit

Rapid Own Source Revenue Analysis of Kisumu
October 2019

UN HABITAT
FOR A BETTER URBAN FUTURE



TEMOIGNAGE

"Il s'agit de l'analyse la plus précise de notre système de revenus autonomes que nous ayons reçue jusqu'à maintenant et c'est parfait."

Mr. Eric Orangi,
Ancien directeur financier, comté de Kisumu, Kenya

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Supporting Revenue Enhancement in Kiambu County, Kenya](#)
[Manuel de finance pour les dirigeants municipaux](#)

G.2. Revenus fonciers au service d'une bonne gouvernance et d'un développement inclusif



Résumé : Un ensemble d'instruments flexibles et pouvant être adaptés à une variété de contextes institutionnels et culturels visant à améliorer la disponibilité des ressources pour le développement local en s'appuyant sur un système de fiscalité foncière. De meilleurs systèmes de finances locales et, par conséquent, une plus grande capacité à améliorer les infrastructures et services locaux, peuvent avoir des avantages sociaux et économiques de grande portée. En comparaison avec d'autres sources de revenus souvent utilisées, les revenus fonciers tendent à augmenter la progressivité du système fiscal, favorisant ainsi l'équité, ont moins d'impacts négatifs que d'autres outils de revenus, et peuvent aider à établir des relations réciproques de responsabilité entre les communautés résidentes et le gouvernement.

Défis abordés : Ce service aide les gouvernements nationaux et locaux, les résidents concernés, les partenaires internationaux et locaux à relever des défis en matière de financement municipal pour la fourniture d'infrastructures et de services essentiels, ainsi qu'à promouvoir la construction d'un contrat social et d'une bonne gouvernance pour tous.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : Ce service propose la mise en application des outils et approches novatrices d'ONU-Habitat en matière de financement généré par des ressources foncières, et des connaissances accumulées dans le cadre de nombreux partenariats, tant au niveau international que national et municipal. Il conduit à une augmentation de la collecte de revenus par le biais de mécanismes de financement foncier, mais aussi à la transformation des revenus générés en infrastructures et services essentiels, incluant la participation des populations concernées, y compris les groupes marginalisés, dans le processus de création d'infrastructures et services. Il adopte une approche inclusive de l'occupation des terres, sur l'ensemble du continuum des droits fonciers, et permet des approches innovantes, comme par exemple en autorisant la participation des occupants (avec la reconnaissance de leurs droits d'occupation) autant que des propriétaires des terres. Cette approche peut renforcer l'inclusion sociale, faisant l'objet d'un projet actuel de deux ans en Afghanistan et en Somalie. Le financement fondé sur les revenus fonciers peut également mettre à disposition des

fonds pour des services essentiels tels que l'assainissement et l'électricité afin de contribuer à un environnement plus propre. Ce service intègre les outils suivants :

- *Leveraging land : Land-based finance for Local Governments*, y compris un [Reader](#) et un [Trainers' Guide](#) (en anglais mais actuellement en cours de traduction en français)
- [Par où commencer ? Guide de la finance foncière dans la gouvernance locale](#)
- Un ensemble de neuf vidéos d'instruction sur une gamme d'outils de revenu foncier avec lesquels les autorités locales peuvent tirer parti des terres pour élargir leur base de revenus, afin de financer le développement urbain et la fourniture de services essentiels à tous : Plateforme d'apprentissage en ligne du Global Land Tool Network.

Durée du soutien : Une orientation et des conseils politiques et techniques préliminaires peuvent être fournis à court terme. Une formation plus détaillée et des conseils de mise en œuvre peuvent être fournis, si les fonds le permettent, dans un délai de deux mois entre le début et la fin du projet. Les projets concrets sont par nature pluriannuels.

Applications précédentes : ONU-Habitat (en partenariat avec d'autres acteurs locaux et mondiaux) a organisé des formations en Iran, en Égypte, aux Philippines, au Kenya, au Canada, en Haïti, en Malaisie et en Arabie Saoudite, et a mis en œuvre des projets en Somalie et en Afghanistan. En Afghanistan, par exemple, ONU-Habitat a aidé 12 municipalités à utiliser des outils fonciers innovants pour recenser et enregistrer toutes les propriétés situées dans les limites municipales. En deux ans seulement, les communautés urbaines ont participé au recensement de 670 000 propriétés dans huit municipalités et 2 000 certificats d'occupation ont été délivrés à des ménages vivant dans des quartiers informels. Sur la base du registre des propriétés mis à jour, les municipalités cibles ont collecté 8 millions de dollars de safayi (taxe foncière/charges municipales perçues par les municipalités) auprès de 150 000 propriétés en deux ans.

ONU-Habitat a aidé les autorités du Somaliland et du Puntland en Somalie à élaborer et à promulguer un cadre réglementaire pertinent pour la gestion financière des municipalités, y compris une politique financière des gouvernements locaux. En collaboration avec les autorités locales, ONU-Habitat a mis en place une base de données sur les propriétés et un système d'information géographique (GIS) dans laquelle les données sur l'emplacement des propriétés et des parcelles urbaines

sont enregistrées, recensées, cataloguées et régulièrement mises à jour. Au total, 15 districts du Somaliland et du Puntland perçoivent désormais un total de 3 millions de dollars par an grâce à leur système d'impôt foncier, ce qui a profité tant aux autorités locales qu'aux communautés, se traduisant notamment par la construction de routes et de services de santé et d'éducation subventionnés.

Assurer la sécurité du régime foncier par la cartographie communautaire au Kenya. © ONU-Habitat

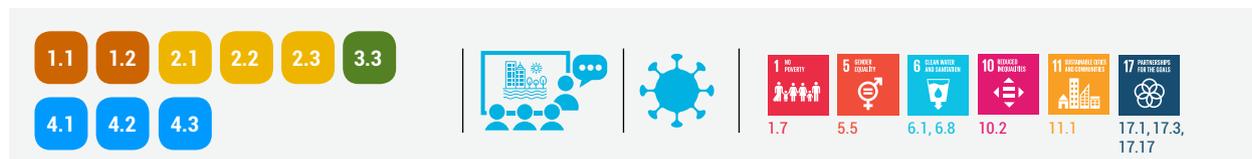


POUR PLUS D'INFORMATIONS

[La nouvelle donne de l'engagement dans les États fragiles](#)

[Note d'orientation du Secrétaire général des Nations Unies sur les terres et les conflits](#)

G.3. Modalités de financement innovantes et partenariats public-privé-personnel (PPPP) pour l'amélioration des quartiers informels



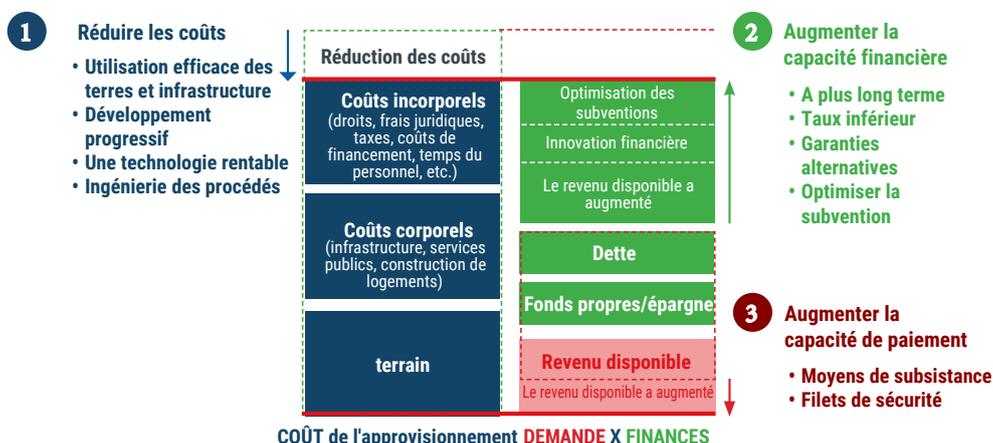
Résumé : Il est clair que des modèles de financement innovants impliquant non seulement les gouvernements nationaux et locaux mais aussi les communautés et le secteur privé sont essentiels à la réalisation des ODD. Le financement à grande échelle est également nécessaire pour relever le défi des bidonvilles, mais les ressources disponibles sont limitées et l'environnement propice à la mobilisation des financements de manière novatrice n'existe souvent pas. C'est pourquoi ONU-Habitat met en œuvre et soutient une combinaison d'outils et de services pour financer l'amélioration des bidonvilles : (i) des outils de financement innovants et des PPPP pour soutenir les cadres de financement, (ii) des fonds gérés par la communauté et la mise en place de partenariats public-privé-personnel (PPPP), et (iii) des études de marché pour identifier les innovations et les opportunités d'investissement pour l'amélioration et la prévention des bidonvilles.

Défi(s) relevé(s) : Un milliard de personnes dans le monde vivent dans des bidonvilles. Malgré les progrès réalisés dans l'amélioration des bidonvilles et la prévention de leur formation, les chiffres absolus continuent de croître. L'ampleur du défi des bidonvilles a été reconnue au niveau mondial et incluse dans le programme de développement international, notamment dans la cible 11.1 des ODD. Un financement à grande

échelle est nécessaire pour relever ce défi, mais les ressources disponibles sont limitées. Si environ 60 % des populations urbaines en Afrique vivent dans des quartiers informels, le potentiel économique de ce vaste marché informel reste inexploité. Les entreprises et les investisseurs ne disposent pas de l'environnement favorable nécessaire pour développer des solutions modernes et des innovations abordables pour les zones urbaines informelles, ce qui nécessite une attention et un soutien spécifiques. est nécessaire pour relever ce défi, mais les ressources disponibles sont limitées.

- Outils de financement innovants et cadres de financement pour l'amélioration des bidonvilles et la prévention :** Une stratégie de financement pour l'amélioration des bidonvilles permet d'évaluer l'ampleur des besoins et le coût des interventions, et propose des cadres de financement et d'exécution. Des stratégies de financement innovantes pour l'amélioration des bidonvilles sont essentielles pour garantir l'allocation stratégique des fonds disponibles afin de mobiliser le capital humain et financier des budgets nationaux, du secteur privé, des investisseurs, des partenaires financiers et des communautés pour un impact à grande échelle.

Les principes clés du cadre de financement



2. **Fonds gérés par la communauté et PPPP pour l'amélioration et la prévention des bidonvilles** : Il a été prouvé que les mécanismes participatifs et les PPPP donnent des résultats durables en matière d'amélioration des bidonvilles. ONU-Habitat joue un rôle clé en tant que facilitateur de partenariats entre diverses parties prenantes pour la mise en place de fonds gérés par la communauté et de PPPP pour la finance inclusive, et pour relier les entreprises, les communautés et les parties prenantes nationales et internationales. En collaboration avec les gouvernements, ONU-Habitat formule et examine les politiques relatives aux interventions communautaires pour l'amélioration et la prévention des bidonvilles.

3. **Études de marché pour identifier les innovations et les opportunités d'investissement pour l'amélioration et la prévention des bidonvilles** : ONU-Habitat identifie les innovations du secteur privé et développe des études de marché identifiant les principales opportunités et points d'entrée pour les investissements du secteur privé et les analyses de rentabilité pour l'amélioration et la prévention des bidonvilles. Les opportunités de partenariats d'investissement sont analysées et précisées par secteur – logement, eau, assainissement, gestion des déchets, transport, énergie, services de santé, éducation et infrastructure économique – et les recommandations sont fondées sur le potentiel du marché. Les études de marché peuvent être utilisées par les municipalités, les investisseurs et le secteur privé pour identifier le potentiel de solutions innovantes à faible coût à mettre en œuvre dans les établissements informels et les bidonvilles. Ce service soutient également la réponse COVID-19, car ONU-Habitat analyse et évalue le coût des réponses

apportées par les communautés et les potentiels de marché des solutions innovantes du secteur privé pour prévenir les infections au COVID-19 dans l'environnement à haut risque des bidonvilles et des établissements informels. Ces solutions sont ensuite cofinancées par des partenaires publics et privés et déployées avec le soutien et les conseils d'ONU-Habitat.

Durée du soutien : La durée typique du soutien aux outils de financement innovants est d'environ 6 mois (y compris un processus participatif en parallèle au développement de stratégies nationales ou à l'échelle de la ville, la conception de programmes et de politiques nationales) ; pour les fonds gérés par la communauté, elle est généralement de 11 mois (comprenant la sensibilisation et l'organisation de la communauté, la formation et le renforcement des capacités des partenaires, la planification du quartier et la mise en place des fonds) ; et pour les études de marché la durée du soutien est d'environ 4 mois.

Applications antérieures : Ces approches et ce soutien ont été appliqués dans de nombreuses communautés. 40 fonds gérés par la communauté ont été mis en place dans neuf pays d'Afrique (Kenya, Burkina Faso, Cameroun, Niger, Sénégal, Mozambique, Malawi, RDC et Ghana) et dans deux pays d'Asie (Sri Lanka et Afghanistan). Des études de marché ont été réalisées au Kenya, au Sénégal, au Nigeria et au Cameroun. Jusqu'à présent, notre cadre de financement a été appliqué au développement de stratégies d'amélioration des bidonvilles à l'échelle de la ville au Cap Vert, où les principes clés du cadre ont été intégrés pour l'identification d'actions prioritaires durables pour l'amélioration des bidonvilles à l'échelle de la ville.

Réparations et entretien de points d'eau gérés par la communauté à Mtwapa, au Kenya.



TEMOIGNAGE

"ONU-Habitat a renforcé les capacités du pays en matière d'amélioration des bidonvilles. Cela a permis au gouvernement de lancer des projets dans environ cinq villes sur 1 700 hectares pour une population totale de 250 000 personnes."

Mme Celestine Ketcha Courtes,
Ministre de l'habitat et du développement urbain, République du Cameroun

Des rues nouvellement pavées pour la communauté de Jamestown, Old Accra, Ghana. © ONU-Habitat/Kirsten Milhahn



POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Site web du Programme participatif d'amélioration des taudis \(PSUP\)](#)

H. Changement climatique et villes

H.1. Intégration de l'habitat dans les plans nationaux d'adaptation (PNA), les contributions déterminées au niveau national (CDN) et les politiques climatiques nationales



Résumé : Aider les gouvernements nationaux à intégrer de manière exhaustive les questions relatives à l'habitat urbain dans leurs Plans Nationaux d'Adaptation (PNA), Contributions Déterminées Nationales (CDN) et politiques climatiques nationales. Le Guide du PNA est une ressource éprouvée qui intègre ces questions aux stades de la formulation, de la mise en œuvre et de la vérification du PNA.

Le Guide des CDN est un nouvel outil qui comprend une approche étape par étape et un ensemble de recommandations pour aider les gouvernements nationaux à intégrer les questions liées aux villes et à l'habitat dans leurs CDN. Le guide aborde à la fois le contenu (par exemple, les secteurs urbains pertinents comme le transport, le logement) et le processus (par exemple, la participation des gouvernements locaux et des autres parties prenantes) à envisager.

En s'inspirant de l'expérience et des meilleures pratiques internationales, les décideurs politiques peuvent prendre pleinement en compte la dimension urbaine des politiques de lutte contre le changement climatique et renforcer avec succès les politiques climatiques nationales.

Défis abordés : Ces outils abordent plus spécifiquement la dimension urbaine des défis auxquels sont confrontés les pays et les villes en matière de changement climatique : dans l'évaluation des risques et des vulnérabilités climatiques, la planification des actions climatiques pour l'atténuation et l'adaptation, la mobilisation de financements climatiques, et l'amélioration de la gouvernance. Les plans nationaux d'adaptation, ainsi que les contributions déterminées au niveau national (CDN) sont les principaux instruments d'engagement et de planification nationaux dans le cadre de la CCNUCC, la Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques (en anglais *United Nations Framework Convention on Climate Change*, UNFCCC). Au travers des guides cités plus haut, ONU-Habitat aide les villes et

les pays à intégrer les questions relatives à l'habitat dans ces documents nationaux et dans leurs politiques climatiques nationales. Dans le contexte actuel de la COVID-19, le partenariat CDN appelle à soutenir les gouvernements pour qu'ils relient leurs plans de relance post-COVID à une action climatique accélérée, indiquant que la crise actuelle offre une opportunité de mieux articuler l'action climatique infranationale, la relance post-COVID-19 et le renforcement des CDN.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat dispose d'une expertise et d'une expérience considérables pour aider les gouvernements nationaux et locaux à faire face aux problèmes de changement climatique en milieu urbain. ONU-Habitat a mis en œuvre des projets de climat urbain dans plus de 100 villes du monde entier et aide continuellement les pays à accéder aux mécanismes financiers de la CCNUCC. Avec chacun des outils et guides cités, ONU-Habitat offre un renforcement des capacités et une coopération technique sur mesure pour soutenir la mise en œuvre de l'Accord de Paris.

Le guide d'ONU-Habitat intitulé *Addressing Urban and Human Settlement Issues in National Adaptation Plans : A Supplement to the UNFCCC Technical Guidelines on the National Adaptation Plan Process* propose une méthodologie pour intégrer l'habitat dans les PNA en cours d'élaboration et créer un impact de haut niveau. Le guide s'adresse principalement aux décideurs nationaux travaillant sur les PNA, tant au sein qu'en dehors des ministères de la CCNUCC, mais s'adresse également à un ensemble plus large de parties prenantes aux niveaux national et infranational qui sont intéressées ou peuvent être impliquées dans la mise en œuvre des PNA. Enfin, il soutient les propositions de "préparation" des PNA soutenues par le Fonds vert pour le climat.

Le guide *Enhancing NDCs Through Urban Climate Action* récemment publié arrive à point nommé. Les CDN sont les plans les plus importants des gouvernements nationaux pour faire face au changement climatique et

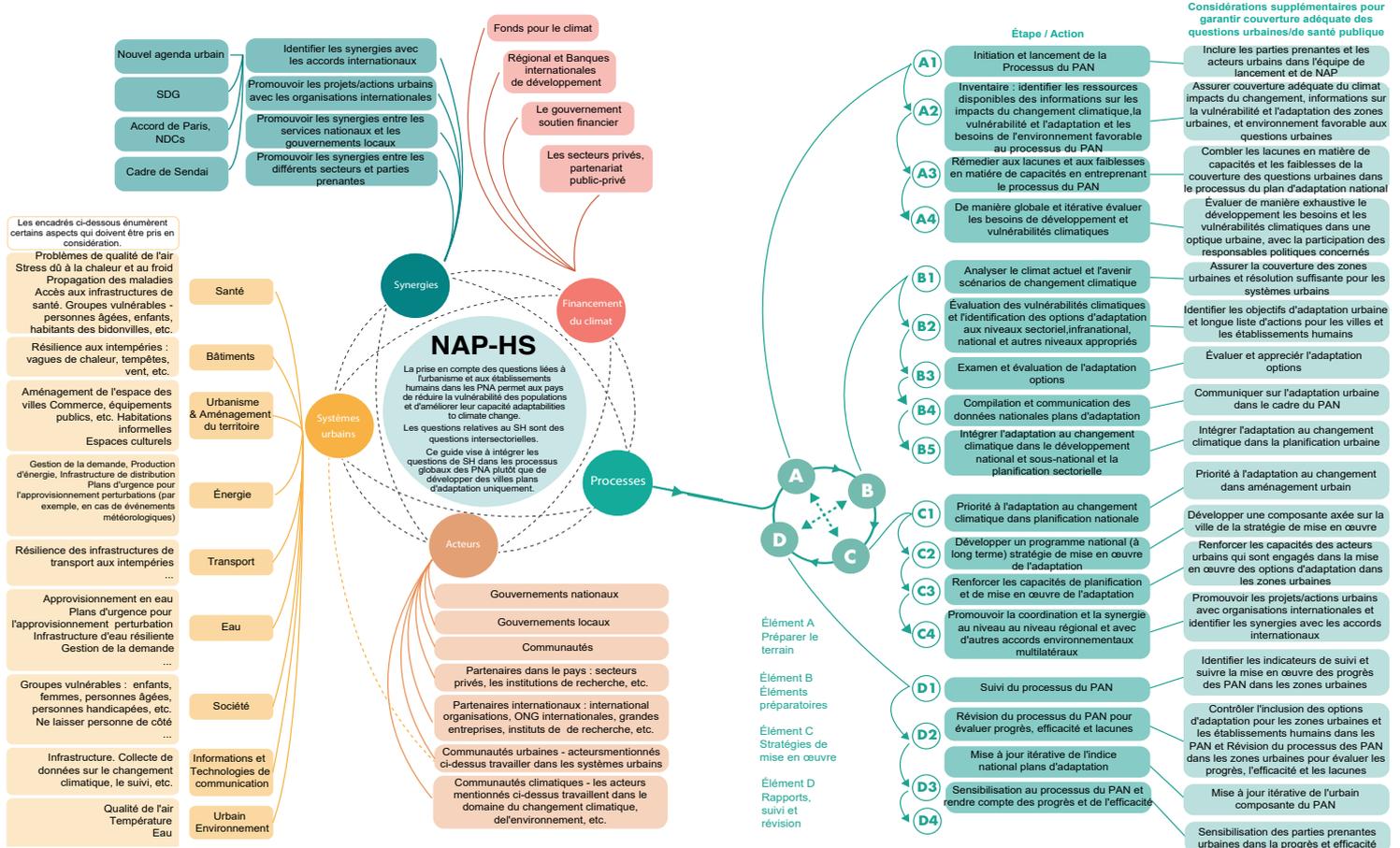
ONU-Habitat soutient les gouvernements nationaux, y compris les coordinateurs des CDN dans les ministères de l'environnement, ainsi que les ministères et les gouvernements locaux concernés par les questions urbaines dans ce travail. Le guide peut être utilisé à trois stades : (a) avant le début du processus de révision/mise à jour d'une CDN ; (b) pendant ce processus ; et (c) après la soumission d'une CDN pour examiner et planifier les révisions futures.

Pour les pays qui seraient intéressés par la création de politiques nationales intégrant des questions liées aux villes et au changement climatique (potentiellement en plus de leurs CDN, PNA, et NAMA (*Nationally Appropriate Mitigation Actions*), etc.), ONU-Habitat propose l'outil *Addressing Urban Issues in National Climate Change Policies* et des formations associées qui ont déjà aidé un certain nombre de pays à intégrer une dimension urbaine dans leurs politiques nationales.

Durée du soutien : La nature du soutien aux politiques nationales en matière de contenu lié au changement climatique peut aller du renforcement des capacités

(une journée pour présenter l'outil et des exemples internationaux pertinents), à un soutien à la formulation de politiques (plusieurs mois voire plusieurs années). ONU-Habitat élabore également des propositions pour l'obtention de financement du Fonds vert pour le climat pour plusieurs pays en utilisant l'outil *Addressing Urban and Human Settlement Issues in National Adaptation Plans* depuis 2019 (le processus d'élaboration de la proposition prend deux à cinq mois). L'amélioration des CDN en collaboration avec ONU-Habitat peut se dérouler de la manière suivante : (i) recherche et recommandations spécifiques fournies aux États membres, fondées la structure en diagramme du guide (voir figure ci-dessous) ; (ii) une assistance technique au coordinateur des CDN sur l'application du guide (assistance technique + soutien en personne sur une période de trois à six mois) ; et (iii) un soutien sous forme d'atelier pour l'équipe du CDN et les ministères nationaux sectoriels travaillant sur leurs contributions au CDN (cela peut prendre une journée de formation par atelier sectoriel et une journée de formation collective) plusieurs années).

Le diagramme ci-dessous illustre la structure générale de la manière d'aborder les questions relatives aux zones

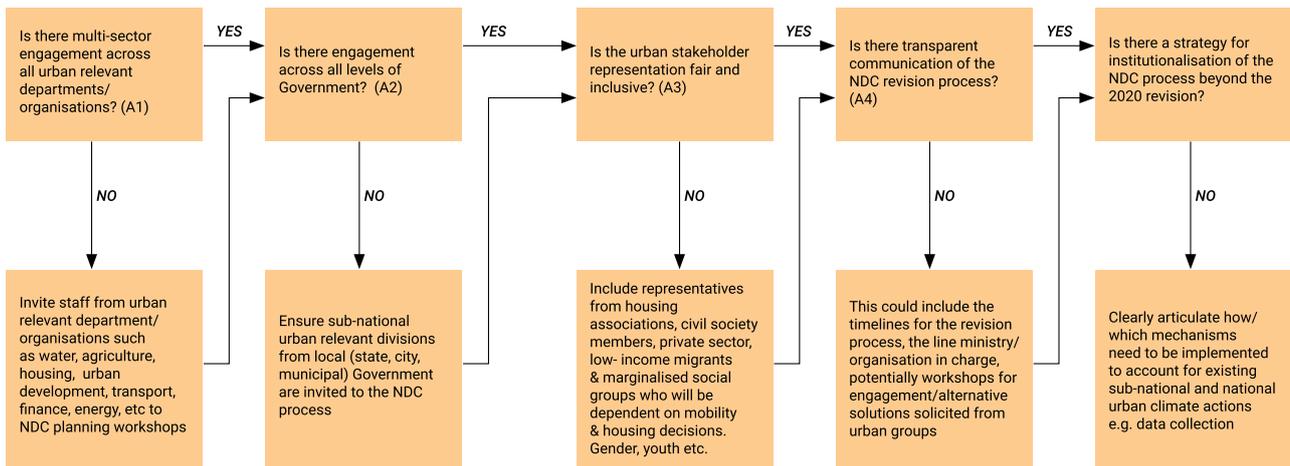


Applications précédentes : l'outil *Addressing Urban and Human Settlement Issues in National Adaptation Plans* s'applique partout dans le monde. Actuellement, ONU-Habitat a élaboré ou s'est engagé à élaborer des propositions de préparation au Fonds vert pour le climat en utilisant ce guide pour le Laos,

la Guinée, l'Éthiopie, le Liberia, l'Égypte, la Bolivie et le Nigeria. ONU-Habitat a utilisé son expérience pour aider à l'élaboration de politiques nationales sur le changement climatique pour les Fidji, le Népal, le Sri Lanka et la Papouasie-Nouvelle-Guinée. [Voir la politique de la PNG.](#)

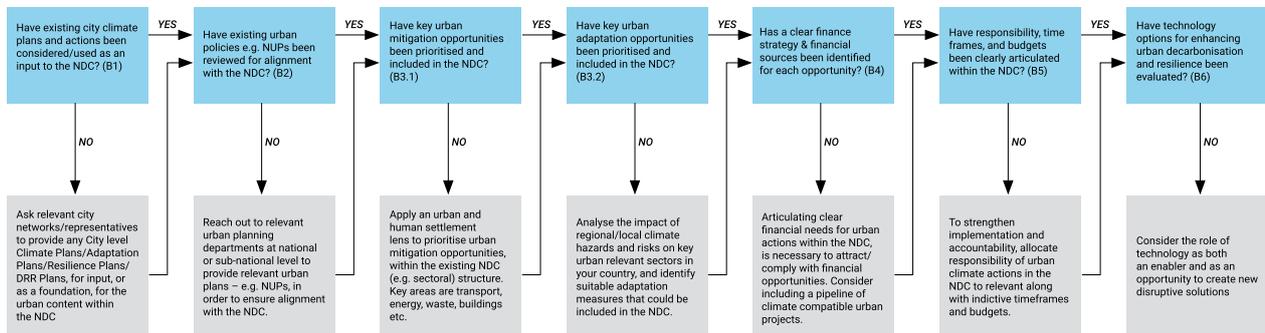
Opportunité clé A : Faire participer un éventail diversifié de parties prenantes urbaines à la planification des CDN

En cours de révision du NDC :



Opportunité clé B : identifier des politiques et des actions concrètes pour intégrer l'habitat dans la CDN, en appliquant une optique urbaine.

Dans le contenu de la révision de la CDN :



TEMOIGNAGE

"Cet outil nous aidera à rendre opérationnel notre PNA dans le secteur de l'habitat".

M. Asrat Yirgu Senato,
Conseiller principal en adaptation au changement climatique, Éthiopie

POUR PLUS D'INFORMATIONS

- Documents complémentaires de la CCNUCC aux lignes directrices techniques des PNA
- Prise en compte des questions urbaines dans les politiques nationales en matière de changement climatique
- Le changement climatique et les politiques urbaines nationales en Asie et dans le Pacifique - Un guide régional pour l'intégration du changement climatique dans les cadres politiques, législatifs, financiers et institutionnels liés à l'urbanisme, ses outils associés et ses études de cas se concentrent sur les politiques urbaines nationales, mais de nombreux outils et expériences soutiennent le changement climatique national, les politiques, les PAN et les CD
- Renforcer les contributions déterminées au niveau national (CDN) par une action climatique urbaine

H.2. Soutien aux stratégies de développement urbain à faible taux d'émission



Résumé : Soutien technique aux stratégies de développement à faibles émissions. Ce service est principalement fourni par le projet Urban-LEDS II, qui se concentre sur le développement urbain intégré, résilient et à faible émission dans plus de 60 villes de huit pays. ICLEI (le Conseil international pour les initiatives écologiques locales) et ONU-Habitat travaillent directement avec les villes pour accélérer le développement à faibles émissions. Au sein de ce réseau, les échanges entre pairs permettent aux villes de tirer des enseignements des difficultés et des réussites des autres. Parallèlement, l'intégration verticale des efforts en matière de climat entre les différents niveaux de gouvernance apporte des avantages durables au niveau local et national.

Défis abordés : Il s'agit de relever les défis auxquels sont confrontés des gouvernements de différentes échelles en matière d'atténuation et d'adaptation au climat, de congestion du trafic, de pollution urbaine et de gestion des déchets. Le projet vise à réduire les émissions dans les villes et pays participants.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat est particulièrement bien placé pour faire le lien entre l'assistance technique locale nécessitée par les villes et les politiques et systèmes de gouvernance des gouvernements nationaux. ONU-Habitat possède une large expérience de travail avec tous types et échelles de gouvernement dans les pays du Sud et en particulier dans les pays les moins avancés - et intègre les préoccupations "climatiques" dans les termes du développement.

Impacts de la phase 1



Le processus de planification de l'action climatique des villes comprend des recommandations pour s'assurer qu'un large éventail de parties prenantes soit consulté dans le développement du plan climatique et que les questions de genre soient prises en compte dans l'ensemble du processus.

Dans la phase 1 de ce projet Urban-LEDS mené par le partenaire de mise en œuvre ICLEI, 79 MtCO₂e d'émissions ont été déclarées par les gouvernements locaux participants comme ayant été réduites grâce aux projets urbains réalisés pendant la période du projet.

Durée de l'aide : La rédaction et l'approbation des stratégies de développement à faibles émissions (LEDS) suivent une méthodologie de planification d'actions climatiques urbaines qui comprend la collecte de données, le développement de la stratégie, l'identification des actions et l'approbation des recommandations. Ce processus complet peut prendre deux ans s'il s'agit d'un projet global, et un an dans le cas d'un projet plus court. Des projets pilotes visant à la fois à aider les gouvernements nationaux à améliorer l'intégration du changement climatique dans leur politique urbaine et l'urbanisation dans leur politique climatique, tout en renforçant les liens entre les gouvernements nationaux

et locaux, sont mis en œuvre par le biais de programmes d'assistance technique d'une durée de 6 à 12 mois.

Applications précédentes : Cette mesure a été appliquée dans le monde entier, notamment au Bangladesh, au Brésil, en Colombie, en Inde et en Indonésie, au Laos, en Afrique du Sud, au Rwanda et dans plusieurs villes européennes. Les impacts de la phase 1 comprennent huit stratégies de développement à faibles émissions finalisées ; 30 inventaires communautaires des gaz à effet de serre rapportés par les villes du projet ; plus de 60 projets pilotes sur l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables, les bâtiments durables; et 58 engagements climatiques pris par les gouvernements locaux.

Les impacts de la phase 2 (en cours à ce jour) incluent 269 fonctionnaires des collectivités locales formés à la planification de l'action climatique de la ville ; 23 projets d'infrastructure à faibles émissions de la ville soumis à des donateurs internationaux pour financement ; six nouveaux inventaires des gaz à effet de serre de la communauté élaborés ; et huit cadres d'évaluation des risques climatiques et de la vulnérabilité élaborés.

Impacts prévus de la phase II (en cours) :



"Les principaux résultats de la phase I d'Urban-LEDS comprennent l'attention accrue portée au changement climatique au plus haut niveau de la municipalité, grâce à la formation au projet, à l'élaboration de politiques et au projet de démonstration de maisons vertes et de lampadaires solaires mis en œuvre dans une communauté de Groutville. La municipalité s'est récemment mise en conformité avec le Pacte mondial des maires pour le climat et l'énergie, et elle commence à élaborer un programme de résilience de la ville pour accroître la résistance de la communauté aux inondations et protéger ses zones humides."

M. Sikhumbuzo Hlongwane,

Directeur exécutif, développement économique, municipalité de KwaDukuza, Afrique du Sud

Panneaux solaires installés grâce aux fonds du projet sur un bâtiment communautaire dans la municipalité locale de Steve Tshwete, en Afrique du Sud



POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Site web du projet Urban-LEDS](#)

[Études de cas du projet](#)

H.3. Principes directeurs pour la planification de l'action climatique des villes



Résumé : Soutien aux processus de planification urbaine prévus ou en cours, comprenant des mesures climatiques à l'échelle municipale afin que ces processus reflètent les meilleures pratiques internationales comprises dans huit principes directeurs. Les décideurs municipaux reçoivent un examen de leurs processus, avec des suggestions concrètes pour les améliorer. Les principes directeurs sont structurés en deux volumes : (i) soutenir les villes pour la mise en pratique de mesures en faveur du climat (introduction), et (ii) une boîte à outils avec des indicateurs.

Défis relevés : Une prise en compte compréhensive du changement climatique au niveau local nécessite une planification solide afin d'avoir un impact à des questions plus larges. Celles-ci incluent l'étalement urbain, l'inclusion sociale, les vulnérabilités des populations urbaines, y compris celles des groupes marginalisés, la nécessité de briser les silos et de travailler de concorde avec différents services municipaux, la nécessité de coordonner les gouvernements locaux environnants, la gouvernance à plusieurs niveaux; pour n'en citer que quelques unes.

La planification de l'action climatique fournit aux gouvernements municipaux et à leurs partenaires une orientation stratégique, de nouvelles idées, des outils et une communauté d'experts pour faire face au changement climatique tout en atteignant d'autres objectifs à long terme tels que le développement socio-économique et la protection de l'environnement.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : Les Principes directeurs pour la planification de l'action des villes en faveur du climat sont un outil essentiel qui englobe l'expertise collective de 45 partenaires qui les ont approuvés, dont la Banque mondiale, le PNUE, l'UNDRR, le Fonds pour l'environnement mondial, CGLU, ICLEI, WRI, CPI, la Société internationale de la ville et des planificateurs régionaux (ISOCARP) et bien d'autres. Cet outil de renforcement des capacités et d'aide à la décision peut être appliqué en une seule fois sans nécessiter plus d'une année d'engagement prolongé. ONU-Habitat a une grande expérience dans le soutien aux gouvernements locaux pour renforcer leurs processus de planification en faveur du climat, notamment en appliquant ces principes directeurs et leurs indicateurs associés. Les Principes Directeurs s'organise en deux volumes : (i) Soutenir les villes dans leur action en faveur du climat (Introduction), et (ii) Boîte à outils avec indicateurs. L'introduction est disponible en anglais, français, espagnol et arabe. La boîte à outils est disponible en anglais, français et espagnol. Les Principes directeurs s'adressent principalement aux acteurs municipaux. Ils constituent un point de référence commun pour les fonctionnaires locaux et les praticiens de la planification locale, ainsi que pour les autres acteurs locaux des villes du monde entier. Parallèlement, les gouvernements nationaux et infranationaux (par exemple, les États, les provinces) qui élaborent ou révisent les cadres politiques qui régissent les champs du changement climatique, du développement urbain et des processus de planification locaux sont encouragés à utiliser les principes directeurs afin d'adopter une approche efficace et cohérente. Les initiatives et programmes internationaux

Principes directeurs pour la planification de l'action climatique des villes

La planification de l'action climatique de la ville doit être :



Ambitieuse

Fixer des objectifs et mettre en œuvre des actions qui évoluent de manière itérative vers une vision ambitieuse.



Inclusive

Impliquer de multiples services municipaux, parties prenantes et communautés (avec une attention particulière aux groupes marginalisés), dans toutes les phases de la planification et de la mise en œuvre.



Juste

La recherche de solutions permettant de faire face de manière équitable aux risques liés au changement climatique et de partager les bénéfices de la lutte contre le changement climatique.



Complète et intégrée

entreprendre de manière cohérente des actions d'adaptation et d'atténuation dans une série de secteurs au sein de la ville, ainsi que soutenir des initiatives régionales plus larges et la réalisation des priorités des niveaux supérieurs de gouvernement lorsque cela est possible et approprié.



qui soutiennent la planification de l'action climatique des villes sont vivement encouragés à utiliser et à faire référence aux Principes directeurs dans leur travail. Les Principes directeurs aideront une ville à mettre en place un plan d'action climatique intégré et inclusif conforme aux objectifs de l'Accord de Paris, et soutiendront la mise en œuvre des dimensions du changement climatique du Nouvel Agenda Urbain.

Durée de l'accompagnement : La méthodologie privilégiée pour appliquer, tester et capturer le retour d'information sur les Principes directeurs est celle des "missions accompagnées" d'une semaine. Après la mission, le rapport d'évaluation final est révisé et préparé en deux semaines environ.

Applications précédentes : Les Principes directeurs ont été utilisés dans les processus de planification d'un certain nombre de villes, et des évaluations des principes directeurs ont été menées dans sept villes (Glasgow (Royaume-Uni), Lemon Grove (États-Unis), Vilankulo (Mozambique), Rajkot (Inde), Legazpi et Angeles (Philippines), et Cuenca (Équateur)) à ce jour.

Avec le soutien d'ONU-Habitat et de ses partenaires, les villes ont appliqué les Principes directeurs à

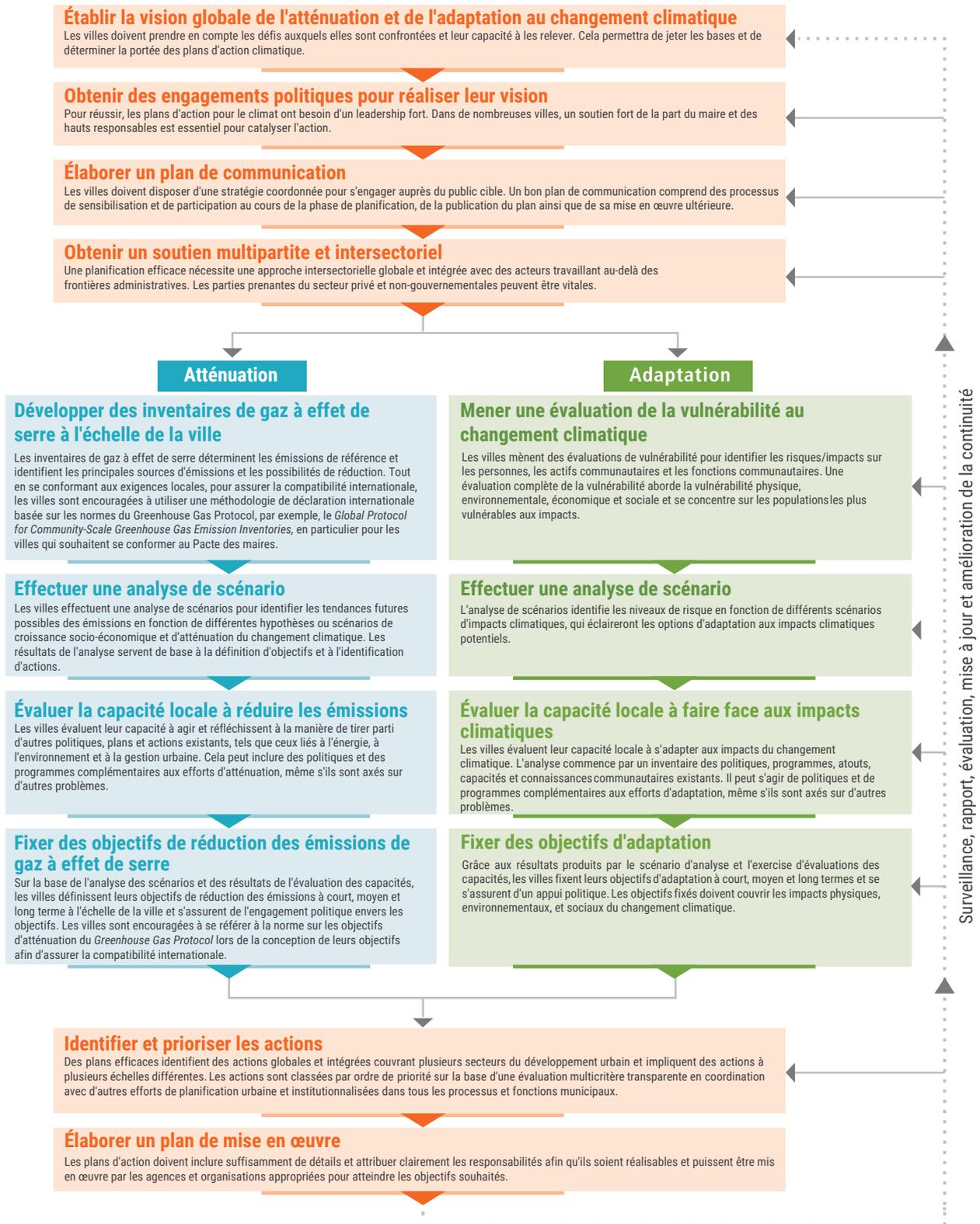
différentes étapes de leurs processus de planification politique, avec des impacts différents. Glasgow s'est tournée vers ces Principes pour utiliser la fonction d'examen de l'outil afin d'examiner les décideurs politiques à prendre des mesures climatiques plus ambitieuses. Lemon Grove les a utilisés pour stimuler la réflexion sur la planification climatique à venir. Vilankulo les a utilisés dans le cadre d'un exercice plus large de planification de la résilience ; et l'examen a permis de renforcer l'outil d'aide à la décision sous-jacent (B.2. City Resilience Action planning - CityRAP) qui a servi de base au processus de planification de la résilience dans cette ville. L'outil CityRAP renforcé a été et est appliqué dans un certain nombre de villes, notamment en Afrique subsaharienne. Enfin, l'utilisation par Metro Vancouver des Principes directeurs pour orienter son initiative Climat 2050 s'est faite sans l'aide d'ONU-Habitat. En outre, certaines utilisations des Principes directeurs ont eu des impacts institutionnels : ONU-Habitat et ICLEI ont travaillé ensemble pour intégrer les Principes et ses indicateurs dans les protocoles de création de rapports de leur plateforme mondiale Carbone. Un groupe de professeurs et de responsables de la durabilité d'universités des États-Unis et du Canada a également adapté les Principes pour en faire un outil permettant d'améliorer leurs campus et leurs processus de planification urbaine vis-à-vis de leur durabilité et compatibilité avec le climat.

TEMOIGNAGE

"Pour guider la Stratégie Climat 2050, les principes suivants ont été identifiés et reflètent le mandat et le rôle de Metro Vancouver ainsi que les défis climatiques spécifiques de notre région. Ces principes sont fondés sur les principes des Nations Unies et d'Habitat pour l'action climatique au niveau local, qui ont été établis pour encourager des approches cohérentes et comparables pour développer une planification efficace de l'action climatique par les gouvernements locaux et régionaux dans le monde entier."

Document de discussion sur le climat 2050 de Metro Vancouver, avril 2018

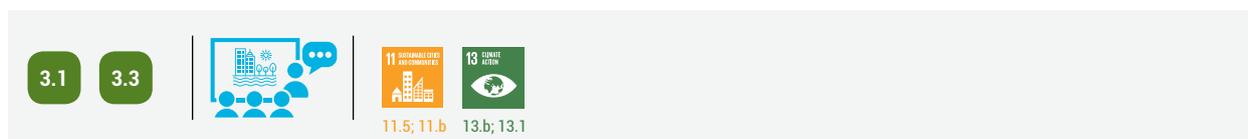
Processus typique de planification de l'action climatique



POUR PLUS D'INFORMATIONS

Principes directeurs pour la planification de l'action climatique des villes

H.4. Planification et changement climatique : Une approche stratégique et fondée sur les valeurs locales dédiée aux urbanistes



Résumé : Un outil destiné aux urbanistes pour mieux comprendre, évaluer et agir sur le changement climatique au niveau local. Il est spécialement conçu pour répondre aux besoins des urbanistes et des professionnels des questions urbaines dans les villes des pays à revenus faibles ou intermédiaires où les défis de planification liés au changement climatique sont particulièrement importants. Il propose une approche qui permet aux décideurs locaux de développer des plans d'action climatique qui reflètent les valeurs locales.

Défis abordés : Plusieurs études ont montré que les urbanistes et autres professionnels de l'environnement bâti ne sont pas suffisamment conscients des défis ou de la contribution des villes au changement climatique, ou de l'ampleur de l'impact des risques liés au climat sur les villes. Ils sont également mal équipés pour proposer des options politiques ou des interventions dans les villes qui pourraient contribuer à l'atténuation du changement climatique ou à l'adaptation à celui-ci au niveau local. Ce déficit de capacité est particulièrement évident dans les pays à revenus faibles ou intermédiaires, et parmi les urbanistes qui travaillent dans des villes secondaires ou tertiaires.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : *Planification du changement climatique : A Strategic, Values-Based Approach for Urban Planners* est un outil destiné aux villes secondaires des pays en développement, fondé sur des décennies d'expérience d'ONU-Habitat en matière de planification liée au changement climatique. La structure, avec le volume 1 fournissant des conseils étape par étape sur le processus global et le volume 2 comprenant une boîte à outils plus détaillée, est accessible et adaptée aux urbanistes travaillant dans les villes des pays à revenus faibles et intermédiaires qui ont déjà été familiarisés avec les défis liés au changement climatique et qui désirent y faire face. L'outil apporte également une valeur ajoutée à tous types de professionnels de l'urbanisme (spécialistes de la réduction des risques, ingénieurs civils, spécialistes du développement économique local, experts en

environnement, etc.) à toute échelle (par exemple, administration locale, région, État, province) ; aux professionnels travaillant dans le domaine plus large de la gestion des terres urbaines et du développement social (par exemple, ingénieurs civils, responsables de la santé locale, agents de développement économique local, etc.) ; aux représentants élus, aux professionnels non gouvernementaux, aux groupes de la société civile, aux organismes donateurs et aux organisations du secteur privé qui, individuellement et collectivement, influent sur la façon dont les villes gèrent les risques, les impacts et les vulnérabilités liés au changement climatique. Cet outil reconnaît que les groupes vulnérables au climat sont susceptibles de subir des difficultés disproportionnées en ce qui concerne les impacts du changement climatique. Ces groupes comprennent les populations urbaines pauvres, les femmes, les jeunes filles, les jeunes et autres, et sont pris en compte dans la façon dont sera déployé l'outil, au travers de "l'analyse des sensibilités". L'outil a été élaboré dans le cadre d'un vaste processus de consultation et d'examen auquel ont participé ONU-Habitat, le Programme des Nations unies pour l'environnement, l'Institut canadien des urbanistes, le MIT, l'Université de Twente, l'Institut d'études sur le logement et le développement urbain, la Banque mondiale, l'Université de Colombie-Britannique, Arcadis, l'Association des urbanistes du Commonwealth, l'Université d'Auckland, la Fondation Rockefeller, Mercy Corps, l'Institut international du développement durable, Arup et l'Université Bond.

Durée de l'accompagnement : L'outil peut être utilisé pour le développement de plans d'action sur le changement climatique au niveau de la ville, l'évaluation de la vulnérabilité au changement climatique et la formation. Le développement de plans d'action basés sur des rapports d'évaluation de la vulnérabilité et des études de base sur l'atténuation peut prendre de quelques mois à plus d'un an, tandis que la formation dure normalement quelques jours.

Applications précédentes : Cet outil a été appliqué dans le monde entier, en particulier dans la région Asie-Pacifique, notamment dans de nombreuses villes des Philippines (où l'outil a été adapté aux directives du gouvernement national), au Cambodge (Sihanoukville, voir 'a'k'Y di 'O' 'Y_ 'h'Xdb egh'AVb 'l dl c'Zi'ig'h'Vj'ig'h' k'zh!' Zc' Xdj gh!' Zc' æYdc h'Z' tB V VhhVg!' Vj' C eVä t@Vib VcYdj !' Zc' Evedj Vh'Z'cdj kZa'<j 'c' Z' tEdg' B dg'hVh!'Vj' 'EV' hiVc'th'ab VVVY!' 'Hvb dV'tbeVh!'Vj' m' ä'h' HVaib dc' t=dc'VgM!' Vj' 'H'g' AVc' V' tCZ\db Wl' Zi' 7Vii 'XVadV' O Vj' 'KVcj Vij' 'tEdg' K'ÄM# DCJ' "=VMVi' V' \VzB Zci'dg'Vc'h' 'YZ'cdb Wg] hZh'[dgh Vi'dch'edj g'zh' [dgh ViZ] gh'Zc'j' g'Wc'hb Z'k'kZV] 'j' c'kZgh'V'g] 'YVch' ä'h' 'chi'tj ih'YZ'[dgh Vi'dc'YZh'Xda'Zi'k'f h'ad'XVzh'Zc'6[g'f] Z' Zi'Zc'6h'Z#

Cet dj i'ä V' i' 'j i'ä'h' 'YZ' b Vc^g' 'ciZch'kZ' edj g' hdj iZc'g' ä' ig'kV'ä Y'DCJ' "=VMVi' hj g' ä' X] Vc\Zb Zci' Xab Vi'fj Z'Vj' 'c'kZVj' 'YZh'k'zh'#EVgZnZb eZi'Zc' "%&)' YZh' 'cdcYVi'dch' dci' Y kVhi' '=dc'Vg' Zi' Y ig' ↑ j c' i'Vh'hZb Zci' ig' h' kj æ g'WZ!' @dV' =ä# 8ZiiZ' YZhi'g Xi'dc' V' Ydccc' j c' ä'c' h'j eea b ZciV'g' ' ä' eä'c'VXi'dc'YZ' ä'VYVeiVi'dc'# outil a été utilisé de manière intensive pour soutenir le travail d'ONU-Habitat sur le changement climatique au niveau des villes. Par exemple, en 2014, des inondations ont dévasté Honiara et détruit un établissement très vulnérable, Koa Hill. Cette destruction a donné un élan supplémentaire à la planification de l'adaptation.

Après la décrue des eaux, ONU-Habitat a aidé Honiara à entreprendre une planification de l'action climatique. Sur la base de l'outil de planification du changement climatique, le rapport d'évaluation de la vulnérabilité au changement climatique des îles Salomon et le plan d'action pour la résilience urbaine et le climat de Honiara ont été élaborés.

ONU-Habitat a également aidé le Vietnam à renforcer la capacité des administrations municipales à élaborer des plans d'action pour le climat. Un atelier de renforcement des capacités sur l'adaptation au climat a été organisé pour les parties prenantes de Can Tho le 14 mai 2020, et l'outil *Planning for Climate Change* a été utilisé comme matériel de formation.

L'outil a également été inclus au sein de programmes universitaires (RMIT, Australie, UCL, Royaume-Uni) et constitue un outil clé pour le cours "Outils de gestion urbaine pour le changement climatique" de l'Institut pour le logement et le développement urbain (IHS, Pays-Bas). Le nombre relativement élevé de téléchargements (42 757) témoigne de l'intérêt que lui portent les praticiens, apprentis et étudiants.



Comme illustré, le cycle de planification de cet outil est organisé en quatre modules qui correspondent aux quatre questions clés de la planification stratégique :

- Que se passe-t-il ?
- Qu'est-ce qui compte le plus ?
- Que pouvons-nous faire à ce sujet ?
- Sommes-nous en train de le faire ?

Pour répondre à ces questions, les utilisateurs doivent passer par un ensemble d'étapes individuelles. Chacune des neuf étapes de planification est subdivisée en plusieurs étapes plus détaillées avec des tâches spécifiques, dont beaucoup sont soutenues par des outils.



TEMOIGNAGE

"Nous, les soussignés, reconnaissons l'importance de ce programme pour la ville de Honiara, approuvons cette évaluation de la vulnérabilité et déclarons un engagement continu pour le processus de planification du changement climatique."

M. Alfrence Fatai, maire de la ville de Honiara, **M. Andrew Manepora'a**, ministre des terres, du logement et de l'urbanisme du gouvernement des Îles Salomon, et **M. Samuel Manetoali**, ministre de l'environnement, du changement climatique, de la gestion des catastrophes, de la conservation et de la météorologie des Îles Salomon, ont approuvé la planification du changement climatique dans l'avant-propos du rapport d'évaluation de la vulnérabilité au changement climatique des Îles Salomon à Honiara.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Planning for Climate Change : A Strategic, Values-Based Approach for Urban Planners](#)

[Planning for Climate Change : Une approche stratégique fondée sur les valeurs pour les urbanistes - Boîte à outils](#)

[Planification du changement climatique : Une approche stratégique fondée sur les valeurs à Sihanoukville - Vidéo](#)

[Le gouvernement des Philippines "Enhanced Local Government Unit Guidebook on the Formulation of Local Climate Change Action Plan \(LCCAP\) Book 3" \(Guide amélioré des unités de gouvernement local pour la formulation d'un plan d'action local sur le changement climatique\)](#)

H.5. Vulnérabilité et risques liés au changement climatique : évaluations participatives, plans d'action et mise en œuvre locale



G h j mé : Soutenir les processus participatifs d'évaluations de la vulnérabilité et de création de plans d'action communautaires. Ce service fournit des informations cruciales pour la planification de la résilience et l'identification de projets transformateurs, soutenant la réduction des risques et l'adaptation au climat. Les approches participatives impliquées engagent les communautés et recueillent les connaissances locales. Dans le contexte de quartiers d'habitats informels, les évaluations participatives de la vulnérabilité fournissent des données précieuses, pertinemment ventilées, qui peuvent soutenir le développement de stratégies d'amélioration de la résilience des quartiers informels.

9 [h° Wdg h° / Ce service aide les gouvernements nationaux et locaux ainsi que les organisations communautaires à surmonter les défis liés à la résilience, à l'informalité et au changement climatique. L'outil se situe à l'intersection entre l'amélioration des quartiers d'habitat informels et la résilience des communautés.

8Z°fj DCJ "=VMV°eZj i°d[[ggj/ Ce service s'applique à l'échelle des quartiers urbains. Il a été récemment mis à jour et qui s'appuie sur plus de 10 ans d'expérience

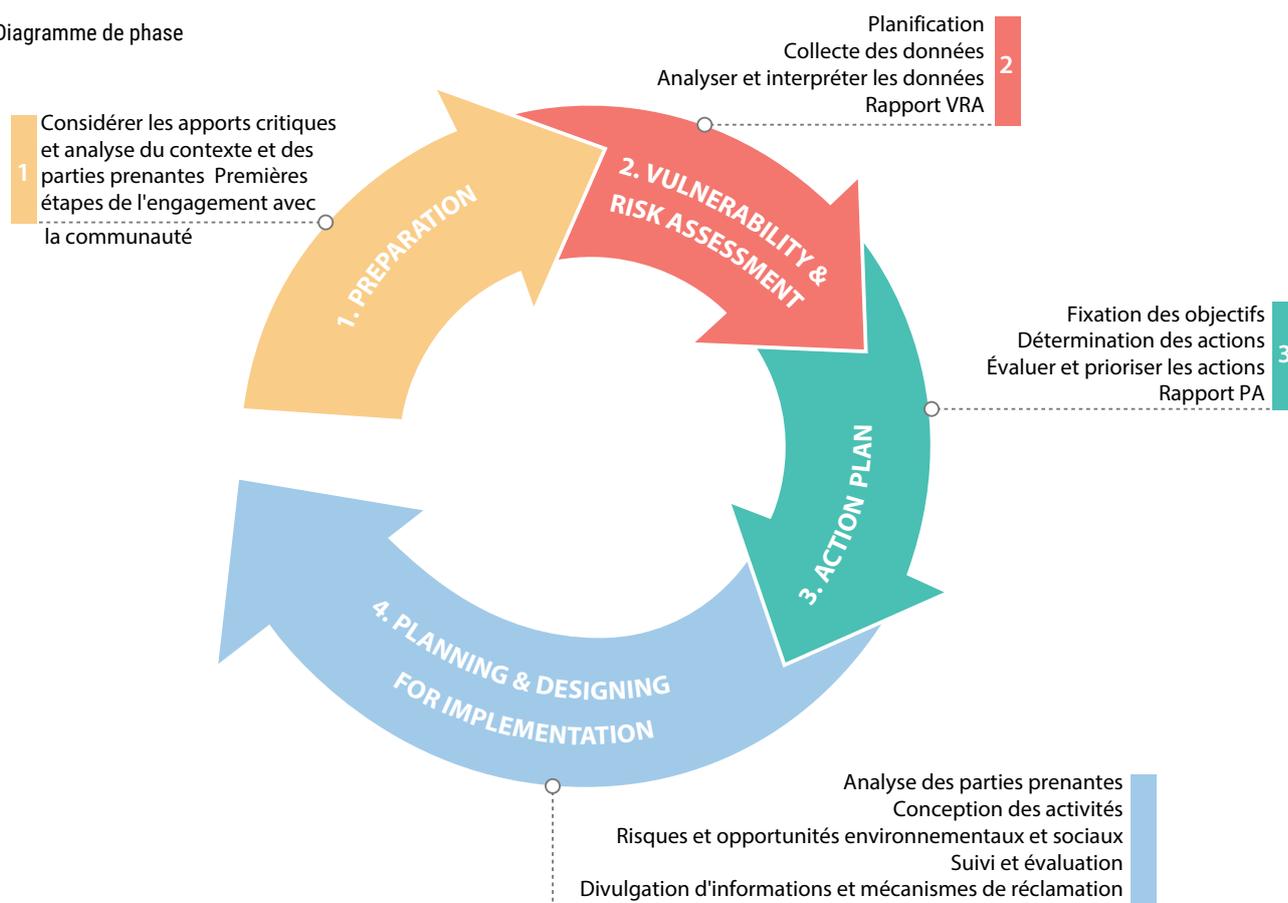
d'ONU-Habitat en matière de renforcement de la résilience au changement climatique au niveau des villes ainsi que de modernisation de l'habitat informel. ONU-Habitat a soutenu le développement de nombreuses évaluations de vulnérabilités (VA) et de plans d'action (PA) à l'échelle des villes et des quartiers, par le biais de plusieurs initiatives. En outre, ONU-Habitat dispose d'une vaste expérience en matière de profilage et d'amélioration des quartiers informels. Ayant mis en œuvre ces approches dans de nombreux projets, ONU-Habitat est particulièrement bien placé pour fournir un soutien technique et une expertise qui permettront de renforcer la résilience climatique des populations pauvres en milieu urbain en adoptant une approche humaine. La technologie et l'innovation sont utilisés dans les processus de collecte de données.

Des drones peuvent être utilisés pour obtenir des images de haute qualité afin de créer des cartes et des modèles 3D. Dans des contextes où les données font défaut, ce type de solution peut aider à produire de précieuses cartes des dangers et des risques qui peuvent être utilisées pour orienter les investissements futurs, la conception de projets, etc. L'existence de besoins différenciés au sein des communautés locales sont reconnus, permettant de fournir des données et des

Groupes communautaires à Fidji



Diagramme de phase



Processus d'évaluation des vulnérabilités et des risques



Informations ventilées et axées sur les personnes. Des approches inclusives et participatives sont suivies. L'identification des besoins différenciés et des vulnérabilités favorise des interventions intégrées et axées sur l'équité. Les informations générées sur les risques et les dangers sont diffusées aux parties prenantes et contribuent à réduire l'exposition aux dangers et aux menaces. Les VA et PA aident les communautés à s'adapter au changement climatique.

Durée de l'accompagnement : Les formations sur la manière de collecter des données, de réaliser des profils communautaires, des évaluations de la vulnérabilité et des plans d'action peuvent être organisées sous forme d'une session d'une journée pour présenter les sujets, ou

d'une session d'une journée pour présenter les sujets, ou sous la forme d'engagements qui renforcent l'expertise du personnel sur une période de plusieurs mois. L'élaboration des évaluations et des plans d'action dépend de la disponibilité des données et peut varier d'un mois à plusieurs mois.

Applications précédentes : ONU-Habitat a développé de nombreuses VA et PA combinant la résilience des communautés et l'amélioration des bidonvilles dans plusieurs pays de la région Asie-Pacifique, dont le Myanmar et les Îles Salomon. Cette approche est applicable à toutes les régions confrontées à des menaces climatiques, aux communautés urbaines pauvres et aux quartiers informels.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Vulnérabilité et risques liés au changement climatique : Guide pour l'évaluation, la planification et la mise en œuvre des actions communautaires

H.6. Leadership local pour l'action contre le changement climatique



Résumé : Mesures pratiques que les villes peuvent prendre pour répondre au changement climatique. Le changement climatique offre aux dirigeants locaux l'occasion de mettre leurs communautés sur la voie de villes plus durables, vivables, dynamiques et respectueuses de l'environnement. Ces messages clés sont illustrés par des exemples inspirants de leadership au niveau local tirés de villes du monde entier.

Défis abordés : Ce service aide les gouvernements locaux à relever les défis liés aux à l'habitat informel, à l'accès inadéquat aux services urbains, à l'assainissement et à la gestion des déchets, aux impacts du changement climatique (inondations, sécheresses, élévation du niveau de la mer, cyclones, tempêtes, etc.), à la préparation, à la bureaucratie excessive et au manque de financement pour le climat directement destiné aux villes.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat a plus d'une décennie d'expérience dans l'aide aux villes secondaires des pays en développement du monde entier pour la prise de mesures en faveur du climat. En tant que tel, nous pouvons nous appuyer sur une multitude d'exemples inspirants de leadership urbain pour aider à inspirer et à soutenir concrètement les dirigeants locaux. ONU-Habitat déploie ce service à l'aide de l'outil *Local Leadership for Climate Change Action*, rédigé dans un langage facile à comprendre et illustré par des exemples urbains. Les formations qui y sont associées aident les dirigeants locaux à comprendre les actions qu'ils peuvent entreprendre face au changement climatique. ONU-Habitat est également actif, tant sur le plan politique que sur le fond, au sein de la [Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie](#) (GCoM), et peut donc aider les dirigeants locaux à rejoindre cet important réseau de maires engagés dans l'action climatique. Ce service détaille la façon dont la lutte contre le changement climatique peut offrir aux villes de nombreuses possibilités, notamment à long terme, d'élaboration d'une stratégie intégrée, d'accès aux technologies, pratiques et rénovations urbaines.

Durée du soutien : Cet outil est particulièrement pertinent dans le cadre d'un atelier de renforcement des capacités de plusieurs jours, à l'échelle de la ville. Un modèle de formation efficace consiste à organiser (1) une journée initiale à laquelle les élus locaux sont invités (et au cours de laquelle le présent outil peut être utilisé comme un fondement pour le renforcement des capacités, (2) deux autres jours au cours desquels les fonctionnaires nommés sont initiés à des outils et méthodologies plus techniques et plus substantiels axés sur la lutte contre le changement climatique.

Applications précédentes : Ce service est applicable dans le monde entier. Les exemples et les études de cas présentés dans l'outil proviennent d'Afrique (Kampala en Ouganda pour un programme de traitement des eaux usées ; municipalité d'eThekwin/Durban en Afrique du Sud pour la formation d'une stratégie globale d'adaptation au changement climatique d'un programme municipal de protection du climat, Mozambique avec l'initiative *Living with Floods*) ; d'Asie-Pacifique (Port Vila à Vanuatu avec l'évaluation de la vulnérabilité de l'ensemble de la ville ; Oulan-Bator en Mongolie sur un projet de modernisation des bâtiments ; Sorsogon City aux Philippines pour un projet de coopération entre les institutions locales et nationales) ; d'Amérique latine et des Caraïbes (Esmeraldas en Équateur pour un projet de planification participative ; Medellin, en Colombie pour le téléphérique de transport public, utilisant le financement du mécanisme de développement propre ; Sao Paulo au Brésil pour un partenariat avec le secteur privé) ; d'Europe (Rotterdam aux Pays-Bas; Barcelone en Espagne) ; et d'Amérique du Nord (Atlanta aux États-Unis). Si plus de 10 000 maires se sont engagés à agir en faveur du climat en adhérant à la [Convention mondiale des maires pour le climat et l'énergie](#) (GCoM), la plupart d'entre eux sont issus de pays développés. Les citoyens des pays les moins avancés (PMA) sont confrontés à divers défis urgents. Les aider à mieux comprendre et à mettre en œuvre leurs actions de lutte climatique est une priorité qui nécessite un leadership local considérable. Toutefois, les maires de deux petites villes des PMA, Moroni aux Comores et Nacala au Mozambique, ont été les premiers à s'engager en faveur de la GCoM.

ONU-Habitat a aidé ces dirigeants clairvoyants à entreprendre les différentes étapes rigoureuses de la feuille de route de la GCoM - de la définition des objectifs à l'élaboration de plans d'action climatiques complets, en passant par l'évaluation des émissions de gaz à effet de serre et de la vulnérabilité.

En conséquence, ces deux villes ont été parmi les premières à recevoir des "badges" indiquant qu'elles étaient pleinement conformes aux exigences de la GCoM - un véritable signe de leadership local en matière de climat.



© SHUTTERSTOCK/Maloff

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Leadership local pour l'action en matière de changement climatique](#)

I. Renforcement des capacités

I.1. Transfert durable de compétences et de connaissances aux gouvernements et aux acteurs urbains



Résumé : Les projets de renforcement des capacités et de formation mis en œuvre par ONU-Habitat visent à renforcer la capacité des institutions et des individus à intervenir efficacement, à se transformer et à s'améliorer, ainsi que l'environnement dans lequel ils opèrent. ONU-Habitat s'appuie sur des partenariats avec des institutions de formation et fournit des évaluations des besoins; des outils et des formations de qualité qui rassemblent les gouvernements locaux et nationaux, la société civile et le monde universitaire pour créer de nouvelles méthodes de travail et avoir un impact positif sur leurs capacités à gérer les défis urbains à long terme.

Défis relevés : L'insuffisance des capacités et des compétences pour élaborer des projets, identifier les priorités et les opportunités, créer des cadres institutionnels, des politiques et des législations de soutien appropriés, accéder aux financements et utiliser les bonnes technologies entrave la capacité des institutions gouvernementales à mettre en œuvre efficacement des politiques de développement urbain

durable, ce qui ne permet pas d'atteindre les objectifs de développement durable.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat, en tant qu'agence chef de file pour l'Objectif 11 des Objectifs de développement durable (ODD 11) et la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain, fournit des services de renforcement des capacités basés sur l'expérience qui permettent aux États membres, aux villes, aux gouvernements locaux et aux parties prenantes urbaines de travailler à rendre leurs villes et leurs établissements humains inclusifs, sûrs, résilients et durables. La sélection de formes spécifiques d'interventions de renforcement des capacités est adaptée aux besoins et contextes spécifiques des groupes cibles et est conçue pour répondre à des défis urbains bien définis et à des exigences institutionnelles et organisationnelles.

Ces services de formation renforcent les capacités des gouvernements nationaux et locaux, de leurs institutions et de leurs employés, des cadres supérieurs,

Des jeunes participent à un cours d'informatique au centre unique de l'ONU à Kigali, au Rwanda.

© Julius Mwelu / ONU-Habitat



des décideurs, des responsables politiques et du personnel chargé de la planification globale, de la conception, de la gestion et de la mise en œuvre des politiques, programmes et projets de logement et de développement urbain qui abordent un large éventail de questions et de disciplines urbaines.

Les services comprennent des formations in situ et des cours spécialisés, des séminaires politiques, des réunions de groupes d'experts, des formations sur mesure, des ateliers d'apprentissage et d'échange de connaissances entre pairs. Ils comprennent également des programmes d'apprentissage à distance en ligne, des laboratoires urbains in situ, des ateliers coopératifs axés sur la résolution de problèmes et sur les résultats, étroitement liés à un problème réel identifié par l'institution hôte, des séminaires d'apprentissage par l'action, la coopération et l'échange entre villes, la coopération Sud-Sud et Nord-Sud, des visites techniques et des visites de sites thématiques, ainsi qu'une assistance technique sur le terrain et de multiples formes de transfert et d'acquisition de connaissances.

Ce soutien s'appuie sur les dernières connaissances et les meilleures pratiques en matière de développement urbain durable et de mise en œuvre des objectifs mondiaux, en tirant parti de solutions numériques et de techniques de facilitation avancées. ONU-Habitat mobilise des universités et des institutions de recherche et de formation renommées pour explorer de nouvelles façons de relever les défis urbains et de répondre aux besoins des dirigeants des villes et des autres parties prenantes concernées, afin d'accélérer la diffusion et l'utilisation d'outils et de connaissances normatifs, de la recherche et du capital humain en vue de la mise en œuvre du Nouvel Agenda Urbain et de la réalisation de l'ODD 11. Ces outils et méthodes comprennent la collaboration avec les centres de recherche, les projets de recherche conjoints, la technologie et l'innovation pour le renforcement des capacités, l'apprentissage en ligne, les cours en ligne ouverts et massifs, et l'initiative de partenariat entre l'ONU et les universités d'Habitat, [Habitat UNI](#). Des exemples d'outils et d'efforts de renforcement des capacités sont inclus dans ce catalogue. ONU-Habitat propose de plus en plus de sessions ciblées et axées sur la demande concernant l'innovation urbaine et les technologies de

pointe afin de favoriser un état d'esprit novateur et d'aider les gestionnaires urbains et les villes à intégrer des outils et des approches pour une gestion durable et inclusive des centres urbains. Des sessions peuvent être dispensées pour favoriser la compréhension des méthodes d'innovation, des technologies d'avant-garde, de la manière de promouvoir les droits de l'homme dans les environnements numériques, de l'évaluation et de la lutte contre la fracture numérique.

Durée du soutien : Les services de renforcement des capacités peuvent être fournis par le biais de cours en ligne (à partir de deux heures), d'ateliers de formation (de deux à sept jours), de programmes de formation institutionnelle (un à cinq ans ou plus) et d'autres activités sur mesure (dont la durée varie en fonction des besoins). Les sessions de formation sont dispensées virtuellement ou en personne, selon la préférence, le sujet et la situation de COVID-19.

Applications précédentes : Les services de renforcement des capacités d'ONU-Habitat existent depuis des décennies et s'appliquent à toutes les régions géographiques où des besoins de renforcement des capacités sont identifiés ou exprimés par les gouvernements nationaux ou locaux. Plus récemment, des programmes d'ONU-Habitat tels que le *Global Land Tool Network* et le *Participatory Slum Upgrading Programme* ont développé des kits d'outils de formation disponibles sous forme numérique.

ONU-Habitat a été l'un des principaux partenaires de la COP25 et du Hub de renforcement des capacités, hébergé par le Comité de Paris sur le renforcement des capacités, établissant un précédent significatif de l'importance du renforcement des capacités dans la lutte contre la crise climatique, en particulier dans les contextes urbains. Pour plus d'informations, veuillez consulter le [rapport de synthèse du Comité de Paris sur le renforcement des capacités intitulé "The 2nd Capacity-building Hub Summary Report for COP25"](#). ONU-Habitat a fourni un soutien aux capacités en matière d'innovation, de technologie et de droits numériques à un certain nombre de partenaires. Un exemple est le soutien au développement d'un site vert intelligent, inclusif et innovant au Cameroun par le biais d'échanges entre ateliers.

TEMOIGNAGE

"L'UNI d'ONU-Habitat [le partenariat d'ONU-Habitat avec les universités] est le vecteur de changement des idées et de l'expertise. En étant membre d'UNI, nous avons eu l'occasion de rencontrer et de collaborer avec des universitaires et des chercheurs mondiaux au sein d'une plateforme multidisciplinaire pour les villes durables."

Dr. Sahar Attia,

Professeur d'architecture et de design urbain, président d'Habitat UNI

"Nous avons trouvé l'atelier [Building Participatory Accountability Systems for City Policies - End of Programme Workshop, 2020] fantastique ; et en particulier les échanges sur les expériences des autres villes. Il y a beaucoup de diversité mais aussi beaucoup de similitudes entre les projets."

M. Daniel Gaspar,

Directeur de l'école de gouvernement et de gestion de la municipalité de Niterói, Brésil



Discussion sur la transparence et la responsabilité dans la formation des formateurs à Trujillo, Pérou, 2018



Présentation d'un exercice de groupe lors d'un atelier au Centre international de formation urbaine (IUTC) dans la province de Gangwon, en République de Corée, 2019

POUR PLUS D'INFORMATION

[Référentiel en ligne sur le renforcement des capacités](#)

[Baromètre du logement en ligne](#)

[Page sur le renforcement des capacités sur le site web d'ONU-Habitat](#)

[Page sur l'UNI sur le site web d'ONU-Habitat](#)

[Référentiel des conférences urbaines mondiales](#)

I.2. Renforcement des capacités des gouvernements grâce à l'établissement de centres de formation régionaux d'excellence

1.1

1.2

3.2

3.3

4.3



17.9

Résumé : Création de centres de formation régionaux d'excellence pour répondre aux besoins des dirigeants municipaux et des villes en matière de capacités afin de faire face efficacement aux demandes pressantes de l'urbanisation. Capitalisant sur plus de 10 ans d'expérience dans le renforcement des capacités régionales en Asie et dans le Pacifique, ONU-Habitat met son expertise à disposition de ses partenaires en créant conjointement des instituts de formation et en coproduisant des cours et du matériel de formation sur mesure et de pointe, tout en offrant des possibilités inégalées d'échange entre villes et de fertilisation croisée d'idées grâce à son vaste réseau d'anciens.

Défis relevés : En raison de ressources limitées, de nombreuses collectivités locales ne disposent pas des capacités et des dispositions institutionnelles adéquates pour viser l'excellence, et sont donc incapables d'améliorer leurs processus, de perfectionner leur personnel, de promouvoir l'innovation par les défis et l'enrichissement mutuel des idées, et d'adopter de nouvelles façons de faire, de nouvelles politiques et de nouvelles technologies.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : Pour ce service, ONU-Habitat s'appuie sur plus de 13 ans d'expérience dans la facilitation de l'apprentissage de pointe en matière de développement urbain durable par le biais de centres de formation régionaux en Asie et dans le Pacifique et peut reproduire et adapter ce modèle de transfert de connaissances dans d'autres régions. Les centres rassemblent un réseau de dirigeants de villes et de praticiens de l'urbanisme, offrant ainsi une plateforme pour l'échange de connaissances et d'expériences, tout en favorisant un réseau à long terme d'anciens élèves. Les approches et pratiques innovantes sont intégrées dans les formations d'ONU-Habitat. Les modules d'apprentissage et les visites de sites sont soigneusement sélectionnés pour offrir aux participants des perspectives d'avant-garde, comme dans l'exemple des visites de sites de villes éco/intelligentes en République de Corée.

Durée du soutien : La création et l'opérationnalisation d'un centre régional de formation d'excellence dépendent des plans spécifiques de renforcement des capacités, des possibilités de

Les participants ont apprécié les interactions et l'expérience lors des cours de formation régionaux organisés par ONU-Habitat et l'UICIT en 2018 et 2019



financement et des conditions de partenariat. La durée des formations est généralement de cinq à sept jours mais peut être adaptée pour répondre à des demandes et contraintes spécifiques.

Applications précédentes : Grâce à son partenariat avec le gouvernement provincial de Gangwon, en République de Corée, ONU-Habitat a créé un programme performant de formation en urbanisme dans la région Asie-Pacifique, en tirant parti des synergies entre différents partenariats en matière d'excellence urbaine et de formation. Cette initiative a permis la création d'un vaste réseau d'anciens élèves, composé de décideurs et de responsables politiques de haut niveau, dans toute l'Asie

Ainsi qu'un accès inégalé à un programme de formations à la gestion urbaine. Les centres de formation régionaux peuvent accroître l'adoption et la diffusion régionale d'outils pratiques, comme dans le cas de l'indice de prospérité des villes (IPV), dont l'application s'est vue augmenter au Vietnam, en Afghanistan, au Nepal et au Bangladesh. Une moyenne de 90 % des participants interrogés ont déclaré que le contenu de la formation avait répondu à leurs attentes. 63 % des anciens participants interrogés ont indiqué que le soutien de l'AICT les aidera à appliquer les connaissances acquises lors de la formation dans leur travail et leurs programmes.

TEMOIGNAGE

"La formation nous a fourni un nouvel outil et des conseils pour analyser et évaluer notre situation urbaine en ce qui concerne le secteur du logement. Avec les connaissances qui nous ont été données, nous sommes très enthousiastes à l'idée de continuer à travailler dessus pour le consolider et le développer afin de l'utiliser à bon escient."

Mme Bui Thi Hong Hieu,
Chercheur, ministère de la construction - Institut vietnamien de planification urbaine et rurale, Vietnam

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Site web de l'International Urban Training](#)

[Center Site web de l'ONU-Habitat sur le développement des capacités](#)

Une sélection de formations organisées à l'IUTC et facilitées par ONU-Habitat est présentée ci-dessous avec le matériel d'apprentissage correspondant :

- [Des approches novatrices pour offrir des options de logement abordables en Asie](#)
- [Cours de formation en Mongolie sur les principes fondamentaux du logement abordable](#)
- [Le transport durable dans les villes asiatiques - Pour un monde plus vert et une vie meilleure](#)
- [Villes résilientes face au changement climatique et durabilité de l'environnement urbain](#)

I.3. L'Académie des villes et du changement climatique (en ligne)



Résumé : Modules éducatifs destinés aux programmes d'étude des universités, des établissements d'enseignement supérieur et des instituts de formation sur le changement climatique dans les zones urbaines.

Ces modules fournissent une vue d'ensemble de la théorie et des concepts du changement climatique, y compris l'atténuation, l'adaptation, le risque et la vulnérabilité, et démontrent comment le changement climatique est un problème clé dans les zones urbaines. Chacun des sept modules comprend des diapositives PowerPoint, des notes de cours, des plans de cours et des listes de lecture.

Projet de construction de Résilience Urbaine en Asiedu Sud-Est.
© ONU-Habitat



Défis abordés : L'Académie des villes et du changement climatique aborde les défis auxquels sont confrontées les villes et les agglomérations vis-à-vis de questions liées à l'eau, à la mobilité, à l'énergie, au logement, et à l'atténuation et à l'adaptation à celui-ci.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : Lors de l'application de ces modules dans des contextes de renforcement des capacités, ONU-Habitat peut s'appuyer sur sa forte expérience de terrain dans les villes des pays en développement pour étoffer et actualiser ce contenu. ONU-Habitat peut également fournir des informations pertinentes sur les cadres mondiaux et les réseaux de villes tels que le Pacte mondial des maires pour le climat et l'énergie.

L'académie est entièrement disponible en ligne, ce qui la rend accessible aux personnes du monde entier dans le contexte d'une pandémie. La liste des modules en ligne est la suivante :

- Module 1 : Théorie et concepts du changement climatique et des villes
- Module 2 : La pratique de l'adaptation au changement climatique urbain et de son atténuation
- Module 3 : Planification du changement climatique
- Module 4 : Changement climatique et gestion du cycle de l'eau en milieu urbain
- Module 5 : Changement climatique et énergie urbaine
- Module 6 : Changement climatique et mobilité urbaine
- Module 7 : Changement climatique, abri et logement

Durée du soutien : Ces ressources peuvent être utilisées librement en ligne par les collectivités locales et les enseignants universitaires au moment de leur choix.



L'équipe d'ONU-Habitat qui a développé le changement climatique dans la planification urbaine.

© ONU-Habitat

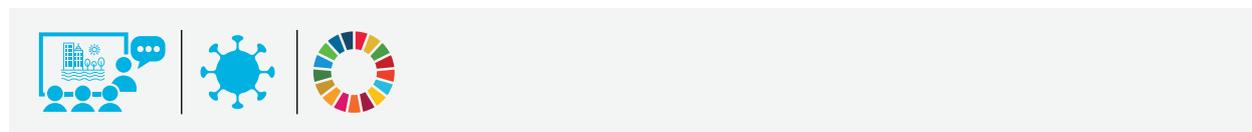


POUR PLUS D'INFORMATIONS

[L'Académie des villes et du changement climatique](#)

Les diapositives Powerpoint (sans les documents d'accompagnement) sont disponibles sur la [page de renforcement des capacités](#) d'ONU-Habitat.

I.4. Plate-forme d'apprentissage en ligne et kit de renforcement des capacités pour l'amélioration participative des bidonvilles



Résumé : La plateforme d'apprentissage en ligne myPSUP propose un service continu de renforcement des compétences au travers d'un soutien technique et de pratiques innovantes pour mener des actions d'amélioration des bidonvilles. Elle comprend 12 cours couvrant la méthodologie et l'approche d'ONU-Habitat pour l'amélioration participative des bidonvilles, et est constituée d'un référentiel d'outils et d'opportunités pour le réseautage, l'apprentissage entre pairs et les webinaires.

Défis relevés : Les gouvernements locaux et régionaux n'ont souvent pas accès aux plateformes mondiales d'apprentissage et d'échange sur des sujets pertinents tels que l'amélioration des bidonvilles. Le peu de financement disponible et des changements de gouvernance peuvent créer des barrières au déploiement et à la mise en œuvre efficace d'actions d'amélioration des bidonvilles intégrant l'intersectionnalité de la question.



Plateforme d'apprentissage en ligne pour l'amélioration participative des bidonvilles. © ONU-Habitat

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : La plateforme d'apprentissage en ligne élargit les possibilités de renforcement des capacités et de partage des connaissances aux niveaux national, régional et mondial, tout en réduisant les coûts habituellement associés à ces activités, en fournissant des outils de formation facilement accessibles. Les ressources hébergées sur la plateforme comprennent des cours sur les principes fondamentaux de l'amélioration participative des bidonvilles, un référentiel de documents phares, des études de cas ainsi que des documents pour la formation des formateurs. En tant que centre d'excellence sur les questions urbaines, ONU-Habitat a une grande expérience dans le renforcement des capacités, des connaissances et de l'assistance technique aux partenaires, s'appuyant sur son vaste réseau de partenariats et son rôle central dans l'amélioration participative et inclusive des bidonvilles.

Durée de l'aide : Ce soutien est disponible en permanence : ONU-Habitat aide à la mise en place de pôles de connaissances nationaux ou locaux ayant pour objectif de devenir des centres de savoirs et d'outils d'apprentissage. Le support en e-learning mondial est adapté aux contextes locaux et nationaux car il est enrichi d'exemples locaux et traduit dans les langues locales. Une durée d'un an suffit pour mettre en place un pôle de connaissances.

Applications précédentes : Le renforcement des capacités est au cœur du soutien d'ONU-Habitat. Cet outil d'apprentissage en ligne complète le renforcement des capacités et l'assistance technique pour l'amélioration des bidonvilles, fournis à diverses parties prenantes au niveau national. Il s'est avéré utile dans la réponse à l'épidémie de COVID-19 en facilitant les connaissances et en fournissant des outils et des opportunités d'échange dans les pays partenaires.

TEMOIGNAGE

"L'apprentissage en ligne sur la plateforme *myPSUP* est une très bonne initiative car elle nous permettra d'avoir accès aux supports avant les ateliers et à tout moment pendant la mise en œuvre. Et, comme il est disponible en ligne, tous les membres de l'équipe nationale pourront accéder facilement aux contenus."

M. Jean Kouadio,

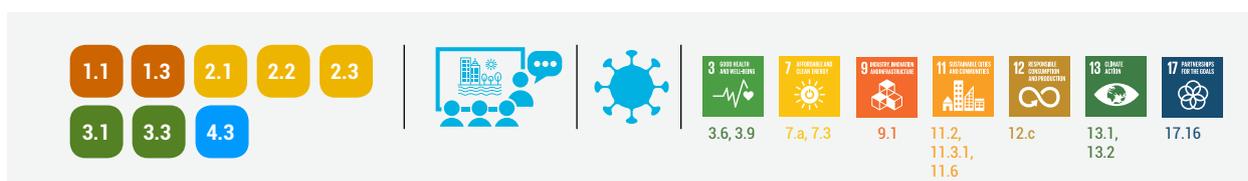
Bureau national d'études techniques et de développement (BNETD, National Office of Technical Studies) et développement), Côte d'Ivoire

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Plateforme
d'apprentissage en
ligne pour la
réhabilitation
participative des
bidonvilles



I.5. L'Académie de la mobilité urbaine durable (AoSUM)



Résumé : L'objectif de l'Académie de la mobilité urbaine durable est de doter les décideurs mondiaux de connaissances et d'outils leur permettant d'évaluer les défis actuels en matière de mobilité et de préparer des stratégies et des actions réalisables pour une mobilité plus durable, sûre, accessible, efficace, innovante et propre dans leur ville. L'Académie oriente les décideurs vers les paradigmes de la mobilité urbaine dans le contexte des agendas mondiaux, facilite les échanges, fournit une plateforme d'apprentissage sur des projets de mobilité innovants et présente aux participants des mécanismes de financement durable.

Défis relevés : La promotion de la mobilité durable nécessite non seulement une volonté politique, un leadership fort et des connaissances techniques, mais aussi le développement d'alliances stratégiques avec les parties prenantes concernées, notamment les prestataires de services de transport, les innovateurs en matière de mobilité, les promoteurs privés, la société civile, les établissements universitaires et de recherche, les banques de développement ou les organisations internationales. L'Académie de la mobilité urbaine durable (AoSUM) rassemble ces parties prenantes et donne aux gouvernements et aux parties prenantes participants les moyens de développer des politiques de mobilité durable orientées vers l'action et informées, combinées à la mise en œuvre de projets sur le terrain.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat offre une opportunité d'apprentissage unique aux décideurs qui souhaitent acquérir une compréhension avancée de la mobilité urbaine durable, inclusive et innovante et échanger leur expérience avec d'autres praticiens par le biais de l'AoSUM. L'Académie est un programme annuel de renforcement des capacités, comprenant un cours qui associe des visites sur le terrain aux meilleures pratiques en matière de mobilité, avec des conférences d'experts et des produits d'apprentissage en ligne. Les sujets abordés comprennent la nécessité d'une mobilité urbaine durable, les systèmes de transport multimodaux, la mobilité à faible émission de carbone, le genre et la mobilité, les options politiques et les instruments économiques pour une mobilité urbaine durable ou les opportunités de financement.

ONU-Habitat invite les gouvernements, les opérateurs de transport ou les autorités de transport à participer à l'Académie et veille au respect de l'équilibre paritaire parmi les participants. ONU-Habitat a le pouvoir de réunir des partenariats stratégiques d'institutions publiques, privées et financières et peut puiser dans un réseau diversifié d'experts techniques. La combinaison de cours théoriques et de visites pratiques sur le terrain portant sur les meilleures solutions de mobilité (par exemple, le système de transport public multimodal de Vienne, le système de bus à haut débit de São Paulo ou le système de téléphérique de La Paz) s'est avérée fructueuse, comme en témoigne le nombre croissant de candidatures chaque année.

L'Académie propose en particulier :

- D'orienter les décideurs vers le développement d'un paradigme alternatif pour la mobilité urbaine dans leur ville, visant à améliorer l'accessibilité par l'introduction de transports publics plus efficaces, inclusifs, sûrs et innovants, intégrés à des modes de mobilité active, conformément aux objectifs de développement durable de 2030, à l'accord de Paris et au nouvel agenda urbain.
- De faciliter les échanges entre les décideurs et les praticiens sur les meilleures pratiques en matière de mobilité urbaine durable et d'intégration de l'aménagement du territoire, et encourager les discussions entre les experts et le secteur privé.
- De fournir une plateforme pour apprendre des projets de mobilité innovants sur le terrain.
- De présenter les mécanismes de financement durable, y compris l'applicabilité des partenariats public-privé, et les marchés publics écologiques.

Le module d'apprentissage en ligne a été mis en place pendant la pandémie COVID-19, complétant des ateliers en face-à-face par un produit d'apprentissage en ligne : "[La série de vidéos de la classe en ligne](#)".



Participants à une visite à pied à La Paz, 2019. ©ONU-Habitat

Applications précédentes : L'Académie a été créée en 2017 en collaboration avec le secteur privé. Après un lancement réussi, les réactions positives des participants et l'intérêt pour la collaboration de partenaires supplémentaires, elle est devenue un événement annuel. Les éditions précédentes ont eu lieu en Allemagne, en Autriche, en Bolivie et au Brésil et depuis 2017, totalisant 72 participants de 37 pays différents qui ont bénéficié de l'AoSUM.

Durée de l'accompagnement : Un exercice de préformation est effectué avant le cours d'une semaine, dans lequel il est demandé aux participants de préparer une présentation d'un exemple de mobilité innovante dans leur ville. Ces exemples sont ensuite présentés lors de l'Académie proprement dite dans le cadre d'un échange entre pairs. Après la semaine de l'Académie, les participants sont invités à rejoindre le réseau des anciens (sur les médias sociaux) pour continuer à échanger en tant que communauté de pratique. Depuis 2021, l'Académie est complétée par une série de cours vidéo autodidactes qui sont disponibles gratuitement en ligne.

Exploration du système de vélos en libre-service de São Paulo pendant l'Académie en 2019.

© ONU-Habitat



TEMOIGNAGE

"Je m'attendais à ce que l'Académie ressemble davantage à un atelier de transport habituel, mais elle a été beaucoup plus utile pour mon travail réel, apportant de nouvelles solutions et des points de vue différents."

"Parmi les apprentissages les plus significatifs de l'Académie, je peux souligner les aspects qui unissent l'intermodalité et le développement de solutions appropriées au contexte local."

"Je retiens de cette formation bien plus que les connaissances acquises sur la mobilité: le réseau que j'ai pu créer entre mes pairs, et les visites de sites que nous avons eues, permettant des échanges d'apprentissage et par le partage."

Citations des participants de 2019

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Classe de mobilité en ligne](#)

[Article de presse sur l'Académie 2019 en Bolivie et au Brésil](#)

J. Suivi et comptes rendus pour la localisation des ODD

Il est largement reconnu que la concrétisation des ODD dépendra de l'action et du leadership locaux. Pour que l'Agenda 2030 et le Nouvel Agenda Urbain réalisent leur potentiel de transformation, ils doivent être pleinement concrétisés à l'échelle locale, c'est-à-dire qu'ils doivent être *localisés*. L'importance de la localisation a été reconnue par le Secrétaire Général des Nations Unies dans la Décennie d'action⁵, le [Rapport sur notre programme commun](#) ainsi que le [Document d'orientation sur le COVID-19 dans un monde urbain](#). De nombreuses villes et collectivités locales dans le monde développent des stratégies, des politiques et des initiatives innovantes pour localiser les ODD, à la fois pour réaliser l'Agenda 2030 et pour éviter tout retour en arrière suite à la pandémie de COVID-19 et à la dévastation humanitaire causée par la guerre en Ukraine.

La localisation est le processus qui consiste à transformer les objectifs mondiaux en projets appliqués au niveau local, en ne laissant personne et aucun lieu de côté. Il s'agit d'un processus à double sens où le local rencontre le national et le mondial de manière à se renforcer mutuellement. Il faut pour cela renforcer les capacités des gouvernements locaux et des acteurs locaux à planifier, mettre en œuvre et suivre des politiques et initiatives durables ancrées dans les ODD, ainsi qu'à impliquer leurs mandats et à coordonner leurs actions avec leurs homologues nationaux. En tant qu'agence des Nations Unies mandatée pour diriger le volet urbain des actions de l'ONU, ONU-Habitat est depuis longtemps en première ligne de l'aide délivrée aux pays et villes pour accroître leur

accès à des informations fiables qui rendent possible le suivi et les comptes rendus sur la mise en application des agendas mondiaux. La stratégie d'ONU-Habitat pour soutenir la localisation des ODD s'appuie sur des partenariats multi-niveaux, multi-sectoriels et multi-acteurs pour connecter toutes les composantes de la chaîne de mise en œuvre des ODD - de la collecte de données de manière inclusive et transparente, à l'élaboration de politiques et à la définition de priorités fondées sur des données probantes, en passant par la mise en œuvre de projets et l'établissement de systèmes de suivi et de rapports solides. En tant que Secrétaire et co-président permanent de la [Coalition Local2030](#) récemment révisée, ONU-Habitat contribue également à soutenir diverses agences, fonds, bureaux et programmes des Nations Unies dans la localisation de leur propre programmation.

L'approche de localisation des ODD d'ONU-Habitat repose sur trois piliers principaux : Les examens locaux volontaires (ou *Voluntary Local Reviews, VLRs*), le Cadre mondial de suivi des indicateurs urbains (ou *Global Urban Monitoring Framework, UMF*) et le Programme phare des villes pour les ODD. Alors que les deux premiers sont développés dans cette section, le Programme phare des villes pour les ODD est couvert par la section 3 "Nos programmes phares" de ce catalogue.

1. Examens locaux volontaires

1.1 1.2 2.1 2.3 4.1

11 DURABILITÉ DES VILLES ET DES COMMUNAUTÉS 16 PAIX, JUSTICE ET ÉQUITÉ 17 PARTENARIATS POUR LES ODD

11.1, 11.2, 11.3, 11.4, 11.5, 11.6, 11.7, 11.a, 11.b, 11.c

16.6, 16.7, 16.8, 16.10

17.6, 17.9, 17.14, 17.16, 17.17, 17.18

Résumé : Les examens locaux volontaires (VLR, *Voluntary Local Reviews*) sont des mécanismes de suivi et des outils pour produire des comptes-rendus qui accélèrent la localisation des ODD. ONU-Habitat soutient le mouvement mondial des VLR en développant des connaissances de pointe, en

fournissant une expertise technique aux villes, des opportunités d'apprentissage et de renforcement des capacités, et en faisant entendre la voix des gouvernements locaux dans les forums internationaux et forums dirigés par les Nations Unies.

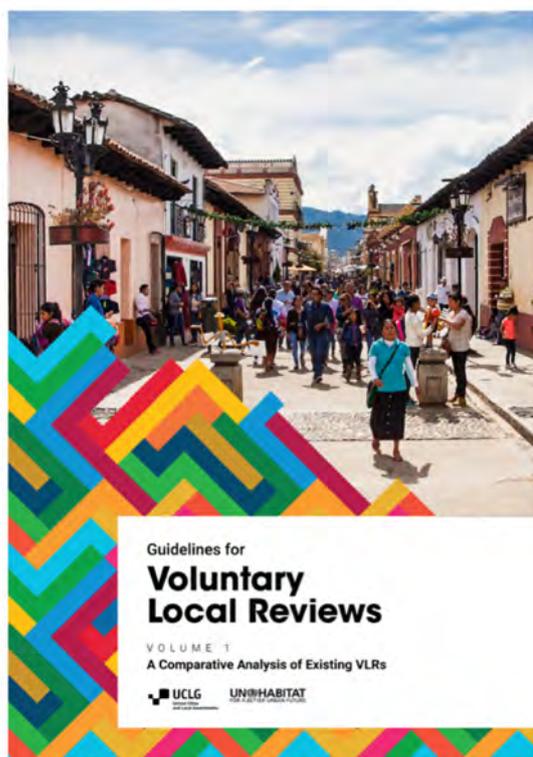
⁵ La [Décennie d'action](#) appelle à accélérer la recherche de solutions durables à tous les grands défis mondiaux, de la pauvreté à l'égalité des sexes en passant par le changement climatique, les inégalités et la réduction du déficit financier.

Défis relevés : Détenir et maîtriser un système de suivi efficace est un défi au centre du débat mondial sur les ODD. De nombreuses villes rencontrent des difficultés pour collecter des données pertinentes, aligner les efforts de suivi locaux sur les cadres nationaux des ODD et accéder à des ressources adéquates pour les plans, projets et investissements favorisant les ODD. De nombreux gouvernements régionaux et locaux du monde entier adoptent les VLR comme outil de choix pour suivre et rendre compte de leurs progrès en matière d'ODD. Toutefois, le potentiel des VLR va au-delà de la simple collecte de données. ONU-Habitat considère les VLR comme un puissant accélérateur de la localisation des ODD, permettant d'améliorer la mise en application des données, l'inclusion et la participation des parties prenantes y compris celles des minorités et des groupes vulnérables) ainsi que la cohérence des politiques, la planification stratégique et la gouvernance à plusieurs niveaux. L'interaction entre l'échelle locale et l'échelle nationale est également renforcée par les liens entre les VLR et les examens nationaux volontaires (ENV).

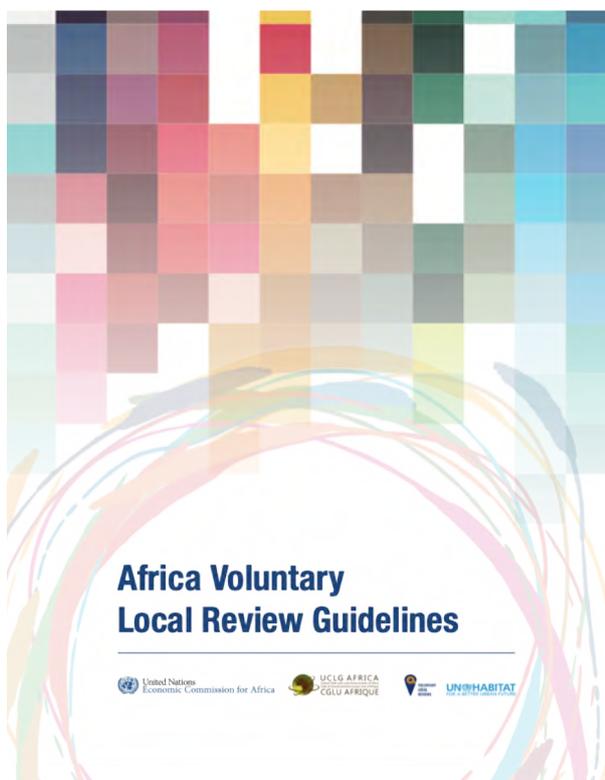
Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat est l'agence des Nations Unies responsable de la coordination avec les gouvernements locaux et régionaux et, avec ses partenaires, elle dirige le soutien au mouvement mondial des VLR, notamment par le biais d'initiatives de recherche, de sensibilisation et d'assistance technique. En outre, ONU-Habitat est également dépositaire du Nouvel Agenda Urbain et de divers indicateurs de l'Agenda 2030 pour le développement durable, notamment de l'objectif ODD 11.

Entre 2020 et 2022, ONU-Habitat, en partenariat avec Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) a élaboré deux directives mondiales sur les VLR, afin de guider les gouvernements et acteurs locaux dans le lancement et l'approfondissement de leur travail sur les VLR : *Directives VLR Volume 1. Une analyse comparative des VLR existants ; Directives VLR Volume 2. Vers une nouvelle génération de VLR : Explorer le lien local-national.*

Directives pour les examens locaux volontaires Volume 1 (gauche) et Volume 2 (droite)



Directives régionales pour l'Afrique pour les examens locaux volontaires (à gauche) et boîte à outils pour les examens locaux volontaires (à droite)



En outre, ONU-Habitat a mis au point **une boîte à outils pour les VLR**, en partenariat avec le Centre international pour la démocratie locale (CIDL) de Suède ; et a joint ses forces à celles de la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique (CEA-ONU) et de la CGLU Afrique pour élaborer les **lignes directrices régionales pour les révisions locales volontaires en Afrique**. L'agence élabore également une foule d'autres lignes directrices et outils pour aider les gouvernements locaux et régionaux à lancer des processus de VLR, et héberge une **plateforme en ligne** pour les VLR rassemblant toutes les ressources pertinentes et une liste complète des VLR existants.

Parallèlement au développement des connaissances, ONU-Habitat soutient étroitement les gouvernements locaux et régionaux du monde entier dans l'élaboration de leurs VLR par le biais d'une coopération technique, sur la base de quatre principes méthodologiques clés : 1) l'innovation en matière de données ; 2) l'inclusion et la participation ; 3) la cohérence des politiques ; et 4) la gouvernance multi-niveaux. L'agence aide directement les gouvernements nationaux et locaux sélectionnés qui en font la demande à mieux articuler leurs efforts pour suivre et rendre compte des ODD, en cherchant spécifiquement à renforcer le lien entre les VLR et les ENV.

ONU-Habitat dirige également les efforts mondiaux de sensibilisation sur la localisation des SDG et les VLR en faisant entendre la voix et les expériences des gouvernements locaux et régionaux dans les forums internationaux et ceux dirigés par les Nations Unies, tels que le **Forum politique de haut niveau, par le biais des journées VLR-Voluntary Subnational Reviews (VSR)** et le **Forum urbain mondial**.

Applications précédentes : Avec une communauté mondiale en constante expansion, le nombre de VLR qui devraient être publiés d'ici la fin de 2022 est de plus de 110 - triplant les chiffres précédents en moins de deux ans. Depuis 2019, ONU-Habitat a aidé des villes telles que Chimbote, Trujillo (Pérou), Rio de Janeiro, Niteroi (Brésil), Florence (Italie) et Moscou (Fédération de Russie). Les processus VLR en cours et à venir concernent Bhopal (Inde), Amman (Jordanie), Agadir (Maroc), Katowice (Pologne), Madrid (Espagne), le Kosovo (deux municipalités) et le Zimbabwe (quatre municipalités). Pour favoriser les échanges multi-niveaux sur les rapports et la mise en œuvre des ODD, ONU-Habitat a collaboré avec l'Equipe des Pays des Nations Unies et le gouvernement national de Malaisie pour impliquer les gouvernements locaux et faire référence aux VLRs dans le second ENV de la Malaisie; présenté en 2011.

Un partenariat important a également été établi avec la Finlande en 2021, renforçant les échanges entre les villes finlandaises, l'association nationale des villes et municipalités et le bureau du Premier ministre chargé de la mise en œuvre des ODD.

Durée du soutien : ONU-Habitat fournissant un soutien technique aux villes, l'élaboration d'un VLR prend généralement de six à neuf mois, en fonction du contexte local et de la disponibilité des ressources et des informations. Cela comprend la collecte et l'élaboration des données, le déroulement du processus participatif impliquant les communautés et la rédaction du rapport.

Carte des examens locaux volontaires existants disponible dans la ressource en ligne VLR d'ONU-Habitat



"La Finlande apprécie le leadership mondial et le soutien étroit d'ONU-Habitat pour faire progresser la localisation des ODD. En Finlande, le processus VLR a agi comme un levier pour établir un dialogue à plusieurs niveaux, et permettre la désilotisation des processus administratifs, tout en donnant aux gouvernements locaux et régionaux les moyens de remplir leur mandat sur les ODD. La Finlande et UN-Habitat, avec le soutien du ministère de l'environnement, la participation directe de l'Association des autorités locales et régionales finlandaises (Kuntaliitto) et les villes pionnières du processus de VLR, dirigent un partenariat stratégique visant à s'inspirer des expériences finlandaises sur les VLR et les SDG pour soutenir des partenaires du monde entier."

Le ministre finlandais de l'environnement ; la ville d'Espoo, Finlande ; l'association des autorités locales et régionales finlandaises (Kuntaliitto)

POUR PLUS D'INFORMATIONS

- [Plate-forme VLR d'ONU-Habitat](#)
- [Directives VLR Vol.1](#)
- [Directives VLR Vol. 2](#)
- [SDG Localization training module 3 \(webpage\)](#)
- [SDG Localization training module 3 \(pdf\)](#)

J.2. Cadre mondial de suivi des indicateurs urbains



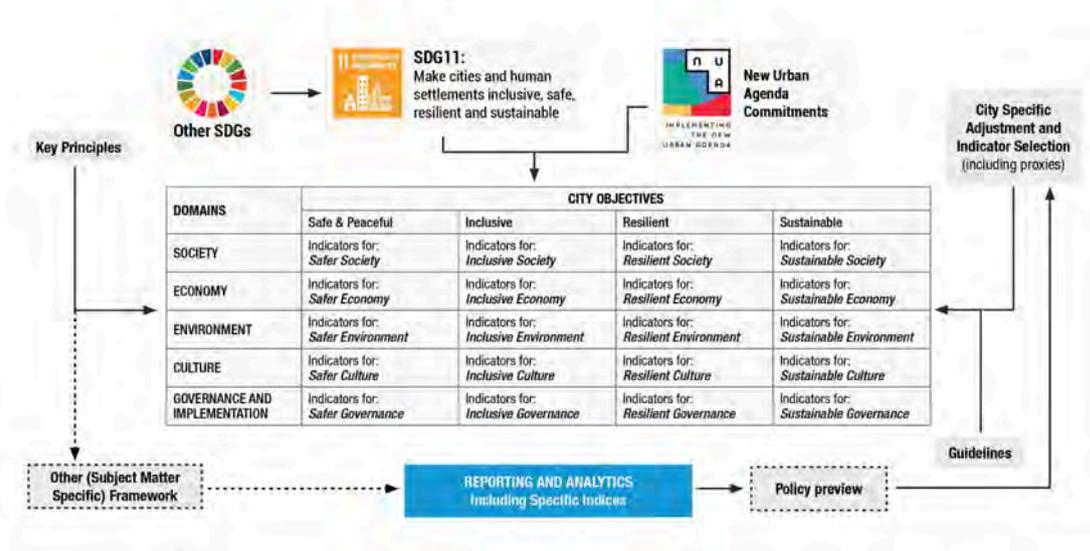
Résumé : Le Cadre mondial de suivi des indicateurs urbains (ou Global Monitoring Framework, UMF) harmonise les indices et les outils urbains existants et offre un cadre universel pour suivre les progrès réalisés dans le cadre des ODD urbains et du Nouvel Agenda Urbain (NUA). Développé avec un large éventail de partenaires, il permet aux villes d'évaluer leurs progrès par rapport à d'autres villes comparables, en assurant l'intégration thématique et les liens entre les différentes dimensions du développement, ainsi que la désagrégation des données et l'inclusion de groupes précédemment exclus. L'UMF permet de travailler à différentes échelles et d'améliorer la fonctionnalité des zones urbaines - y compris les fonctions écologiques - en permettant la comparabilité des villes et l'analyse approfondie des politiques.

Défis relevés : De nombreux cadres et indices permettant de suivre les performances des zones urbaines. Par exemple, l'indice de prospérité des villes d'ONU-Habitat, l'outil de l'OCDE pour mesurer la distance aux ODD des régions et des villes, et le cadre de suivi de United for Smart Sustainable Cities (U4SSC) basé sur des mesures quantifiables pour des villes intelligentes et durables.

Afin de les harmoniser, dans le cadre des efforts du système des Nations Unies pour faire progresser les cadres de mesure des ODD, ONU-Habitat a été chargé de diriger le processus d'élaboration du UMF par la Division de Statistique des Nations Unies (DSNU) et le Conseil des Chefs de Secrétariat des Nations Unies lors de sa 36e session (9-10 octobre 2018). L'UMF aligne les protocoles de partage des données au niveau mondial et assure l'intégration thématique et les liens entre les diverses dimensions du développement, ainsi que la ventilation des données et l'inclusion des groupes traditionnellement exclus.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : Le processus de développement de l'UMF a été dirigé par ONU-Habitat dans le cadre de son rôle de leader dans le processus de consultation vers une stratégie à l'échelle du système des Nations Unies sur le développement durable urbain. Le cadre a été approuvé par la DSNU lors de sa séance de mars 2022 et introduit une approche et un système harmonisés qui facilitent un suivi efficace des zones urbaines afin de fournir une image holistique et complète.

Cadre mondial de surveillance urbaine - structure et processus © ONU-Habitat



Il comprend un ensemble de mesures qui, lorsqu'elles sont combinées, décrivent avec précision les conditions et la trajectoire d'une zone urbaine. UMF est organisé selon quatre objectifs et domaines de la ville en question (voir la structure et le processus ci-dessous). Divers indicateurs sont mis en correspondance à travers cette structure d'objectifs et de domaines qui sont facilement applicables aux niveaux local, régional et mondial.

UMF sert également d'outil de suivi pour le programme phare d'ONU-Habitat SDG Cities (voir section III, programme phare 5), et facilite les activités de comptes rendus pour les VLR et la préparation de données urbaines pour les ENV et pour les bilans communs de pays (avec les équipes de pays des Nations Unies).

Grâce à la mise en œuvre du cadre UMF, ONU-Habitat assure la coordination de la mise en application des indicateurs, aide à renforcer les capacités et soutient la sélection des indicateurs et leur justification ainsi que les méthodologies de calcul, de structuration des données disponibles dans les cadres existants, et la

localisation du cadre. Ce soutien prend généralement la forme de réunions, de formations, d'ateliers, de partage de données et d'autres formes de collaboration.

Durée du soutien : La durée de ce service pour adopter ou s'adapter à l'UMF varie de trois mois à deux ans en fonction de l'état des données et de l'expertise des ressources humaines de la zone urbaine ou de la ville en question. En général, l'adoption réussie de l'approche UMF peut être réalisée en trois à six mois.

Application précédente : ONU-Habitat s'appuie sur sa vaste expérience dans le développement et l'application d'indices et d'approches innovants en matière de collecte et gestion des données et de suivi d'indicateurs dans le cadre d'agendas mondiaux, tels que l'indice de prospérité des villes (CPI) qui a été appliqué dans plus de 400 villes dans toutes les régions du monde. Parmi les premiers utilisateurs de l'UMF figurent les villes de Shanghai (Chine), Madrid (Espagne), Sydney (Australie), Kigali (Rwanda), Mombasa (Kenya), Dar es Salaam (Tanzanie), Qassim (Arabie Saoudite) et plus de 10 villes de Bolivie, entre autres.

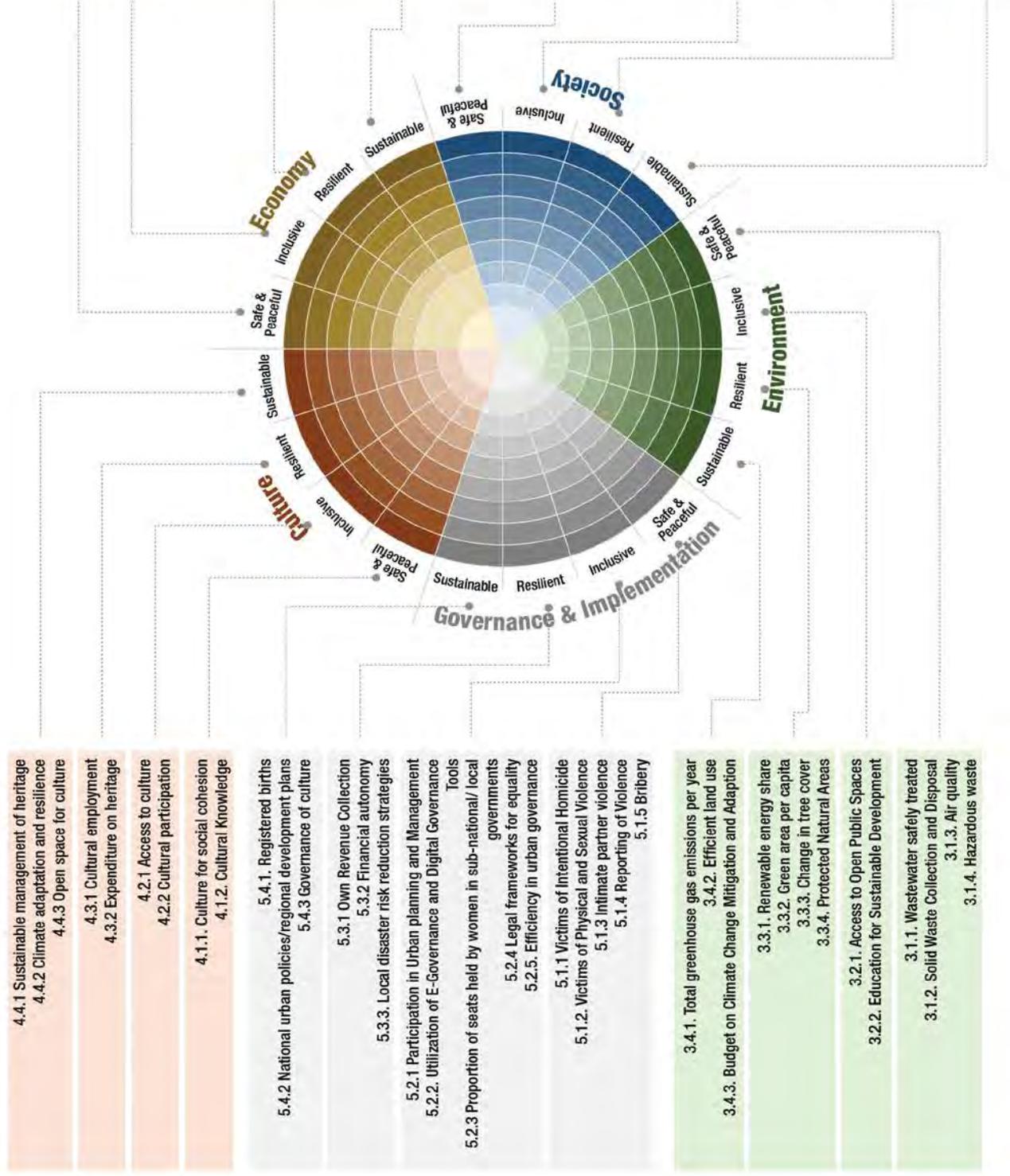
POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Site web du cadre de surveillance urbaine](#)

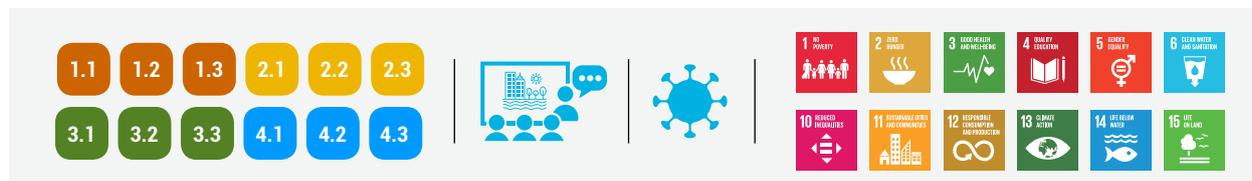
[Cadre de suivi urbain à l'échelle du système des Nations Unies \(Plateforme de l'Agenda urbain\)](#)

[Conférence mondiale SDG Cities Session 2 : Cadre mondial de surveillance urbaine et son application locale](#)

Roue des indicateurs du Cadre mondial de surveillance urbaine. ©ONU-Habitat.



J.3. Base de données des indicateurs urbains mondiaux



Résumé : La base de données des indicateurs urbains mondiaux (ou Global Urban Indicators Database, GUID) fournit des données et des liens vers de nombreux ensembles de données et guides urbains pour les villes et les établissements urbains de toutes les régions du monde. Cette compilation de données urbaines comprend des données partagées par des bureaux de statistiques nationaux, des données générées par les équipes d'ONU-Habitat, et des données acquises auprès d'autres sources fiables, y compris des partenaires et des projets thématiques en cours gérés par les branches et les sections d'ONU-Habitat. La plateforme en ligne est en libre accès et permet aux utilisateurs d'explorer, de visualiser, de comparer et de télécharger des données, y compris leurs fichiers de métadonnées. Les ensembles de données sont étiquetés pour faciliter toutes recherches, avec un étiquetage correspondant aux Objectifs de Développement Durable (ODD) et aux indicateurs du Nouvel Agenda Urbain (NUA).

Défi à relever : Les données fiables à l'échelle des villes et des agglomérations sont très demandées, mais l'offre ne suffit pas à soutenir la planification et les actions au niveau local. Lorsque les bonnes données sont dans les bonnes mains au bon moment, les décisions peuvent

mieux documentées, plus équitables et davantage susceptibles de protéger les droits des citoyens urbains et des populations vulnérables. La base de données des indicateurs urbains est conçue pour être la référence mondiale en matière de données sur les villes et les zones urbaines. Elle fournit des données urbaines validées, des plus récentes, et statistiquement solides et comparables au niveau international. ONU-Habitat veille à la qualité, à l'intégrité et à l'organisation de ces données et les rend accessibles en tant que bien public mondial sur le [site web des Indicateurs urbains mondiaux](#). Les données du site détaillent les progrès importants réalisés dans les différents objectifs urbains des ODD et les engagements des NUA aux niveaux municipal, national et mondial. Les données du site proviennent de collaborations entre ONU-Habitat et les services de statistiques des gouvernements, d'autres agences des Nations Unies, des ONG internationales, des groupes de réflexion et des universitaires, des médias et de la société civile. Grâce à cette initiative, ONU-Habitat travaille également au niveau national pour soutenir le développement de tous les aspects des systèmes statistiques nationaux qui contribuent à la production de données alimentant la base de données des Indicateurs urbains mondiaux.

L'objectif de développement durable 11 - Villes et communautés durables - peut être mis en œuvre et suivi par la production de données.

©ONU-Habitat



Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat collecte, génère et rassemble des données pour ouvrir des portails de données et des tableaux de bord accessibles via le [site de données des indicateurs urbains](#). La principale plateforme d'accès aux données est communément appelée la base de données des indicateurs urbains mondiaux (GUID) et est constituée de près de 142 indicateurs en accès libre pour le public, couvrant 193 pays et plus de 1 500 zones urbaines. Les données sont structurées par thème et peuvent être téléchargées ou visualisées sur des tableaux de bord et des cartes web.

ONU-Habitat offre un soutien au renforcement des capacités en matière de données, y compris un soutien à la production de données, soit par le biais de formations, soit par la production directe de données pour les villes ou les niveaux nationaux. Les bureaux nationaux de statistiques sont invités à examiner et à valider les données en vue de leur utilisation pour le suivi des progrès des indicateurs urbains, la préparation des VNR et ENV et leur inclusion dans des mécanismes de prise de décision locales.

Durée du soutien : Les ensembles de données et les métadonnées de la documentation du GUID sont continuellement mis à jour par les équipes de données

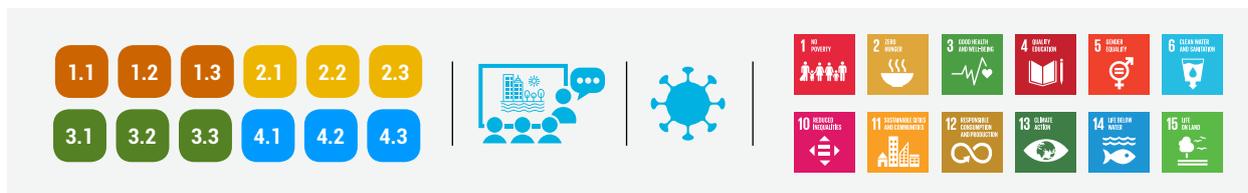
d'ONU-Habitat, mais toutes ces données proviennent de sources locales et nationales. Les organisations qui se sont lancées dans la production de données pour les villes ou les objectifs des ODD liés aux villes et les engagements des NUA peuvent être soutenues sur une période de 6 à 24 mois afin de mettre en place un environnement favorable à la production de données urbaines locales. Cela comprend la formation technique directe du personnel, des conseils sur les applications technologiques et le partage des meilleures pratiques qui peuvent facilement être adaptées pour une production de données efficace aux niveaux urbains.

Application précédente : Les versions précédentes de la base de données couvraient principalement des cibles sur les bidonvilles et l'accès aux services urbains et étaient exécutées sur les moteurs DEVINFO. La nouvelle version de la base de données est accessible sur le web et couvre presque tous les pays et plus de 142 indicateurs tirés des SDG et des cadres NUA et de l'UMF (Global Urban Monitoring Framework). La base de données est également liée à la plateforme de l'Agenda urbain, où l'analyse des données secondaires est disponible sous la forme de visualisations liées aux engagements transformateurs des NUA.

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Base de données des indicateurs urbains](#)
[COVID-19 Base de données sur l'état de préparation et de réaction](#)
[Plate-forme de l'agenda urbain](#)

J.4. Observatoires urbains



Résumé : Un observatoire urbain est un réseau local de parties prenantes chargé de produire, d'analyser et de diffuser des données urbaines relatives à un ensemble significatif d'indicateurs qui reflètent les questions prioritaires collectives de développement durable dans une zone ou un pays donné. Les données et les informations produites par l'observatoire local sont utilisées pour soutenir la prise de décision et la formulation de politiques. Un observatoire urbain est donc un pôle local pour le suivi et la production de données urbaines au niveau local ou national, fournissant une plateforme pour faciliter la collecte, l'analyse, l'interprétation et la communication des données à travers différents indicateurs, et soutient l'échange efficace de connaissances et la gouvernance fondée sur des données fiables.

Défis relevés : Dans de nombreuses régions du monde, le manque de données urbaines locales de bonne qualité, pertinentes, et accessibles est un élément clé qui entrave les progrès en matière de suivi et d'établissement de rapports sur les programmes mondiaux tels que l'Agenda 2030 pour le développement durable et ses Objectifs de Développement Durable (ODD) connexes, ainsi que le Nouvel Agenda Urbain (NUA). Le manque de données urbaines solides affecte également la formulation de politiques fondées sur des données probantes et la conception de programmes qui répondent aux dynamiques urbaines et aux défis qui y sont liés. À mesure que les pays s'orientent vers une décentralisation accrue et une prise de décision localisée, il est nécessaire de mettre en place des systèmes et des réseaux de suivi locaux capables de soutenir le suivi des progrès, d'identifier les reculs à l'aide de nouvelles approches et techniques, et de soutenir la formulation de politiques fondées sur des données fiables. Les autorités locales ont également besoin d'évaluations périodiques de leur état de développement et d'outils précis pour évaluer les résultats des politiques et l'impact de plans et d'actions spécifiques.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : Un observatoire urbain sert de centre local pour la surveillance urbaine au niveau local ou national, soutenant un échange de connaissances efficace et une gouvernance fondée sur des données. En tant que coordinateur mondial du Réseau Mondial des Observatoires Urbains, ONU-Habitat renforce la capacité des autorités locales et nationales à établir des observatoires urbains. Cette assistance comprend un service de conseils aux autorités locales et la fourniture des réseaux nécessaires pour les besoins en ressources, la création de bases de données, la hiérarchisation des indicateurs et leur alignement sur les cadres et outils mondiaux de suivi urbains tels que l'application de l'échantillon national de villes⁶, l'UMF, etc.

Grâce à ce soutien, les autorités sont en mesure d'élaborer, de collecter et d'analyser des données sur un ensemble d'indicateurs localisés pour suivre une série de questions prioritaires locales ou nationales ; d'établir des mécanismes permanents de suivi des ODD et des indicateurs urbains ; de promouvoir l'utilisation des données urbaines dans la planification et l'élaboration des politiques au niveau local et national ; de diffuser des informations pour renforcer la responsabilité et la transparence ; et de promouvoir l'appropriation locale du système d'indicateurs urbains et une culture de suivi et d'évaluation.

Durée du soutien : Le niveau de soutien fourni dépend de nombreux facteurs, notamment de la disponibilité des ressources et des systèmes de données locaux complémentaires, dépendant du stade de développement des systèmes de données des autorités locales. En général, la mise en place de la phase 1 prend environ huit mois. Par exemple, un atelier de renforcement des capacités de trois jours permet aux parties prenantes d'acquérir une compréhension globale du modèle et les compétences nécessaires pour démarrer.

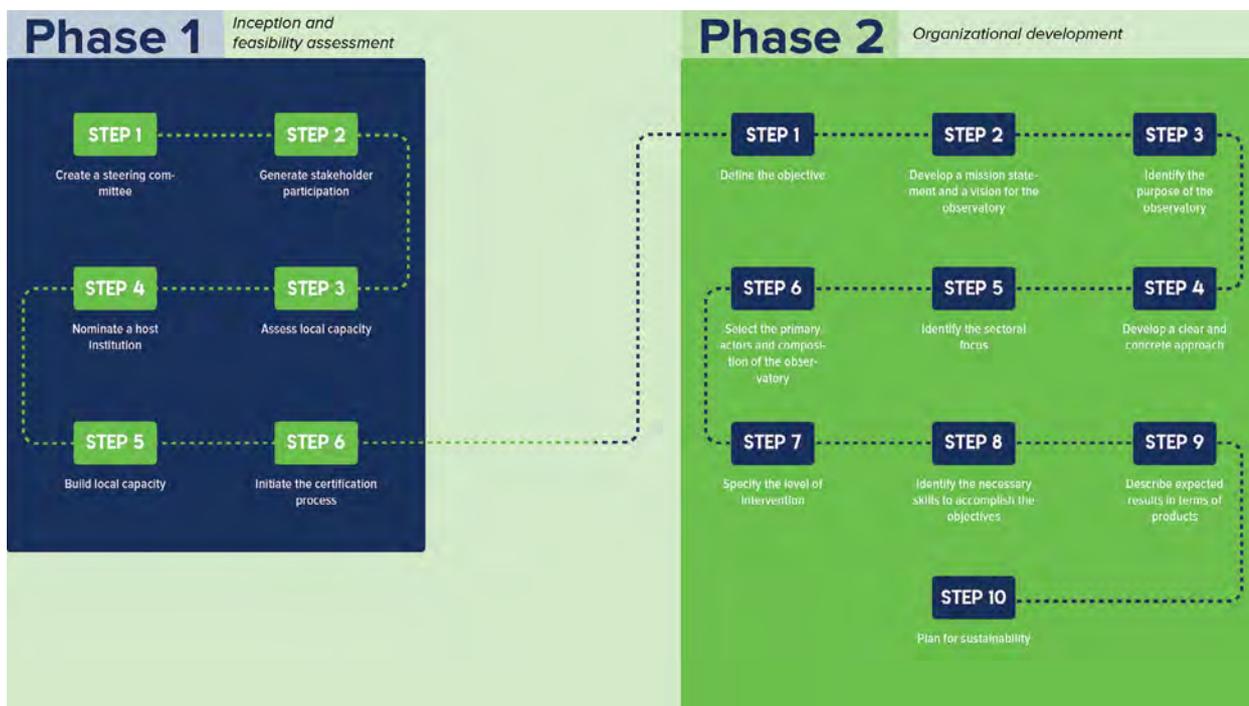
6 Echantillon national de villes : Une approche modèle pour suivre et rendre compte des performances des villes au niveau national

Des formations peuvent être proposées tout au long des différentes étapes du processus de création de l'observatoire, comme le montre le tableau ci-dessous.

Application précédente : ONU-Habitat gère et coordonne les observatoires urbains locaux et nationaux opérant dans le monde entier. En mai 2021, 31 observatoires ont été identifiés comme étant opérationnels/actifs sur les besoins en données COVID-

19. Des efforts continus sont menés pour s'assurer que davantage d'observatoires s'adaptent aux besoins en données COVID-19 afin de guider une meilleure réponse locale. Par exemple, l'observatoire urbain de Newcastle collecte et diffuse localement des données urbaines de pointe sur divers aspects de la ville. Ces données ont influencé les politiques et les investissements dans la ville. Globalement, le réseau compte plus de 360 observatoires régionaux, nationaux et locaux dans le monde.

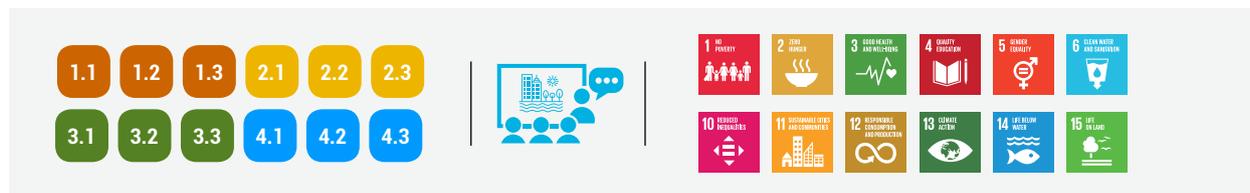
Le processus de mise en place d'un observatoire urbain. © ONU-Habitat



POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Observatoires urbains mondiaux](#)
[Un guide pour la mise en place d'un observatoire urbain](#)

J.5. Soutien direct au suivi des indicateurs des ODD



Résumé : ONU-Habitat, en tant qu'agence gardienne désignée pour 9 des 15 indicateurs de l'ODD 11 et soutenant le suivi et la reddition de comptes pour 4 indicateurs dans d'autres objectifs, s'engage à soutenir, avec l'aide des bureaux de statistiques, les pays demandeurs d'aide dans les processus de suivi et de rapport sur les ODD et le NUA (Nouvel Agenda Urbain). ONU-Habitat travaille avec diverses parties prenantes pour aider les États membres à mettre en place les systèmes de suivi requis pour l'ODD 11 et d'autres ODD urbains, en créant les conditions pour produire, et utiliser, des données urbaines pour l'élaboration de politiques et l'information destinée à des actions transformatrices.

Défis relevés : Pour que les villes puissent constituer leur propre base de données, tant pour l'élaboration de politiques que pour le suivi et l'établissement de rapports, elles doivent mettre en place des systèmes de données, complétés par une expertise pertinente. Les enquêtes d'ONU-Habitat ont établi que de nombreux pays sont au stade initial du développement des systèmes de données, ou l'ont légèrement dépassé. Les systèmes les moins développés limitent la capacité des gouvernements à intégrer les données dans les modèles de prise de décision et entravent la formulation de politiques actualisées et fondées sur des preuves.

De même, pour bien comprendre les inégalités et les tendances urbaines, les endroits où l'accès aux services de base est le plus difficile ou les quartiers laissés pour compte, il est nécessaire de recourir aux technologies d'observation et de la Terre et d'information géospatiale (OT & IG), qui sont non seulement essentielles à la production de données, mais aussi indispensables pour traduire ces données multiples en produits faciles à comprendre afin d'identifier les actions à entreprendre, à quel moment et à quel endroit. Aujourd'hui, les technologies d'OT et d'IG ne sont plus une considération facultative, mais un élément indispensable de toute stratégie de gestion des données à tous les niveaux. Le modèle d'intégration des données spatiales dirigé par ONU-Habitat fournit un guide détaillé sur la façon dont les pays et les villes peuvent tirer parti des nouvelles technologies spatiales dans leur planification, leur suivi et

et leur rapport de progrès, qui est également aligné sur l'approche du Cadre mondial de suivi des indicateurs urbains (service J.2).

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : Grâce à son expertise en matière de collecte de données, de suivi et de développement des capacités, et à sa position unique en tant qu'agence gardienne de divers programmes de l'ONU, ONU-Habitat peut contribuer à la réalisation de cet objectif. ONU-Habitat offre un soutien direct et indirect aux gouvernements sous la forme d'ateliers, d'engagements de partage des connaissances, de formations et d'un soutien sur mesure. Ce soutien aux capacités peut (a) aider les gouvernements, les autorités locales et les organisations de la société civile locale à renforcer leur capacité à collecter, gérer, conserver et utiliser les informations sur le développement urbain ; (b) promouvoir l'utilisation de connaissances et d'indicateurs urbains pour la formulation de politiques, la planification et la gestion urbaine par le biais d'un processus participatif ; et (c) regrouper et diffuser les résultats des activités de suivi au niveau mondial, national et municipal, ainsi que les bonnes pratiques dans le cadre du suivi mondial et de l'échange d'informations.

ONU-Habitat a développé des modules de formation avec des métadonnées détaillées sur les indicateurs, couvrant la raison d'être du suivi des indicateurs, les processus de suivi et de rapport, les définitions des concepts clés, les approches de mesure, la description des outils ainsi que les sources de données potentielles. Grâce à un engagement continu, ONU-Habitat tend la main et répond aux demandes des villes et des pays qui cherchent un soutien en matière de capacités. L'agence organise des réunions, des webinaires, des sessions de partage des connaissances et des ateliers - aux niveaux régional, national et local - pour proposer des formations sur la gestion des données urbaines, notamment pour le suivi et le compte rendu des ODD. En outre, un soutien peut être apporté par le biais d'une plateforme d'apprentissage en ligne, qui est une ressource en ligne permettant aux utilisateurs d'interagir systématiquement avec les processus de suivi des indicateurs, y compris leur raison d'être, les concepts clés et les méthodologies impliquées.

En appliquant le Cadre mondial de suivi des indicateurs urbains, le soutien au suivi des ODD et des NUA pour les dimensions urbaines est intégré. Des formations sont proposées pour la mise en application de cette approche harmonisée.

En ce qui concerne les données spatiales urbaines, ONU-Habitat collabore avec des partenaires/agences impliqués dans l'avancement des technologies SIG et d'observation de la Terre afin de créer des outils (standard et personnalisés) pour la génération et le traitement des données urbaines. Ces outils comprennent des codes d'extraction et de traitement des données, des modules d'extension de logiciels SIG et une gestion harmonisée des données. Ces outils sont essentiels pour les pays qui produisent des données sur les NUA et les ODD pour les rapports de progrès. Diverses métadonnées sont également disponibles pour les partenaires intéressés par des descriptions détaillées de toutes les méthodes et justifications.

Pour certains pays, ONU-Habitat fournit un soutien direct à la génération de données spatiales, sur demande. Dans ces cas là, ONU-Habitat génère des données spatiales sur les indicateurs urbains pour les pays et les villes. Les données sont partagées avec les Offices nationaux de statistiques (ONS) pour validation, utilisation dans les rapports, planification locale, et inclusion dans la base de données mondiale d'indicateurs urbains d'ONU-Habitat.

Boîte à outils d'observation de la Terre – La boîte à outils d'observation de la Terre (OT) pour les villes et les établissements humains durables est une ressource de connaissances en ligne, qui sert de première étape pour les pays et les villes intéressés par l'application de l'observation de la Terre (OT) afin de soutenir leurs besoins en matière de suivi de l'ODD 11 et de planification et de mise en œuvre des politiques urbaines.

Durée du soutien : La durée du soutien varie largement en fonction des demandes des pays et ONS pour le développement de leur système de données. Un atelier d'une semaine est suffisant pour couvrir les modules de formation pour 10 indicateurs des ODD et outils associés, tels que l'échantillon national de villes et l'application de la boîte à outils d'OT entre autres, mais des suivis réguliers peuvent être nécessaires pendant quelques années. Le temps nécessaire pour couvrir un module sur la plate-forme d'apprentissage en ligne est de deux à trois heures.

Application précédente : ONU-Habitat et ses partenaires ont mené conjointement plusieurs ateliers régionaux, nationaux et locaux auxquels ont participé plus de 50 pays et des centaines d'autorités urbaines. L'agence a également contacté toutes les OSN pour évaluer les niveaux actuels de production de données sur les ODD pour les indicateurs urbains, pouvant ainsi identifier les pays où ce soutien est le plus nécessaire, mais aussi comprendre les défis sous-jacents auxquels ils sont confrontés dans la production de données urbaines. Au Botswana par exemple, le soutien apporté par ONU-Habitat à 80 agents techniques entre 2017 et 2019 a permis de produire des données pour 50 indicateurs urbains ainsi que des rapports sur l'indice de prospérité des villes (CPI) pour Gaborone et Francistown avec des recommandations spécifiques exploitables. Grâce à ce soutien, des agences clés (notamment le ministère des Infrastructures et du Développement du logement, le ministère des Collectivités locales et du Développement rural, Statistics Botswana, les départements/agences en charge des terres, de la gestion des déchets, des routes et des transports publics, du patrimoine culturel, de la réduction des risques de catastrophe, etc.) ont amélioré leur compréhension des données urbaines locales et de la coordination institutionnelle dans les processus de développement: elles coopèrent désormais pour la mise en place d'un observatoire urbain national pour soutenir le développement urbain au Botswana.

ONU-Habitat et ses partenaires discutent des raisons pour lesquelles une définition harmonisée des zones urbaines et rurales est importante pour le suivi des ODD. Atelier sur l'application de l'approche du degré d'urbanisation (DEGURBA) pour la production de données urbaines comparables au Kenya, avril 2022, Nairobi, Kenya.

© ONU-Habitat



POUR PLUS D'INFORMATIONS

[The Earth Observations Toolkit for Sustainable Cities and Human Settlements](#)

[Manuel SIG pour les municipalités](#)

[Le SIG comme système d'aide à la planification pour la planification de villes harmonieuses, n° 3](#)

K. Innovation

K.1. Création de défis pour soutenir les collectivités locales dans la recherche et mise en place de solutions innovantes



Résumé : Les villes peuvent utiliser l'innovation ouverte et axée sur les défis pour identifier des solutions innovantes et intelligentes permettant de résoudre les problèmes urbains. ONU-Habitat soutient les gouvernements locaux dans la définition des défis, l'engagement des parties prenantes et des communautés, la production de notes sur les défis, la conceptualisation des défis d'innovation et la recherche d'innovateurs. Les villes identifient le défi dont elles ont besoin et travaillent avec ONU-Habitat et ses partenaires pour affiner la réponse nécessaire en fonction de la contribution et du retour des parties prenantes. Les initiatives de défi ont été largement utilisées auparavant pour impliquer les groupes vulnérables tels que les jeunes, les filles et les femmes dans le développement de solutions locales innovantes.

Défis abordés : Les villes d'aujourd'hui sont en constante évolution et de nouvelles façons de

résoudre les problèmes urbains existants sont nécessaires. Les collectivités locales du monde entier sont confrontées à des difficultés pour identifier, acquérir et mettre en œuvre des solutions innovantes et intelligentes appropriées. L'innovation axée sur les défis est un moyen de combler le fossé existant entre les gouvernements locaux et le secteur privé, d'une manière inclusive, tout en plaçant les besoins des populations au centre de l'élaboration des solutions. Les initiatives de défi favorisent un environnement dans lequel les villes peuvent saisir comment et de quelle manière les innovations sont incorporées dans la vie quotidienne des citoyens et contribuent à diverses stratégies allant d'une approche communément utilisée, axée sur l'offre, à des méthodes axées sur la demande, centrées sur les besoins humains. L'innovation par le défi est une méthodologie centrée sur les personnes, dans laquelle la participation et l'inclusion du public sont inhérentes aux différentes phases du processus.

Des étudiants universitaires, enseignants, travailleurs humanitaires, responsables gouvernementaux et des communautés se réunissent lors du premier hackathon sur les technologies propres visant à résoudre les problèmes humanitaires dans la ville de Marawi.

© ONU-Habitat/Mark Padida



Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : ONU-Habitat a développé une méthodologie sur mesure qui utilise l'innovation ouverte et axée sur les défis pour aider les villes à identifier, tester et acquérir des solutions innovantes par le biais de fonds participatifs (ou *crowdsourcing*), de concert avec des parties prenantes publiques et privées pour mettre en œuvre des innovations qui répondent aux défis urbains. ONU-Habitat accompagne les gouvernements locaux dans un processus de définition des défis, d'engagement des innovateurs, de démonstration des systèmes, de mise en œuvre et d'investissement. Tout au long du processus, un soutien technique et des ressources sont fournis pour développer les capacités locales à acquérir et à expérimenter des processus d'innovation et des démonstrateurs de systèmes. Grâce à son expertise et expérience en matière de défis urbains, ONU-Habitat peut fournir aux villes un soutien sur mesure, basé sur les besoins locaux, qui inclut la participation des parties prenantes de différents secteurs, notamment les communautés locales. La participation des femmes et des jeunes est prédominante dans les applications existantes de la méthodologie et a démontré des résultats positifs pour stimuler l'innovation.

L'innovation par les défis offre aux villes et aux gouvernements locaux la possibilité d'expérimenter et de tester des solutions pour mieux comprendre l'écosystème de l'innovation. Cette expérience pratique renforce les capacités locales dans différents domaines, notamment l'approvisionnement et l'investissement dans des solutions visant à relever les défis sociaux et environnementaux, ainsi que la réalisation des ODD au niveau local.

Applications précédentes : ONU-Habitat possède une forte expertise dans le secteur des défis de l'innovation, qui a commencé en 1995 avec le Prix international des meilleures pratiques pour le développement durable de Dubaï. Depuis les années 2000, ONU-Habitat a soutenu de nombreuses initiatives, telles que le Innovate Kenya Counties Challenge, qui a contribué à accroître l'engagement et la participation inclusive des

des jeunes Kényans dans la gouvernance locale via des solutions basées sur les Technologies de l'Information et de la Communication (TIC). En 2020, ONU-Habitat a dirigé le *Future Cities Challenge* en partenariat avec la Fondation Botnar, encourageant les jeunes du monde entier à imaginer de manière créative les villes du futur. Depuis 2020, ONU-Habitat travaille avec plusieurs partenaires suédois et Nesta Challenges dans le cadre du *Climate Smart Cities Challenge* afin d'explorer des solutions innovantes et de pointe pour réduire les émissions de gaz à effet de serre dans les villes tout en améliorant la qualité de vie des communautés marginalisées dans les villes de Bogota, Bristol, Curitiba et Makindye Ssabagabo. En juin 2021, dans le cadre du projet *Healthy Oceans and Clean Cities Initiative*, ONU-Habitat a soutenu la mise en œuvre du *Plastic 3R Hacks PH*, un hackathon virtuel à l'échelle nationale, en collaboration avec des partenaires. Il a permis d'identifier des solutions à la pollution plastique marine aux Philippines, notamment des solutions basées sur l'intelligence artificielle, des applications mobiles et des idées innovantes comme des concepts commerciaux pour des processus d'upcycling créatifs.

Durée du soutien : Un processus complet d'innovation par le défi peut prendre jusqu'à deux ans du début à la fin, mais il est possible d'utiliser des parties du processus pour innover sur un large éventail d'initiatives programmatiques. Par exemple, des ateliers pratiques de définition des défis peuvent être réalisés en deux à quatre heures, les énoncés des défis peuvent être élaborés en quelques jours, et un large éventail de processus d'engagement de la communauté et des parties prenantes peut être réalisé en plusieurs jours. Certaines applications de développement rapide de la méthodologie, comme les hackathons, peuvent être réalisées en deux ou trois jours. ONU-Habitat offre une présentation générale de la méthodologie et des défis précédents afin d'aider les villes et les gouvernements locaux à comprendre les opportunités de l'innovation basées sur les défis.

TEMOIGNAGE

"Je suis impressionné par les résultats obtenus et, surtout, je suis très heureux que les jeunes aient pu mettre le doigt sur la cause profonde du problème environnemental de notre communauté : notre comportement."

Inshirah Alonto Ala,

Zoologiste et environnementaliste de la ville de Marawi - Mindanao Youth Innovation Hackathon

"Bien que le concept des maisons vertes soit rapidement adopté dans les villes d'Asie, d'Europe et d'Amérique du Nord, l'innovation est relativement nouvelle dans les milieux urbains ougandais, ce qui nécessite donc une expertise internationale diversifiée avec la participation des parties prenantes locales pour déterminer ce qui fonctionnera le mieux afin de réduire les émissions de GES."

La ville de Makindye Ssabagabo,

Défi des villes intelligentes sur le plan climatique

POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Climate Smart Cities Challenge - Préparer les villes à mettre en œuvre des solutions climatiques](#)

[Les jeunes conçoivent leurs villes dans le cadre du défi #FutureCitiesChallenge](#)

[Future Cities Challenge - Les jeunes conçoivent leurs villes du futur pour relever les défis urbains](#)

[Hackathon sur la résilience urbaine Encourager l'innovation pour de meilleures villes, Rapport sur les leçons apprises](#)

[Défi des comtés kenyans innovants - Améliorer la gouvernance locale pour les jeunes en utilisant les TIC](#)

K.2. Accélérateur d'innovation technologique des Nations Unies pour les villes (UNITAC)



Résumé : L'accélérateur d'innovation technologique des Nations Unies pour les villes (UNITAC, une collaboration entre ONU-Habitat, l'Université HafenCity et le Bureau des Technologies d'Information et de Communication des Nations Unies, est un accélérateur d'innovation basé à Hambourg, en Allemagne. UNITAC travaille avec une variété de méthodologies d'innovation, de prototypage et de recherche appliquée pour développer des solutions innovantes qui accélèrent la concrétisation des ODD. UNITAC complète le soutien technique et normatif d'ONU-Habitat sur les technologies de pointe et les mécanismes de coopération et de gouvernance numériques afin de garantir que les technologies numériques reposent sur une base de respect des droits de l'homme et offrent des opportunités significatives à toutes personnes et nations. Le modèle d'accélérateur de l'ONU développe des prototypes et des concepts qui peuvent être mis en œuvre par les bureaux régionaux et nationaux de l'ONU en partenariat avec les gouvernements nationaux et locaux.

Défis abordés : L'urbanisation et la numérisation sont les deux tendances les plus importantes du XXI^e siècle. Pour contribuer efficacement à la durabilité urbaine, les technologies de pointe et l'innovation doivent être appliquées de manière appropriée afin que la prospérité qu'elles génèrent soit partagée

entre les personnes, les villes et les régions. UNITAC exploite une approche axée sur les besoins, en se concentrant sur les défis urbains réels et les besoins existants vécus par les gouvernements locaux et les villes, et en développant des technologies qui y répondent. Il offre aux gouvernements l'occasion de développer des capacités et une expertise en matière de transformation numérique qui soit inclusive, éthique et qui donne la priorité à la qualité de vie, aux droits de l'homme et se concentre sur les questions les plus urgentes de notre société.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : UNITAC fournit un environnement pour l'expérimentation et l'apprentissage, où des solutions et des projets pilotes peuvent être testés et prototypés en collaboration avec un réseau de partenaires. UNITAC a trois volets de travail thématiques :

1. Gouvernance ouverte, transparente et participative des données et des plateformes numériques
2. Cartographie, analyse spatiale, analyse et visualisation des données
3. Villes intelligentes centrées sur les personnes (voir la section 3 : Flagship 2 pour plus de détails sur le programme phare d'ONU-Habitat sur les villes intelligentes centrées sur les personnes).

Expérience de réalité virtuelle à l'Assemblée d'ONU-Habitat.

© ONU-Habitat/
Kiara Worth



Grâce à une équipe de data scientists, de technologues, de spécialistes des villes intelligentes et d'experts en développement urbain, UNITAC fournit un soutien en matière d'innovation et de technologie aux gouvernements nationaux, régionaux et locaux. Les projets sont sélectionnés par le biais d'appels ouverts réguliers dans lesquels les partenaires potentiels sont invités à présenter leurs défis urbains et leurs besoins technologiques liés aux trois thèmes d'UNITAC. L'équipe d'UNITAC travaille ensuite au développement des prototypes, des technologies, des outils de données, des méthodologies et des approches pour relever ces défis. Chaque projet technologique fixe ses propres objectifs et résultats attendus, qui sont évalués à la fin du processus.

Applications précédentes : En 2021, l'UNITAC a lancé trois projets :

Observatoire des données dans l'État d'Alagoas, Brésil

UNITAC travaille avec ONU-Habitat Brésil et le gouvernement de l'État d'Alagoas pour améliorer la collecte, la gestion et la visualisation des données afin d'influencer l'élaboration des politiques publiques urbaines à Alagoas. Un accent particulier est mis sur le développement d'outils de collecte de données pour les établissements informels de la ville de Maceio.

Cartographie des établissements informels à eThekweni, Afrique du Sud

À eThekweni, en Afrique du Sud, l'UNITAC a mis au point un outil, le AI Building Tracker, qui utilise l'apprentissage automatique pour accélérer radicalement la reconnaissance spatiale des établissements et des structures informels sur les images satellites, permettant ainsi au gouvernement municipal de détecter automatiquement les structures informelles et d'améliorer ses interventions de mise à niveau et de prestation de services.

Outil de diagnostic de la résilience des villes

L'UNITAC soutient la numérisation de l'outil de diagnostic de la résilience des villes d'ONU-Habitat, actuellement appliqué à Asuncion, Barcelone, Dakar, Maputo, Port Vila et Yakutsk. En utilisant l'apprentissage automatique et les méthodologies de collecte automatique de données, les processus de collecte de données sur la résilience peuvent être accélérés.

Durée du soutien : La durée de mise en œuvre des projets UNITAC varie en fonction de leur portée. Les projets à court terme peuvent durer de six à neuf mois. L'accélérateur fonctionne avec des méthodologies de co-création et de défi, qui comprennent des ateliers pour découvrir et définir les défis avec les gouvernements et les parties prenantes qui peuvent prendre un ou deux jours jusqu'à six mois. Les projets de plus grande envergure peuvent prendre plusieurs mois, voire jusqu'à trois ans, et couvrir différentes étapes, notamment l'évaluation du défi, les tests, le prototypage et la mise en œuvre.

TEMOIGNAGE

"La structure unique d'UNITAC représente elle-même la perspective globale du service et est le résultat d'une excellente coopération entre ONU-Habitat, le Bureau des Nations unies pour les technologies de l'information et de la communication, la ville de Hambourg, l'université HafenCity de Hambourg et le gouvernement fédéral allemand."

M. Niels Annen,
Ministre d'État, République fédérale d'Allemagne

POUR PLUS D'INFORMATIONS

Article de presse : [ONU-Habitat et la République fédérale d'Allemagne créent un accélérateur de technologies d'innovation des Nations Unies pour les villes \(UNITAC-Hambourg\) à l'université HafenCity de Hambourg](#)

[Prosperité urbaine durable et inclusive dans l'État d'Alagoas](#)

[Site web de l'UNITAC](#)



© Eduardo Moreno

Section 03

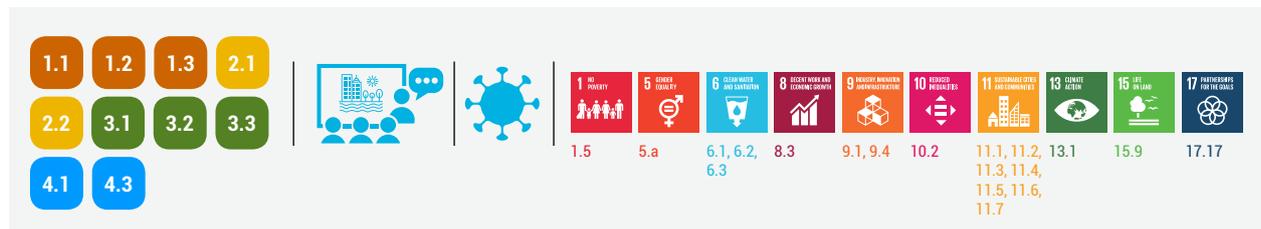
Nos programmes phares

Les cinq initiatives phares d'ONU-Habitat se concentrent sur la régénération urbaine inclusive, les villes intelligentes centrées sur les personnes, la résilience climatique des populations urbaines pauvres, les impacts positifs de la migration urbaine, et la réalisation des ODD grâce à la création et à l'accessibilité des données, à l'assistance technique et à la génération d'investissements. Ces initiatives consolident les services de l'agence ONU-Habitat, en mettant en avant des approches "intégrées" et holistiques qui favorisent l'innovation pour relever les grands défis urbains mondiaux et accélérer les progrès vers la réalisation des objectifs mondiaux.

Chaque programme phare intègre une variété de services, d'outils et d'expertise, et est fondé sur l'égalité, les droits de l'homme et des approches sensibles aux questions de genre. Ils sont conçus pour obtenir un

impact à échelle et accélérer les principales contributions urbaines à la réalisation du Nouvel Agenda Urbain, des ODD et à la mise en œuvre du plan stratégique 2020-2023 d'ONU-Habitat. Les programmes phares fournissent une arène pour piloter les instruments et les approches récemment développés (y compris le Fonds pour le Défi de l'Innovation, les centres de ressources techniques sous-régionaux, la plateforme du Nouvel Agenda Urbain et l'apprentissage en ligne, la certification des villes pour les ODD et le Fonds d'investissement pour les villes), en travaillant pour renforcer l'impact des investissements réalisés pour la reprise économique post-COVID-19 et le renforcement de la résilience contre les futures pandémies. Les villes et les pays qui accordent une haute priorité à ces thèmes sont invités à faire partie d'un ou plusieurs programmes phares en écrivant à ONU-Habitat à l'adresse UNHabitat-GSD@un.org.

Programme phare 1 : Quartiers et communautés inclusifs et dynamiques



Résumé : Le programme phare 1 : Quartiers et communautés inclusifs et dynamiques se concentre sur la régénération urbaine afin de réduire l'inégalité spatiale et la pauvreté en transformant les zones urbaines en quartiers connectés, dynamiques, diversifiés et vivants qui favorisent le développement de la ville entière et de son arrière-pays. L'approche d'ONU-Habitat en matière de régénération est fortement axée sur les droits de l'homme et sur l'amélioration de l'accessibilité pour les personnes handicapées, les personnes âgées, les jeunes, les enfants et les femmes, tout en ouvrant la voie à une transformation socio-économique plus large.

Défis relevés : Dans 75 % des villes du monde, les **inégalités spatiales** sont plus importantes aujourd'hui qu'il y a 20 ans. La majorité des villes ont des zones où les privations multiples se croisent et se superposent, où l'exclusion socio-économique et spatiale (avec des niveaux plus élevés de pauvreté, de chômage, de criminalité, de délinquance et un risque plus grand de dangers et de chocs environnementaux) est plus élevée que la moyenne de la ville.

La **crise du COVID-19** a clairement démontré l'importance de se concentrer sur l'inégalité spatiale au sein des villes. Les personnes qui vivent dans des logements inadéquats et travaillent dans l'informalité risquent davantage d'être exposées aux pandémies et à d'autres crises en raison de leurs mauvaises conditions de vie et de travail, d'un accès insuffisant à la nourriture, à l'eau, à l'assainissement et à d'autres services de base, ainsi que d'opportunités de subsistance limitées. Avec le **changement climatique**, l'augmentation du nombre d'événements extrêmes, la pollution et la raréfaction des ressources touchent également les plus vulnérables et mettent en péril l'équité sociale. Pour répondre durablement à la croissance urbaine continue, il est essentiel de rénover les quartiers et d'adapter les espaces sous-utilisés à de nouveaux usages.

La régénération urbaine inclusive peut contribuer à remédier à ces inégalités sous-jacentes qui rendent certains quartiers et communautés vulnérables aux pandémies et autres crises urbaines.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : L'approche d'ONU-Habitat en matière de régénération urbaine **englobe une combinaison de différentes stratégies physiques, environnementales et socio-économiques** visant à transformer les zones urbaines en quartiers et communautés dynamiques, diversifiés et vivants et à améliorer leur connexion avec la ville au sens large. Ces efforts présentent également l'avantage de préserver le patrimoine culturel et d'aider à construire un sentiment d'identité et d'appartenance au sein des villes.

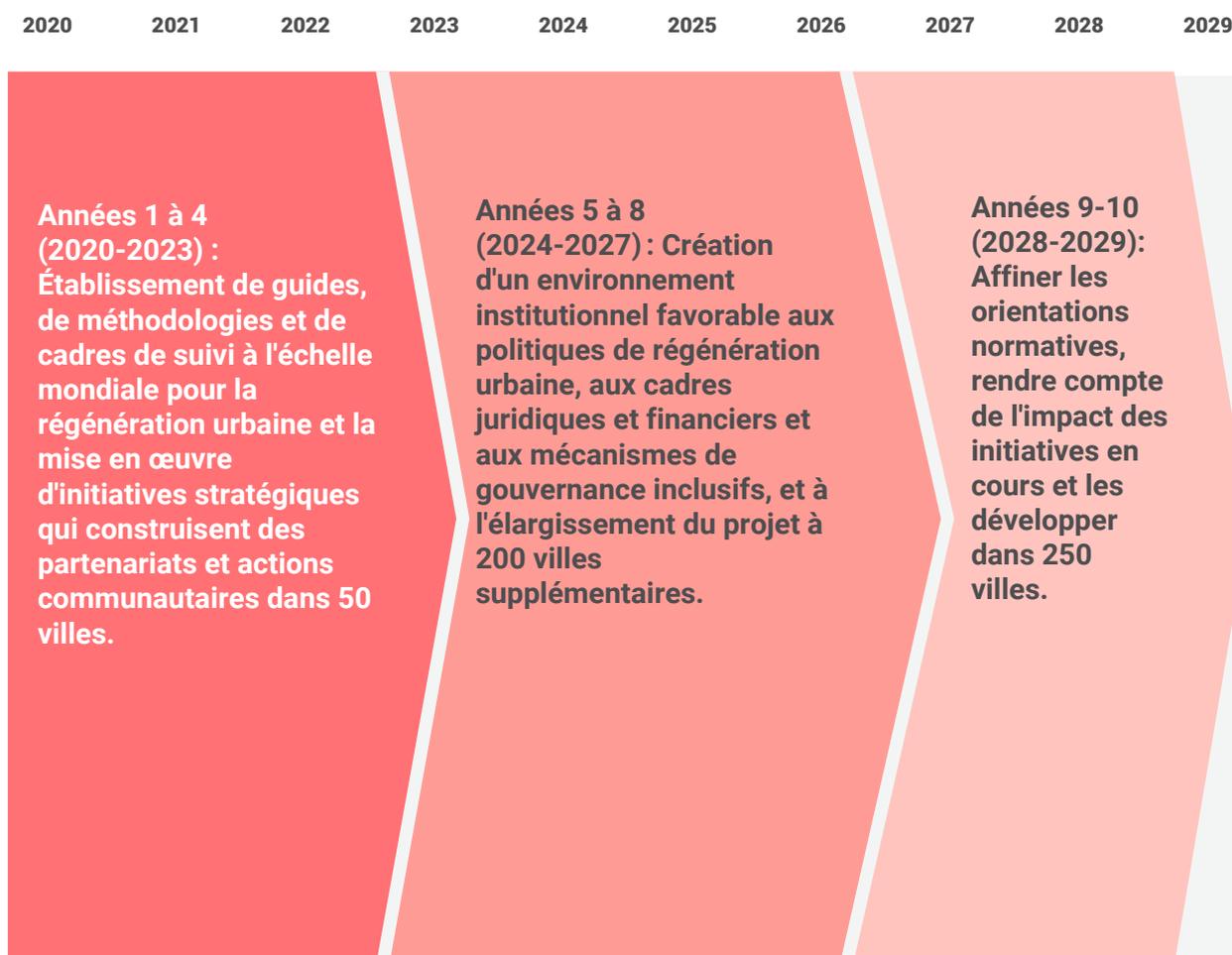
Si elles sont bien menées, la restauration, la réhabilitation, la mise à niveau, le rééquipement, la conservation et la revitalisation, entre autres mesures, peuvent libérer la valeur d'actifs et de ressources communautaires négligés, en tirant parti de leur potentiel et en générant des investissements à moyen et long terme. En partenariat avec les autorités locales, ces stratégies peuvent créer des emplois, des logements et des infrastructures, ouvrant ainsi la voie à des villes et des communautés durables et inclusives, capables de résister à divers chocs et agressions. **Ce programme phare vise à promouvoir la régénération urbaine à l'échelle mondiale en aidant les gouvernements et les acteurs urbains à mettre en place des processus inclusifs, résilients et intégrés.** Pour y parvenir, il propose :

- **Un renforcement des capacités** des villes et des gouvernements locaux, du secteur privé et des associations de communautés locales sur les éléments clés d'une politique, d'une gouvernance et d'une législation inclusives en matière de régénération urbaine.
- **Une plateforme de connaissances** permettant aux acteurs urbains de différents pays de partager leurs expériences, d'apprendre les uns des autres et de piloter des méthodologies pour faire progresser la régénération urbaine au niveau mondial.

- **L'orientation et le renforcement des capacités** des gouvernements nationaux et locaux pour mettre en place un environnement institutionnel favorable à la régénération urbaine avec des politiques, des cadres juridiques et financiers et des mécanismes de gouvernance inclusifs.
- **Une assistance technique, des outils et méthodologies** pour le développement, la mise en œuvre et le suivi de politiques, plans et projets localisés, en promouvant des approches intégrées et des modèles de partenariat pour la régénération urbaine.
- **Un soutien aux partenariats multipartites** pour le développement et la mise en œuvre de processus de régénération urbaine réussis à long terme.

Le programme contribue à la coordination de la dimension urbaine au sein des équipes des bureaux nationaux des Nations Unies et des mécanismes de coordination régionale dans le cadre de l'initiative Stratégie à l'échelle du système des Nations Unies pour le développement urbain durable. ONU-Habitat apporte des nouvelles perspectives, tout en usant de son expertise et longue expérience de travail avec les autorités locales et les structures communautaires. Au sein du système des Nations Unies, les partenariats avec l'UNESCO, l'OIT, le PNUD, le PNUE et l'ONUDI seront mis à profit, en particulier la collaboration avec l'UNESCO pour la régénération urbaine dans les zones urbaines historiques.

Durée de l'aide : La régénération urbaine nécessite un engagement à long terme. Le programme phare est prévu pour durer au moins jusqu'en 2030, en trois phases :



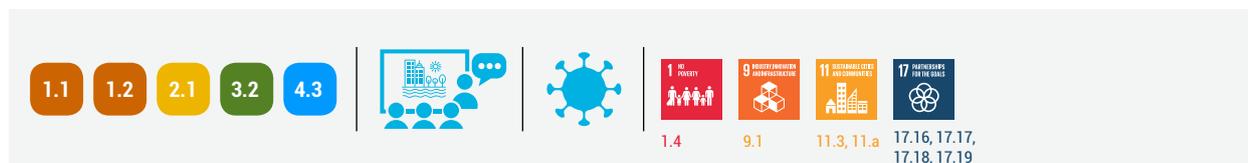
Les parcs nouvellement créés en Afghanistan permettent à de nombreuses femmes et enfants d'accéder à des espaces publics sûrs. © ONU-Habitat



[POUR PLUS D'INFORMATIONS](#)

[Page web du programme "Inclusive, Vibrant Neighbourhoods and Communities" \(quartiers et communautés inclusifs et dynamiques\)](#)

Programme phare 2 : Villes intelligentes centrées sur les personnes



Résumé : Le programme phare 2 : Villes intelligentes centrées sur les personnes renforce la prospérité partagée des villes et des régions en mettant la transformation numérique urbaine au service de tous, en favorisant la durabilité, l'inclusion, la prospérité, et la réalisation des droits de l'homme. Avec les autres programmes phares et en collaboration avec d'autres agences des Nations Unies, ainsi qu'avec des acteurs étatiques et non étatiques, ce programme phare devrait permettre : (i) la transformation des politiques numériques ; (ii) le financement de l'innovation numérique urbaine ; et (iii) l'amélioration de la qualité de vie dans les villes; (iii) l'autonomisation numérique et le renforcement des capacités.

Défis relevés : Aujourd'hui, alors que plus de 50 % de la population mondiale est connectée à internet, 3,6 milliards de personnes ne possèdent pas encore un accès abordable à internet. Cela limite fortement la capacité des villes à assurer une transformation numérique homogène de la société. Ce défi comporte une forte composante inégalitaire : parmi les 47 pays les moins avancés du monde, plus de 80 % de la population est toujours hors ligne, et l'écart entre les sexes en matière de connectivité continue de se creuser, ce qui exclut encore davantage les femmes de la participation à tous les niveaux et de leur prise en compte dans les décisions urbaines importantes. La pandémie de COVID-19 a mis en évidence les inégalités qui sous-tendent la fracture numérique à l'échelle mondiale et locale. De nombreux ménages, écoles et quartiers n'ont pas accès à l'enseignement à distance, à la télémédecine et au télétravail en raison d'une connectivité internet faible, absente ou inabordable ou d'un manque d'ordinateurs. Les villes s'appuient de plus en plus sur les technologies numériques et la connectivité pour soutenir leurs opérations et fournir des services, alors que tous les habitants n'ont pas accès à ces outils et sont encore plus marginalisés. Les habitants des bidonvilles et autres quartiers défavorisés des villes peuvent être confrontés à des difficultés plus importantes en matière de maîtrise des outils numériques et d'accès à internet, en particulier

les femmes. Dans de nombreux cas, le plein potentiel de la transformation numérique urbaine et de la "ville intelligente" pour contribuer aux ODD n'a pas encore été réalisé. Le manque de compétences en matière de technologies numériques au sein des administrations locales, l'absence de cadres de gouvernance numérique, la dépendance excessive à l'égard de l'innovation du secteur privé, la prise en compte insuffisante de l'impact du numérique sur les droits de l'homme et la persistance de la fracture numérique sont des défis qu'il convient de relever. La stratégie de l'ensemble du système des Nations Unies pour le développement urbain durable souligne que la transformation numérique et les nouvelles technologies sont l'une des quatre questions *frontières* qui nécessitent une réponse spéciale et coordonnée. ONU-Habitat s'efforce de donner aux villes intelligentes une nouvelle orientation axée sur les personnes. ONU-Habitat joue un rôle actif dans la coordination de ce domaine et s'efforce de définir une nouvelle approche de la ville intelligente qui favorise une utilisation inclusive, résiliente et durable des technologies par les autorités locales¹. Des cadres de collaboration relatifs aux villes intelligentes et à la transformation numérique des villes et des communautés ont été signés avec l'Union Internationale des Télécommunications et le PNUD.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir :

- Conseils et orientations techniques aux gouvernements locaux, régionaux et nationaux pour mettre les personnes au centre de leurs stratégies de transformation numérique et de ville intelligente, sur la base de la note d'orientation 2021 *Mettre les personnes au centre des villes intelligentes*.
- Conseils et orientations techniques aux gouvernements locaux, régionaux et nationaux sur l'évaluation et la lutte contre la fracture numérique urbaine, sur la base des orientations contenues dans les manuels 2021 "Assessing the Urban Digital Divide" et "Addressing the Urban Digital Divide".

¹ Comme le souligne le Nouvel Agenda Urbain qui appelle à " l'adoption d'une approche de ville intelligente qui exploite les possibilités offertes par la numérisation, les énergies et les technologies propres. "

- Conseils techniques et orientation des gouvernements locaux et régionaux sur la mise en place de plateformes et de systèmes de données efficaces, y compris des cadres, des stratégies et des politiques de gouvernance des données axées sur les personnes et inclusives.
- Conseils techniques aux gouvernements locaux sur les questions liées aux droits de l'homme numériques, à l'inclusion numérique et à la gouvernance numérique dans le cadre d'une collaboration avec la coalition Cities for Digital Rights, Cités et Gouvernements Locaux Unis et Eurocities.
- Renforcement des capacités des villes et des gouvernements locaux sur des questions clés liées aux stratégies de villes intelligentes centrées sur les personnes, aux systèmes et plateformes de données inclusives, aux droits de l'homme numériques, à l'évaluation et à la lutte contre la fracture numérique et à la participation publique numérique.
- Ateliers de définition des défis avec les villes qui souhaitent adopter une approche centrée sur les personnes, axée sur les besoins et fondée sur les défis pour acquérir et mettre en œuvre des services et des technologies numériques appropriés.

Il est essentiel que la planification des villes intelligentes se concentre sur la résolution de problèmes spécifiques de durabilité et sur des missions clés telles que la lutte contre le changement climatique, la réduction de la pauvreté et l'augmentation de la participation des citoyens, plutôt

Calendrier et jalons

2020 2021 2022 2023 2024 2025 2026 2027

Les questions d'égalité urbaine, d'inclusion sociale, de droits de l'homme et de durabilité environnementale sont intégrées dans le dialogue mondial sur les villes intelligentes.

Les investissements et les financements sont orientés vers des villes intelligentes et inclusives pour accélérer la réalisation des ODD, avec un accent particulier sur les pays en développement et les villes de petite et moyenne taille.

Renforcement de la capacité de tous les niveaux de gouvernement à utiliser les technologies de pointe pour l'inclusion et le développement urbain durable.

que de suivre une approche technocratique. Le programme phare prévoit d'atteindre les résultats suivants :

- 1. Transformation de la politique numérique :** Accentuation et intégration de la transition numérique centrée sur les personnes, durable et inclusive, en tant que sujet politique essentiel dans les forums politiques de haut niveau et les dialogues mondiaux sur les villes intelligentes.
- 2. Financement de l'innovation numérique urbaine :** Augmentation des investissements et des financements pour les villes intelligentes centrées sur les populations afin d'accélérer la réalisation des ODD, avec un accent particulier sur les pays en développement, les villes de petite et moyenne taille et les communautés urbaines.
- 3. Autonomisation numérique et renforcement des capacités :** Renforcement de la capacité des gouvernements à tous les niveaux à adopter une approche des technologies numériques centrée sur les personnes, favorisant le respect de la vie privée et préservant les droits, en vue de l'inclusion et du développement urbain durable dans la réalisation des ODD.

Durée de l'aide : Ce programme phare est destiné à fournir un soutien aux gouvernements nationaux et locaux, en étroite collaboration avec le secteur privé, la société civile, le monde universitaire et les communautés, pendant au moins huit ans, dans le cadre d'un dispositif global qui comprendra divers projets pilotes, des mécanismes de coordination, des outils politiques et normatifs, des services de conseil technique et outils de financement.

Les technologies numériques, selon leur utilisation, peuvent être une force qui creuse les écarts sociaux ou les réduit. Conscient de la fracture numérique qui ne cesse de se creuser, le Secrétariat Général a tiré l'une de ses cinq principales sonnettes d'alarme pour 2022, à savoir "passer en mode d'urgence pour placer l'humanité au centre de la technologie", et il saisit toutes les occasions de "contribuer à réduire la fracture numérique et à garantir des services Internet abordables, sûrs et sécurisés pour tous."

Remarques du Secrétaire Général à l'Assemblée générale sur ses priorités pour 2022

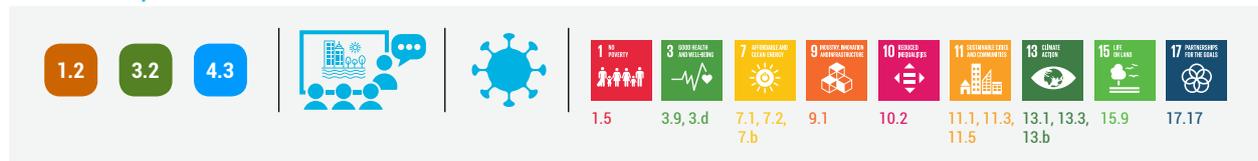
Les participants utilisent Minecraft pour améliorer la sécurité dans leur quartier à Hanoi, au Vietnam © Lovestrandell



POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Page web du programme "Smart Cities" centré sur les personnes](#)

Programme phare 3 : RISE-UP : Des installations résilientes pour les populations urbaines pauvres



Résumé : Programme phare 3 : RISE-UP : Resilient Settlements for the Urban Poor améliore la prospérité socio-économique des pauvres en milieu urbain en réduisant les perturbations climatiques et en améliorant les prestations de services et la résilience des communautés. RISE-UP fournit une assistance technique complète pour intégrer l'action climatique en faveur des pauvres dans les cadres politiques et de planification nationaux et locaux et s'engage au niveau local pour faciliter les processus de profilage et de planification menés par les communautés. Ce travail à plusieurs échelles fournit l'aide nécessaire aux partenaires de RISE-UP pour aider à préparer et à mobiliser les investissements dans les points chauds mondiaux de la vulnérabilité climatique urbaine.

Défis relevés : L'un des plus grands défis de l'adaptation au changement climatique est de savoir comment renforcer la résilience des près d'un milliard de citoyens qui vivent aujourd'hui dans des installations informelles. Les impacts du changement climatique, tels que les inondations, les vagues de chaleur, les sécheresses, les glissements de terrain, les tempêtes, l'érosion et l'inondation des côtes et les ondes de tempête, touchent les villes du monde entier. Les changements climatiques attendus (température, précipitations et élévation du niveau de la mer, précipitations extrêmes, sécheresse, vagues de chaleur ou de froid) et les changements d'exposition résultant des mouvements de population et des changements bioclimatiques, auront des impacts particulièrement graves sur les installations informelles. Cette vulnérabilité accrue est due à trois facteurs sous-jacents : (i) l'emplacement physique est souvent situé sur des sites fragiles tels que des pentes raides, des côtes ou des plaines inondables ; (ii) les caractéristiques socio-économiques des résidents, telles que les niveaux élevés de pauvreté et d'analphabétisme, signifient que ces communautés ont une faible capacité à faire face aux impacts climatiques ; et (iii) la marginalisation politique et institutionnelle de ces communautés, découlant de la non-reconnaissance des installations informelles comme

faisant partie du tissu urbain plus large, se traduit souvent par l'absence d'investissements significatifs dans les services et les infrastructures ciblant la réduction des risques. Un deuxième défi consiste à canaliser les investissements climatiques là où ils sont le plus importants, au niveau local. Le déficit de financement local et national est aggravé par le fait qu'à l'échelle mondiale, seuls 5 à 8% des fonds qui sont alloués à la lutte contre le changement climatique sont consacrés à l'adaptation, ce qui représente qu'une fraction de ce qui est nécessaire dans les villes à croissance rapide.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : L'expérience de longue date d'ONU-Habitat, acquise dans le cadre de la mise en oeuvre des programmes relatifs au climat et à l'assainissement des bidonvilles, signale la nécessité d'aborder ces deux questions de manière intégrée. Depuis 2016, l'agence a piloté cette approche intégrée dans 14 pays, développé des outils et des méthodologies, et le concept opérationnel s'est avéré avoir un fort impact et être capable de mobiliser des montants importants de cofinancement climatique.² Grâce au rôle de chef de file de l'agence dans la mise en place d'une coalition mondiale pour l'action climatique en faveur des pauvres en milieu urbain, dans le cadre des efforts visant à soutenir le Sommet sur le Climat 2019 du Secrétaire Général des Nations Unies, ONU-Habitat a contribué à façonner un partenariat mondial unique pour l'impact des politiques et de la sensibilisation, et le présent programme phare peut être compris comme l'initiative opérationnelle complémentaire visant à produire un impact transformateur sur le terrain pour compléter le second volet, "faire", des quatre dimensions de notre nouvelle approche : penser, faire, partager et s'associer. Grâce à ce programme phare, ONU-Habitat :

1. Aide les gouvernements et les investisseurs à collecter et à faire un usage approprié des données et des méthodologies ;

² La méthodologie sous-jacente de la " planification du changement climatique ", qui consiste en des évaluations participatives de la vulnérabilité et en une planification des actions climatiques pour une adaptation communautaire, s'est avérée adaptée à l'élaboration de projets pour le Fonds d'adaptation, et a servi de base à toutes les propositions de l'agence approuvées dans le pipeline, totalisant plus de 77 millions USD en juillet 2021 pour les projets approuvés, et plus de 42 millions USD pour les propositions avalisées à divers stades de développement.

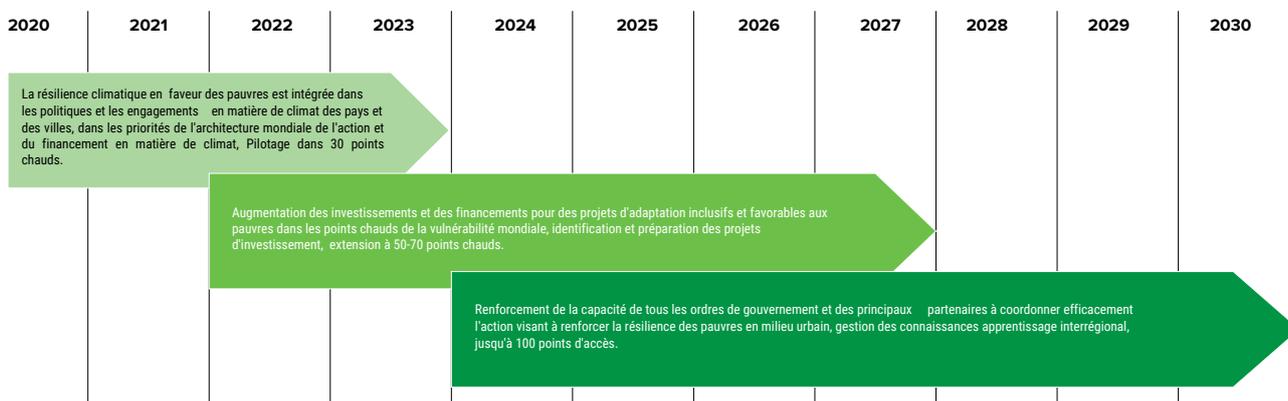
2. Relie les problèmes des villes aux débats mondiaux et la politique mondiale aux actions locales des villes ; harmonise et synergise l'action climatique en faveur des pauvres au niveau mondial, national, local et communautaire ;
3. Aide les gouvernements nationaux à élaborer des politiques et des cadres, et aide les villes à améliorer leurs plans et leurs stratégies.

Des sites potentiels pour le déploiement du programme phare ont été identifiés dans environ 140 villes de 40 pays (48 villes en Afrique, 57 en Asie-Pacifique et dans les Etats arabes, 35 en Amérique latine et dans le Caraïbes). La première phase proposée jusqu'en 2023 vise 30 villes dans 26 pays, la deuxième (2023-2030) visant plus de 80 millions de personnes dans un maximum de 100 villes à travers le monde.

Durée du soutien : Le programme phare sera un partenaire de développement fiable pour les villes et les gouvernements nationaux jusqu'en 2030. La durée de support fourni par ce programme est variable, allant des activités de profilage (six mois) à la planification (six à huit mois) et à l'identification et la réalisation des investissements (trois à quatre ans), soit trois à cinq ans au total. Les travaux d'alignement des cadres institutionnels nationaux sur les objectifs du programme sont de longs processus allant du soutien politique à l'élaboration des NDC/NAP (trois mois); à des processus de soutien politique plus sophistiqués (1 à programme phare sera un partenaire de développement fiable pour les villes et les gouvernements nationaux jusqu'en 2030.

Ce programme phare émerge du lancement réussi de l'initiative collaborative *Building Climate Resilience of the Urban Poor* (BCRUP) lors du Sommet d'action climatique du Secrétaire général en septembre 2019. Menée par les gouvernements nationaux du Kenya et du Brésil, et annoncée par le président Uhuru Kenyatta lors du Sommet, l'initiative a réuni une coalition inhabituelle de partenaires (organisations d'habitants de bidonvilles, autorités locales, associations de planification et leurs réseaux, gouvernements nationaux et organisations internationales), afin de développer une approche multi-niveaux vers le renforcement de la résilience climatique des populations urbaines pauvres, en gardant les communautés et leurs besoins, leurs connaissances et leur expérience au centre.

Phases et jalons



TEMOIGNAGE

"Alors que de plus en plus de citoyens du monde vivent dans des installations informelles non durables et que le changement climatique s'aggrave avec l'augmentation des températures mondiales, la nécessité de "se lever" est évidente pour aborder la durabilité de nos populations urbaines. Les Fidji s'efforcent chaque jour de construire cet avenir. Nous le faisons pour notre bien, en particulier pour celui de nos concitoyens les plus vulnérables. Mais nous le faisons aussi en sachant que nos succès sont partagés par nos concitoyens du monde entier. Chaque problème que nous résolvons apporte des connaissances et une expérience qui renforcent les villes et les communautés de notre région et du monde entier. C'est pourquoi je suis si heureux d'être ici aujourd'hui pour marquer une nouvelle étape dans notre coopération mondiale."

M. Frank Bainimarama,

Premier ministre des Fidji, à l'occasion de l'événement phare d'ONU-Habitat Lancement de RISE-UP (Forum urbain mondial 10, Abu Dhabi, février 2020)

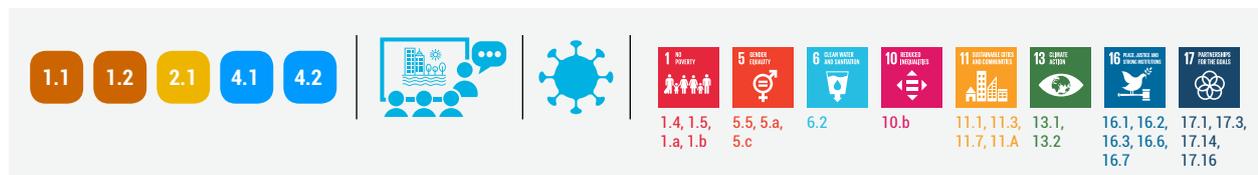
Application de matériaux mixtes pour renforcer la résilience d'une communauté locale touchée par des cyclones, école primaire Anchilo, district de Nampula, province de Nampula, Mozambique. © ONU-Habitat



POUR PLUS D'INFORMATIONS

[RISE-UP : Page web du programme "Resilient Settlements for the Urban Poor"](#)

Programme phare 4 : Renforcer l'impact positif des migrations urbaines



Résumé : Le programme phare 4 : Renforcer l'impact positif des migrations urbaines soutient la création d'environnements urbains inclusifs et non discriminatoires et l'amélioration de la cohésion sociale entre les communautés d'accueil et les communautés migrantes/déplacées, y compris dans des contextes de crise aiguë. Ce programme renforcera la capacité des gouvernements à tous les niveaux à exploiter l'impact positif des migrations vers les villes et à promouvoir un développement urbain inclusif et durable tout en améliorant les conditions de vie et l'accès aux services pour tous. Ce programme phare contribue à la promotion et au maintien de partenariats (aux niveaux mondial, régional, national et local), à la production de données et de recherches sur les migrations et l'urbanisation, et à la conduite et au soutien d'activités régionales, nationales et multinationales concernant le développement de programmes liés aux migrations et aux déplacements.

Défis abordés : La migration est un processus dynamique et fait intervenir plusieurs paramètres ; elle est multi-causale (facteurs d'incitation et d'attraction), implique différentes approches décisionnelles (volontaires ou involontaires) et frontières géographiques (internes et internationales). Les migrants, les réfugiés, les personnes déplacées à l'intérieur de leur pays (PDI) ou les rapatriés sont souvent confrontés aux discriminations et à l'exclusion sociale et économique, les femmes et les jeunes étant parmi les personnes les plus vulnérables. Lorsqu'il n'est pas correctement planifié, l'afflux rapide de personnes met souvent à rude épreuve les systèmes urbains, notamment les services (eau, assainissement et déchets, par exemple), le logement, les infrastructures et l'emploi, et peut entraîner une dégradation de l'environnement. En outre, de nombreuses personnes déplacées sont plus vulnérables et n'ont pas accès à leurs droits fondamentaux car elles vivent dans des logements inadéquats, ont un accès réduit aux services de base ou s'installent dans des zones mal desservies ou inadaptées d'une ville sujette aux inondations, aux glissements de terrain ou aux catastrophes. Comme beaucoup de personnes déplacées, de migrants ou de personnes en déplacement vivent dans des situations précaires, ce programme phare est particulièrement pertinent dans des contextes de réponse et de rétablissement post-COVID-19.

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : Ce programme phare vise à réduire les vulnérabilités et les inégalités en matière d'accès au logement, aux services et aux moyens de subsistance, ainsi qu'à renforcer la cohésion sociale entre les communautés et à favoriser l'autonomisation des femmes. En adoptant le Nexus Humanitaire-Développement-Paix, ce programme phare promeut l'engagement axé sur le développement dans les contextes humanitaires pour un développement urbain durable qui améliore la vie des migrants/déplacés et des communautés locales. ONU-Habitat collabore avec et soutient les gouvernements locaux, nationaux et infranationaux dans les contextes de migration/déplacement urbains.

Il est prouvé que la migration vers les zones urbaines a un impact positif sur le développement social, culturel et économique d'une ville, lorsqu'elle est bien planifiée et bien gérée. Les migrants augmentent la main-d'œuvre de la ville, apportent des compétences supplémentaires, investissent et créent des entreprises et, lorsqu'ils sont officiellement intégrés, contribuent à l'assiette fiscale de la ville. De nombreuses villes ont prospéré grâce à leur image cosmopolite et multiculturelle, attirant les touristes mais aussi les investissements.

Mais un afflux rapide de personnes met les villes à rude épreuve en ce qui concerne leur capacité à fournir des services, des logements adéquats et des infrastructures, ce qui conduit à des établissements informels ou à un étalement urbain non planifié. La concurrence perçue pour les emplois, le logement et les services peut entraîner la xénophobie et l'exclusion sociale des migrants. L'objectif du programme phare sur la migration est d'aider les autorités locales et nationales à créer des environnements urbains inclusifs et non discriminatoires, en particulier dans les situations où un afflux rapide de personnes a conduit à une crise urbaine.

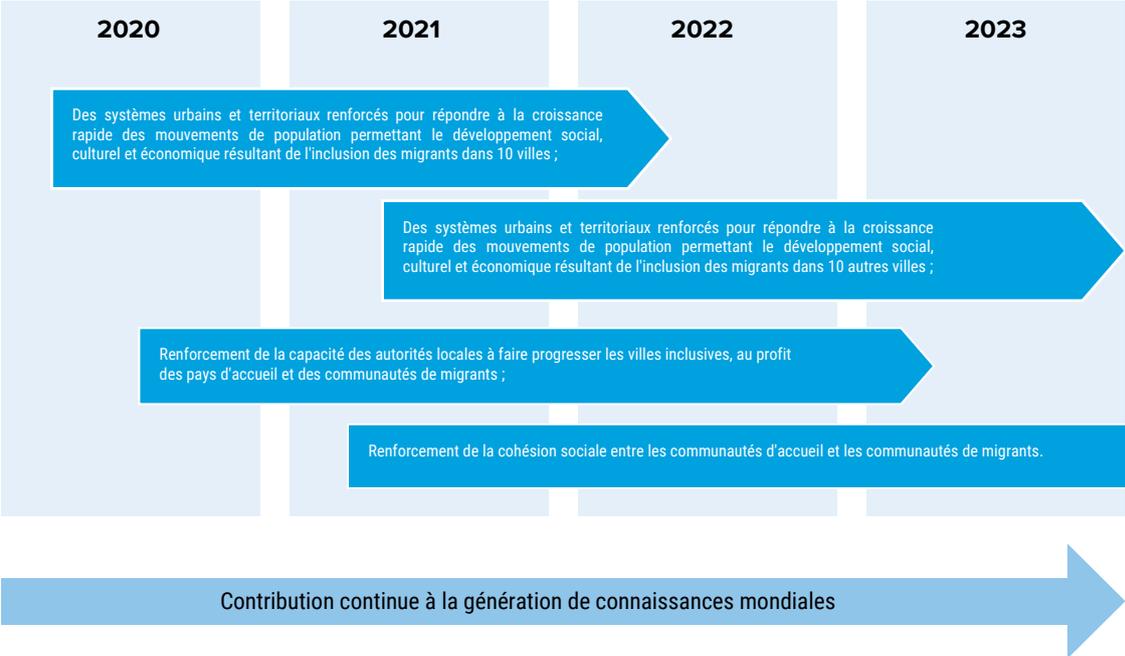
ONU-Habitat a une longue expérience de travail dans le domaine de la migration et du déplacement dans des contextes urbains, notamment dans des pays comme la Syrie, la Somalie, la région du Sahel, des pays d'Amérique latine et, plus récemment, des villes de Pologne en pleine crise ukrainienne. En promouvant des solutions à travers

un "prisme urbain" intégré (à la différence d'une approche en 'clusters'), ONU-Habitat est en mesure de rassembler des parties prenantes de différents secteurs, de multiples niveaux de gouvernance, des acteurs de l'humanitaire et du développement ainsi que des acteurs urbains pertinents, notamment la société civile, le monde universitaire et le secteur privé. Les approches participatives d'ONU-Habitat renforcent l'appropriation par les bénéficiaires et les parties prenantes impliquées. ONU-Habitat est l'agence des Nations Unies qui possède l'expertise pour travailler avec les autorités locales et les structures communautaires, et notre soutien améliore les systèmes urbains, ce qui ne profite pas à une seule personne en particulier. Il ne s'agit pas d'une question de population, d'ethnie ou de religion, mais d'une question d'amélioration de la vie des communautés d'accueil et des communautés migrantes ou déplacées, en veillant à ne laisser personne ou aucun lieu de côté. Ce programme phare soutiendra les gouvernements aux niveaux national, sous-national et local dans la collecte de données sur les priorités en matière de droits de l'homme, sur la base des principes de développement urbain inclusif dans les contextes de migration et de déplacement, ainsi que dans le renforcement des capacités, le développement d'outils et l'échange de connaissances.

Le programme est fortement attaché aux contextes de crise urbaine, donc posséder la flexibilité nécessaire pour répondre où/quand il y a urgence est une priorité. Il hVeej Z° h j g YZh° eglZih° ZmhiVcih° Zi° Zc° Xdj gh° YVch° Y{[gZciZh° g \dch° Zi° Y{[gZcih° eVnh!° n° Xdb egh° YZh° eglXZhhj h° eVg X°eVi {h° fj ^ ig/kVazci° ° Vb adZg g fT Xj h°dc° YVch° aZheVXZ° ej VAX° dj ° ° XVgd\gve] ZgYZh°hdj i°dchYZ°ad\Zb Zci°fj ^hdc i°Zchj fZ° VYVeieés au contexte de migration/déplacement. Le programme phare est également intégré aux réseaux et mécanismes mondiaux existants, notamment l'Alliance Mondiale pour les Crises Urbaines, le Réseau des Nations Unies sur les Migrations ou les Réseaux de Villes tels que CGLU, le Conseil des Maires pour les Migrations ou le Réseau de Connaissances KNOMAD. ONU-Habitat adhère à la recommandation du CAD de l'OCDE sur le lien entre le développement, l'humanité et la paix, notamment en ce qui concerne le rôle des autorités locales et la fourniture de services de base, le logement, l'intégration sociale, en mettant l'accent sur la composante d'inclusion sociale.

Durée de l'aide : Les services et la durée seront adaptés aux contextes locaux et en coordination avec d'autres acteurs du lien entre l'humanitaire, le développement et la paix.

Phases et jalons



Des enfants jouent dans un espace public réhabilité à Ramadi, en Irak. © ONU-Habitat



POUR PLUS D'INFORMATIONS

[Page web du programme "Renforcer les effets positifs de la migration urbaine".](#)

Programme phase 5 : SDG Cities

1.1 2.1 3.1 4.1



Résumé : Le programme phase 5 : *SDG Cities* a été conçu en réponse à la prise de conscience du rôle crucial des villes pour le développement durable. Si l'on estime que 80 % du PIB mondial est généré dans les villes, on estime également que 70 % des déchets mondiaux et 70 % des émissions de gaz à effet de serre sont créés dans les villes. Cependant, les villes peuvent être bien planifiées et gérées et, ce faisant, elles peuvent être des moteurs du développement durable et de la réalisation des ODD. *SDG Cities* se concentre donc sur le potentiel des villes à favoriser la réalisation des ODD et à améliorer ainsi la qualité de vie de tous, en ne laissant personne et aucun endroit de côté. *SDG Cities* collabore avec les villes, les autres niveaux de gouvernement, les communautés, le secteur privé et les partenaires du développement afin de mobiliser des

financements publics et privés pour une urbanisation durable. De meilleures données urbaines, en partant des ODD, créent la base nécessaire à la mise en place de stratégies et d'une planification fondées sur des données et des investissements dont la performance peut être mesurée par rapport aux progrès vers les ODD.

Défis relevés : Il est urgent d'accélérer la réalisation des ODD dans les villes d'ici 2030, ce qui dépendra des progrès réalisés aux niveaux local et régional. La pandémie de COVID-19 ne démontre que trop clairement les conséquences d'une mauvaise gestion urbaine et s'il est nécessaire de repenser la manière dont les villes peuvent devenir durables et résilientes, il est tout aussi important d'éviter d'inverser les progrès réalisés.

TEMOIGNAGE

"Adhérer à tous les agendas mondiaux est compliqué, nous avons donc compilé ce que nous voulons en tant qu'habitants de la ville avec ce que les agendas mondiaux exigent, et nous avons ensuite atteint sept objectifs avec 420 indicateurs pour mesurer nos progrès. Tout cela a été consigné dans un document, et nous organisons désormais nos budgets en fonction de ce document. Chaque nouvelle année, nous nous réunissons - plus de 10 000 habitants des villes - pour faire le point et célébrer nos réalisations. Ce programme (*SDG Cities*), avec son système mesurable pour planifier et montrer les progrès et son ambition d'atteindre 1 000 villes dans le monde, est le programme le plus important actuellement sur la table."

Dr. Peter Kurtz,
Maire de Mannheim
Lancement de l'initiative mondiale *SDG Cities* WUF, 10 février 2020

Ce qu'ONU-Habitat peut offrir : Pour atteindre l'échelle et la portée nécessaires pour relever ce défi (atteindre 300 villes participant directement, et transmettre des connaissances à 600 autres villes), l'initiative mondiale *SDG Cities* mesure la performance des villes en matière d'ODD dans trois domaines de développement clés, conformément aux engagements de transformation du Nouvel Agenda Urbain :

1. Le développement urbain durable pour l'inclusion sociale et l'éradication de la pauvreté ;
2. Une prospérité urbaine durable et inclusive et des opportunités pour tous ;
3. Un développement urbain écologiquement durable et résilient.

Ce programme soutient ensuite une suite de services stratégiquement alignés à l'horizon 2030, allant du renforcement des capacités dans les domaines essentiels de la gouvernance inclusive, de la planification et des recettes, au soutien et au financement de projets d'impacts qui accélèrent la réalisation des ODD et la résilience. L'assistance technique sera systématisée par la mise au point d'outils en ligne conviviaux, accessibles à toute ville et à tout endroit disposant d'une connexion à internet. Ces outils seront soutenus par des centres d'assistance technique régionaux qui fourniront des conseils pratiques, par exemple par le biais de Microsoft Teams, pour la mise en œuvre et l'adaptation des outils à des contextes spécifiques. Cela permet de réduire considérablement les coûts liés à l'envoi d'experts dans le monde entier, d'augmenter considérablement la portée et de fournir un soutien plus efficace. Cela rend également le service plus facilement disponible dans un contexte de pandémie.

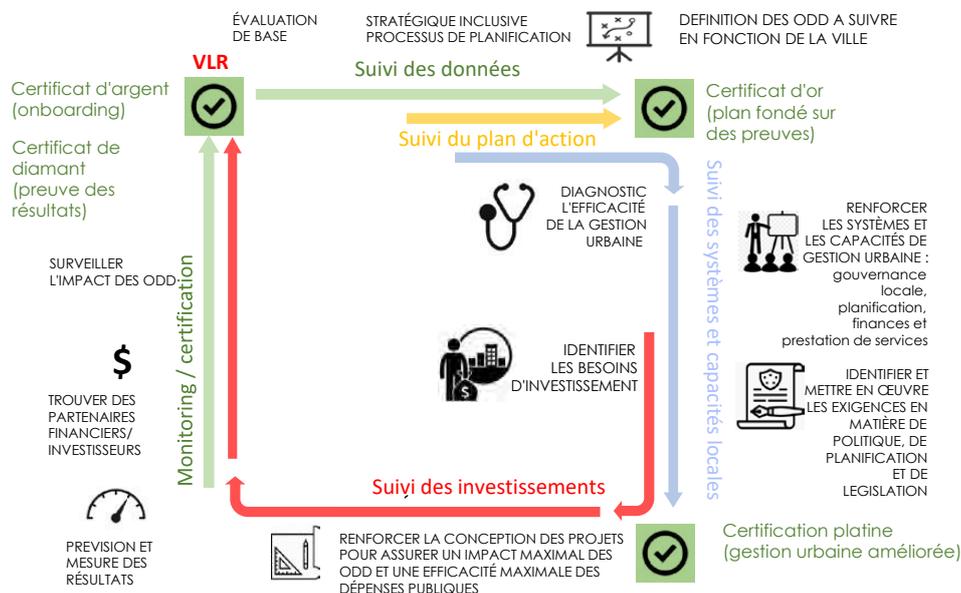
ONU-Habitat propose la certification *SDG Cities* - un prix prestigieux des Nations Unies qui reconnaît les performances des villes en matière de réalisation des ODD. Cette certification récompense les réalisations dans les dimensions socio-économiques et environnementales et dans les critères d'inclusion sociale d'ONU-Habitat, à savoir les droits de l'homme, l'égalité des sexes, les enfants, les jeunes et les personnes âgées, et le handicap. Les indicateurs utilisés aideront également les villes dans leurs examens locaux volontaires (VLR).

ONU-Habitat, en tant que coordinateur mondial pour le développement urbain, est particulièrement bien placé pour offrir ce service.

L'initiative s'appuie sur les principaux domaines d'expérience d'ONU-Habitat, comme suit :

- **Données** : La *Cities Prosperity Initiative*, mise en œuvre dans 539 villes de 54 pays répartis dans toutes les grandes régions du monde.
- **Planification stratégique** : Au cours de la dernière décennie, ONU-Habitat a développé et affiné plusieurs méthodologies et outils pour soutenir les processus inclusifs, participatifs, de planification stratégique et de définition des priorités urbaines. Le programme "Future Cities" a permis de relier efficacement ces processus aux investissements en infrastructures dans plusieurs villes.
- **Formulation et examen des projets relatifs aux ODD** : Le programme *Future Cities* d'ONU-Habitat a développé et piloté un "outil d'évaluation de projet SDG" qui examine et améliore la valeur ODD des grands projets urbains dans 19 villes de 10 pays de quatre régions.
- **Dispositif d'investissement dans les villes** : Le dispositif d'investissement dans les villes d'ONU-Habitat a été lancé lors du dixième Forum Urbain Mondial (WUF10) en février 2020. Depuis lors, il a accumulé une réserve mondiale de projets urbains liés aux ODD d'une valeur de 6,24 milliards de dollars et, à la fin du mois de mai 2020, il a presque clôturé un portefeuille d'une valeur de 48 millions de dollars. Le dispositif d'investissement pour les villes vise à négocier 500 milliards d'USD d'investissements dans les ODD urbains d'ici 2025.

Schéma récapitulatif de *SDG Cities*. © ONU-Habitat



- **Planification intégrée des investissements en capital :** Des plans d'investissement en capital peuvent également être produits dans le cadre d'un processus de planification territoriale stratégique, intégrant les investissements dans les infrastructures (projets), les allocations financières municipales (budget) et les plans territoriaux (résultats de développement) afin de réaliser des investissements ciblés par zone. Ce processus de planification peut remédier aux risques de déconnexion entre le plan et les allocations financières dans le budget municipal, compte tenu des priorités concurrentes.
- 900 villes auront établi des profils de référence et d'objectifs pour la réalisation des ODD et des plans de mise en œuvre stratégique.
- 900 villes auront amélioré leurs capacités dans une ou plusieurs des fonctions favorisant le développement urbain durable - politiques, planification, financement - sur la base d'une analyse de base.
- 900 villes auront investi dans des initiatives ayant un impact sur les ODD.
- 900 villes auront été reconnues pour leurs efforts en matière d'ODD grâce à la certification *SDG Cities*.

Grâce à ce programme phare, ONU-Habitat prévoit d'améliorer la qualité de vie d'un milliard de citoyens dans le monde, en appliquant une approche systématique adoptée par les autorités municipales afin d'évaluer la réalisation des ODD, de définir les priorités pour 2030, et de s'attaquer aux besoins identifiés. Et cela par le biais d'initiatives à fort impact visant à réduire les inégalités sociales, à favoriser la prospérité partagée et à garantir la durabilité environnementale. Les autres résultats attendus sont les suivants :

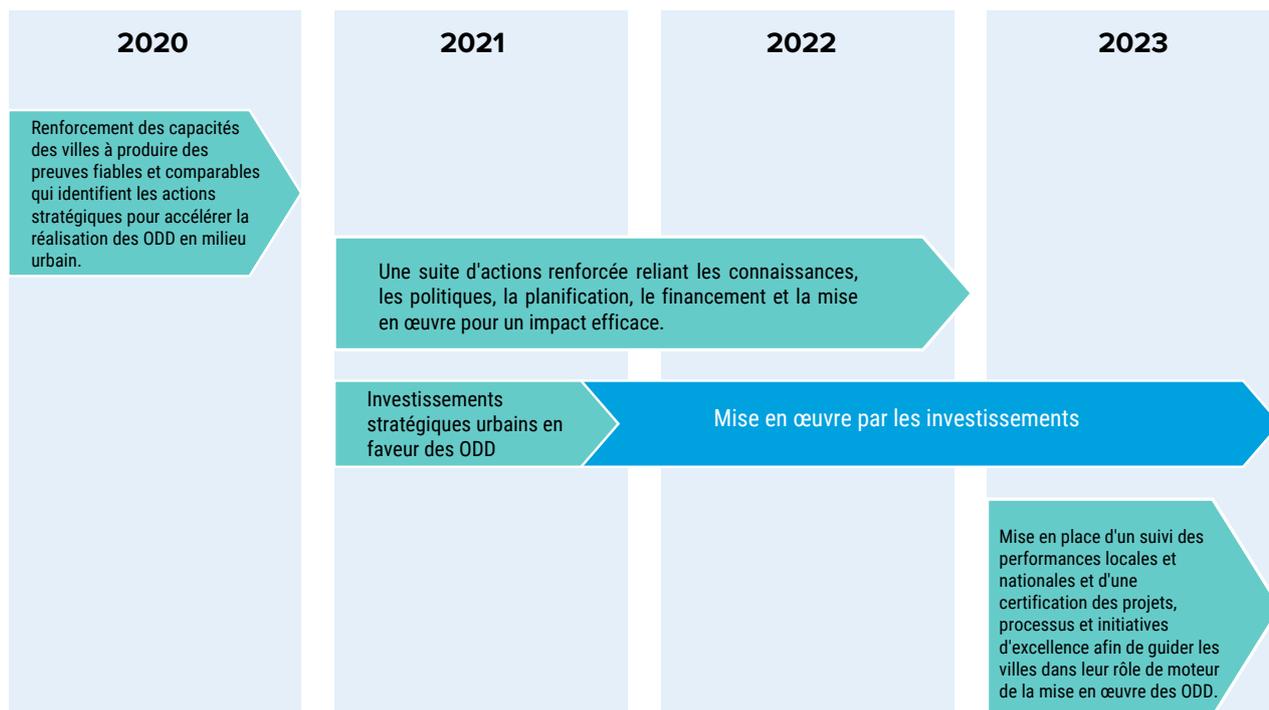
Durée du soutien : Chaque ville participante sera engagée dans l'initiative pendant environ quatre ans. La première année permettra d'identifier les données de base et de fournir une évaluation diagnostique des capacités clés, des plans et des besoins d'investissement nécessaires à la réalisation des ODD prioritaires d'ici 2030. Les deuxième et troisième années seront consacrées à la mise en place des principaux moteurs (plans, législations, cadres de gouvernance, mécanismes de financement) dont la ville a besoin pour accélérer la réalisation des ODD ; la quatrième année sera consacrée au développement et à la préparation des initiatives d'impact et à leur mise en relation avec des sources de financement mixtes pour un impact à grande échelle.

Calendrier et budget

| Nouvelles villes adhérant au projet | | Impact cumulatif # villes | 2020 | 2021 | 2022 | 2023 | 2024 | 2025 | 2026 | 2027 | 2028 | 2029 | 2030 |
|---|----------|---------------------------|---|--|--|---|---|---|---|--|------------|------------|-----------|
| 2020 | 25 (75) | 25 (75) | 25 villes participant directement. 75 engagés | | | | | | | | | | |
| 2021 | 25 (75) | 50 (150) | | 50 villes participant directement. 150 engagés | | | | | | | | | |
| 2022 | 25 (75) | 75 (225) | | | 75 villes participant directement. 225 engagés | | | | | | | | |
| 2023 | 25 (75) | 100 (300) | | | | 100 villes participant directement. 300 engagés | | | | | | | |
| 2024 | 50 (150) | 150 (450) | | | | | 125 villes participant directement. 375 engagés | | | | | | |
| 2025 | 50 (150) | 200 (600) | | | | | | 150 villes participant directement. 450 engagés | | | | | |
| 2026 | 50 (150) | 250 (750) | | | | | | | 175 villes participant directement. 525 engagés | | | | |
| 2027 | 50 (150) | 300 (900) | | | | | | | | 200 villes participant directement. 600 personnes engagées | | | |
| Population moyenne des villes : 1,5 million | | | | | | | | | | | | | |
| Impact : 1,35 milliard de personnes | | | | | | | | | | | | | |
| Coût - au niveau de la ville (USD) | | | 3,125,000 | 11,000,000 | 14,750,000 | 16,000,000 | 19,125,000 | 27,000,000 | 30,750,000 | 32,000,000 | 25,750,000 | 10,000,000 | 2,500,000 |
| Autres frais* | | (USD) | 2,500,000 | 2,500,000 | 2,500,000 | 2,500,000 | 2,500,000 | 2,500,000 | 2,500,000 | 2,500,000 | 2,500,000 | 2,500,000 | 2,500,000 |
| Coût total par an | | | 5,625,000 | 13,500,000 | 17,250,000 | 18,500,000 | 21,625,000 | 29,500,000 | 33,250,000 | 34,500,000 | 28,250,000 | 12,500,000 | 5,000,000 |
| Coût total sur 4 ans | | | USD 54,875,000 | | | | | | | | | | |
| Coût total sur 10 ans | | | USD 219,500,000 | | | | | | | | | | |

* Les autres coûts comprennent la gestion du programme, la gestion de la plate-forme consultative sur la capitale, la plate-forme du Nouvel Agenda Urbain et le réseau mondial des laboratoires urbains.

Phases et jalons



Reykjavik, Islande ©Shutterstock/ Alexey Stiop



POUR PLUS D'INFORMATIONS
[Page web du programme "Objectifs de développement durable pour les villes"](#)

Une meilleure qualité de vie pour tous dans un monde en voie d'urbanisation

HS/050/22F



ONU-HABITAT

PROGRAMME DES NATIONS UNIES POUR LES
ETABLISSEMENTS HUMAINS
P.O. Box 30030, Nairobi 00100, Kenya
E: UNHabitat-GSD@un.org

